AU QUOTIDIEN P. 29
MOTEUR ÉCONOMIQUE P. 71
EN ACTIVITÉ P. 91



LA GAZETTE
Nord - Pas de Calais
Votre journal économique régional
SUPPLÉMENT DES NUMÉROS 9010 ET 9818







La Région HAUTS-DE-FRANCE EN CHIFFRES 2020









KIA

Le Pouvoir de Surprendre

Consommations mixtes et émissions de CO_2 du Kia Sportage Hybride : 5,2 à 6,1 L/100 km – de 138 à 155 g/km.

*Garantie 7 ans ou 150 000 km (1re des deux termes échu) valable pour tous les modèles Kia en France métropolitaine et Corse (hors DOM-TOM) et dans tous les Etats membres de l'UE ainsi qu'en Norvège, Suisse, Islande et Gibraltar sous réserve du respect du plan d'entretien défini par le constructeur et présenté dans le manuel utilisateur. **7 ans de mise à jour de la cartographie réservée aux véhicules neufs équipés de série d'un système de navigation qui bénéficient d'une mise à jour annuelle gratuite. **Mentions légales KIA FINANCE** (1) Exemple de Location Longue Durée (LLD) sur 49 mois et 60 000 km pour le financement d'un Kia Sportage Active CRDi 115ch MHEV hors options. **49 loyers mensuels de 327 € TTC sans apport. Exemple hors assurances et prestations facultatives. Modèle présenté :** Kia Sportage GT Line Premium CRDi 115ch MHEV BVM6 (avec options). **49 loyers mensuels de 417 € TTC sans apport. Exemple hors assurances et prestations facultatives. Dans la limite des stocks disponibles.** Offre réservée aux particuliers, non cumulable, valable du 01/08/2020 au 30/09/2020 chez tous les distributeurs Kia participant à l'opération. Sous réserve d'acceptation du dossier par Kia Finance, département de CGL, Compagnie Générale de Location d'équipements, SA au capital de 58 606 156 – 69, av. de Flandre 59708 Marcq-en-Baroeul Cedex – SIREN 303 236 186 RCS Lille Métropole. Conditions sur kia.fr.

Beauvais Automobiles - 10 Rue Pierre et Marie Curie - 60000 Beauvais - 03 44 02 05 21 - www.beauvais-auto.fr



À PARTIR DE
9 990 € HT (1)
Sous condition de reprise.
Garantie 5 ans/100 000 km incluse.

GAMME FIAT PROFESSIONAL GNV

ÉCONOMIQUE, ÉCOLOGIQUE, SURÉQUIPÉE

FIORINO FOURGON TÔLÉ PRO LOUNGE 1.4 GNV 70 CH

JUSQU'À 900 KM D'AUTONOMIE > CLASSÉ VIGNETTE CRIT'AIR 1 > PORTE LATÉRALE COULISSANTE > SYSTÈME MULTIMÉDIA ÉCRAN TACTILE 7" ET INTÉGRATION APPLE CARPLAY™/ANDROID AUTO™

(1) Tarif au 02/06/2020 du Fiorino 1.4 GNV 70 ch Pro Lounge : 17 260 € HT – 7 270 € HT (dont 6 570 € HT de remise constructeur et 700 € HT de prime à la reprise sans condition d'âge, destiné ou non à la destruction) = 9 990 €. Offre réservée aux professionnels, **valable jusqu'au 30/09/2020** chez les distributeurs participants. Dans la limite des stocks disponibles. Autonomie en cycle mixte du Fiorino Fourgon Tôlé GNV, réservoirs essence et GNV combinés (660 km en essence + 330 km en GNV). Extension de garantie *Maximum Care** 2+3 ou 100 000 km offerte au 1er des 2 termes échu, pour toute commande et livraison jusqu'au 30/09/2020 sur la gamme GNV Fiat Professional. **Maximum Care* = protection maximum. 342 499 126 RCS Versailles.

FCA CAPITAL France

PROFESSIONNEL COMME VOUS

Garage de la Piscine

14 Rue Henri Becquerel - 60000 Beauvais – 03 44 02 84 00 www.garagepiscine.fr

LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE EN CHIFFRES 2020

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Xavier Méplon

7 rue Jacquemars-Giélée - 59800 LILLE
Standard : 03 28 38 45 45
www.gazettenpdc.fr
Dépôt légal : à parution
CPPAP Nord n° 0524 I 84778
CPPAP Pas de Calais n° 0524 I 92530
ISSN 1165-0796

RÉDACTEUR EN CHEF :
Patrick Beaumont
patrick.beaumont@gazettenpdc.fr

RÉDACTION :
Amandine Pinot
amandine.pinot@gazettenpdc.fr
Camille Michalski
camille.michalski@gazettenpdc.fr

ONT COLLABORÉ À CETTE ÉDITION
Jean-Baptiste Allouard,
Georges Bacot,
Isabelle Boidanghein,
Guillaume Cugier,
Benoît Delabre,
Benoît Dequevauviller,
Kaltoume Dourouri,
Pascaline Duban,
Lucy Duluc,
Corentin Escaillet,
Brigitte Falguiere,
Anne Henry-Castelbou,
Virginie Kubatko,
Jackie Lacherest,
Diane La Phung,
Lolita Péron,
Amélie Péroz,
Morgan Railane,
Baptiste Régent

CHARGÉE D'ÉTUDES ET STATISTIQUES
Livio Scotton et Audrey Lebedeff

PUBLICITÉ COMMERCIALE, IMPRESSION, CRÉATION ET MISE EN PAGE
Caroline Denglos, Directrice
caroline.denglos@gazettemedias.fr
Jérôme Capoen, Responsable Commercial
jerome.capoen@gazettemedias.fr
Christophe Lestoquoi, Graphiste
christophe.lestoquoi@gazettemedias.fr

LA GAZETTE MEDIAS
ÉVÉNEMENTIEL | PRINT | RÉGIE
7, rue Jacquemars Giélée 59000 Lille
www.gazettemedias.fr

IMPRIMERIE
Imprimerie : DB PRINT
53, rue de la Lys - BP 90068
59431 Halluin CEDEX (fr)

Chrzanowska 32, 05-825
Grodzisk Mazowiecki (pl)
Associé : SARL Financière Douriez-Bataille

DESIGN ET INFOGRAPHIE
SOPREDA 2

sommaire

Avant-propos

ÉDITORIAL DE PATRICK BEAUMONT p. 5

Tribunes

TRIBUNE DE XAVIER BERTRAND p. 7
TRIBUNE DE NICOLAS FRICOTEAUX p. 9
TRIBUNE DE JEAN-RENÉ LECERF p. 13
TRIBUNE DE NADÈGE LEFEBVRE p. 17
TRIBUNE DE YANN ORPIN p. 73
TRIBUNE DE RAOUTI CHEHIH p. 93



Au quotidien

QUALITÉ DE VIE PROFESSIONNELLE p. 30
SANTÉ p. 34
SOCIAL p. 40
ASSOCIATIONS p. 46
ENSEIGNEMENT p. 50
ÉNERGIE p. 54
ENVIRONNEMENT p. 58
MOBILITÉS p. 62
LOGEMENT p. 66



Moteur économique

TRIBUNE DE YANN ORPIN p. 73
EMPLOI p. 74
REVENUS ET PATRIMOINE p. 78
INTERNATIONAL p. 82
INNOVATION p. 86



En activité

TRIBUNE DE RAOUTI CHEHIH p. 93
INDUSTRIE p. 100
AUTOMOBILE p. 104
INDUSTRIE FERROVIAIRE p. 108
INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE p. 112
INDUSTRIE NAVALE p. 116
INDUSTRIE DU VERRE p. 120
LOGISTIQUE p. 124
BTP p. 128
AGRICULTURE p. 132
AGROALIMENTAIRE p. 136
FILIÈRE HALIEUTIQUE p. 140
INDUSTRIE COSMÉTIQUE p. 144
SERVICES p. 148
ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE p. 152
COMMERCE p. 156
ARTISANAT p. 162
PROFESSIONS LIBERALES p. 168
BANQUES p. 174
FILIÈRE NUMÉRIQUE p. 180
FILIÈRE ÉQUINE p. 184
TOURISME p. 188

La Centrale d'achat public régionale

Nos partenaires des Hauts-de-France

80% de nos fournisseurs sont issus des Hauts-de-France. Nous participons à la création d'emploi sur l'ensemble de nos marchés et contribuons à l'économie locale auprès des producteurs distributeurs de denrées alimentaires. Nous favorisons les produits recyclables à travers nos différents marchés de fourniture.



Crédits photos : CAP'Oise Hauts-de-France

Le partenaire incontournable au service des collectivités des Hauts-de-France

Aisne Nord Oise Pas-de-Calais Somme

Vous êtes une commune, une communauté d'agglomération, un établissement public, un organisme public, une association gérant une mission d'intérêt général oeuvrant sur les Hauts-de-France ?

Facilitez votre quotidien et faites appel à la centrale d'achat public régionale. En passant par notre centrale d'achat, vous respectez les obligations de publicité (BOAMP, JOUE) et de mise en concurrence relatives aux marchés publics.

CAP'Oise Hauts-de-France propose une large gamme d'offres de services et de fournitures. Vous bénéficiez de délais maîtrisés, de prix attractifs grâce à la mutualisation, d'un accompagnement de nos partenaires.

Pas d'engagement dans la durée – Pas d'adhésion – Pas de convention.

Ayez le réflexe CAP'Oise Hauts-de-France

Pour répondre à vos besoins

03 44 10 42 65

commercial@cap-oise.fr

www.cap-oise.fr

Village Mykonos - Bâtiment A
36 Avenue Salvador Allende - CS 40881
60008 BEAUVAIS CEDEX

Nos offres Consultez les offres CAP'Oise Hauts-de-France sur **www.cap-oise.fr** et accédez à l'ensemble de nos marchés mis à votre disposition : mobiliers de bureau, restauration, scolaire, hébergement, médiathèque, les produits d'hygiène et d'entretien, le matériel de nettoyage, les EPI et vêtements de travail, les panneaux de signalisation, le matériel informatique (ordinateurs, serveurs, imprimantes...), les logiciels, le Très Haut Débit, les denrées alimentaires, peinture et revêtement de sol, sel déneigement, outillage, quincaillerie, plomberie et sanitaire, matériel électrique et éclairage, petites fournitures de bureau, papier...

L'ESPÉRANCE EST UN SPORT DE COMBAT

Difficile, voire impossible, à l'heure où s'écrivent ces lignes, de prévoir l'évolution de la pandémie qui a stoppé net la marche du monde en mars dernier. Passé la stupeur face à cette situation inédite d'une ampleur exceptionnelle, il a fallu s'adapter et avancer en essayant de n'oublier personne en chemin. Aujourd'hui, l'équilibre est précaire entre l'impérieuse nécessité de protéger les plus vulnérables – tant du point de vue sanitaire que social – et l'urgence de maintenir et de relancer durablement l'activité économique afin de limiter les inévitables et redoutables conséquences de la crise sur le chômage et les défaillances d'entreprises dont la situation devrait s'aggraver encore d'ici le printemps prochain. Il suffit d'analyser un tant soit peu l'extrême fragilité des secteurs de la culture, de l'événementiel ou du tourisme pour saisir combien les mois qui s'annoncent seront cruciaux pour la survie d'un pan parfois mésestimé mais essentiel de notre économie.

Cependant, s'il ne faut pas occulter ces perspectives sombres, il est vital d'activer les solidarités, de fédérer les bonnes volontés et de fructifier les compétences afin d'éviter le scénario du pire. «*L'espoir est le combustible que les hommes brûlent pour pouvoir vivre*», souligne l'écrivain japonais Haruki Murakami, et il est urgent d'alimenter la psyché nationale avec ce carburant vivifiant, surtout pour un peuple si prompt à critiquer et à se dénigrer... Les motifs d'espoir existent et n'appartiennent pas seulement au vocabulaire formaté de communicants à court d'idées. Ce guide économique souligne certes les faiblesses conjoncturelles et structurelles de notre région mais valorise surtout nos forces imputrescibles et nos compétences récentes, soulignant le dynamisme de nos territoires et de nos collectivités. Lesquels occupent d'ailleurs une place essentielle dans le rebond de l'après-crise, tant la demande du local et la volonté de proximité sont devenues une priorité après que la pandémie ait mis en relief les effets parfois désastreux de la mondialisation à marche forcée.

A la lecture des 34 chapitres qui composent ce guide et dessinent les contours de la vie économique des Hauts-de-France, chacun pourra découvrir les nombreux atouts et forces vives – près de 80 décideurs et dirigeants livrent leurs réflexions et perspectives – des secteurs d'activité qui comptent, pèsent ou se développent dans une région qui a toujours placé l'humain au cœur de son ambition et de ses transformations. Ainsi, la crise sanitaire a accéléré la mise en œuvre de nouveaux paradigmes provoquant de stimulantes mutations à l'exemple du télétravail qui bouscule les codes de l'entreprise, de la mobilité douce qui gagne les villes, de la digitalisation qui réinvente le commerce de proximité ou du retour en grâce de la consigne dont l'industrie du verre bénéficie.



“ IL EST VITAL D'ACTIVER LES SOLIDARITÉS, DE FÉDÉRER LES BONNES VOLONTÉS ET DE FRUCTIFIER LES COMPÉTENCES AFIN D'ÉVITER LE SCÉNARIO DU PIRE. ”

Patrick Beaumont
Rédacteur en chef – patrick.beaumont@gazettenpdc.fr

Ces quelques exemples piochés au gré des multiples initiatives abordées dans ce guide attestent de l'inépuisable potentiel, de la vitalité et de la capacité de rebond d'une région dont les fondements économiques demeurent solides en dépit de la tempête que nous traversons. Enfin, je remercie particulièrement les acteurs – sur le terrain et en coulisses – qui ont œuvré à la réalisation de ce guide devenu une référence pour mieux appréhender les multiples singularités de l'économie régionale.

«*Les moments de crise produisent un redoublement de vie chez les hommes*» écrivait Chateaubriand dans ses *Mémoires d'outre-tombe*. Puissent les épreuves d'aujourd'hui nous inciter à une analyse salutaire et nous projeter avec appétence dans un avenir plus responsable, plus solidaire et plus soucieux de notre environnement.


VOUS DEVEZ VOUS RENDRE AU TRAVAIL EN VOITURE ?
BÉNÉFICIEZ DE L'AIDE AU TRANSPORT !
LAURY
CHAVATTE
Aide-soignante à l'hôpital de Béthune, bénéficiaire de l'aide au transport
© Dominique Bokalo / Région Hauts-de-France
POURQUOI PAS VOUS ?
0 800 026 080
Service & appel gratuits
www.hautsdefrance.fr
RENDEZ-VOUS DANS L'ANTENNE DE LA RÉGION PRÈS DE CHEZ VOUS
Région
Hauts-de-France



© Michael Lachant

AGIR COLLECTIVEMENT POUR SOUTENIR NOS ENTREPRISES

XAVIER BERTRAND,
PRÉSIDENT DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Nous avons voté, en juillet dernier, un plan de soutien et de relance de 1,3 milliard d'euros pour investir dans les Hauts-de-France dans les 18 mois à venir, plan que nous avons construit avec les Chambres de Commerce et d'Industrie, les Chambres de Métiers et les autres organisations économiques régionales, car je suis intimement convaincu que le travail collectif est la clé de la sortie de crise.

Nous allons faire face à un choc économique et social sans précédent et il faut aller vite. La récession est historique, elle aura obligatoirement des conséquences, notamment en termes d'emplois. Ce plan doit donc être efficace et n'oublier personne : les entreprises, quelle que soit leur taille, les indépendants, comme les salariés. Avec une attention particulière pour les jeunes qui vont rentrer sur le marché du travail.

Nous avons créé un guichet, un site internet et un numéro de téléphone uniques pour toutes les entreprises qui ont besoin d'être soutenues (relance.hautsdefrance.fr – Place des entreprises au 03 59 75 01 00). Notre priorité est d'aider concrètement nos entreprises à surmonter l'épreuve de la crise économique, et de rester ambitieux et confiants dans les atouts de notre région pour l'avenir.

A court terme, j'attends de l'État qu'il signe un plan d'actions pour les indépendants qui ont des difficultés, et je suis prêt à aider à la mise en place d'un dispositif. Nous avons tous un rôle à jouer pour alerter clairement l'État sur des dispositifs qui doivent évoluer : il est évident par exemple qu'il faut transformer les Prêts Garantie par l'État en dettes de très long terme. Les entreprises qui retrouveront une croissance satisfaisante n'effaceront pas pour autant les deux mois et demi de confinement.

Je continuerai aussi à faire pression sur les assureurs-crédits, qui n'ont pas suffisamment joué le jeu au cœur de cette crise. Car il est essentiel de parvenir à mobiliser autant de financements publics et privés que possible. Mais l'argent ne fait pas tout : nous devons aussi être plus agiles et repenser nos façons de faire, par exemple en inventant de nouvelles formes de mise à disposition de main d'œuvre. Je pense ainsi au bassin de Méaulte, essentiellement tourné vers l'aéronautique, pour lequel il faut répondre à des enjeux de diversification et de maintien de l'activité économique.

Notre plan est à la fois destiné au soutien, à l'accompagnement, avec les outils comme le Fonds de premier secours et Hauts-de-France Prévention, mais aussi à la relance. Cela passe par plusieurs leviers : trouver des crédits supplémentaires pour former les habitants aux secteurs qui vont recruter demain ; avoir des plans de relance directement opérationnels, avec des montants disponibles immédiatement, grâce à des délais simplifiés ; relever les plafonds de la commande publique et s'en servir pour relancer la machine. La Région met ainsi sur la table un demi-milliard d'euros sur les investissements dans les collectivités publiques, hors infrastructures de transport et hors rénovation urbaine. Les marchés publics qui donneront lieu à des travaux avant le 31 mars 2021 bénéficieront d'une majoration de subvention par la Région, de l'ordre de 10%.

Il ne faut pas non plus oublier les grands projets d'infrastructures à venir dans notre région qui seront le gage d'une relance économique : le Canal-Seine-Nord, avec ses 5,3 milliards d'euros d'investissement, est un plan de relance à lui tout seul ! Rappelons qu'il s'agit du plus important projet français porté par des collectivités. Derrière, ce sont près de 20 000 emplois attendus. Quant à la Giga Factory à Douvrin, qui va fournir les batteries pour les véhicules électriques de PSA (horizon 2023) et créera aussi des emplois directs, elle sera à la pointe de la transition énergétique. La Région investit beaucoup dans l'industrie automobile depuis de nombreuses années car ce sont des emplois pour demain et après-demain.

CFA
AGRICOLE PUBLIC
DES HAUTS-DE-FRANCE

Participez à la formation des professionnels de demain



NOUS AVONS LE CANDIDAT QU'IL VOUS FAUT !

Du CAP à la licence, dans les filières agroéquipements, commerce, agroalimentaire, agriculture et horticulture, élevage, travaux paysagers, environnement, services et métiers animaliers.

www.cfar-hdf.fr
03 44 50 84 54 - contact@cfar-hdf.fr

SUIVEZ-NOUS

Scannez-moi pour accéder au formulaire de demande de renseignements.

POINT DE REPÈRE communication
ART'DHÉSIF signalétique

Démarquez-vous !

CONSEIL & CONCEPTION
LOGO & CHARTE GRAPHIQUE
CARTE DE VISITE
FLYER & PLAQUETTE
CATALOGUE
SITE WEB & NEWSLETTER
RÉSEAUX SOCIAUX
PRISE DE VUE
MOTION DESIGN & VIDÉO...

SIGNALÉTIQUE TOUT SUPPORT
POSE & IMPRESSION D'ADHÉSIF
ENSEIGNE & VITRINE
PANNEAU
FLOCAGE DE VÉHICULE
ORIFLAMME & BÂCHE
STAND
TEXTILE
MÉDAILLE & TROPHÉE...

WWW.POINTDEREPERE.FR • POINTDEREPERE@ART-DHESIF.FR • 03 22 48 17 20 • 18 RUE GASTON MOUTARDIER - AMIENS



OUTRE NOS PLANS DE SOUTIEN CIBLÉS, NOUS DEVONS RENFORCER LES SOLIDARITÉS HUMAINES ET TERRITORIALES

NICOLAS FRICOTEAUX
PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AISNE

La crise sanitaire liée à la Covid-19 a marqué le début de l'année 2020. Le défi à relever fut immense, car cette crise est exceptionnelle et inédite. Notre préoccupation première a été d'assurer la continuité de l'action publique afin de répondre aux sollicitations de nos concitoyens tout en protégeant nos agents. Concrètement, en interne, il a fallu développer le télétravail, ouvrir des lignes téléphoniques, structurer nos échanges en audio et visioconférence, rassurer nos partenaires ainsi que tous les Axonais sur le maintien de nos soutiens financiers et de nos aides sociales. Durant le confinement, le Département a ensuite fait le choix de soutenir les secteurs et professionnels les plus impactés par cette crise en distribuant des moyens de protection qu'il était impossible de se procurer dans la distribution grand public. Ce soutien ciblé a, ainsi, permis de maintenir les services essentiels à nos concitoyens durant le confinement. Au total, 200 000 masques ont été distribués, alors même que la tension sur ces approvisionnements était à son comble. Au moment du déconfinement, et grâce aux fédérations du bâtiment, la CAPEB, la FFB, et aux chambres consulaires, nous avons équipé en masques les artisans et les commerçants pour qu'ils puissent reprendre plus rapidement et en sécurité leur activité. Pour y parvenir, nous avons travaillé main dans la main avec l'Union des maires de l'Aisne, dans la proximité et avec réactivité.

Un autre défi fut aussi le déploiement de moyens numériques là où des carences et des besoins étaient identifiés. Par exemple, le Département a déployé des tablettes dans les Ehpad et généralisé l'ENT (Environnement Numérique de Travail) dans les écoles primaires, dès le mois de mars, afin de permettre l'enseignement à distance pour tous. Dans un sens, cette crise est un accélérateur de tendances car, dès cette rentrée 2020, l'État va débloquer 7 millions d'euros pour le développement du numérique dans les écoles de l'Aisne et je rappelle que nous aurons déployé la fibre dans tout le département d'ici 2022. Le numérique est un atout pour notre territoire, tant pour le service aux citoyens que celui aux professionnels. Durant cette crise, réactivité et volontarisme ont été des facteurs-clés pour dépasser les difficultés.

Nous n'avons plus de compétence économique mais nous avons le devoir de stimuler l'activité. Ainsi nous avons soutenu les territoires à travers différentes actions : par exemple, nous avons acheté 4 000 maroilles aux producteurs axonais afin de soutenir la filière touchée par la crise sanitaire et nous les avons redistribués aux associations caritatives ou encore, notre initiative de communication, «Retrouvez-vous dans l'Aisne», a permis de mettre en avant et de générer de l'activité pour les acteurs touristiques du Département. C'est cette stimulation des initiatives individuelles qui, démultipliée, permet de créer un environnement favorable au développement et un cercle vertueux.

Pour autant, la crise a tout de même affecté très lourdement nos capacités financières : nous sommes confrontés de nouveau à l'effet-ciseau qui résulte de la chute inévitable de nos recettes et de la hausse très forte de nos dépenses sociales.

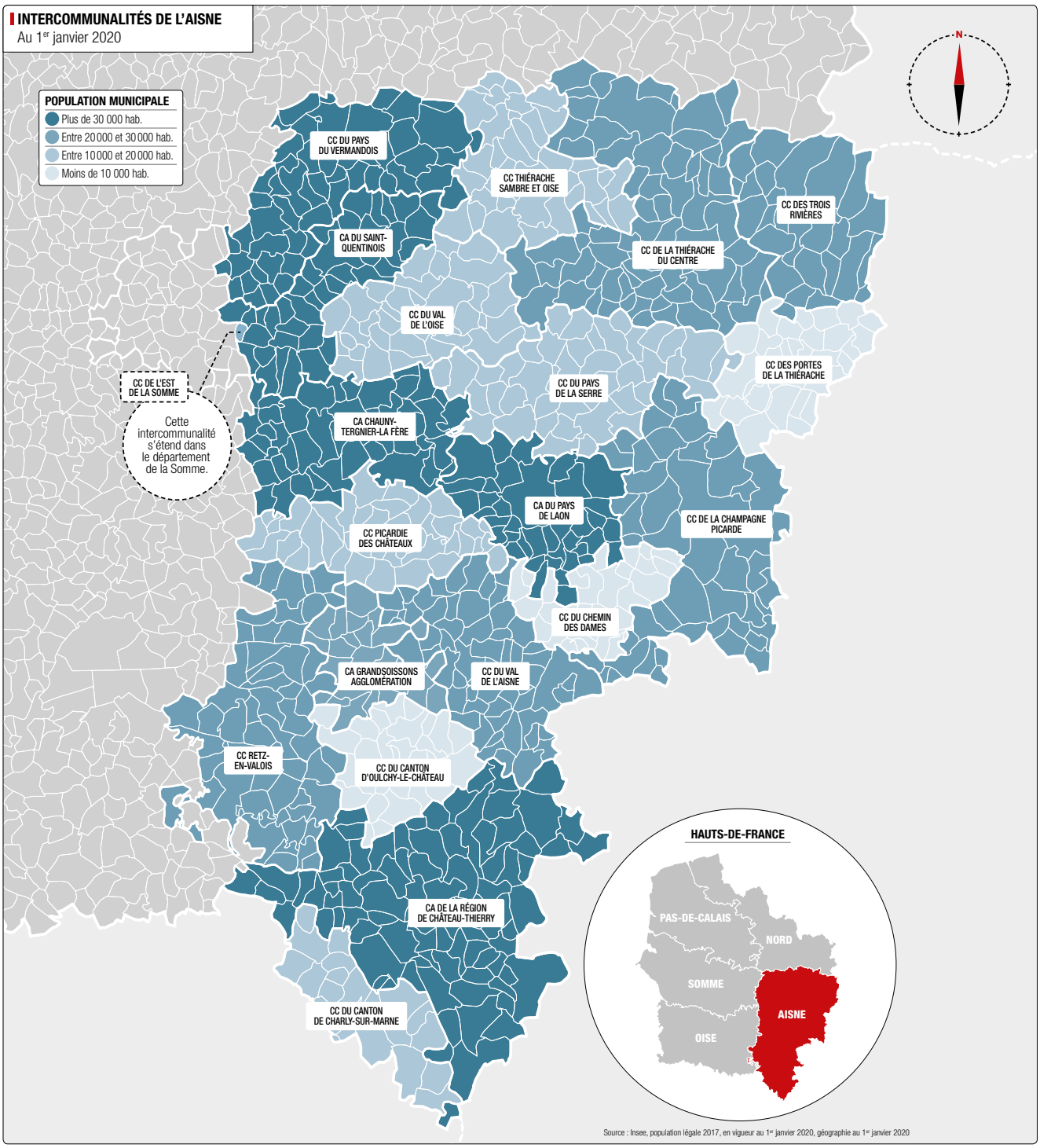
Cependant, plutôt que d'abandonner, cette année ou l'an prochain, certaines de nos politiques, qui sont vitales car elles permettent de faire vivre le lien social sur tous les territoires de l'Aisne, j'ai décidé de lisser le coût des conséquences de cette crise sur les 3 à 5 années qui viennent, et cela afin de maintenir notre engagement auprès de tous ces partenaires qui comptent sur nous.

Parallèlement, avec notamment l'Assemblée des Départements de France, nous demandons un meilleur soutien de l'État pour faire face et pouvoir ainsi continuer d'accomplir nos missions. Il est nécessaire, également, que la solidarité entre les départements soit encore plus forte, même si nous avons déjà largement contribué à son amélioration durant ces deux dernières années. Bien que nous manquions encore de moyens, nous avons retrouvé une trajectoire budgétaire plus vertueuse : ainsi, en 2019, nous sommes parvenus à stabiliser notre dette, ce qui constituait une première depuis 20 ans. Nous allons reprendre nos efforts dans ce sens dès 2021.

Cette crise accentue dramatiquement les fragilités et les fractures. En plus de nos plans de soutien ciblés, nous devons, en premier lieu, renforcer les solidarités humaines et territoriales, c'est le cœur de nos missions. Le Département doit anticiper et gérer les conséquences sociales et économiques à venir de cette crise sanitaire ; cela passe, notamment, par davantage d'insertion. L'Aisne compte plus de 17 000 familles allocataires du RSA, il faut que nous puissions leur proposer, à toutes et à tous, un accompagnement individualisé, personnalisé. Permettre à tous d'avoir une activité, c'est donner la possibilité de s'intégrer, de se sentir et d'être utile, c'est le meilleur moyen, sans doute le seul, pour lutter contre et réduire la fracture sociale.

Les acteurs publics, et le Département en particulier, ont le devoir d'initier, de favoriser, de stimuler, de développer le potentiel et l'esprit d'initiatives de chacun et de permettre ainsi la dynamique positive dont nous avons besoin. C'est ce à quoi nous nous employons avec détermination au Conseil départemental de l'Aisne et c'est bien là tout le sens de notre engagement !

AISNE

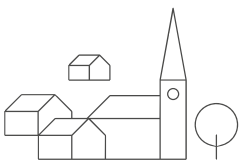


Source : Insee, population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020, géographie au 1er janvier 2020



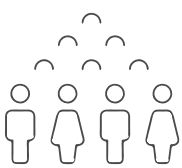
7362

C'est la superficie totale de l'Aisne en km².



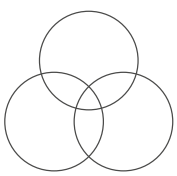
800

C'est le nombre de communes que compte l'Aisne.



72,6

C'est la densité du département en nombre d'habitants par km².



20

C'est le nombre d'intercommunalités présentes dans l'Aisne.

la + peuplée

SAINT-QUENTIN

53 816

C'est le nombre d'habitants de Saint-Quentin, commune la plus peuplée de l'Aisne.

la − peuplée

TANNIÈRES

16

C'est le nombre d'habitants de Tannières, commune la moins peuplée de l'Aisne.

			EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)				
	NOMBRE DE COMMUNES	POPULATION MUNICIPALE	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	ENCOURS DE LA DETTE	TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
AISNE	**800**	**534 490**	**546 273** (1 014)	**89 627** (166)	**499 252** (927)	**31,72 %**	**/**
CA DU SAINT-QUENTINOIS	39	80 781	63 481 (747)	32 985 (388)	43 846 (516)	2,57 %	26,98 % (FPUZ)
CA CHAUNY-TERGNIER-LA FÈRE	48	55 470	21 049 (368)	7 004 (122)	6 786 (119)	2,38 %	24,87 % (FPUZ)
CA DE LA RÉGION DE CHÂTEAU-THIERRY	87	54 319	23 529 (426)	10 670 (193)	19 263 (349)	1,86 %	24,91 % (FPUZ)
CA GRANDSOISSONS AGGLOMÉRATION	28	52 328	22 901 (428)	68 658 (1 284)	20 202 (378)	0,00 %	25,85 % (FPUZ)
CA DU PAYS DE LAON	38	42 884	17 055 (384)	20 805 (468)	327 (7)	5,53 %	24,52 % (FPUZ)
CC DU PAYS DU VERMANDOIS	54	31 207	8 308 (259)	4 908 (153)	422 (13)	0,04 %	20,84 % (FPUZ)
CC RETZ-EN-VALOIS	54	29 643	11 081 (358)	7 518 (243)	8 172 (264)	1,24 %	21,10 % (FPUZ)
CC DE LA THIÉRACHE DU CENTRE	68	26 448	9 438 (339)	3 387 (122)	10 718 (385)	2,37 %	21,35 % (FPUZ)
CC DES TROIS RIVIÈRES	26	21 271	8 340 (374)	3 463 (155)	13 655 (613)	0,44 %	24,40 % (FPUZ)
CC DE LA CHAMPAGNE PICARDE	46	20 923	5 655 (263)	1 377 (64)	972 (45)	2,06 %	20,20 % (FPUZ)
CC DE L'EST DE LA SOMME	41 (1 dans l'Aisne)	20 391 (83 dans l'Aisne)	8 854 (420)	8 243 (391)	4 065 (193)	9,63 %	6,42 % (FA) / 18,53 % (FPUZ) / 18,53 % (FE)
CC DU VAL DE L'AISNE	58	20 284	6 594 (317)	3 184 (153)	2 957 (142)	2,81 %	3,33 % (FA) / 17,83 % (FPUZ)
CC PICARDIE DES CHÂTEAUX	36	17 380	5 186 (287)	887 (49)	404 (22)	5,38 %	22,97 % (FPUZ)
CC THIÉRACHE SAMBRE ET OISE	36	16 923	5 996 (341)	3 555 (202)	5 064 (288)	3,03 %	3,46 % (FA) / 21,20 % (FPUZ) / 23,15 % (FE)
CC DU VAL DE L'OISE	32	16 083	6 039 (365)	2 622 (159)	1 372 (83)	4,19 %	6,84 % (FA) / 20,05 % (FPUZ)
CC DU CANTON DE CHARLY-SUR-MARNE	21	15 740	4 678 (292)	478 (30)	561 (35)	3,63 %	3,25 % (FA)
CC DU PAYS DE LA SERRE	42	14 565	4 973 (333)	788 (53)	1 469 (98)	0,00 %	24,77 % (FPUZ)
CC DES PORTES DE LA THIÉRACHE	30	6 999	3 478 (479)	1 434 (197)	3 236 (445)	3,81 %	18,78 % (FPUZ)
CC DU CANTON D'OULCHY-LE-CHÂTEAU	26	5 675	1 330 (228)	107 (18)	340 (58)	2,76 %	4,58 % (FA) / 17,62 % (FPUZ)
CC DU CHEMIN DES DAMES	30	5 484	1 324 (241)	179 (32)	1 193 (217)	7,09 %	5,65 % (FA)

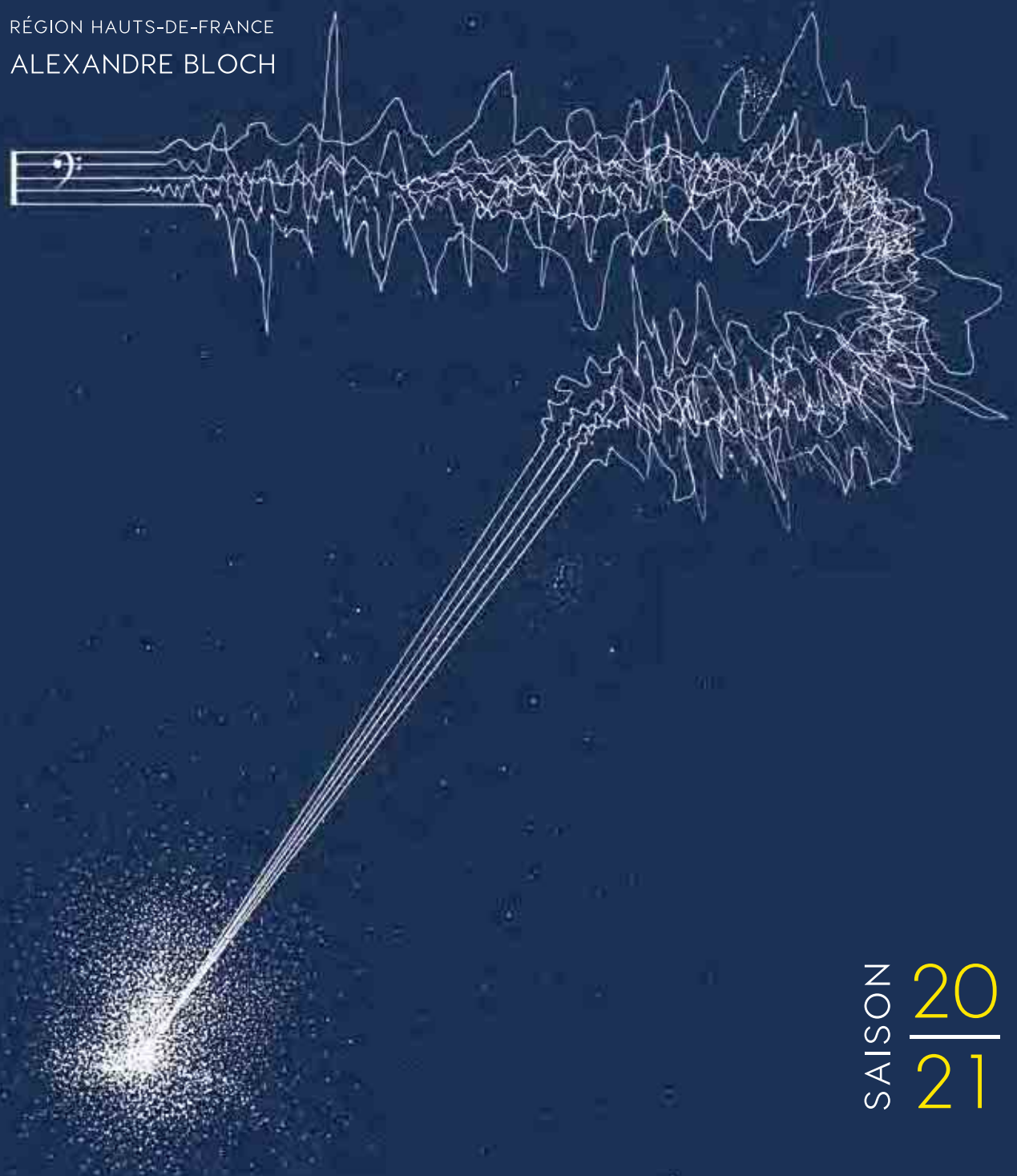
Population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020 Données financières 2018 FA = fiscalité additionnelle FPUZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone FE = fiscalité des éoliennes

Sources : Insee, DGFiP

ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE

RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

ALEXANDRE BLOCH



SAISON 20|21

onlille.com

03 20 12 82 40

LICENCE O.N.L. N°2-1083849 – ILLUSTRATION : VOID (BRUXELLES) – DESIGN GRAPHIQUE : COMPOSITE-AGENCE.FR



DÉVELOPPER LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE POUR PRÉPARER L'AVENIR

JEAN-RENÉ LECERF
PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU NORD

La pandémie a représenté un enjeu de taille pour les Départements : il a fallu assurer la continuité du service public départemental, tout en faisant face à des dépenses nouvelles comme l'achat d'équipements de protection. Ces dépenses s'élèvent à 15 M€ pour le seul Département du Nord. Nous avons fait le choix de verser des primes aux services d'aide à domicile et d'aide sociale à l'enfance pour les soutenir dans cette épreuve. Parallèlement, nous pouvons nous réjouir du succès des drives des producteurs que nous avons mis en place dans les collèges, de la livraison de produits locaux que nous avons accompagnée, et de la promotion des espaces naturels sensibles que les Nordistes n'ont pas tardé à investir lors du déconfinement.

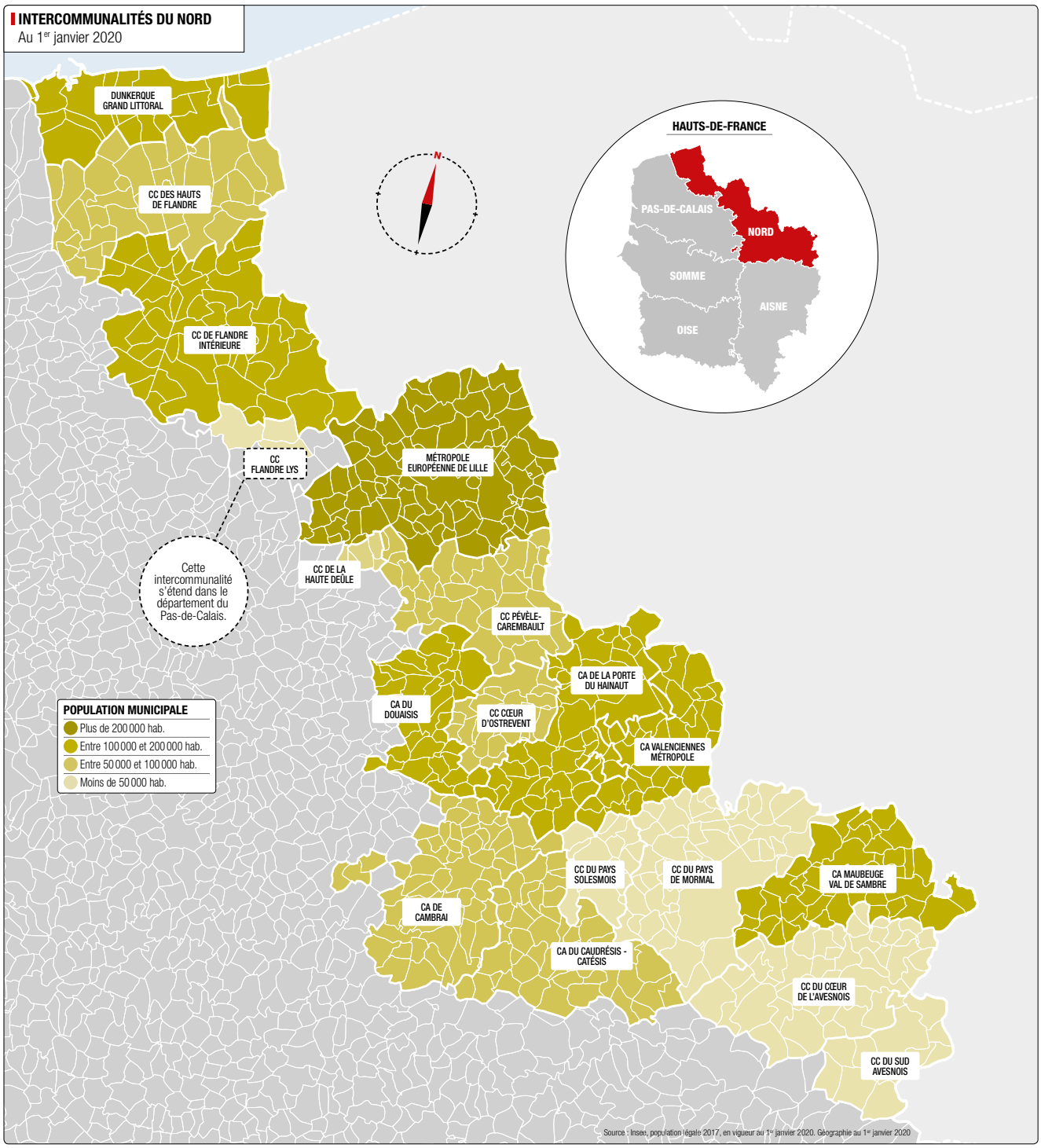
Nous sommes particulièrement inquiets devant l'effet de ciseaux entre la baisse de nos recettes et l'augmentation de nos dépenses. La première frayeur concerne l'effondrement de nos recettes. Dès l'an prochain, la part de foncier bâti sera remplacée par une part de TVA. Les experts de l'Etat nous assurent que 2022 sera une année de relance, où la TVA connaîtra une augmentation plus volontariste que le foncier bâti. J'en accepte l'augure mais si nous connaissons une crise comme celle que nous traversons, comment fera-t-on ? Notre plus grande inquiétude pour 2020 reste l'équation des DMTO (droits de mutation à titre onéreux) qui, je le rappelle, représentent la deuxième recette de fonctionnement derrière la taxe sur le foncier bâti. Même si le Département a connu un beau redémarrage avec la vente de biens, l'immobilier d'entreprises reste compliqué et nous ne pouvons qu'espérer qu'il redevienne une valeur refuge.

L'Etat doit maintenir ses engagements sur la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et de retour à l'emploi (50 M€ sur trois ans, financés à moitié par l'Etat et les Départements, ndlr), mais aussi maintenir sa stratégie sur la prévention et la protection de l'enfance (15 M€ sur trois ans, ndlr). Notre principale crainte ? L'effondrement de l'emploi et l'envolée du RSA (revenu sur la solidarité activité). Nous observons déjà aujourd'hui une augmentation du nombre d'allocataires de 6%, représentant une dépense supplémentaire de l'ordre de 40 M€ - alors que nos politiques avaient fait chuter le nombre d'allocataires, passant de 115 000 en 2015 à 100 000, juste avant la pandémie. Mais si le chômage s'emballe, la plupart des Départements seront incapables d'y faire face sans l'aide de l'Etat. Dans le Nord, nous avons repris, avec les services de Pôle emploi, notre politique volontariste et nos multiples actions. Bon nombre d'entreprises cherchent à embaucher et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Parmi les gros projets qui nous animent, nous avons relancé l'opération majeure du contournement nord de Valenciennes et nous lançons celui de Maubeuge, pour un investissement de l'ordre de 120 millions d'euros. Les travaux se poursuivent également dans les 203 collèges publics du Département : si la crise sanitaire que nous rencontrons a indéniablement marqué la rentrée des classes, elle représente également l'occasion d'accélérer notre transition vers des bâtiments vertueux en matière de préservation de l'environnement. 75 millions d'euros seront engagés sur les trois prochaines années dans le cadre du plan Nord Durable pour améliorer l'impact des bâtiments, pour mettre en place des dispositifs d'économie d'énergie, pour systématiser l'approvisionnement des restaurations scolaires.

En ce qui concerne nos équipements culturels, les projets vont être accélérés : les travaux d'extension du musée Matisse débuteront en 2021 et ceux du musée de Flandre à Cassel seront engagés par la suite. Des travaux sont aussi en cours pour favoriser l'accès à l'ancienne BA103 et ainsi soutenir le développement du parc e-logistique E-valley. Nous poursuivons également la rénovation de l'abbaye de Vaucelles. Quant à la rénovation de la Maison natale du Général de Gaulle (3,5 M€ de budget), les délais seront tenus et nous inaugurerons le lieu le 22 novembre prochain. Ces équipements culturels sont indispensables au développement du tourisme dans la région. Nous sommes également solidaires, aux côtés de la Région Hauts-de-France et des autres Départements, de la relance post-Covid à hauteur de 5 millions d'euros en faveur des TPE, des artisans et des entreprises de l'économie sociale et solidaire de moins de 20 salariés. Notre volonté est claire : développer la solidarité territoriale envers les communes et intercommunalités.

INTERCOMMUNALITÉS DU NORD
Au 1er janvier 2020

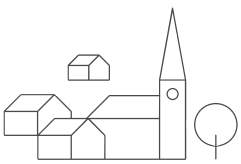


Source : Insee, population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020. Géographie au 1er janvier 2020



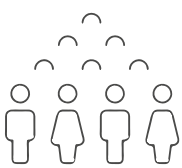
5743

C'est la superficie totale du Nord en km².



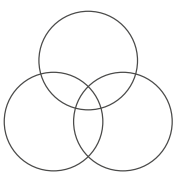
648

C'est le nombre de communes que compte le Nord.



453,5

C'est la densité du département en nombre d'habitants par km².



18

C'est le nombre d'intercommunalités présentes dans le Nord.

la + peuplée

LILLE

232 787

C'est le nombre d'habitants de Lille, commune la plus peuplée du Nord.

la − peuplée

DEHÉRIES

39

C'est le nombre d'habitants de Dehéries, commune la moins peuplée du Nord.

			EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)				
	NOMBRE DE COMMUNES	POPULATION MUNICIPALE	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	ENCOURS DE LA DETTE	TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
NORD	**648**	**2 604 361**	**2 699 356** (1 036)	**427 293** (164)	**1 238 793** (476)	**19,29 %**	**/**
MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE	90	1 146 320	1 065 330 (922)	710 145 (615)	1 503 143 (1 301)	0,00 %	33,61 % (FPUZ)
DUNKERQUE GRAND LITTORAL	17	196 901	259 742 (1 279)	164 973 (813)	399 014 (1 965)	0,00 %	34,94 % (FPUZ)
CA VALENCIENNES MÉTROPOLE	35	192 594	78 081 (405)	56 621 (291)	52 475 (269)	0,00 %	31,02 % (FPUZ)
CA DE LA PORTE DU HAINAUT	47	158 754	71 454 (447)	62 480 (391)	109 100 (682)	0,00 %	31,13 % (FPUZ)
CA DU DOUAISIS	35	149 258	74 923 (494)	71 481 (471)	131 101 (864)	3,75 %	29,53 % (FPUZ)
CA MAUBEUGE VAL DE SAMBRE	43	125 651	68 468 (535)	42 006 (328)	139 267 (1 089)	5,00 %	28,66 % (FPUZ)
CC DE FLANDRE INTÉRIEURE	50	102 272	31 055 (299)	19 330 (186)	21 639 (208)	4,00 %	26,78 % (FPUZ)
CC PÉVÈLE-CAREMBAULT	38	95 294	30 513 (318)	18 260 (190)	6 811 (71)	0,23 %	26,24 % (FPUZ)
CA DE CAMBRAI	55	81 906	31 278 (373)	23 316 (278)	49 950 (596)	2,55 %	25,66 % (FPUZ)
CC CŒUR D'OSTREVENT	20	70 957	22 307 (304)	7 657 (104)	28 196 (385)	0,36 %	31,02 % (FPUZ)
CA DU CAUDRÉSIS - CATÉSIS	46	64 841	19 917 (300)	7 199 (108)	30 728 (463)	7,00 %	28,70 % (FPUZ)
CC DES HAUTS DE FLANDRE	40	53 436	23 025 (421)	11 543 (211)	11 243 (206)	1,02 %	25,12 % (FPUZ)
CC DU PAYS DE MORMAL	53	48 441	15 827 (321)	5 314 (108)	16 103 (327)	3,57 %	29,39 % (FPUZ)
CC FLANDRE LYS	8 (4 dans le Nord)	39 399 (23 159 dans le Nord)	10 414 (259)	7 009 (174)	7 439 (185)	0,00 %	25,32 % (FPUZ)
CC DU CŒUR DE L'AVESNOIS	43	30 153	9 120 (293)	2 320 (75)	3 246 (104)	4,42 %	25,95 % (FPUZ)
CC DU SUD AVESNOIS	12	25 206	8 223 (309)	1 616 (61)	5 827 (219)	3,13 %	31,90 % (FPUZ)
CC DE LA HAUTE DEÛLE	5	24 310	5 864 (239)	2 967 (121)	14 658 (598)	4,23 %	35,97 % (FPUZ)
CC DU PAYS SOLESMOIS	15	14 908	5 513 (360)	1 545 (101)	2 063 (135)	1,39 %	29,21 % (FPUZ)

Population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020 Données financières 2018 FA = fiscalité additionnelle FPUZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone FE = fiscalité des éoliennes

Sources : Insee, DGFiP

PARTICULIERS / COLLECTIVITÉS / COMMERCES



TEL 03 23 67 26 20

www.store-deco.com

LEMOINE STORE Déco

à votre service depuis 1979



RGE QUALIBAT

4 AGENCES : SAINT QUENTIN - GUISE - LAON - CUCQ



NOTRE PRIORITÉ EST CLAIREMENT LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET LE POUVOIR D'ACHAT

NADÈGE LEFEBVRE
PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'OISE

Notre Département a été le premier territoire métropolitain véritablement concerné par cette épidémie et cela, dès la fin du mois de février. Les services de l'État ont ainsi dû prendre des mesures de confinement dès le 2 mars dans l'Oise, soit près de 15 jours avant le reste de la France. Nous avons ainsi affronté, avec plusieurs jours d'avance sur les autres territoires, des problématiques complexes, telle que la pénurie de masques, l'inquiétude des chefs d'entreprises, notamment des petites structures, le désarroi des familles privées de mode de garde pour leurs enfants, mais aussi la situation particulière des assistantes maternelles. Une forme de «Oise bashing» est d'ailleurs apparue à ce moment-là. Des habitants ou entreprises de l'Oise se sont vus interdire le droit de travailler ou d'accéder aux équipements culturels et sportifs dans certaines communes limitrophes à notre département. J'avais alors dénoncé immédiatement ces attitudes et nous avons lancé, dès le déconfinement, une grande opération «J'aime l'Oise» afin de mettre en avant toutes les richesses et atouts de notre département. Une campagne que les habitants, chefs d'entreprises, commerçants, artisans et élus locaux se sont très vite appropriés. Avec les élus départementaux dans les cantons, nous continuons d'ailleurs à aller à la rencontre des gérants de commerces de proximité pour les soutenir et les accompagner dans cette période difficile.

Si je devais souligner particulièrement deux points majeurs à retenir de cette crise, je dirais tout d'abord l'extrême solidarité des Oisiens durant cette période, qui se sont mobilisés pour fabriquer des masques, soutenir les personnels en première ligne et pour faire vivre l'entraide. Les entreprises de l'Oise ont d'ailleurs été au rendez-vous en faisant de nombreux dons de matériel mais aussi de nourriture à toutes celles et ceux dont le quotidien était rythmé par la prise en charge des malades. Je tiens à les en remercier. Je retiendrais également, qu'une nouvelle fois, le Conseil départemental et les collectivités locales ont fait la démonstration de leur capacité à agir vite et efficacement.

Cette crise a mis en lumière très clairement que les régions, les départements et les collectivités ont une place centrale dans la gestion de la crise. Grâce au travail de terrain que nous menons et aux relations de qualité que nous entretenons avec nos partenaires et structures que nous finançons, nous avons pu être informés en temps réel des réalités vécues par les professionnels en première ligne. La pénurie de masques a d'ailleurs été l'un des grands scandales du début de la crise que je n'ai eu de cesse de dénoncer. Dès que cela a été possible, nous en avons donc commandé pour en apporter aux professionnels en première ligne face au virus. Nous avons également mis en place, très tôt, un plan d'urgence départemental afin d'intervenir rapidement, notamment pour les publics fragiles au premier rang desquelles les personnes âgées. Pour faire face à l'urgence, nous avons tenu à aller au-delà de nos strictes compétences. C'est ainsi que nous avons créé une aide exceptionnelle d'urgence de 500€ pour les travailleurs et gérants non-salariés, qui avaient l'obligation administrative de suspendre leur activité durant le confinement et qui ne pouvaient pas bénéficier des mesures de chômage partiel. Il s'agissait d'une aide personnelle qui est venue soutenir des chefs de petites entreprises qui sont malheureusement trop souvent oubliés des grands dispositifs nationaux. Parallèlement, à la gestion de cette crise, j'ai tenu à ce que nous travaillons très tôt à la préparation de la reprise pour être au rendez-vous de la relance économique.

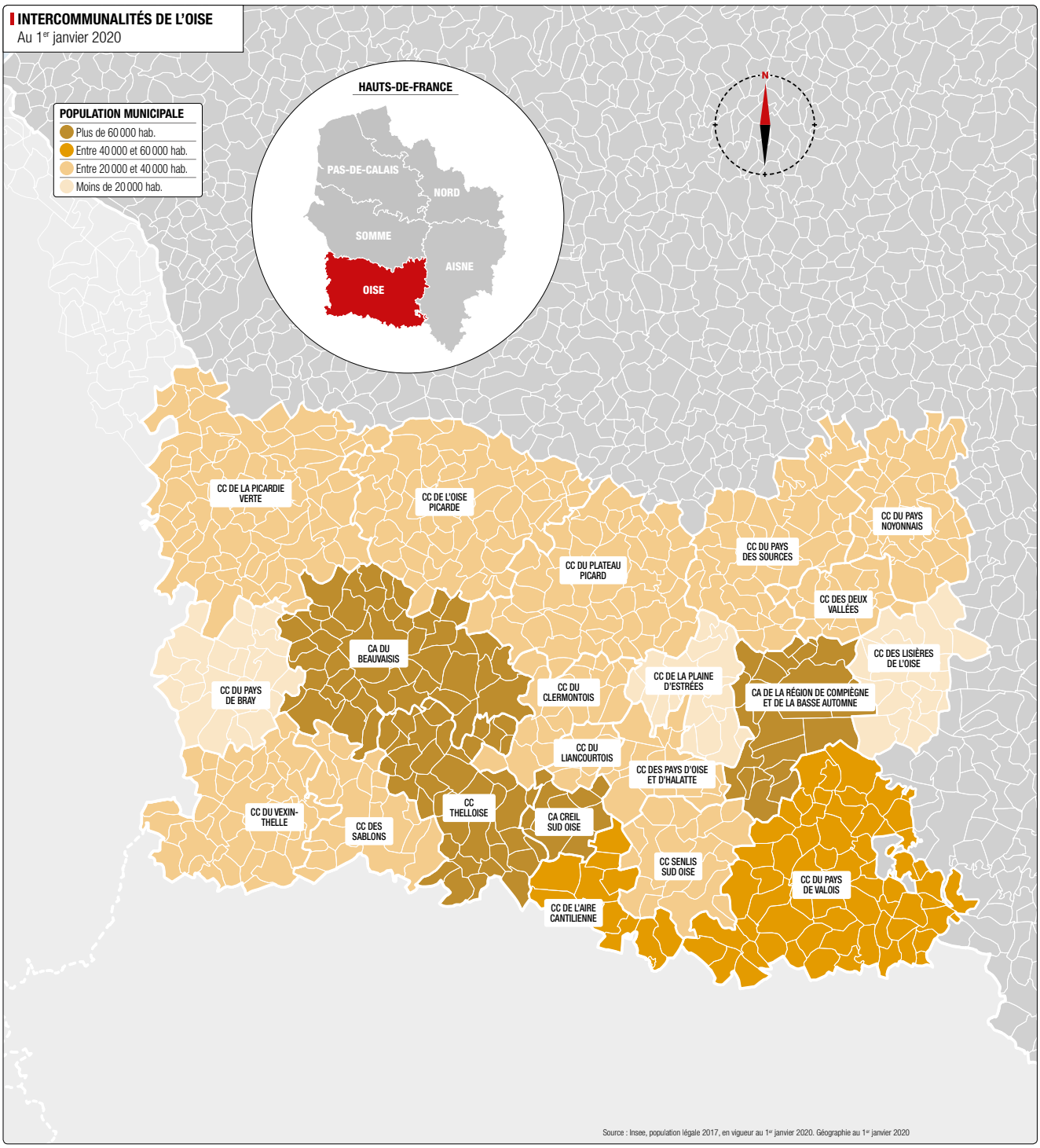
Nos principales priorités aujourd'hui sont le soutien à la relance économique, et donc à l'emploi, ainsi que le soutien au pouvoir d'achat des habitants de l'Oise. Cela a d'ailleurs fait partie de nos préoccupations fortes durant toute la période de confinement. Nous avions alors maintenu notre calendrier de réunions, en audioconférence, de façon à poursuivre les attributions de marchés publics. Notre objectif étant que les entreprises puissent lancer les différents chantiers que nous portons, notamment routiers, dès que les conditions sanitaires ont été réunies. Dès le confinement levé, j'ai mené des réunions d'échange et de concertation avec les différents représentants des acteurs économiques, institutionnels et politiques de l'Oise et des Hauts-de-France. J'ai ainsi présenté, à la fin du mois de juin, un plan de relance axé sur l'investissement et le pouvoir d'achat. Bonification de notre aide aux communes qui débutent des travaux avant le 31 décembre 2020, soutien au fonds régional d'aide aux petites entreprises à hauteur de 1,6 million d'euros, renforcement des investissements de notre collectivité, mais aussi création d'une aide à la garde d'enfants pouvant aller jusqu'à 480€ par an et par enfant ainsi qu'une aide à l'acquisition d'un vélo électrique dans l'Oise, font partie des décisions prises avant l'été.

Pour aider nos entreprises et soutenir l'emploi, je suis convaincue que la méthode la plus efficace consiste à leur donner du travail. Nous consacrons donc 50 millions d'euros encore cette année pour accompagner les communes dans leurs investissements, une somme que nous allons reconduire en 2021, 71 millions d'euros pour les routes dont 63 millions d'investissement, ou encore 60 millions d'euros dans nos collèges dont les deux tiers en investissement.

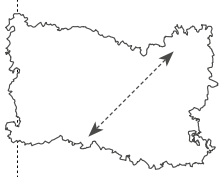
Je n'oublie pas bien entendu le Canal Seine-Nord Europe dans lequel le Conseil départemental engage 100 millions d'euros et dont je suis désormais vice-présidente de la Société de projet aux côtés de Xavier Bertrand. Notre priorité pour les mois à venir est donc clairement la relance économique et le pouvoir d'achat.

OISE

INTERCOMMUNALITÉS DE L'OISE
Au 1er janvier 2020

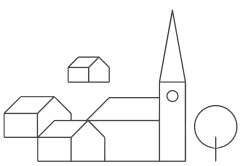


Source : Insee, population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020. Géographie au 1er janvier 2020



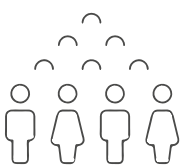
5 860

C'est la superficie totale de l'Oise en km².



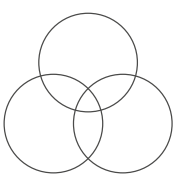
679

C'est le nombre de communes que compte l'Oise.



140,7

C'est la densité du département en nombre d'habitants par km².



21

C'est le nombre d'intercommunalités présentes dans l'Oise.

BEAUVAIS

la + peuplée

56 254

C'est le nombre d'habitants de Beauvais, commune la plus peuplée de l'Oise.

GOUY-LES-GROSEILLERS

la − peuplée

27

C'est le nombre d'habitants de Gouy-les-Groseillers, commune la moins peuplée de l'Oise.

			EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)				
	NOMBRE DE COMMUNES	POPULATION MUNICIPALE	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	ENCOURS DE LA DETTE	TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
OISE	**679**	**824 503**	**729 061** (887)	**296 310** (361)	**527 858** (643)	**21,54 %**	**/**
CA DU BEAUVAISIS	53	102 607	58 871 (571)	36 892 (358)	55 754 (540)	0,91 %	25,40 % (FPUZ)
CA CREIL SUD OISE	11	86 512	41 852 (479)	18 075 (207)	19 586 (224)	11,49 %	29,75 % (FPUZ)
CA DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE ET DE LA BASSE AUTOMNE	22	82 281	58 741 (693)	28 925 (341)	90 292 (1 066)	0,00 %	24,85 % (FPUZ)
CC THELLOISE	40	60 491	20 284 (326)	15 225 (245)	37 456 (602)	2,00 %	25,32 % (FPUZ)
CC DU PAYS DE VALOIS	62	55 733	14 400 (256)	21 536 (383)	8 076 (144)	3,96 %	23,04 % (FPUZ)
CC DE L'AIRE CANTILIENNE	11	44 831	11 694 (253)	9 720 (210)	9 073 (196)	3,12 %	4,98 % (FA)
CC DES SABLONS	20	38 379	13 347 (361)	6 869 (186)	223 (6)	0,00 %	23,80 % (FPUZ)
CC DU CLERMONTOIS	19	37 411	14 549 (377)	8 861 (230)	4 188 (108)	1,50 %	25,46 % (FPUZ)
CC DES PAYS D'OISE ET D'HALATTE	17	33 799	14 333 (412)	4 099 (118)	7 473 (215)	2,99 %	24,87 % (FPUZ)
CC DU PAYS NOYONNAIS	42	32 964	16 609 (487)	9 564 (280)	24 968 (732)	3,00 %	23,65 % (FPUZ)
CC DE LA PICARDIE VERTE	88	32 930	11 169 (331)	4 166 (123)	4 445 (132)	6,56 %	6,68 % (FA) / 20,92 % (FPUZ)
CC DU PLATEAU PICARD	52	30 249	10 498 (340)	9 018 (292)	16 573 (536)	0,00 %	22,76 % (FPUZ)
CC SENLIS SUD OISE	17	23 717	4 178 (165)	2 341 (92)	4 715 (186)	2,81 %	23,82 % (FPUZ)
CC DU LIANCOURTOIS	10	23 660	11 586 (485)	5 210 (218)	14 505 (607)	9,80 %	26,74 % (FPUZ)
CC DES DEUX VALLÉES	16	22 926	7 543 (321)	691 (29)	1 704 (72)	8,69 %	7,31 % (FA)
CC DU PAYS DES SOURCES	48	22 104	5 049 (223)	2 351 (104)	1 394 (62)	7,51 %	6,63 % (FA) / 24,88 % (FPUZ)
CC DE L'OISE PICARDE	52	21 163	8 379 (382)	6 730 (307)	5 918 (270)	7,51 %	7,18 % (FA) / 25,46 % (FPUZ) / 25,46 % (FE)
CC DU VEXIN-THELLE	37	20 318	6 892 (345)	4 737 (237)	5 263 (264)	6,54 %	5,97 % (FA)
CC DU PAYS DE BRAY	23	18 297	5 351 (284)	2 872 (152)	5 064 (268)	1,88 %	5,17 % (FA)
CC DE LA PLAINE D'ESTRÉES	19	17 849	4 241 (235)	1 584 (88)	2 779 (154)	4,61 %	4,35 % (FA) / 20,46 % (FPUZ)
CC DES LISIÈRES DE L'OISE	20	16 282	5 942 (350)	2 418 (143)	5 942 (350)	0,50 %	20,40 % (FPUZ)

Population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020 Données financières 2018 FA = fiscalité additionnelle FPUZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone FE = fiscalité des éoliennes

Sources : Insee, DGFiP

Le Château d'Hardelot à Condette.



© olivierlerouge

Pas-de-Calais

Le Département

UN BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DE 60 MILLIONS D'EUROS



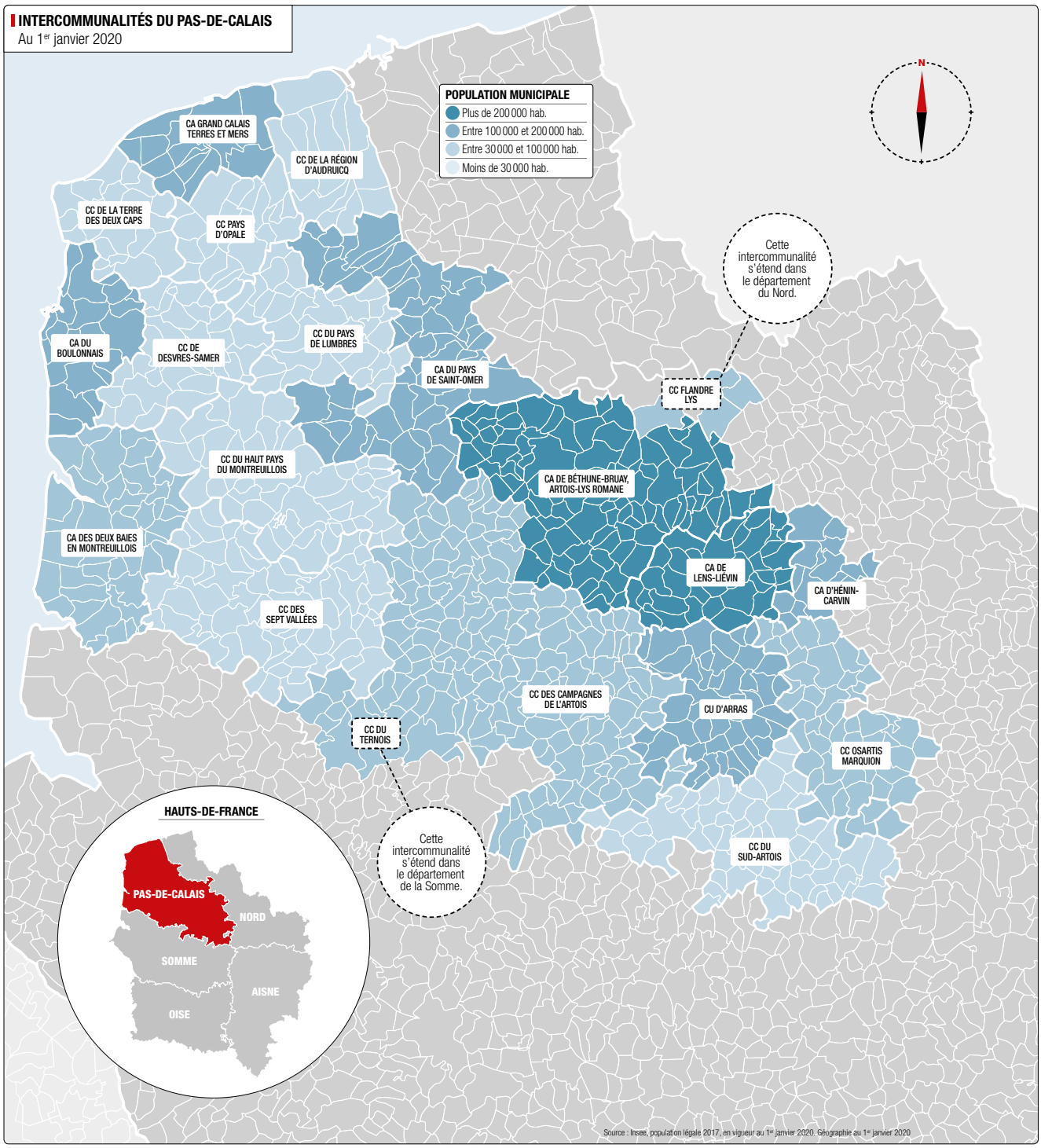
LE DÉPARTEMENT S'ENGAGE, LE DÉPARTEMENT AGIT MAINTENANT

INFOS SUR PASDECALAIS.FR

Conseil départemental du Pas-de-Calais - Direction de la communication

INTERCOMMUNALITÉS DU PAS-DE-CALAIS

Au 1er janvier 2020

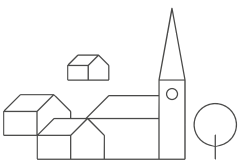


Source : Insee, population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020. Géographie au 1er janvier 2020



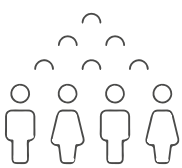
6671

C'est la superficie totale du Pas-de-Calais en km².



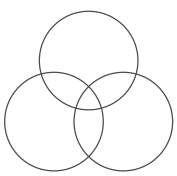
890

C'est le nombre de communes que compte le Pas-de-Calais.



220,1

C'est la densité du département en nombre d'habitants par km².



20

C'est le nombre d'intercommunalités présentes dans le Pas-de-Calais.

CALAIS

la + peuplée

73911

C'est le nombre d'habitants de Calais, commune la plus peuplée du Pas-de-Calais.

GUINECOURT

la − peuplée

17

C'est le nombre d'habitants de Guinecourt, commune la moins peuplée du Pas-de-Calais.

			EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)				
	NOMBRE DE COMMUNES	POPULATION MUNICIPALE	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	ENCOURS DE LA DETTE	TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
PAS-DE-CALAIS	**890**	**1 468 018**	**1 483 867** (1 008)	**347 998** (236)	**691 490** (470)	**22,26 %**	**/**
CA DE BÉTHUNE-BRUAY, ARTOIS-LYS ROMANE	100	276 895	131 267 (467)	127 006 (452)	142 719 (507)	4,55 %	29,35 % (FPUZ)
CA DE LENS-LIÉVIN	36	241 934	95 325 (389)	61 616 (251)	182 254 (744)	2,50 %	32,40 % (FPUZ)
CA D'HÉNIN-CARVIN	14	125 835	58 317 (461)	49 338 (390)	77 245 (610)	5,68 %	33,79 % (FPUZ)
CA DU BOULONNAIS	22	113 211	68 251 (579)	93 319 (791)	93 893 (796)	0,81 %	33,62 % (FPUZ)
CU D'ARRAS	46	107 763	80 895 (737)	91 963 (838)	99 689 (908)	5,77 %	30,58 % (FPUZ)
CA DU PAYS DE SAINT-OMER	53	105 743	75 590 (699)	46 476 (430)	71 544 (662)	1,44 %	26,84 % (FPUZ)
CA GRAND CALAIS TERRES ET MERS	14	105 269	53 009 (500)	18 798 (177)	99 516 (939)	3,15 %	30,75 % (FPUZ)
CA DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS	46	66 334	40 890 (596)	19 270 (281)	70 448 (1 027)	1,21 %	26,49 % (FPUZ)
CC OSARTIS MARQUION	49	42 151	16 661 (394)	3 575 (84)	6 263 (148)	0,98 %	25,24 % (FPUZ)
CC FLANDRE LYS	8 (4 dans le PdC)	39 399 (16 240 dans le PdC)	10 414 (259)	7 009 (174)	7 439 (185)	0,00 %	25,32 % (FPUZ)
CC DU TERNOIS	103 (102 dans le PdC)	38 364 (38 237 dans le PdC)	20 169 (514)	10 536 (269)	26 913 (686)	1,46 %	24,08 % (FPUZ)
CC DES CAMPAGNES DE L'ARTOIS	96	33 399	11 002 (317)	10 611 (305)	14 054 (405)	0,53 %	23,40 % (FPUZ)
CC DES SEPT VALLÉES	69	29 729	10 786 (354)	7 229 (237)	10 508 (345)	0,16 %	23,33 % (FPUZ)
CC DU SUD-ARTOIS	64	27 456	10 236 (363)	3 070 (109)	8 681 (308)	0,08 %	23,56 % (FPUZ)
CC DE LA RÉGION D'AUDRUICQ	15	27 330	8 488 (309)	3 515 (128)	8 417 (306)	3,88 %	5,49 % (FA)
CC PAYS D'OPALE	23	25 187	8 864 (316)	4 703 (168)	2 962 (106)	0,30 %	26,06 % (FPUZ)
CC DU PAYS DE LUMBRES	36	24 248	6 984 (284)	11 636 (473)	17 905 (727)	0,00 %	24,43 % (FPUZ)
CC DE DESVRES-SAMER	31	23 107	10 692 (461)	5 296 (228)	6 653 (287)	0,20 %	27,24 % (FPUZ)
CC DE LA TERRE DES DEUX CAPS	21	22 209	8 374 (373)	5 299 (236)	7 157 (319)	3,96 %	5,84 % (FA) / 27,01 % (FPUZ)
CC DU HAUT PAYS DU MONTREUILLOIS	49	15 741	10 042 (607)	4 697 (284)	9 178 (555)	0,00 %	25,29 % (FPUZ)

Population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020 Données financières 2018 FA = fiscalité additionnelle FPUZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone FE = fiscalité des éoliennes

Sources : Insee, DGFIP

DÉVELOPPEZ
VOTRE ENTREPRISE
ET GARDEZ
LA MAÎTRISE
DES DÉCISIONS



CRÉATION D'ENTREPRISE
INTERNATIONAL
CROISSANCE INTERNE
RACHAT D'ENTREPRISE
INNOVATION

FONDS RÉGIONAL
D'INVESTISSEMENT
AU SERVICE DES ENTREPRENEURS
DEPUIS PLUS DE 30 ANS
picardie-investissement.fr

PICARDIE
INVESTISSEMENT
GESTION

affipub
communication
et événementiel

20 ans

2 agences
BEAUVAIS et AMIENS

03 44 10 89 41
WWW.AFFIPUB.FR

AGENCE DE
COMMUNICATION

Logo • Charte Graphique • Dépliants, Plaquettes, Flyers
• Roll'up • Plan de communication
• Sites web • Community Management
• Street Marketing • Enseigne, Vitrine, Signalétique
• Marquage véhicule • Relations Presse
Vidéos d'entreprise

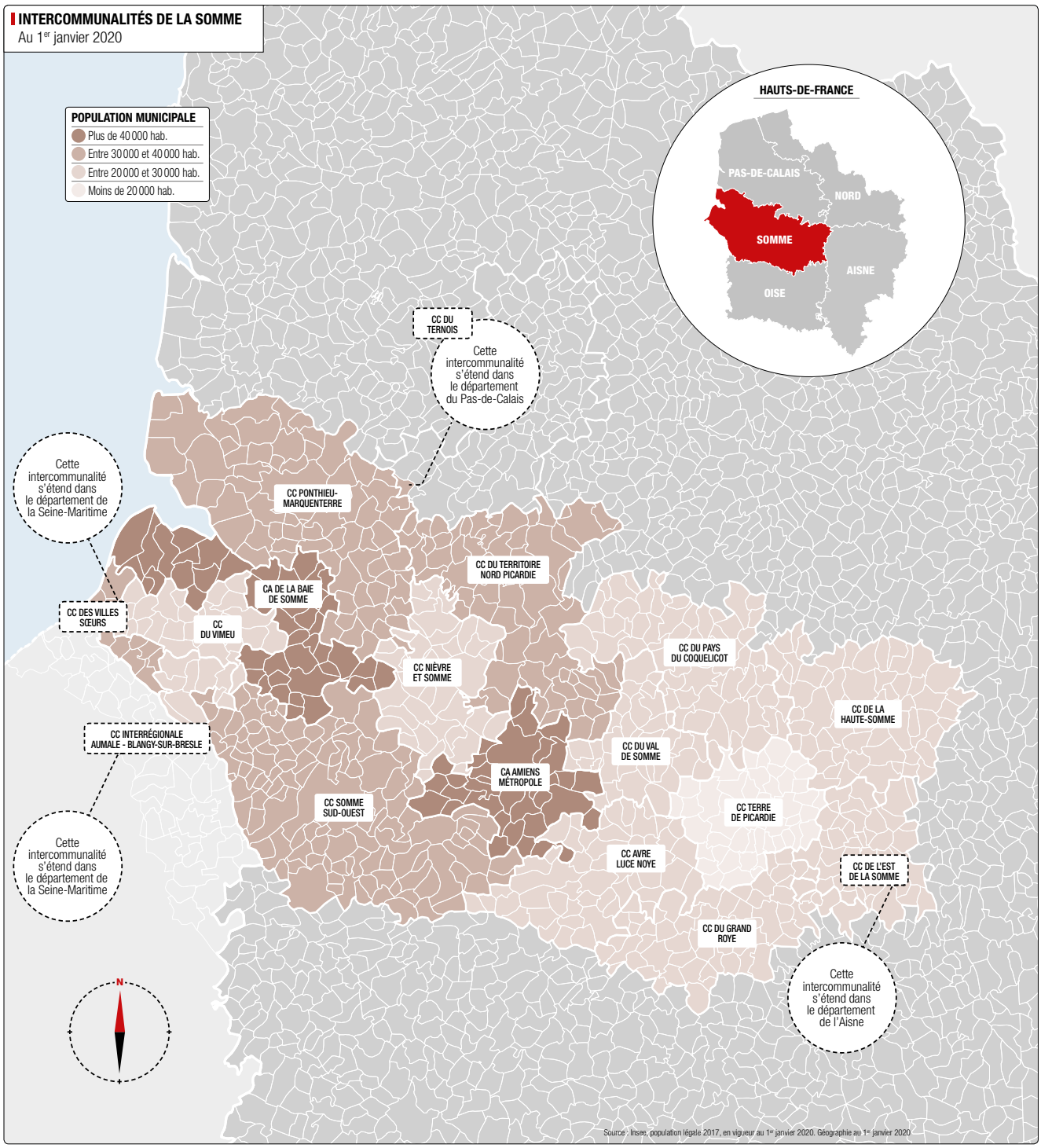
ÉVÉNEMENTS
D'ENTREPRISE

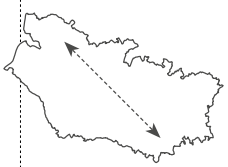
Nous prenons en charge votre prestation, du concept
jusqu'à sa réalisation, pour une manifestation à votre image.
Des événements sur-mesure avec des prestataires locaux.

TEAM BUILDING
Cohésion d'équipe • Leadership
Incentive • Méthode TOP



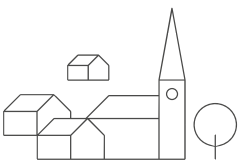
© Ariane Citron


INTERCOMMUNALITÉS DE LA SOMME
Au 1er janvier 2020
POPULATION MUNICIPALE
Plus de 40 000 hab.
Entre 30 000 et 40 000 hab.
Entre 20 000 et 30 000 hab.
Moins de 20 000 hab.
HAUTS-DE-FRANCE
PAS-DE-CALAIS
NORD
SOMME
AISNE
OISE
CC DU TERNOIS
Cette intercommunalité s'étend dans le département du Pas-de-Calais
Cette intercommunalité s'étend dans le département de la Seine-Maritime
CC PONTHIEU-MARQUENTERRE
CA DE LA BAIE DE SOMME
CC DES VILLES SŒURS
CC DU VIMEU
CC DU TERRITOIRE NORD PICARDIE
CC NIÈVRE ET SOMME
CC DU PAYS DU COQUELICOT
CC DE LA HAUTE-SOMME
CC INTERRÉGIONALE AUMALE - BLANGY-SUR-BRESLE
CC DU VAL DE SOMME
CA AMIENS MÉTROPOLE
CC SOMME SUD-OUEST
CC TERRE DE PICARDIE
CC AVRE LUCE NOYE
CC DE L'EST DE LA SOMME
CC DU GRAND ROYE
Cette intercommunalité s'étend dans le département de la Seine-Maritime
Cette intercommunalité s'étend dans le département de l'Aisne
N
Source : Insee, population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020. Géographie au 1er janvier 2020



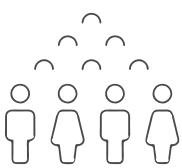
6170

C'est la superficie totale de la Somme en km².



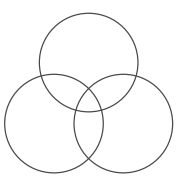
772

C'est le nombre de communes que compte la Somme.



92,8

C'est la densité du département en nombre d'habitants par km².



17

C'est le nombre d'intercommunalités présentes dans la Somme.

AMIENS

la + peuplée

134057

C'est le nombre d'habitants d'Amiens, commune la plus peuplée de la Somme.

ÉPÉCAMPS

la − peuplée

5

C'est le nombre d'habitants d'Épécamps, commune la moins peuplée de la Somme.

			EN MILLIERS D'EUROS (EN EUROS PAR HABITANT)				
	NOMBRE DE COMMUNES	POPULATION MUNICIPALE	DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	ENCOURS DE LA DETTE	TAXE SUR LE FONCIER BÂTI	TAUX DE COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES
SOMME	**772**	**572 443**	**551 043** (964)	**105 068** (184)	**283 451** (496)	**25,54 %**	**/**
CA AMIENS MÉTROPOLE	39	180 816	297 752 (1 631)	177 752 (973)	269 798 (1 478)	2,57 %	25,83 % (FPUZ)
CA DE LA BAIE DE SOMME	43	49 191	40 405 (791)	15 641 (306)	62 036 (1 215)	2,75 %	25,82 % (FPUZ)
CC SOMME SUD-OUEST	119	38 782	25 498 (649)	6 867 (175)	16 157 (411)	13,36 %	12,83 % (FA) / 25,09 % (FPUZ) / 25,09 % (FE)
CC DU TERNOIS	103 (1 dans la Somme)	38 364 (127 dans la Somme)	20 169 (514)	10 536 (269)	26 913 (686)	1,46 %	24,08 % (FPUZ)
CC DES VILLES SŒURS	28 (13 dans la Somme)	37 550 (14 647 dans la Somme)	11 842 (303)	7 530 (193)	9 944 (255)	5,01 %	26,86 % (FPUZ)
CC PONTHIEU-MARQUENTERRE	71	33 144	18 188 (537)	7 136 (211)	10 029 (296)	1,99 %	23,59 % (FPUZ)
CC DU TERRITOIRE NORD PICARDIE	65	31 450	13 696 (422)	2 854 (88)	6 652 (205)	5,10 %	25,00 % (FPUZ)
CC DU PAYS DU COQUELICOT	65	28 416	8 751 (302)	2 369 (82)	2 135 (74)	1,00 %	22,36 % (FPUZ)
CC NIÈVRE ET SOMME	36	28 252	6 999 (244)	1 771 (62)	9 891 (344)	2,16 %	25,77 % (FPUZ)
CC DE LA HAUTE-SOMME	60	27 435	6 882 (239)	4 413 (154)	12 333 (429)	3,71 %	4,88 % (FA) / 21,16 % (FPUZ) / 21,32 % (FE)
CC DU VAL DE SOMME	33	26 605	9 040 (339)	5 424 (203)	6 251 (234)	0,00 %	22,50 % (FPUZ)
CC DU GRAND ROYE	62	25 803	8 618 (342)	3 717 (147)	3 523 (140)	3,71 %	3,35 % (FA)
CC DU VIMEU	25	22 805	14 405 (609)	5 914 (250)	8 320 (352)	9,60 %	8,11 % (FA) / 23,56 % (FPUZ)
CC AVRE LUCE NOYE	47	21 867	8 824 (378)	1 524 (65)	11 014 (472)	9,29 %	9,21 % (FA) / 25,97 % (FPUZ) / 25,97 % (FE)
CC INTERRÉGIONALE AUMALE - BLANGY-SUR-BRESLE	44 (10 dans la Somme)	21 686 (4 424 dans la Somme)	3 370 (150)	3 743 (166)	511 (23)	0,57 %	0,55 % (FA) / 17,00 % (FPUZ)
CC DE L'EST DE LA SOMME	41 (40 dans la Somme)	20 391 (20 308 dans la Somme)	8 854 (420)	8 243 (391)	4 065 (193)	9,63 %	6,42 % (FA) / 18,53 % (FPUZ) / 18,53 % (FE)
CC TERRE DE PICARDIE	43	18 371	10 475 (564)	4 795 (258)	9 014 (485)	8,93 %	11,38 % (FA) / 23,08 % (FPUZ) / 24,91 % (FE)

Population légale 2017, en vigueur au 1er janvier 2020 Données financières 2018 FA = fiscalité additionnelle FPUZ = fiscalité professionnelle unique ou de zone FE = fiscalité des éoliennes

Sources : Insee, DGFIP



CARRÉ constructeur

CARRÉ INSIDE

Carré Constructeur, réalise vos projets d'immobilier d'entreprise en priorisant l'expérience utilisateur.

Précurseur en matière de **bâtiments passifs* depuis 2016**, Carré Constructeur se positionne dans une **démarche environnementale d'excellence** dans ses réalisations et apporte à sa **conception architecturale la notion de design** avec pour principal objectif de **garantir la qualité d'usage.**

* Un bâtiment passif engendre une réduction de consommation d'énergie de l'ordre de 50 % par rapport à un bâtiment édifié sous la norme RT 2012.

Bâtiments passifs en démarrage

5 700 m²
à Marcq-en-Baroeul

7 000 m²
à Lesquin

Carré Inside, construit votre bien-être !

Spécialisés en **conception** et **réalisation** de **travaux d'aménagement**, **rénovation** et **restructuration** de **tous types d'espaces professionnels**, nous sommes votre **interlocuteur unique** pour **concrétiser** le projet qui vous **ressemble,** alliant le **bien-être** et le **fonctionnel**.

Un projet en immobilier d'entreprise à nous confier ?
Des espaces professionnels inadaptés à votre activité et à vos besoins ?

CONTACTEZ-NOUS
AU
03 20 304 999

www.carreconstructeur.fr

www.carre-inside.com

Les Hauts-de-France
Au quotidien



© Georgiy

SOMMAIRE

QUALITÉ DE VIE PROFESSIONNELLE	P. 30
SANTÉ	P. 34
SOCIAL	P. 40
ASSOCIATIONS	P. 46
ENSEIGNEMENT	P. 50
ENERGIE	P. 54
ENVIRONNEMENT	P. 58
MOBILITÉS	P. 62
LOGEMENT	P. 66



© fizkes

Quel coaching pour les dirigeants en temps de crise ?

Le coaching des chefs d'entreprise en temps de crise n'a jamais été aussi pertinent pour affronter cette période. Quel est le nouveau paradigme que cette pandémie mondiale a mis au jour ? Entretiens avec des coachs d'entreprises qui ont vu leur activité se modifier avec des demandes bien spécifiques.

Par Kaltoume DOUROURI

Sophie Cazalienski est entrepreneur du savoir-être à Boves dans la Somme où elle dirige son cabinet conseil et formation en développement de la personne. Un organisme certifié et référencé Data-Dock dont la démarche repose sur l'affirmation personnelle. Durant le confinement, elle a eu à gérer plusieurs accompagnements et a publié quelques articles sur ce qu'elle appelle le logiciel humain. «*La matrice principale pour tout c'est bien l'humain. Il faut l'entretenir. Il y a des logiciels pour tout et pour l'humain qu'en est-il ?*» s'interroge en permanence la consultante en développement personnel pour qui l'affirmation de soi est au centre de la méthode qu'elle adresse aux chefs d'entreprise, aux responsables de services publics, aux associations ou aux personnes à hauts potentiels.

Elle aussi a dû apprendre à développer son activité en distanciel. «*Je dois avouer que pour moi au début du confinement, j'ai dû réinventer mon métier, ce fut d'abord un effort personnel. Puis, je suis passée au plaisir. J'ai réussi à gérer cette charge émotionnelle et ne pas la subir*» avoue la coach qui avant de s'occuper d'autrui devait commencer par elle-même. Elle a ensuite pu transposer son mode opératoire qui repose sur la ressource humaine, prérequis d'une configuration professionnelle. Comment mieux occuper leur poste ? Comment monter en compétences ou ne plus résister au changement ? Autant d'objectifs à atteindre pour de nombreux dirigeants même en temps de confinement. «*Mais ce qui m'a le plus*

touché durant cette période hors norme c'est le cas des publics privés d'emploi, chez les adultes mais aussi chez les plus jeunes. On parlait énormément de télétravail mais jamais de ces situations, de ces personnes rendues comme invisibles. Pour elles, le vide était abyssal.»

LE BIEN-ÊTRE EN ENTREPRISE COMME FACTEUR DE PERFORMANCE

Les cartes de la qualité de vie professionnelle ont donc pu être rebattues durant et après la période de confinement. «*L'indice de bien-être est plus qu'une tendance. Il influence de plus en plus les dynamiques internes d'entreprise entre équilibre vie privée-vie professionnelle. Un indicateur qui prend de l'importance. Ne pas en tenir compte, serait se mettre à contre-courant du monde du travail au risque d'une perte de rentabilité de l'entreprise. C'est pourquoi, nous avons été beaucoup sollicités durant la crise sanitaire. Nous avons énormément aidé nos clients en associant à cela l'expertise de médecins et d'avocats. Une démarche qui s'inscrit dans un marché en quête de sens. La crise sanitaire n'a fait que mettre en relief des entreprises qui étaient déjà dans ce cheminement de recherche du bien-être en entreprise. Celles qui étaient déjà dans cette posture, le seront encore plus mais celles qui n'y étaient pas et qui ne veulent pas y entrer auront de vraies difficultés*» observe Laurence Petit-Dessaint, ingénieure en stratégie humaine chez Expert RH à Amiens.

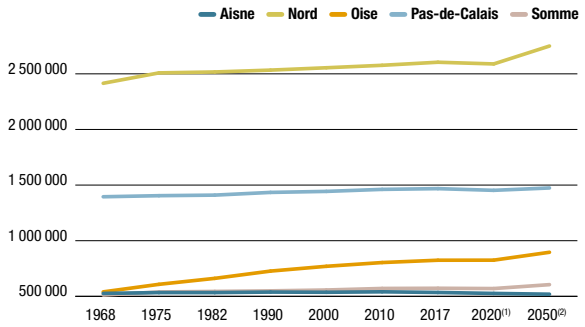
La coach d'entreprise et fondatrice de l'Institut de la Réussite a dû répondre à des demandes très spécifiques de dirigeants qui ont eu peur quant au devenir de leur entreprise. Il leur fallait un lieu, une écoute pour exprimer ces inquiétudes légitimes. Comment ne pas en rajouter sur le dos des salariés ? Comment redéfinir une stratégie d'action à distance ? Comment garder une vision constructive voire prospective pour la suite ? Autant de demandes concrètes auxquelles Laurence Petit-Dessaint a tenté de répondre durant ces derniers mois. «*Le confinement a créé un traumatisme. Revenir au travail comme si de rien était est à côté de la réalité. S'il n'est pas pris en compte, ce sujet empêche l'élan de vie nécessaire à la dynamique d'entreprise autour du potentiel humain et du bien-être du salarié comme acteur de croissance.*»

> « L'indice de bien-être influence de plus en plus les dynamiques internes d'entreprise entre équilibre vie privée-vie professionnelle »



ÉVOLUTION DE LA POPULATION MUNICIPALE

Au 1er janvier



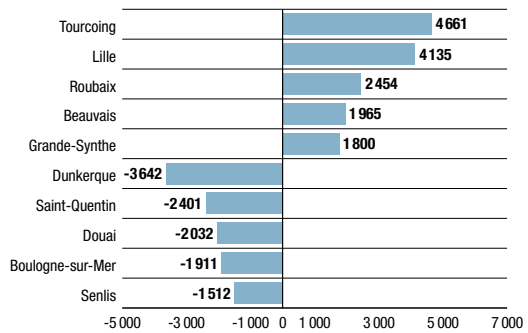
(1) Estimation de population
(2) Projection de population selon le modèle central

Source : Insee

PROJECTION. D'ici 2050, les départements du Nord et de l'Oise vivront la plus forte croissance démographique dans la région.

COMMUNES AYANT PERDU ET GAGNÉ LE PLUS D'HABITANTS

Entre 2012 et 2017, population municipale*



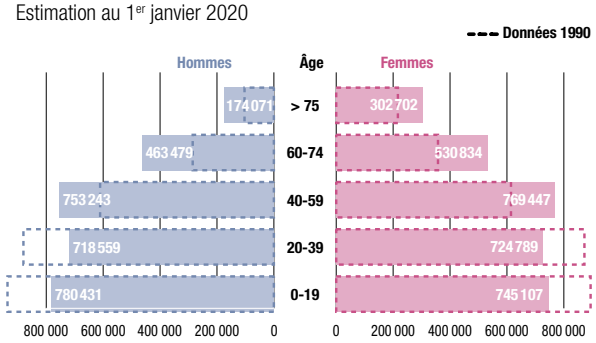
*En vigueur au 1er janvier 2015 et au 1er janvier 2020

Source : Insee

MÉTROPOLISATION. Les villes de la métropole lilloise gagnent toujours plus d'habitants. Dunkerque est la commune qui a perdu le plus d'habitants entre 2012 et 2017.

PYRAMIDE DES ÂGES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Estimation au 1er janvier 2020

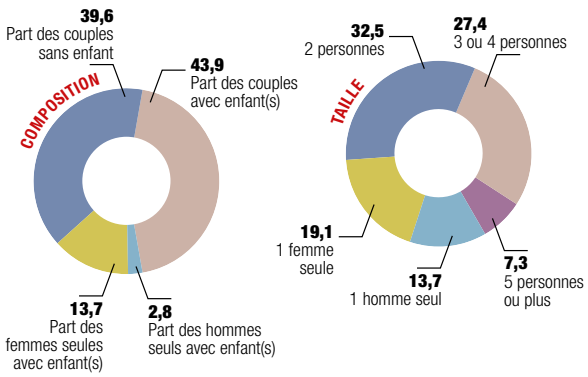


Source : Insee

RÉPARTITION. Le nombre de femmes reste supérieur à celui des hommes, sauf de 0 à 19 ans. L'écart se creuse à partir de 75 ans.

STRUCTURE DES MÉNAGES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2017, en %

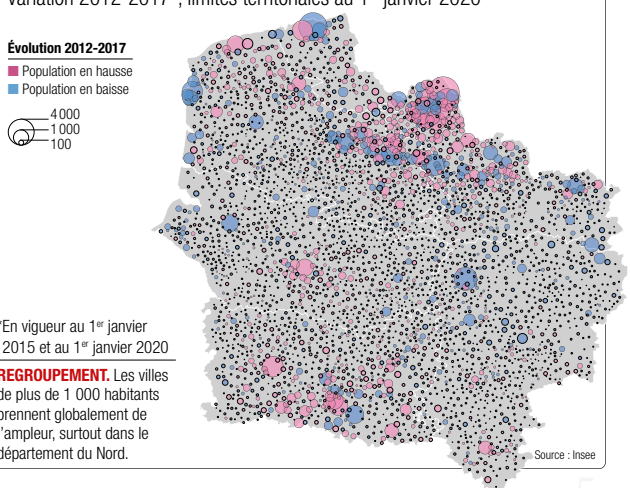


Source : Insee

FAMILLE. Les couples avec un à deux enfants restent majoritaires dans la région.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION MUNICIPALE DES HAUTS-DE-FRANCE

Variation 2012-2017*, limites territoriales au 1er janvier 2020



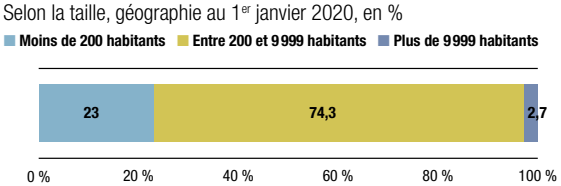
*En vigueur au 1er janvier 2015 et au 1er janvier 2020

REGROUPEMENT. Les villes de plus de 1 000 habitants prennent globalement de l'ampleur, surtout dans le département du Nord.

Source : Insee

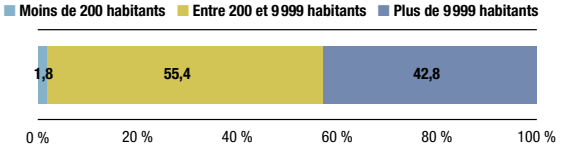
RÉPARTITION DES COMMUNES DES HAUTS-DE-FRANCE

Selon la taille, géographie au 1er janvier 2020, en %



RÉPARTITION DE LA POPULATION DES HAUTS-DE-FRANCE

Selon la taille de la commune, géographie au 1er janvier 2020, en %



Source : Insee

DÉMOGRAPHIE. Les communes de 200 à 9 999 habitants sont majoritaires dans les Hauts-de-France.

ANALYSE



Odile Dessaint,

COACH CERTIFIÉE DEPUIS 2003

«Mes interventions s'adressent à toute personne amenée à vivre un état de santé physique et/ou psychologique plus ou moins difficile à gérer et qui altère sa qualité de vie professionnelle. Maître praticien en PNL et coach certifiée depuis 2003, ma pratique intègre l'approche systémique et la communication relationnelle. Lorsque j'interviens auprès des professionnels, mon projet consiste à agir sur le lien, la relation à soi et aux autres, afin de favoriser une amélioration de la santé psychique et physique de la personne et d'offrir la garantie d'un mieux-être. C'est en cela que j'ai une conviction profonde, pour à la fois accompagner ces personnes dans l'objectif du mieux-être et du mieux-vivre en commun. La relation à soi et aux autres est en effet fondamentale. La posture de chacun et la question du sens sont autant de clés à résoudre notamment pour les cadres sans emploi et les dirigeants qui ont dû se séparer de leurs entreprises que j'accompagne. Ils sont dans une détresse, un désarroi qui les empêche parfois de revenir sur le marché du travail. Ce qui me motive le plus c'est lorsque ces personnes prennent enfin conscience de leurs propres ressources. Le plus dur est de comprendre l'autre, mais aussi soi-même sans se projeter sur l'autre. Le confinement a agi comme un accélérateur de particules pour revisiter les priorités de chacun et l'efficacité dans les échanges avec plus de valeur donnée au présentiel par exemple.»

ANALYSE



Claude Leichtnam,

COACH ET DIRIGEANTE
DE WINTERSBERG À DAINVILLE

«Après une carrière de dirigeante et d'administratrice de sociétés en France et en Europe, j'ai suivi une formation de coach certifié puis j'ai créé l'entreprise Wintersberg dont la vocation est d'accompagner les chefs d'entreprise dans leurs préoccupations quotidiennes. Pour cela, je mène une série d'entretiens mêlant prise de conscience, connaissance de soi, remise en question et application de diverses techniques d'accompagnement, ce qui permet au client d'exposer ses difficultés en toute confidentialité et de trouver des solutions adaptées. Le rôle du cabinet est de sortir le dirigeant de son environnement et mode de fonctionnement habituels pour lui permettre de prendre du recul. Nous fixons ensemble les objectifs attendus qui peuvent être divers : fluidifier la communication au sein des équipes, développer les capacités de leur leadership dans l'entreprise et/ou celui de leurs managers, entreprendre des changements à mener dans l'entreprise, gérer leur stress ou celui de certains des collaborateurs, faire face à des conflits, développer l'efficacité des équipes. Pour ce faire, nous l'écoutons, observons son comportement et analysons ses réactions à nos questions. Les clients sont les experts de leur entreprise, et très souvent détiennent inconsciemment les clefs de leurs problèmes.»

Mutualia

Entre nous, c'est humain

Complémentaire
santé & prévoyance

Expert
de la Mutuelle
des Territoires



✔ Une offre pour les administrés
✔ Esprit mutualiste
✔ Volonté d'un système de santé solidaire
✔ Pas de recherche de profit

Vos agences de proximité :
Lille, Cambrai,
Arras et Amiens

Tél. 03 21 15 99 99
www.mutualia.fr

Mutualia Alliance Santé, mutuelle régie par le livre II du code de la Mutualité. Siren n°403 596 265 - Photos : DR



© CCI Amiens-Picardie/Métropole

Biolab, une pépinière dédiée à la santé et à la nutrition

Nouvelle pépinière amiénoise portée par la CCI Amiens-Picardie en partenariat avec Amiens Métropole, Biolab a ouvert ses portes en septembre dernier. Installé au cœur du Pôle Santé, cet outil inédit sur le territoire a vocation à accompagner des projets porteurs dans les secteurs de la santé et la nutrition.

Par Diane LA PHUNG

«*La pépinière Biolab s'intègre complètement dans l'écosystème amiénois et ses clusters consacrés au numérique et à l'énergie. La santé et la nutrition ont été identifiées comme des sujets majeurs, l'idée de créer un lieu dédié autour de ces thématiques s'est donc imposée très vite*» explique Delphine Javorovic-Lemaire, responsable du «pôle Pépinières» au sein de la CCI Amiens-Picardie. La structure, qui bénéficie du soutien accru d'Amiens Métropole, sera installée à proximité du CHU, au cœur du Pôle Santé où sont déjà implantés des acteurs comme Extractis, spécialisé dans la valorisation du végétal, le MiPih, expert en construction de systèmes d'information hospitaliers ou l'Institut mutualisé pour les protéines végétales (Improve), première plateforme européenne dédiée à la valorisation des protéines du futur. Un écosystème favorable à l'émulation collective, mais aussi propice à l'émergence de jeunes pousses prometteuses. Depuis septembre, Biolab accueille six premières entreprises ayant des projets autour du parcours de soins,

de services aux patients mais aussi de recherches.

S'INTÉGRER DANS UN ÉCOSYSTÈME

«*Notre objectif est d'ancrer ces initiatives sur le territoire, qu'elles soient ensuite créatrices d'emplois. Biolab est un outil d'accompagnement qui s'inscrit dans un vrai maillage qui va de l'incubation à l'installation. Avec la Métropole, avec qui nous travaillons en parfaite coordination, nous voulons faire émerger les pépites locales, mais aussi installer Amiens comme une référence en matière de santé et de nutrition*» souligne Delphine Javorovic-Lemaire. Le bâtiment accueille d'ores et déjà l'antenne amiénoise d'Hauts-de-France Innovation Développement, le service «innovation» de la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) et le Centre technique agroalimentaire (CTCAP). «*Cela forme un ensemble très cohérent. Nous souhaitons établir des connexions entre les structures installées dans l'hôtel d'entreprises, qui sont là de façon plus pérenne, et les jeunes pousses de la pépinière*» note-t-elle.

À cela viennent s'ajouter 150 m² de laboratoires qui seront proposés à la location à la journée, au mois ou à l'année. Un service jusqu'ici inexistant sur le territoire qui vient apporter une réelle valeur ajoutée à cet outil. La pépinière propose quant à elle une quinzaine de bureaux sur 1 500 m². Comme pour les autres sites de la CCI, tous les candidats devront passer devant une commission pour défendre leurs projets, démontrer leur intérêt et leur viabilité. Si des entrepreneurs s'étaient déjà manifestés avant la crise sanitaire, celle-ci a eu un réel effet déclencheur chez les entrepreneurs. «*Nous nous sommes rendus compte qu'il y avait un vrai besoin d'accompagnement sur la santé. Cela nous a confortés dans notre démarche*» poursuit Delphine Javorovic-Lemaire avant d'évoquer les opportunités à venir en matière de recherches, de créations mais aussi de financements disponibles. «*Tout cela a stimulé l'écosystème*» ajoute-t-elle.

ACCOMPAGNER POUR PÉRENNISER

Une fois validés, les projets des candidats, dont les entreprises devront avoir moins de 3 ans, pourront intégrer la pépinière pendant une durée de 4 années. «*Il s'agit de rompre la solitude des entrepreneurs, de mutualiser les espaces, de proposer un loyer attractif et progressif. L'objectif est de pouvoir accompagner de façon efficace ces jeunes pousses, de leur apporter de l'information et de mettre à leur disposition un réseau d'experts. Une assistante sera également présente tous les jours pour répondre à leurs besoins*» résume-t-elle. Un accompagnement qui a démontré toute son efficacité puisque les entreprises passées par l'une des pépinières de la CCI Amiens-Picardie — Jules Verne, Septentrion, Le L@b, Val de Somme — présentent un taux de pérennité de 75% à 5 ans. «*Avec Amiens Métropole nous pouvons nous targuer d'offrir un parcours très complet qui débute par l'incubation, puis l'accélération par Amiens Cluster, un passage en pépinière et même un suivi prolongé puisque nous pouvons aider les entreprises à trouver des locaux ou un terrain*» pointe Delphine Javorovic-Lemaire.

ANALYSE



Thomas Fontaine,
DIRIGEANT DE SEENEL IMAGING À AMIENS

«Nous avons lancé en 2019 sur le marché français et européen, le casque d'imagerie cérébrale Medelopt, mis au point par le Professeur Wallois du CHU d'Amiens, et que Seenel Imaging fabrique et industrialise. Pour vulgariser, il s'agit d'une IRM fonctionnelle portable, à des fins de recherche en neurosciences, psychologie, neuromarketing, etc. Le dispositif, non invasif et indolore analyse l'activité électrique, mais aussi l'hémodynamique du cerveau. Il est principalement utilisé dans les laboratoires de recherche universitaires ou hospitalo-universitaires. Le casque est posé sur la tête d'un sujet de recherche pour comprendre comment fonctionne et réagit le cerveau dans un environnement quotidien – quand il marche, pratique un sport ou regarde un écran – et quelles sont les parties activées suite à des stimuli extérieurs. Ce qui permet de comprendre un certain nombre de pathologies neurologiques ou neurodégénératives et d'identifier des bio marqueurs, qui sont les signes précurseurs de certaines pathologies, comme les AVC, les maladies de Parkinson ou d'Alzheimer, pour pouvoir accélérer les traitements. Nous sommes aujourd'hui en phase de lancement et d'accélération, notamment au niveau européen et nous espérons attaquer les marchés américain et chinois en 2021.»

ANALYSE



Emmanuel Bilbault,
CEO DE POSOS À AMIENS

«Avec Posos nous avons mis au point un outil qui permet aux professionnels de santé de poser directement des questions sur les médicaments depuis leur ordinateur ou leur smartphone. Sur fond d'intelligence artificielle, les médecins, pharmaciens et les patients peuvent obtenir une meilleure information sur les médicaments. À chaque question posée, nous proposons plusieurs réponses, en utilisant plus de trente sources d'informations différentes. C'est cette pluralité de réponses qui fait de Posos un outil d'aide à la décision. Nous avons été nommés parmi les 30 meilleurs startup de Station F sur mille entreprises. On s'est très vite rendus compte que permettre un accès rapide à l'information médicale est primordial pour les soignants, les patients et même les aidants. Ce n'est pas un caprice de consommateur mais un besoin sanitaire réel. Posos est comme un assistant numérique auto-apprenant qui fournit l'ensemble des réponses issues des sources certifiées et ordinairement utilisées par les médecins et les pharmaciens. Une centaine de pharmaciens et de médecins utilisent déjà régulièrement l'outil. L'équipe travaille à en inclure d'autres et ambitionne de doter Posos, à terme, de plus d'une centaine de sources. La plateforme est maintenant ouverte publiquement à tous les soignants à l'adresse http://posos.co/. J'invite d'ailleurs les professionnels de santé à s'inscrire.»

MÉDECINS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

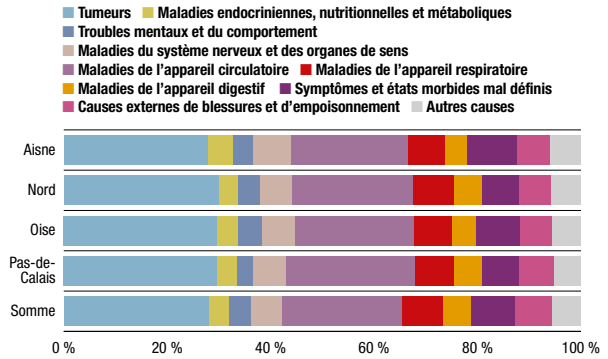
Au 1er janvier 2019, toutes spécialités confondues

	NOMBRE D'INSCRITS À L'ORDRE	MÉDECINS EN ACTIVITÉ RÉGULIÈRE	
		En nombre	Variation 2010-2019
Aisne	1 512	1 043	-12,6 %
Nord	11 490	8 210	4,6 %
Oise	2 235	1 578	-9,4 %
Pas-de-Calais	4 676	3 300	-5 %
Somme	2 502	1 845	8,7 %
Hauts-de-France	**22 415**	**15 976**	**0,1 %**
France métropolitaine	**291 398**	**190 749**	**-1,6 %**

DÉSERTIFICATION. Il y a une diminution du nombre de médecins en activité régulière dans la région entre 2010 et 2019, hormis dans le Nord (+4.6%) et dans la Somme (+8.7%).

CAUSES MÉDICALES DES DÉCÈS

En 2016, à tout âge

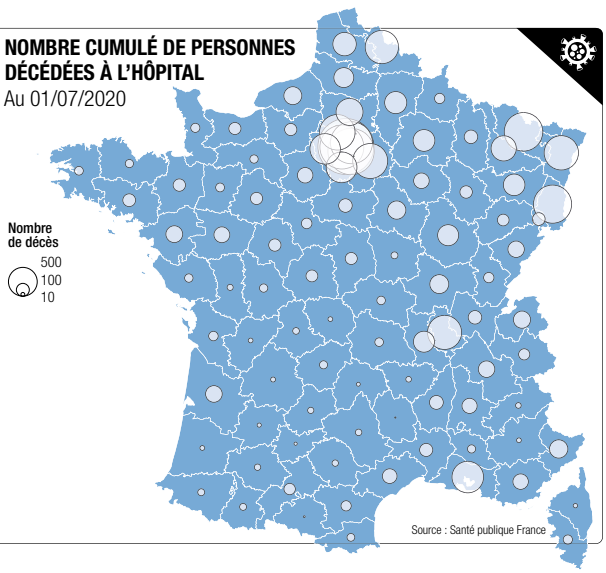


Source : CépiDc - Inserm

MALADIE. En 2016, bien avant la pandémie de la Covid-19, les tumeurs et maladies de l'appareil circulatoire étaient les causes médicales de décès les plus fréquentes.

NOMBRE CUMULÉ DE PERSONNES DÉCÉDÉES À L'HÔPITAL

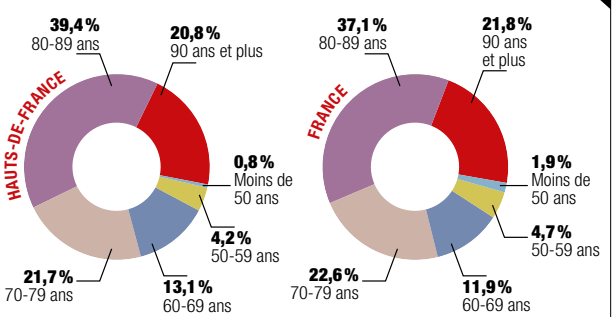
Au 01/07/2020



Source : Santé publique France

RÉPARTITION DES DÉCÈS À L'HÔPITAL

Au 01/07/2020

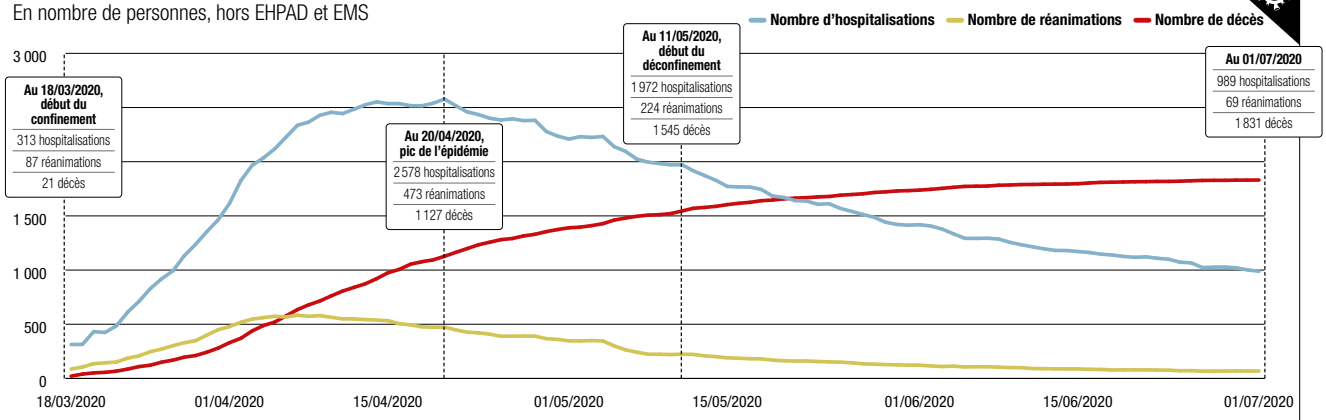


Source : Santé publique France

DÉCÈS. En France, comme dans la région, les décès à l'hôpital touchent majoritairement les personnes âgées de 80 à 90 ans.

SUIVI DE L'ÉPIDÉMIE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En nombre de personnes, hors EHPAD et EMS



Source : Santé publique France

COVID-19. La région a connu un pic d'hospitalisations suite à l'épidémie de la Covid-19 le 20 avril dernier. Elles sont repassées sous la barre des 2 000 à partir de début mai.





CLINITEX
PROPRETÉ

NETTOYAGE DE LOCAUX PROFESSIONNELS

40 ans d'expérience dans le nettoyage et la remise en état !

CLINITEX Propreté c'est **15** agences réparties du Nord au Sud, **3500** experts propreté et plus de **5000** clients.

Formées, et équipées du meilleur matériel, nos équipes sont votre garantie propreté au quotidien.

Elles interviennent dans les secteurs clés suivants :
santé, tertiaire, industrie, agroalimentaire, copropriété, enseignement, logistique, service public, loisirs et événementiel, réseaux et agences ... et bientôt chez vous ?

www.clinitex.fr – 03.20.33.79.58

ma mutuelle de village

Depuis 60 ANS

DECRET LABEL 2011-1474 Contrat Territorial

mutuelle moat

Protection santé
Prévoyance
Action Sociale

www.moat.fr

une mutuelle de proximité
ouverte à tous

partenaire des **collectivités territoriales**
depuis **60** ans !

21, rue Jules Ferry - BP 80403
60004 BEAUVAIS Cedex - Tél. 03 44 06 03 90

Philippe Delannoy, directeur bénévole de l'Institut pour la Recherche sur le Cancer de Lille, rappelle l'importance de vos dons, legs ou assurances-vie pour soutenir la Recherche sur le Cancer et faire ainsi bénéficier les chercheurs de conditions matérielles permettant une recherche de haut niveau.



Faites un don a l'IRCL et soyez acteur de la Recherche sur le cancer dans les Hauts-de-France !

Fondation Reconnue d'Utilité Publique, l'Institut pour la Recherche sur le Cancer de Lille est habilité à recevoir vos dons, legs ou assurances-vie. Totalement exonérés de droits de succession, ils seront intégralement consacrés à la recherche sur le cancer.

• La Donation

Faire un Don c'est décider d'agir sans attendre pour soutenir les chercheurs qui en ont besoin maintenant.

Vous déduisez 66% du montant de votre donation dans la limite de 20% de votre revenu imposable, ce montant pouvant être reporté sur 5 années.

• Le legs

Le legs est un acte généreux qui vous permet de transmettre tout ou partie de vos biens après votre décès.

Le legs passe par la rédaction d'un testament olographe, rédigé par vous-même ou authentique rédigé par un notaire.

• L'assurance-vie

Produit d'épargne et outil de transmission du patrimoine, l'assurance-vie vous donne la possibilité de donner un sens à votre épargne en soutenant une grande cause d'intérêt public, comme la recherche sur le cancer. Il suffit pour cela de conclure un contrat d'assurance-vie auprès de votre banque, de votre assureur ou tout autre établissement financier en prévoyant une **« clause bénéficiaire pour la Fondation IRCL, Place de Verdun, 59045 Lille Cedex ».** Une Fondation reconnue d'utilité publique peut en effet être bénéficiaire de la totalité ou d'une partie du contrat d'assurance-vie.

POURQUOI CHOISIR L'INSTITUT POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER DE LILLE COMME BÉNÉFICIAIRE DE VOTRE ASSURANCE-VIE ?

Souscrire une assurance-vie au profit de la Fondation IRCL vous permet de financer les recherches sur le cancer menées au sein d'un institut fleuron de la recherche médicale dans la Région Hauts-de-France.

Situé au coeur du site universitaire et médical du CHU de Lille, l'IRCL est un lieu unique de recherche pluridisciplinaire sur le cancer. Ses chercheurs, médecins, biologistes et physiciens unissent leurs efforts pour mettre au point de nouvelles approches permettant de mieux détecter et combattre la maladie. La localisation de l'IRCL permet un transfert rapide des résultats des recherches au bénéfice des patients. Ce lien exceptionnel entre recherche fondamentale et applications médicales est notre force.

En 2018 et 2019, l'IRCL a été bénéficiaire de plusieurs contrats d'assurance-vie, d'un total de 350.000 Đ, qui ont permis de financer des recherches de pointe sur :

- **La persistance de cellules tumorales après traitement, responsable de la récidive des cancers,**
- **La résistance aux traitements,**
- **La conception de microsystèmes innovants pour le diagnostic des cancers.**



PHILIPPE DELANNOY, DIRECTEUR DE L'IRCL

La vocation de l'**Institut pour la Recherche sur le Cancer de Lille** est de soutenir la recherche sur le Cancer dans les Hauts-de-France en accueillant et en soutenant matériellement et financièrement des équipes de recherche constituées de biologistes, de médecins et de physiciens, ainsi que des plates-formes technologiques de haut niveau, ce qui en fait un lieu unique en France. Sa mission première est de soutenir une recherche fondamentale d'excellence, indispensable au progrès des connaissances et à l'identification de nouvelles pistes thérapeutiques. Les chercheurs de l'IRCL mènent ainsi des travaux de recherche fondamentale en biologie des cancers et développent des microsystèmes appliqués à l'analyse des cellules cancéreuses. *Parmi les avancées récentes des chercheurs de l'IRCL, l'équipe du Pr. Quesnel a récemment montré le lien entre des anomalies génétiques liées à l'âge et les formes sévères du COVID-19.*

La localisation de l'IRCL à proximité immédiate du Centre Hospitalier Universitaire de Lille et du Centre Oscar Lambret, et la présence dans ses équipes de médecins et de biologistes des services hospitaliers régionaux de référence pour la prise en charge des cancers font de l'IRCL un lieu privilégié permettant un transfert rapide des résultats de ces recherches au bénéfice des patients.

L'IRCL ne bénéficie d'aucune aide de l'Etat et tire l'essentiel de ses financements des dons des particuliers et des associations, ainsi que du mécénat d'entreprises. Votre aide est indispensable pour nous permettre de poursuivre nos missions et continuer à maintenir les conditions matérielles nécessaires à une recherche de haut niveau, innovante et compétitive au niveau international. Nous comptons sur votre soutien et nous vous en remerciant par avance.

RELATION DONATEURS

Micheline Magdelon - 03 20 16 92 11 - Micheline.magdelon@inserm.fr - Place de Verdun, 59045 Lille cedex



IRCL

Institut pour la Recherche sur le Cancer de Lille



Soutenez l'**IRCL**, seule fondation au nord de Paris entièrement dédiée à la recherche sur le cancer

Situé au cœur du site universitaire et médical du CHU de Lille, l'IRCL est **un lieu unique de recherche pluridisciplinaire sur le cancer.** Nos chercheurs, médecins, biologistes et physiciens, unissent leurs efforts pour mettre au point de nouvelles approches permettant de mieux détecter et combattre la maladie.

Pour mieux nous connaître, rejoignez nous sur www.ircl.org et visualisez notre vidéoclip de présentation

Votre don IFI bénéficie d'une réduction fiscale de **75%**

Simple et sécurisé : faites votre don en ligne

Votre don bénéficie d'une réduction fiscale de **66%**

Notre fondation est habilitée à recevoir dons, legs et assurances-vie.

Contact : Micheline Magdelon • **Tél :** 03 20 16 92 11 • **E-mail :** ircl.lille@inserm.fr



© Auremar

L'inclusion des personnes en entreprise progresse.

Travailleur en situation de handicap, le défi de l'inclusion en entreprise

Fin juin 2018, on comptabilisait 56 000 personnes en situation de handicap au chômage, soit près de 10% des demandeurs d'emploi régionaux. Si leur inclusion en entreprise a progressé sur la dernière décennie, leur maintien en poste ou leur reconversion professionnelle demeurent des sujets complexes.

Par Diane LA PHUNG

Depuis 2005, tout employeur d'au moins 20 salariés est tenu d'employer au moins 6% de travailleurs en situation de handicap. Une obligation qui concerne environ 100 000 établissements en France et dont le mode de calcul a évolué en 2020. «*Il y a 10 ans, 1/3 des entreprises concernées préféraient verser une contribution annuelle, 1/3 employaient entre 0,1 et 5,9% de travailleurs en situation de handicap et 1/3 étaient au-dessus de 6%*» détaille Ivan Talpaert, délégué régional de l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (Agefiph) Hauts-de-France, dont la mission est de favoriser l'insertion, le maintien et l'évolution professionnelle des travailleurs handicapés. «*Aujourd'hui les choses ont évolué. Si 8% des structures ne jouent pas le jeu, la moitié de celles qui sont soumises à la loi vont au-delà des 6%*» ajoute-t-il.

Un changement d'état d'esprit chez les acteurs économiques et institutionnels qui se traduit localement notamment par des partenariats avec le Conseil régional, la présence de deux salariés de la Direccte Hauts-de-France dédiés à l'insertion des travailleurs handicapés, la signature d'un Plan régional d'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (PRITH),

mais aussi des accords inédits réunissant le Conseil régional, Pôle Emploi et les branches professionnelles. «*Nous avons participé à deux de ces accords portant sur la Silver économie et le transport, la logistique et le commerce. Cela nous permet de réfléchir avec tous les décideurs à comment améliorer les choses. C'est une démarche qui profite à tous*» souligne Jean-François Chireux, délégué régional adjoint à l'Agefiph Hauts-de-France. Des efforts globaux qui se sont traduits pour la première fois en 10 ans par une baisse du taux de chômage des personnes handicapées.

UNE SITUATION COMPLEXE

Malgré ces avancées, la situation demeure complexe pour ces demandeurs d'emploi âgés en moyenne de 45 à 50 ans et souvent peu qualifiés. «*80% d'entre eux ont un niveau inférieur au CAP*» rappelle Jean-François Chireux. «*Il est important d'avoir à l'esprit qu'il ne s'agit que dans 20 % des cas d'un handicap de naissance. Pour l'immense majorité, le handicap est acquis au cours de la vie professionnelle*», souligne Ivan Talpaert. Se pose alors, en plus d'une problématique de santé, la question du maintien dans l'emploi ou de la reconversion professionnelle. Une double peine pour des salariés coupés brutalement dans leurs parcours. «*Il y a un temps d'acceptation, de deuil de ce que l'on est plus*», pointe Isabelle Lecerf, directrice de Cap Emploi Grand Lille et Correspondante Régionale Maintien au sein du Conseil Handicap & Emploi des Organismes de Placement Spécialisés (Cheops) Hauts-de-France, qui regroupe les sept Cap emploi de la région. Ces structures suivent près de 21 000 personnes par an, salariés comme demandeurs d'emploi. Une fois le point fait sur la situation des candidats, leurs envies et leur portefeuille de compétences, Cap Emploi les aide à découvrir les métiers existants mais aussi porteurs sur le territoire.

PROPOSER DES COMPÉTENCES

Grâce à ce travail, la structure s'est imposée comme un interlocuteur privilégié des entreprises ayant un projet de recrutement. «*Quand nous rencontrons un employeur, nous avons totalement sécurisé la compatibilité entre le poste et le candidat. Ensuite il peut y avoir des aménagements de postes ou de travail mais on sera sur des choses totalement réalistes. Lorsque l'on s'adresse à un recruteur, on ne parle pas de handicap, on parle de compétences, de savoir-faire*» insiste Isabelle Lecerf qui s'apprête à faire face à quelques turbulences puisque, si 400 contrats ont été signés pendant le confinement, la période post-Covid s'annonce incertaine. «*Nous allons rentrer dans des zones de concurrence, avec des demandeurs d'emploi en hausse et des offres en baisse… mais c'est là que des organismes comme les nôtres peuvent montrer toute leur pertinence*» observe la Correspondante Régionale Maintien de Cheops. Pour renforcer cette pertinence, Cap Emploi a d'ailleurs entrepris un rapprochement avec Pôle Emploi afin d'éviter toute rupture dans les parcours des demandeurs d'emploi handicapés. «*Il était primordial de gagner du temps ! Avec ce rapprochement, les personnes en situation de handicap auront la certitude d'être suivies jusqu'au placement en entreprise. Aujourd'hui nous sommes dans du curatif. Nous devons changer de paradigme, travailler en amont sur l'inclusion de ces personnes*» conclut Michel-André Philippe, président de Cheops Haut-de-France.

ANALYSE



Jean-Pierre Motte,
DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION SYNAPSE 3I

«Synapse est une association d'insertion, guidée par une logique de développement local et social des quartiers prioritaires, nous travaillons sur trois pôles : numérique, insertion et social. En ce qui concerne l'axe numérique, nous avons par exemple pendant le confinement équipé 400 collégiens et lycéens d'ordinateurs à prix réduits, la Covid-19 a démontré que la fracture numérique était encore très forte. Nous intervenons aussi auprès des personnes en contrat aidé, dans des ateliers d'insertion, des seniors, sur un an, nous formons quelque 1 500 personnes à l'informatique. L'association a également plusieurs ateliers chantiers-insertion qui emploient au total 55 personnes en contrats aidés : menuiserie, tapisserie, peinture, valorisation du matériel numérique (avec chaque année 200 tonnes de matériel de collectées auprès des collectivités et entreprises), un atelier couture, où travaillent 14 personnes, a lui vu le jour pendant le confinement, il a permis de confectionner 60 000 masques, en lien avec l'entreprise amiénoise Dessaint. Nous allons le développer en diversifiant nos productions et nos gammes de produits, je crois vraiment à la force du made in France. Enfin, dans le cadre du pôle social, Synapse, qui fait partie d'un consortium amiénois piloté par la Mission locale, accompagne 300 bénéficiaires du RSA.»

ANALYSE

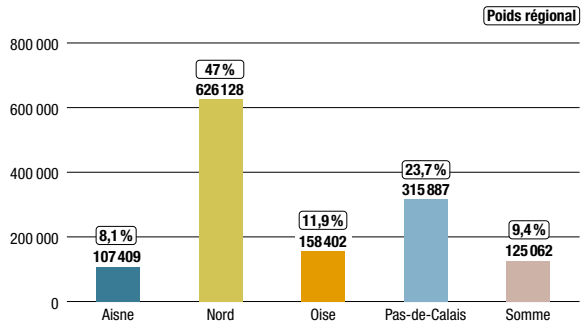


Dominique Lesot,
DIRECTEUR EMPLOYEURS CHEZ CAP EMPLOI SOMME

«Nous avons trois missions, la première concerne les demandeurs d'emploi en situation de handicap, que nous accompagnons pour définir leur parcours de projet professionnel, notamment via des formations. Notre seconde offre de services est elle à destination des entreprises, qu'elles soient privées ou publiques. Il s'agit de les informer et les sensibiliser, pour les inciter à employer une personne en situation de handicap. En 2019, nous avons accompagné 1 200 employeurs, avec 546 placements. Cap Emploi Somme aide également les entreprises à opérer des recrutements, en mettant en place l'ensemble des outils à notre disposition pour les aider à gérer les recrutements de façon optimale. Nos équipes sont là pour analyser les offres d'emploi, détecter les besoins de l'entreprise et déterminer les contraintes liées au poste, c'est vraiment notre cœur de métier, d'aller présélectionner les bons candidats. C'est une phase déterminante, nous nous occupons de toute la logistique de mise en œuvre en fonction de la typologie du handicap, et assurons ensuite le suivi, tant du côté de l'entreprise que du salarié. La compensation du handicap est également très importante, elle est primordiale pour sécuriser le parcours du salarié, ces mesures de compensation sont déterminantes, y compris pour l'entreprise, pour un placement sur la durée. Le maintien dans l'emploi fait également partie de nos priorités.»

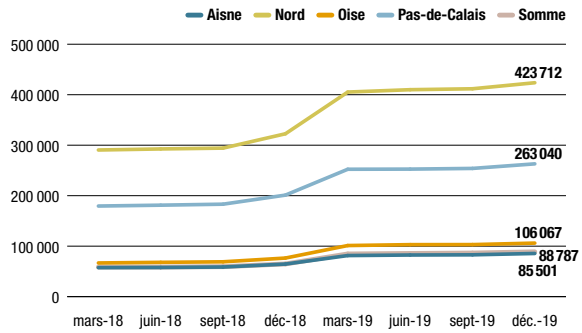
FOYERS ALLOCATAIRES PERCEVANT AU MOINS UNE PRESTATION LÉGALE

En décembre 2019



ALLOCATIONS. Les habitants des départements de l'ex-Picardie perçoivent moins de prestations légales que dans le Nord-Pas-de-Calais.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE LA PRIME D'ACTIVITÉ

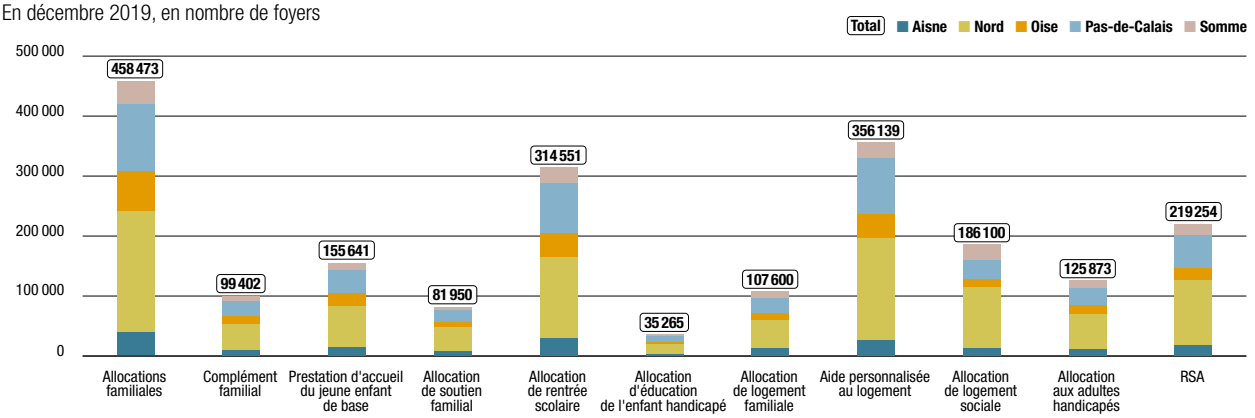


Source : CNAF-DSER

EMPLOI. Un surcroît d'activité en mars 2019 a fait augmenter le nombre de bénéficiaires de la prime d'activité dans toute la région.

BÉNÉFICIAIRES DES PRESTATIONS SOCIALES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En décembre 2019, en nombre de foyers



Source : CNAF-DSER

FAMILLE. Les allocations familiales, l'aide personnalisée au logement et l'allocation de rentrée scolaire sont les trois prestations sociales les plus distribuées dans les Hauts-de-France.



4,1 millions

C'est le nombre de foyers français qui ont bénéficié de l'aide exceptionnelle de solidarité versée par la CAF, la MSA et Pôle Emploi à la mi-mai pour faire face à la crise du Covid-19. Cela représente un budget de 900 millions d'euros.

Source : Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales

LES RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Au 31 décembre 2019

	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
Nombre total de retraités	491 973	652 538	1 144 511
Âges moyens au départ de la pension en 2019	61,9 ans	62,9 ans	62,4 ans
Minimum vieillesse [1]	3,4 %	3,4 %	3,4 %
Âges moyens des retraités	72,1 ans	74,2 ans	73,3 ans
Montant global mensuel moyen de la pension servie par le régime général [2]	872 €	664 €	753 €
Montant global mensuel moyen de la pension servie aux retraités ayant une carrière complète au régime général [3]	1 151 €	980 €	1 074 €

[1] Nombre de retraités bénéficiaires d'une allocation du minimum vieillesse par rapport à l'ensemble des retraités en paiement au 31 décembre.
[2] Ensemble des avantages de droit direct et de droit dérivé servis : montant de base après application des règles de minimum (minimum contributif ou minimum des pensions de réversion) et maximum (écrêtement du plafond de la Sécurité sociale) + compléments de pensions éventuels. Montant brut avant prélèvements sociaux et hors régimes complémentaires
[3] Pensions de droit direct calculées à taux plein et sans prorata de durée d'assurance au régime général.

Sources : Cnav, SNSP, Insee

INÉGALITÉS. En moyenne, les femmes partent un an plus tard à la retraite que les hommes. Pourtant, le montant global mensuel de leur pension est inférieur à celui des hommes.

NOUS SOMMES LE LIEN QUI VOUS ACCOMPAGNE DANS VOTRE REPRISE D'ACTIVITÉ



- **Bilan de votre protection sociale** : adaptez votre contrat à la fluctuation de votre activité
- **Espace entreprise en ligne** : gagnez du temps dans vos démarches
- **Conseils et Prévention** : kit de reprise d'activité, soutien psychologique, webconférences...

Renseignez sur apreva.fr ou au 3111 (service et appel gratuits)

apréva

Une mutuelle du GROUPE AÉSIO

MUTUALITÉ FRANÇAISE

APRÉVA MUTUELLE, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du code de la Mutualité - Immatriculée sous le n° 775 627 391 - Siège social : 30 avenue Denis Cordonnier - 59000 LILLE. Les garanties d'assistance sont assurées par IMA Assurances : Société anonyme au capital de 7 000 000 € entièrement libéré. Entreprise régie par le Code des assurances. RCS Niort 481 511 632. Siège social : 118 avenue de Paris - CS 4000 - 79033 Niort Cedex 9. Crédit photo : GettyImages-842789606. Document non contractuel à caractère publicitaire.

MICHEL SIMOND

HAUTS DE FRANCE

CESSION ET REPRISE DE COMMERCES
ET D'ENTREPRISES

Vous avez un projet ?
Nous avons l'expertise et le réseau



EXPERTS EN TRANSMISSION . CÉDANTS . ACQUÉREURS
PARTENAIRES NATIONAUX ET LOCAUX

VALORISATION GRATUITE | **MISE EN RELATION** | **CONSEIL** | **RECHERCHE DE FINANCEMENT**

VOTRE CABINET MICHEL SIMOND HAUTS DE FRANCE

102 rue de Canteleu - 59000 LILLE - TÉL. 03.20.08.28.99 - lille@msimond.fr

www.msimond.fr

Quelques-unes de nos réalisations

COMMERCES



Brasserie LE PARADOXE - TOURCOING



Brasserie L'ASSIETTE AU BOEUF - ARRAS



Hôtel LE MANOIR - ORCHIES



HÔTEL DE LA PLAGE - AUDRESSELLES



CAMPING LES VOILES DES 2 CAPS - HERVELINGHEN



Restaurant LE FOSSILE - LILLE

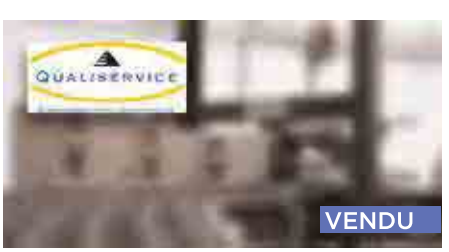
MICHEL SIMOND

L'équipe du CABINET HAUTS DE FRANCE vous conseille dans TOUTES LES ÉTAPES
de VOTRE PROJET DE CESSION OU D'ACQUISITION
dans LA PLUS GRANDE CONFIDENTIALITÉ
03 20 08 28 99

ENTREPRISES



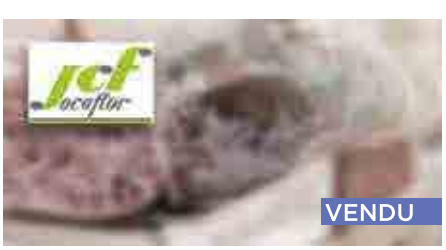
NORD FIBRE OPTIQUE Electricité générale,
Réseau optique, Raccordement - ANNOEULLIN



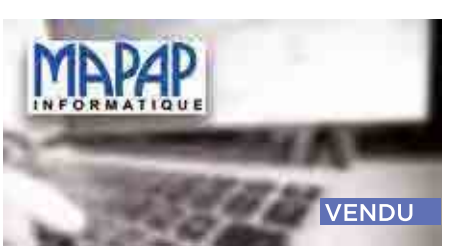
QUALISERVICE - Conditionnement à façon
CAMBRAI



TGTP et Locations
TP et locations d'engins - GOEULZIN



JOCAFLOR - Négoce d'accessoires & matériels
pour fleuristes - HALLUIN



MAPAP - Société d'informatique
LILLE



BIOMED ORTHO - Conception et réalisation
de matériel orthopédique - LILLE



DR

La BGE cherche des entrepreneurs dans nos quartiers

Le réseau d'appui aux entrepreneurs BGE Hauts-de-France est signataire de la charte «Entreprises et Quartiers». Ces deux dernières années, les actions se sont multipliées pour dynamiser les Quartiers Prioritaires de la politique de la ville et créer de la richesse là où on ne l'attend plus.

Par Camille MICHALSKI

Depuis sa création dans les Hauts-de-France, le réseau d'appui aux entrepreneurs BGE a accompagné 37 000 créations d'entreprise. «*Dès nos débuts, en pleine crise économique après le choc pétrolier de 1979, la BGE a émis une idée : et si les demandeurs d'emplois créaient leur propre entreprise ?*», rappelle Grégory Sagez, directeur général de BGE Hauts-de-France.

40 ans plus tard, la question continue d'être posée. Parfois avec quelques préjugés véhiculés par l'image de «start-up nation». «*Innover, c'est bien. Mais être entrepreneur, ce n'est pas que ça. Il ne faut pas attendre d'avoir une idée folle pour se lancer. Le boulanger au coin de la rue est, lui aussi, entrepreneur*», insiste alors Caroline François, directrice adjointe des territoires à la BGE. C'est elle qui coordonne les actions relatives à la signature de la charte «Entreprises et Quartiers». Cette charte œuvre à soutenir les futurs entrepreneurs dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville. «*Nous cherchons à être au plus proche des territoires. La signature de cette charte se traduit alors de différentes manières, selon les endroits, en concertation avec les élus locaux*», explique Caroline François.

SENSIBILISATION DANS LES QUARTIERS

Dans la Métropole Lilloise, l'initiative colle avec les actions de «La Fabrique à Entreprendre». «*Ce dispositif correspond à l'étape préalable à l'accompagnement d'un porteur de projet par la BGE et la Région dans le cadre du programme Starter,* indique Caroline François. *Il s'agit de débloquer les freins psychologiques et sociaux intégrés par la population de Quartiers prioritaires de la politique de la ville. Ils n'osent pas se lancer, parce qu'ils ne s'en sentent pas capables, ou pas légitimes.*» Pour ce faire, huit «Espaces Ressources» ont été créés dans des endroits stratégiques au cœur des 26 quartiers concernés dans la métropole. Ces bureaux sont des points de rencontre où toute personne peut venir poser des questions sur l'entrepreneuriat, et ce sans engagement. Pour les villes non pourvues de ces espaces, le Bus de la BGE traverse chaque année le territoire dans le même but, en se garant pendant des demi-journées entières au plein milieu d'axes très fréquentés. «*Nous faisons tout pour aller vers les entrepreneurs potentiels qui n'osent pas faire le premier pas*», justifie la directrice adjointe des territoires de la BGE.

Et cette sensibilisation est amorcée dès le plus jeune âge. «*Nous intervenons beaucoup dans les collèges et lycées, nous proposons des stages, des journées découverte … Le but est de démystifier l'entrepreneuriat. On*

veut leur montrer qu'à leur âge, dans leur classe, dans leur association, ils sont déjà capables d'entreprendre», continue Caroline François.

CRÉER DES SYNERGIES

L'objectif étant aussi de relancer l'économie dans les territoires défavorisés. Il y a encore quelques années, la ville de Saint-André-Lez-Arras, dans le Pas-de-Calais, n'aurait attiré aucun projet d'implantation. Mais depuis la signature de la Charte Entreprises et Quartiers et la construction de l'Artoilab qui en a découlé, la tendance change peu à peu. Inauguré en mars 2019, ce bâtiment indépendant héberge les locaux de la BGE et de Pas-de-Calais actif et l 4 bureaux à louer sans durée de bail. «*Tout le monde peut intégrer Artoilab : de gros groupes qui veulent un pied-à-terre dans l'Arrageois comme des start-up qui débutent. L'objectif est justement que ces petites start-up profitent de l'expérience des autres locataires et de la présence de nos conseillers pour créer des synergies*», indique Aurélien Delierre, responsable territorial Arrageois Ternois. Tous les porteurs de projets, dans tous secteurs d'activités sont invités à pousser la porte de ce bâtiment imposant, situé en plein milieu d'un quartier. «*Ça va de l'activité RH à la permaculture. Ensuite, c'est à nous d'organiser des activités pour qu'un réseau se forme. Et les passerelles se font : nos locataires forment à présent une famille. Pendant le confinement, nous organisions des réunions d'information, mais aussi des cours de cuisine en visio, pour dédramatiser la situation et palier l'isolement de l'entrepreneur*», continue le conseiller.

REDYNAMISER LES TERRITOIRES

Ensemble, ces entrepreneurs se sentent challengés et font grandir leur projet plus vite. Mais l'intention est de créer, puis de pérenniser une nouvelle richesse sur le territoire. Avec le dispositif BGE Mon Commerc'en Test, Valenciennes Métropole a elle aussi choisi de redynamiser ses cœurs de ville, laissés pour compte par les consommateurs au profit de centres commerciaux en périphérie. Contrairement à ce que son nom pourrait laisser entendre, le principe n'est pas celui d'une boutique éphémère : «*La BGE cherche des locaux abordables, bien situés, en cohérence avec le schéma de la ville, et qui nécessitent peu de travaux. Ensuite, nous négocions avec le propriétaire (particulier ou non) un loyer honnête, que nos entrepreneurs pourront payer progressivement*», résume Stéphane Mazzucco, Responsable Territorial Amandinois-Denaisi-Ostrevent-Valenciennois.
Il s'agit à la fois de rendre service à un commerçant cherchant à s'installer à bas coût, et de trouver un locataire pour un propriétaire qui peine à louer son bien en exigeant un loyer trop important sans avoir été conseillé par la BGE auparavant. «*En parallèle, une fois installé, l'entrepreneur est accompagné par un programme de formation d'un an, en partie axé sur la digitalisation de son service, car la présence sur les réseaux sociaux est devenue indispensable*», continue Stéphane Mazzucco. Un suivi de trois ans, dans le cadre du programme Starter, complémentaire à chaque dispositif ici présenté, vise enfin à pérenniser l'activité pour qu'elle reste sur le territoire. D'ici la fin de l'année, six commerces auront ouvert grâce à Mon Commerc'en Test. L'agglomération de Valenciennes enregistre un taux de réussite de 100% quant à ce dispositif, lancé localement il y a quatre ans.

ANALYSE



Marie-Noëlle Blain,
PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BEAUVAIS

«Le premier conseil aux entrepreneurs, c'est de contacter notre cellule prévention dès l'apparition des premiers incidents : chaque mois, nous y recevons entre 80 et 100 dirigeants pour les aider à trouver des solutions, à étaler leurs dettes, à assainir leurs dossiers. Plusieurs dispositifs, entièrement confidentiels, peuvent à ce stade régler 80% des problèmes, redonner de l'oxygène à l'entreprise. S'ils sont insuffisants, le plan de sauvegarde est également très efficace, mais fait malheureusement l'objet de publicité, toujours néfaste. Puis c'est la procédure collective, souvent vécue par les chefs d'entreprise comme un échec, non seulement économique et social mais aussi personnel et familial. Nous avons créé en septembre 2019 un dispositif APESA, un réseau national de soutien aux dirigeants en détresse psychologique, également rejoint par le Tribunal de Commerce de Compiègne : sur le Département, 17 «sentinelles», greffiers, juges, collaborateurs de l'URSSAF ou des chambres consulaires, membres de la CPME… ont été formés à détecter le mal-être chez les dirigeants qu'ils côtoient. Ils alertent le dispositif national, qui contacte le dirigeant en moins d'une heure et lui propose cinq séances avec un psychologue formé à la vie de l'entreprise. Depuis un an, malgré l'interruption du confinement, nous avons ainsi accompagné treize personnes. Et nous redoutons malheureusement l'après Covid…»

ANALYSE

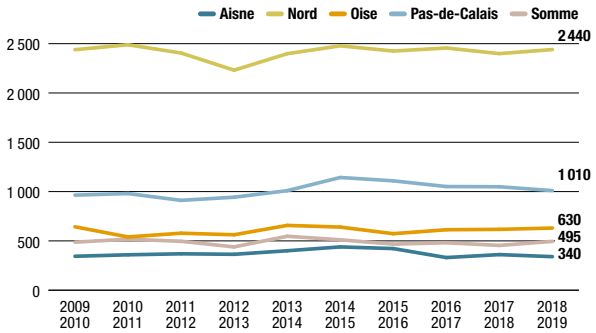


Gérard Diruy,
PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'AMIENS

«Le fonds régional de premier secours aux entreprises a été renforcé début mars par la Région pour faire face aux imprévus liés à la crise sanitaire de la Covid-19, avec comme objectif de prévenir la disparition de milliers de TPE et de sauvegarder l'emploi. Ce prêt arrive en deuxième rang, lorsque les entreprises n'ont pas pu obtenir de Prêts garantis par l'État et intervient dès lors que l'entreprise est confrontée à des difficultés jugées surmontables, dues par exemple à une baisse importante de chiffre d'affaires ou à des problèmes de trésorerie. Le dispositif a été modifié pour que celles en plan de continuation puissent également y prétendre. Pour être éligible à ce fonds, l'entreprise doit avoir moins de trois ans d'existence, maximum 25 salariés, justifier d'un chiffre d'affaires supérieur à 50 K€, et que ces difficultés soient ponctuelles. Les entreprises peuvent bénéficier d'une aide sous forme d'avance remboursable de 5 000 à 50 000€ avec un taux d'intérêt à 0% (contre 1,5% avant la crise sanitaire). Le fonds a, dans le cadre de la crise, été assoupli, avec une durée de remboursement allongée à 72 mois et un différé de six mois, sans obligation de mandat ad hoc ou de conciliation.»

ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ASSOCIATIONS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Évolution annuelle de début septembre à fin août

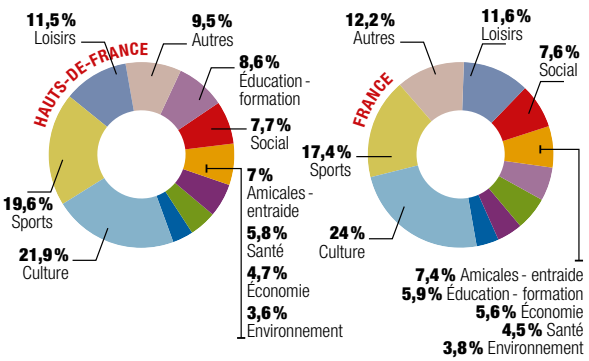


Sources : Journal officiel Associations, Recherches & Solidarités

CRÉATIONS. En dix ans, le nombre de créations d'associations est resté stable dans chaque département. Les chiffres avaient pourtant globalement chuté entre 2011 et 2015.

RÉPARTITION DES CRÉATIONS D'ASSOCIATIONS

Entre 2016 et 2019

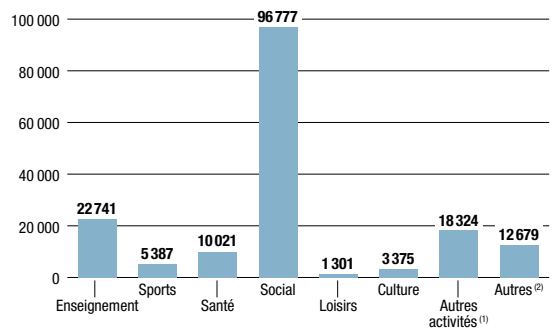


Sources : Journal officiel Associations, Recherches & Solidarités

LOISIRS. Les associations culturelles et sportives dominent dans les Hauts-de-France. Le sport est d'ailleurs plus représenté dans la région que la moyenne nationale (19,6% contre 17,4%).

RÉPARTITION DES EFFECTIFS SALARIÉS DES ASSOCIATIONS

Dans les Hauts-de-France, en 2018



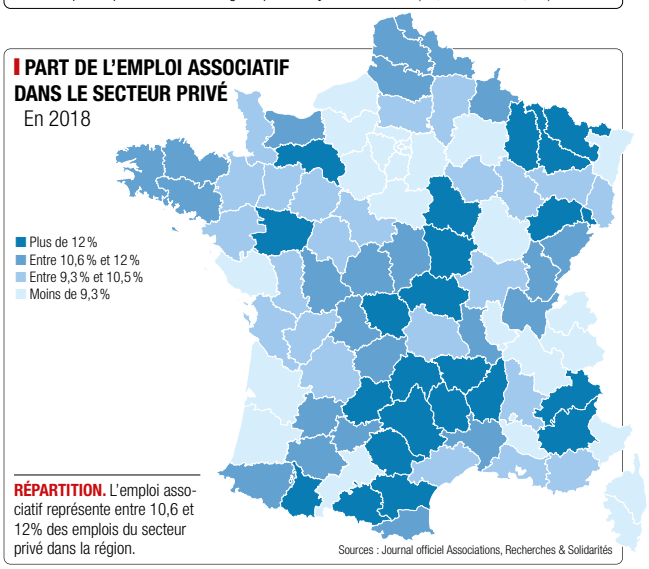
(1) Agriculture, recherche, activités liées à l'emploi, tourisme…
(2) Associations non classées par l'Insee

Sources : Acoss-Urssaf, MSA. Traitement Recherches & Solidarités

EMPLOI. Les associations dans le domaine du social sont les plus employeuses (96 777 salariés en 2018). A l'inverse, les loisirs emploient peu (1 301).

PART DE L'EMPLOI ASSOCIATIF DANS LE SECTEUR PRIVÉ

En 2018



RÉPARTITION. L'emploi associatif représente entre 10,6 et 12% des emplois du secteur privé dans la région.

Sources : Journal officiel Associations, Recherches & Solidarités

170600

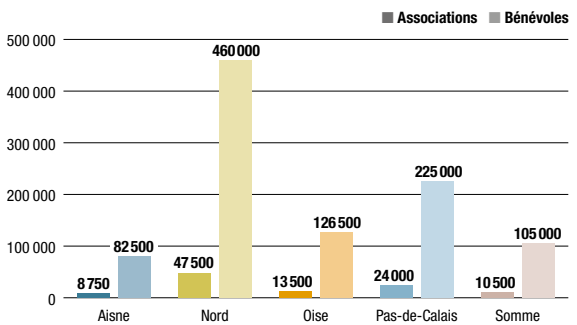
C'est le nombre de salariés travaillant dans une association dans la région Hauts-de-France en 2018. Ils représentent 11,3 % de l'emploi privé de la région et une masse salariale de 3,4 milliards d'euros.



Sources : Acoss-Urssaf, MSA. Traitement Recherches & Solidarités

NOMBRE ESTIMÉ D'ASSOCIATIONS ET DE BÉNÉVOLES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018



Sources : Journal officiel Associations, Recherches & Solidarités

BÉNÉVOLAT. Les associations du Nord et du Pas-de-Calais rassemblent davantage de bénévoles que dans les autres départements des Hauts-de-France.

95% DES PERSONNES
REÇOIVENT OU DONNENT UN OBJET PUBLICITAIRE.
ET VOUS ?


Textile


Écoresponsable


Mugs


Made In France


High-Tech


Papeterie

OBJET EXPRESSION

objet publicitaire - vêtement d'image - cadeau d'affaire

info@objet-expression.com - www.objet-expression.com - Tél. 03 66 72 24 11

bepub


Crédits photos : CAP'Oise Hauts-de-France

cap'Oise Hauts-de-France

LA CENTRALE D'ACHAT PUBLIC RÉGIONALE

NOS PARTENAIRES DES HAUTS-DE-FRANCE

80% de nos fournisseurs sont issus des Hauts-de-France. Nous participons à la création d'emploi sur l'ensemble de nos marchés et contribuons à l'économie locale auprès des producteurs distributeurs de denrées alimentaires. Nous favorisons les produits recyclables à travers nos différents marchés de fourniture.

GOWON BUREAU · SIMA · ROCHA · legallais · LA GAZETTE · PLG · MAPP · Socoldis · unikalo · REXEL · Lyreco · Quadria

Le partenaire incontournable au service des collectivités des Hauts-de-France

Aisne Nord Oise Pas-de-Calais Somme

Vous êtes une commune, une communauté d'agglomération, un établissement public, un organisme public, une association gérant une mission d'intérêt général oeuvrant sur les Hauts-de-France ? Facilitez votre quotidien et faites appel à la centrale d'achat public régionale.

En passant par notre centrale d'achat, vous respectez les obligations de publicité (BOAMP, JOUE) et de mise en concurrence relatives aux marchés publics.

CAP'Oise Hauts-de-France propose une large gamme d'offres de services et de fournitures. Vous bénéficiez de délais maîtrisés, de prix attractifs grâce à la mutualisation, d'un accompagnement de nos partenaires.

Pas d'engagement dans la durée – Pas d'adhésion – Pas de convention.

AYEZ LE RÉFLEXE CAP'OISE HAUTS-DE-FRANCE

Pour répondre à vos besoins

03 44 10 42 65 · commercial@cap-oise.fr · www.cap-oise.fr

Village Mykonos - Bâtiment A - 36 Avenue Salvador Allende - CS 40881 - 60008 BEAUVAIS CEDEX

NOS OFFRES Consultez les offres CAP'Oise Hauts-de-France sur **www.cap-oise.fr** et accédez à l'ensemble de nos marchés mis à votre disposition : mobiliers de bureau, restauration, scolaire, hébergement, médiathèque, les produits d'hygiène et d'entretien, le matériel de nettoyage, les EPI et vêtements de travail, les panneaux de signalisation, le matériel informatique (ordinateurs, serveurs, imprimantes...), les logiciels, le Très Haut Débit, les denrées alimentaires, peinture et revêtement de sol, sel déneigement, outillage, quincaillerie, plomberie et sanitaire, matériel électrique et éclairage, petites fournitures de bureau, papier...



© Samuel Dhote

Les nouveaux défis de l'enseignement supérieur

Alors que l'enseignement supérieur a dû s'adapter face à la pandémie pour allier contenus pédagogiques et fermetures des établissements, c'est une rentrée inédite que les étudiants ont vécu cette année. Masqués et à la fois sur site mais aussi en distanciel, les jeunes – tout comme les professeurs – sont entrés dans une nouvelle ère.

Par Amandine PINOT

Adaptation et hybridation. Deux maîtres-mots qui ont caractérisé la période de confinement mais aussi l'adaptation au monde d'après. Pas simple de basculer l'ensemble des cours à distance même si bon nombre d'établissements étaient déjà sur un modèle de blended learning (apprentissage mixte avec de l'e-learning et une méthode classique en présentiel). Il a surtout fallu s'équiper et former les professeurs. Rien qu'à l'IESEG, l'école de commerce à Lille et à La Défense, près d'un million d'euros a été investi dans l'aménagement de nouvelles salles, comme l'explique Jean-Philippe Ammeux, directeur de l'établissement : «*Les jeunes étudiants qui viennent d'avoir leur bac vont intégrer l'enseignement supérieur dans un contexte plutôt compliqué. Nous devons les accompagner. Faire de l'enseignement efficace en distanciel n'est pas aussi simple qu'il n'y paraît, c'est pourquoi nous privilégions*

le présentiel malgré tout, car c'est moins perturbant pour les étudiants.» 60% de présentiel et 40% de distanciel, c'est le pari qu'a fait l'école qui a investi dans de nouvelles salles de classe ultra connectées.

Même topo du côté de l'EDHEC Business School, déjà bien équipée mais qui a tout de même formé plus de 450 professeurs avant la rentrée : «*Nous avions déjà travaillé sur la salle de classe virtuelle il y a deux ans mais nous avons également investi dans un dispositif de streaming qui permet aux étudiants de se connecter à la salle de classe*», détaille Anne Zuccarelli, directrice de l'Expérience Etudiante. 30 salles sont équipées de ce dispositif sur les cinq campus de la business school, dont 18 sur le site lillois. Si la digitalisation reste un enjeu majeur de l'enseignement supérieur – bien avant le confinement –, la crise de la Covid 19 a sans aucun doute accéléré les choses et mis en lumière quelques aspects positifs : «*Il permet une autre façon d'apprendre, pour avoir un parcours plus personnalisé avec l'étudiant*», assure Anne Zuccarelli.

S'ADAPTER À LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE

Dans cette période incertaine, l'autre enjeu de taille pour les établissements reste l'employabilité de leurs étudiants et leur arrivée sur le marché alors que bon nombre d'entreprises risquent de réduire la voilure. «*Le placement à l'étranger a ralenti alors qu'en France, les chiffres restent bons. Certes, la bascule vers le CDI se fait un peu plus tard et nous restons très vigilants*» annonce, prudente, Anne Zucarelli. Des managers de plus en plus agiles et adaptables seront les profils principalement recherchés par les entreprises. Il reste encore du chemin à parcourir en France, plutôt habituée à un enseignement classique qu'à l'acquisition des très recherchées soft skills, comme cela peut être le cas ailleurs dans le monde. «*La technologie est entrée dans les esprits. Même si elle reste un élément central de l'éduation, rien ne vaut le présentiel. 87% des français1 jugent le digital nécessaire pour l'enseignement supérieur. C'est un réel enjeu pour le monde de l'éducation qui reste en retard*» conçoit le directeur général de l'EDHEC Business School, Emmanuel Métais.

La technologie transforme les contenus et les institutions. Si les contenus doivent être adaptés, il n'en reste pas moins l'énorme attente suscitée par les sociétés envers l'enseignement supérieur : davantage d'inclusion, de respect de l'environnement, d'égalité hommes/femmes... mais aussi d'ancrage dans l'économie. L'enseignement supérieur se doit d'intégrer les défis sociétaux à l'heure où ses étudiants arrivent dans un monde chahuté. «*L'enseignant sera beaucoup moins dans son rôle de transmission de connaissances mais dans celui de l'accompagnement des étudiants*» ajoute-t-il. Le défi reste de taille pour les établissements qui, en 2030, accueilleront les étudiants de la génération Alpha (nés entre 2010 et 2025), pour qui la technologie est la prolongation de leurs corps ; tous ces étudiants qui auront grandi avec le coronavirus, avec le respect de l'environnement et qui voudront mettre le business au service de notre société. La nouvelle génération est en marche.

1. Etude EDHEC/Institut Montaigne, Les nouvelles frontières de l'enseignement supérieur, juillet 2020.

ANALYSE



Edmond Abi-Aad,

VICE-PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE

«Depuis la rentrée de septembre 2020, l'Université du littoral Côte d'Opale (ULCO) accueille une école d'ingénieurs dédiée au génie énergétique et à l'environnement. Une première pour le territoire qui vient concrétiser un travail de plusieurs années conjointement mené par l'Université et la Communauté urbaine de Dunkerque. Nous formons une trentaine d'étudiants à bac +5 sur une spécialité qui est encore peu enseignée : le génie énergétique associé aux meilleures pratiques possibles environnementales. Nous venons, en cela, répondre aux problématiques qui se posent à l'industrie du XXIème siècle qui se doit d'être de moins en moins polluante. Même si ce diplôme aura un rayonnement national, il n'est pas étonnant qu'il voie le jour à Dunkerque, première plateforme énergétique européenne. Notre territoire accueille la centrale nucléaire la plus puissante d'Europe de l'Ouest, une centrale thermique, un terminal méthanier, l'atterrage d'un gazoduc depuis la Norvège et il a été retenu par l'Etat pour recevoir un parc éolien off-shore. Il accueille également plusieurs entreprises très énergivores à l'image d'ArcelorMittal ou de Liberty Aluminium Dunkerque. Il y a donc une certaine logique à proposer cette spécialité ici. D'autant plus que le territoire est désormais labellisé «Territoire d'Innovation» (le seul des Hauts-de-France) et qu'à ce titre, il a pour ambition de préserver son outil industriel tout en le rendant de plus en plus propre.»

ANALYSE



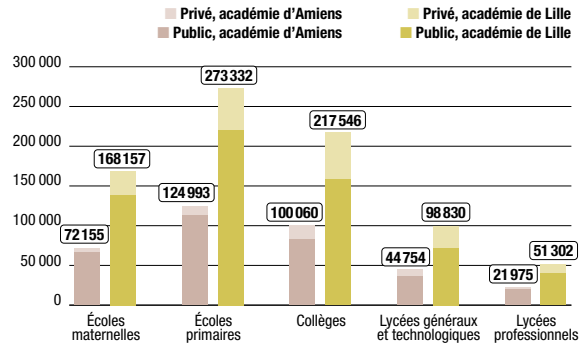
Philippe Vallette,

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE NAUSICAÀ À BOULOGNE-SUR-MER

«On a eu cette idée de Blue Living Lab parce qu'à Nausicaà, nos visiteurs sont aussi des consommateurs, et ils permettent aux porteurs de projet de confronter leurs idées en amont. Ils réfléchissent de manière optimale à l'évolution de leur projet en allant à la rencontre du public, et cela leur évite d'aller chercher des entreprises spécialisées qui vont réunir un panel et demander une fortune pour mener des enquêtes. Ce projet est unique en France. Le Blue Living Lab a vu le jour il y a environ 5 ans quand on a imaginé le concept de «blue society» pour lequel on s'est demandé comment nous pouvions en être acteurs. Ce Blue Living Lab fait ainsi partie d'un ensemble plus vaste, le Learning center, à la disposition des porteurs de projets. Ce Learning center regroupe une petite salle de conférence, un espace de travail, un espace d'enquête ou encore un espace de documentation. Les porteurs de projet bénéficient également d'une aide au montage de leur société avec l'intervention d'un cabinet d'expertise-comptable. Pour intégrer ce Blue Living Lab, il n'y a pas de règle précise, mais il faut que les équipes aient besoin de nos installations pour leurs expérimentations et qu'il y ait un rapport à la mer. Début mars, on a accueilli les trois premiers porteurs de projet. Je peux prendre l'exemple de cette start-up qui met au point un drone sous-marin pour cartographier les fonds marins, et qui le teste d'abord dans notre aquarium. C'est très intéressant pour nos visiteurs qui découvrent ainsi en avant-première ces différents projets.»

RÉPARTITION DES ÉLÈVES

Rentrée 2019

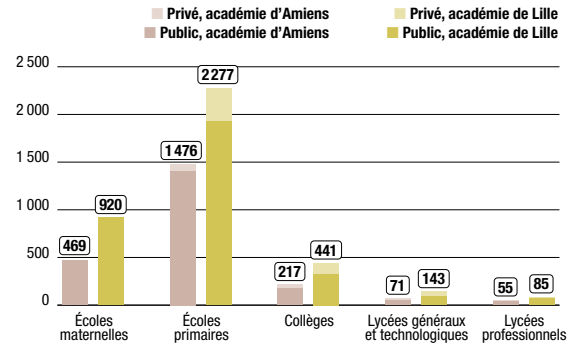


Sources : Académies d'Amiens et de Lille

ENSEIGNEMENT. Les élèves fréquentant des établissements privés sont plus nombreux dans l'académie de Lille que dans l'académie d'Amiens, notamment pendant les années collège.

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS

Rentrée 2019 (rentrée 2018 pour l'académie d'Amiens)

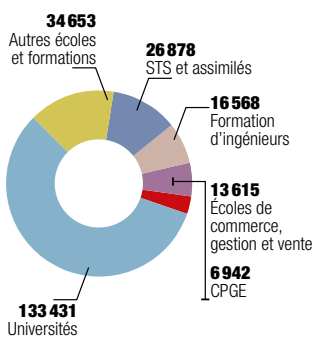


Sources : Académies d'Amiens et de Lille

PRIVÉ. Les établissements d'enseignement privés sont plus nombreux dans l'académie de Lille, surtout au niveau primaire.

RÉPARTITION DES ÉTUDIANTS

En 2018-2019, région académique Hauts-de-France



133 431 en universités **dont**	
Lettres, sciences humaines	31,2 %
Sciences	24 %
Économie, AES	16,4 %
Santé	12,4 %
Droit	10,8 %
STAPS	5,1 %

Source : Région académique Hauts-de-France

ÉTUDES. La grande majorité des étudiants des Hauts-de-France (133 431) poursuivent leurs études à l'université. Plus de 31% d'entre eux étudient les lettres et les sciences humaines.

TAUX DE RÉUSSITE PAR DIPLÔME

Session 2018

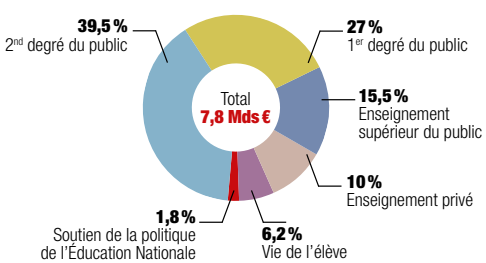
	ACADÉMIE D'AMIENS	ACADÉMIE DE LILLE	FRANCE
Diplôme national du brevet	89,8 %	88 %	87,2 %
CAP	85,2 %	83,7 %	84,3 %
BEP	80,7 %	76,8 %	83 %
BAC général	89,9 %	90 %	91 %
BAC technologique	86,8 %	89,1 %	88,7 %
BAC professionnel	80,7 %	81,8 %	82,3 %
BTS	76,1 %	76,2 %	74,5 %

Sources : Académies d'Amiens et de Lille

RÉSULTATS. L'académie d'Amiens affiche un taux de réussite sensiblement supérieur à celui de l'académie de Lille. Globalement, ces taux sont très proches de la moyenne nationale.

RÉPARTITION DU BUDGET

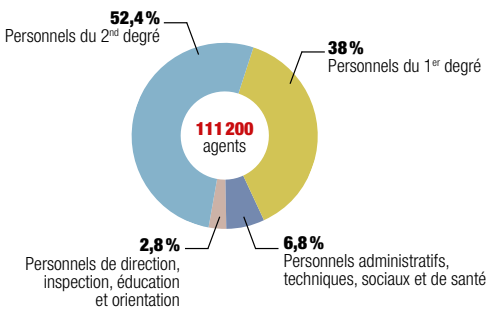
En 2018, région académique Hauts-de-France



BUDGET. Sur les 7,8 Mds € mobilisés en 2018 par la région académique Hauts-de-France, seul 1,8% du budget est consacré au soutien de la politique de l'éducation nationale.

RÉPARTITION DES PERSONNELS

En 2018, région académique Hauts-de-France



Source : Région académique Hauts-de-France

EFFECTIFS. Plus de la moitié des agents de la région académique Hauts-de-France travaille dans le 2nd degré.

80 entrepreneurs EDHEC intègrent chaque année STATION F à Paris pour accélérer leur start up.



Manon Latge
EDHEC MASTER 2014
Fondatrice de Né à, la marque des maternités pour la maternité

Julie Chapon
EDHEC MASTER 2011
Co-fondatrice de Yuka, l'application qui analyse la composition des produits

Thomas Massimi
EDHEC BBA 2016, EDHEC MASTER 2017
Fondateur de la chaine Youtube musicale Electro Posé et du label Inside Records

EDHEC BUSINESS SCHOOL

STATION F

Classée 1ère Grande Ecole en France pour la dimension entrepreneuriale (FT Ranking Top MBAs for Entrepreneurship 2018), l'EDHEC est partenaire de Station F, le plus grand campus international de start-up au monde, grâce au soutien décisif de diplômés EDHEC mécènes. Cet hébergement complète l'offre de l'incubateur EDHEC entrepreneurs et son dispositif d'accompagnement exceptionnel, accessible depuis le monde entier, et au cœur de l'écosystème parisien. Déjà 1000 emplois créés par 200 start up accompagnées à son actif.

*Make an impact**

*Agissez sur le monde

WWW.EDHEC.EDU

Veolia a installé son premier dispositif régional au coeur du centre aquatique d'Arras.



De l'énergie dans les réseaux d'assainissement

Les enjeux liés à l'énergie sont de plus en plus nombreux, alors lorsqu'on peut faire des économies et récupérer des calories dans des réseaux existants, il serait dommage de s'en priver. Cette récupération d'énergie, c'est tout l'enjeu du programme Energido développé par le groupe Veolia.

Par Guillaume CUGIER

L'idée est toute simple : elle consiste à capter des calories sur les réseaux d'assainissement de nos villes et à les utiliser pour produire de la chaleur, chauffer de l'eau sanitaire ou encore climatiser un bâtiment. Ce type de dispositif innovant est installé en Hauts-de-France depuis plusieurs années et ça fonctionne.

C'est à l'entrée de la ville d'Arras, au cœur du centre aquatique, que le premier dispositif des Hauts-de-France a été installé. «*La communauté urbaine travaillait sur le projet de centre aquatique, nous leur avons proposé notre solution*, explique Michel Chaumontet, directeur des opérations et de la direction technique régionale Veolia Hauts-de-France. *Philippe Rapeneau, alors président de la CUA, était un homme particulièrement sensible aux problèmes d'environnement et assez visionnaire pour tout de suite comprendre et appuyer notre proposition.*»

Il faut dire que cela faisait plusieurs années que le groupe Veolia travaillait sur ces sujets. En effet, au sein de la direction technique régionale, une quinzaine d'ingénieurs travaille sur différentes problématiques liées à l'eau, à l'assainissement et à tout ce qui gravite autour de ces deux grands domaines d'activités. «*Grâce aux compétences de nos agents et à leur expertise, nous avons mené une réflexion sur les enjeux environnementaux et sur l'efficacité énergétique de nos installations*», précise-t-il.

Fort de cette expertise, le groupe a souhaité aller plus loin en se penchant sur la question de l'énergie qui transite par les réseaux, notamment les réseaux d'assainissement et à développer une solution technique de récupération de l'énergie par l'intermédiaire d'un échangeur et d'une pompe à chaleur, placée en dérivation des canalisations d'assainissement.

UNE RÉPONSE AUX CRITÈRES ADEME

Le fonctionnement de cette technologie est assez simple et se développe de plus en plus,

parce qu'il permet de réduire l'impact environnemental des installations et qu'il s'inscrit parfaitement dans la mouvance de la troisième révolution industrielle.

La technologie développée par Veolia est de plus en plus utilisée en France, Grégoire Delvaux, ingénieur au département Assainissement de la direction technique régionale souligne, «*que l'installation peut être installée pour chauffer une piscine, des petits ensembles collectifs ou bien encore pour des installations de types salle de sport.*»

Les calories sont captées sur le réseau d'assainissement par l'intermédiaire d'un échangeur qui est lui-même raccordé à une pompe à chaleur qui permet d'augmenter le potentiel calorifique des calories captées. «*Une pompe à chaleur fonctionne comme un frigo inversé. Le système permet, grâce à une compression, d'augmenter la température de l'eau. Avec notre système, nous visons un COP de 4, pour un kilowatt d'électricité consommé, le système restitue 4 kilowatts thermiques en sortie de pompe à chaleur.*»

Veolia, avec son système Energido, vise un coefficient thermique de 4 pour répondre aux critères imposés par l'ADEME et avoir un système éligible aux aides et subventions de l'agence de l'énergie.

Le système Energido est installé en dérivation du collecteur d'eau usée, cela permet lors de son installation de pouvoir assurer la continuité de service : «*il n'est pas nécessaire d'intervenir sur le réseau*», la puissance d'échange est limitée par la ressource disponible. «*Pour faire simple, plus il y a de débit, plus il y aura de puissance disponible, il est facilement upgradable pour le faire évoluer et monter en puissance.*»

Enfin, le système ne vient pas perturber le profil hydraulique du réseau et il est plus facilement nettoyable. Pour pouvoir fonctionner le système nécessite un minimum de 30 à 35 m3/h de débit en continu, «*cela correspond à une conduite principale dans une ville d'environ 5 000 habitants*», insiste Grégoire Delvaux.

EN DÉVELOPPEMENT

Le système Energido est d'ores et déjà installé sur plusieurs installations en France, notamment, sur le cercle des nageurs de Marseille, mais aussi sur un petit ensemble collectif à Roquebrune. «*À Aix-les-Bains, 90% des besoins du centre aquatique sont couverts par la chaleur issue des eaux usées.*»

En région Hauts-de-France, Energido est donc installé à Arras, sur le centre aquatique où «*le système permet d'économiser 1500 mégawatts heures de gaz chaque année, mais aussi des rejets en CO^2. 75% des besoins sont fournis par le système.*» À Boulogne-sur-Mer, c'est sur le réseau de chaleur de la ville qu'un système constitué d'un mix énergétique Energido est installé, «*en sortie de step mixée avec un centre d'incinération et un système de récupération des calories des fumées*».

Depuis ses premières installations, le groupe Veolia a continué à faire évoluer son système et l'a industrialisé de manière à pouvoir l'adapter plus facilement à la réalité de terrain. «*Aujourd'hui, Energido tient dans un conteneur maritime et peut se brancher au plus proche des installations*», renchérit le directeur de service. Aujourd'hui, le groupe Veolia travaille sur plusieurs projets d'installations en région, sur l'Artois, mais aussi en métropole lilloise.

ANALYSE



Laurent Cantat-Lampin,

DIRECTEUR RÉGIONAL DE RTE

«RTE, entreprise à mission de service public, assure la gestion du réseau électrique sur tout le territoire français. Depuis quelques années, elle s'est fortement engagée auprès des producteurs d'électricité «verte», éolien et photovoltaïque en tête, en mettant en œuvre les gros investissements nécessaires aux raccordements sur le réseau. Une bonne partie des 146 millions d'euros d'investissement engagés en 2020, soit plus de 20 millions supplémentaires par rapport à 2019, concernent les énergies renouvelables. Désigné par l'Etat pour raccorder l'ensemble des parcs éoliens off-shore implantés au large de nos côtes, RTE va ainsi investir 400 millions d'euros pour le raccordement de celui de Dunkerque (avec implantation d'un poste électrique en mer et à terre) dont les travaux doivent débuter à l'horizon 2023.

Actuellement, l'entreprise est engagée dans un gros chantier au port de Dunkerque, en lien avec Enedis et la Communauté urbaine de Dunkerque. Dans notre rôle de partenaire du monde économique, nous allons terminer l'installation d'un poste électrique à l'été 2021 sur des terrains du port destinés à accueillir des entreprises industrielles et logistiques. Celui-ci permettra de transformer du courant d'une puissance de 225 Kv en 20 000 volts, afin que les entreprises aient la garantie de disposer du courant électrique dont elles ont besoin dès leur installation. Cela représente un investissement de 11 millions d'euros.»

ANALYSE



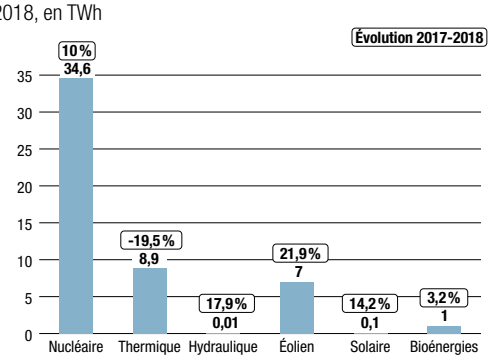
Eric Delhaye,

PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU PAYS DE LAON

«La construction du parc solaire porté par la Communauté d'agglomération du Pays de Laon sur l'ancien aérodrome de Laon représente un bel investissement de plus de 60 millions d'euros. Avec une production de 87,5 mégawatts, ce parc constituera la plus grande centrale solaire de la Région Hauts-de-France. Avec ce projet, nous sommes en plein dans la dynamique rev3, Troisième Révolution Industrielle, engagée sur le territoire. La première pierre a été posée en octobre 2019 et les travaux sont en cours. Cinq parcs de panneaux seront installés sur 100 hectares de l'ancien aérodrome situés sur les communes d'Athies et Semoussy. Le parc photovoltaïque est développé par le groupe Dhamma Energy, il s'agit d'un groupe espagnol présent dans le Sud de la France depuis 2008. Ses dirigeants ont souhaité profiter de l'évolution de la politique nationale française en matière de développement de l'énergie photovoltaïque pour se développer dans le Nord de la France. La société a répondu à deux appels d'offres en 2018 et 2019. Le fait que le parc soit construit sur les pistes de l'ancien aérodrome devenu une friche est un élément qui a certainement compté dans le fait que le projet déposé par Dhamma Energy ait été retenu. Le groupe utilise des modules présentant le meilleur bilan carbone sur le marché. Le projet a fait l'objet d'une très grande concertation locale et d'un appel à financement participatif qui a très bien fonctionné.»

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION ÉLECTRIQUE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018, en TWh

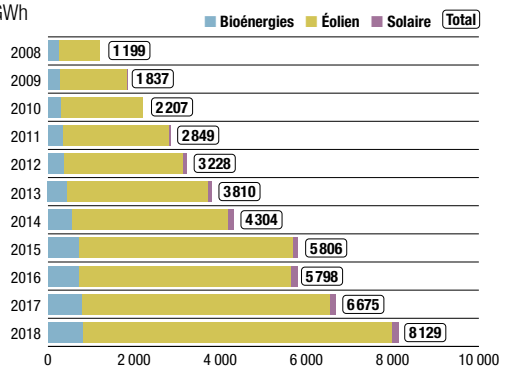


Source : RTE

NUCLÉAIRE. La production d'électricité est encore majoritairement issue du nucléaire. Entre 2017 et 2018, le recours à l'énergie éolienne a augmenté de 21,9%.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En GWh

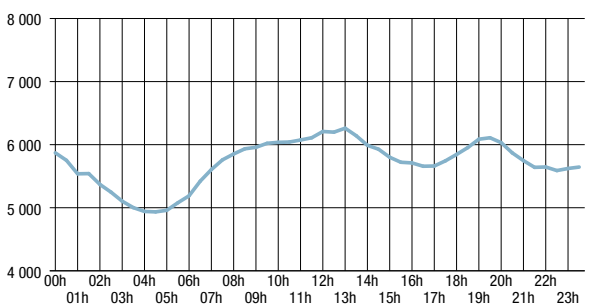


Source : RTE

DÉVELOPPEMENT. La production d'énergies renouvelables a été multipliée par 6 entre 2008 et 2018. L'énergie solaire s'est développée dans la région à partir de 2011.

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION MOYENNE JOURNALIÈRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

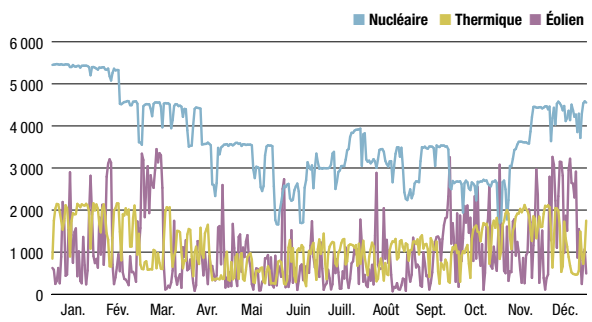
En 2019, en MWh



CONSOMMATION. Dans la région, en 2019, les heures creuses se sont situées entre 02 et 07 heures le matin et entre 14 et 18 heures l'après-midi.

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION MOYENNE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, en MWh

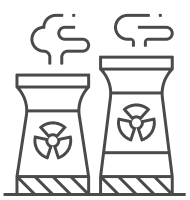


Source : RTE

ÉOLIEN. L'énergie éolienne prend le dessus sur l'énergie nuclaire entre septembre et novembre dans la région.

34,6 milliards de kWh

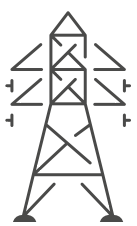
C'est la production de la centrale nucléaire de Gravelines en 2018, l'équivalent de la consommation annuelle du Nord-Pas-de-Calais. Elle représente 9 % de la production nucléaire française et couvre 70 % des besoins de la région Hauts-de-France.



Source : EDF

0,8 TWh

C'est le solde exportateur de la région Hauts-de-France en 2018. Elle a importé 38,6 TWh (25,8 depuis la Normandie et 12,8 depuis le Grand Est) et a exporté 39,4 TWh (22,1 vers l'Île-de-France, 13 vers l'Angleterre et 4,3 vers la Belgique.



Source : RTE

Le gaz, ça chauffe, ça cuit, et ça permet aussi de rouler plus propre.



S'inscrire pleinement dans le cercle vertueux du développement durable et de l'économie circulaire

méthaMORPHOSE
Plein gaz sur les territoires !

Au coeur d'une région engagée dans la 3ème révolution industrielle (REV3), GRDF vous accompagne dans la réussite de votre transition énergétique et partage avec vous les enjeux d'aménagement du territoire.

Exploiter et développer le réseau de gaz constitue le coeur de nos activités. Grâce à son réseau toujours plus connecté et toujours plus vert, le gaz apporte des solutions pertinentes aux enjeux des territoires : mobilité durable, qualité de l'air, sobriété et efficacité énergétique des bâtiments, traitement des déchets biodégradables, économie circulaire locale...

Employeur et acteur économique référent, GRDF est présent sur tout le territoire. Il recrute régulièrement pour continuer à préparer l'avenir et construire les métiers de demain.

A vos côtés, GRDF entend jouer pleinement son rôle d'énergéticien et partenaire de premier ordre pour une transition énergétique réussie en Hauts-de-France, c'est un engagement REV3 et Métha'Morphose !

GRDF vous accompagne tout au long de vos projets, contactez-nous via www.grdf.fr

#LeGazCestLavenir

GRDF
GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

L'énergie est notre avenir, économisons-la !
Quel que soit votre fournisseur

GRDF - 6 rue Condorcet - 75009 Paris - SA au capital de 1 800 745 000 euros - RCS PARIS 444 786 511

Ecocem France a investi 37 millions d'euros à Dunkerque dans la construction d'une nouvelle unité de production de liants de ciment fabriqués à partir des laitiers d'ArcelorMittal.



Dunkerque, un territoire à l'avant-garde de l'écologie industrielle

L'écologie industrielle, qui se caractérise par une gestion optimisée des stocks, des flux de matières et de l'énergie connaît depuis quelques années un intérêt croissant. À Dunkerque, on la pratique déjà avec succès depuis les années 1960. Le territoire est même considéré comme expert et son modèle est regardé avec intérêt par de nombreux autres territoires français et étrangers.

Par Pascaline DUBAN

Le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat) estime que l'activité humaine est à l'origine de 95% du changement climatique observé depuis les années 1950 et qui s'accélère dangereusement depuis le début des années 2000. Face à cette situation environnementale très préoccupante, il apparaît de plus en plus aberrant de continuer à produire et à consommer à grande échelle et de la même façon qu'au siècle passé, sans réfléchir aux conséquences. L'écologie industrielle apparaît donc de plus en plus comme une solution vitale. Caractérisée par une gestion optimisée des stocks et des flux de matières, de l'énergie et des services, elle pourrait être la voie vers une mutation des systèmes de production et de consommation actuels et, à ce titre, intéresse de plus en plus les territoires, notamment très industrialisés.

UN TERRITOIRE PRÉCURSEUR

Le territoire dunkerquois, toutefois, n'a pas attendu cet

UNE TOILE INDUSTRIELLE© AU SERVICE DES SYNERGIES DU TERRITOIRE

Depuis 2009, l'Agence d'urbanisme Flandre-Dunkerque développe un outil unique au monde : uneToile industrielle© au service de l'écologie industrielle du territoire. Conçu sous la forme d'un schéma de flux, cet outil tisse les liens entre les entreprises implantées sur le territoire et ceux qui sont hors du territoire. La Toile Industrielle® décrit les entreprises en démontrant leur interdépendance et l'ampleur de leur ancrage local. Il est ainsi plus facile de comprendre et d'identifier les potentiels du développement territorial, et d'anticiper les impacts des changements sur les marchés économiques. Véritable outil de promotion du territoire, la Toile industrielle© se décline désormais aussi en version numérique pour une mise à jour immédiate.

engouement nouveau pour s'y mettre. Ici, l'écologie industrielle est une réalité depuis… 1962 lorsque le groupe EDF a pris la décision d'y installer une centrale thermique fonctionnant avec les gaz de process de l'aciériste Usinor (aujourd'hui ArcelorMittal) alors tout juste implanté à Dunkerque. Cette centrale a depuis été déconstruite mais remplacée par DK6, en 2005. Centrale à cycle combiné gaz d'une puissance de 800 Mégawatts, DK6 est portée par le groupe ENGIE et permet de valoriser chaque année, 5 milliards de m^3 de gaz sidérurgiques provenant de ArcelorMittal. Autre exemple en 1986, avec la mise en place d'un réseau de chaleur urbain qui fonctionne avec la chaleur fatale du même sidérurgiste. Celui-ci permet de chauffer l'équivalent de 16 000 logements, sans oublier de nombreux équipements publics de l'agglomération, comme le Centre hospitalier de Dunkerque, le centre aquatique de Saint-Pol-sur-Mer, des bâtiments scolaires ou encore l'Hôtel communautaire. On évite ainsi l'émission de 30 000 tonnes de CO^2 par an. Cet automne, le territoire entend même doubler la taille du réseau pour alimenter, à Grande-Synthe notamment, 12 000 logements supplémentaires, la polyclinique et des ateliers et bureaux municipaux et éviter les émissions de 5 500 tonnes de CO^2 supplémentaires.
Ces expériences réussies ont conduit les acteurs industriels, portuaires et institutionnels du territoire à formaliser, en quelque sorte, cette démarche. Ainsi, en 2001, y naît la première association d'écologie industrielle de France, Ecopal, dont le but est de valoriser les flux industriels et l'efficacité énergétique afin de contribuer à la structuration des stratégies de développement locales en s'appuyant sur les nouveaux modèles économiques. Une stratégie payante puisque les dernières implantations industrielles qu'a connu le territoire, depuis le début des années 2010 et qui ont conduit à la création de plusieurs centaines d'emplois, sont toutes liées à la possibilité de faire de l'écologie industrielles, en clair, de se servir des déchets ou sous-produits de ses voisins pour fonctionner. Il en est ainsi du terminal méthanier implanté au port de Dunkerque en 2011 et géré par le groupe belge Fluxys, qui utilise les eaux tièdes de la centrale nucléaire EDF voisine pour réchauffer son Gaz Naturel Liquéfié afin de le remettre à l'état gazeux avant de l'envoyer sur le réseau. Ou encore Ecocem France, jointventure entre ArcelorMittal et l'irlandais Ecocem Materials Ltd, qui a investi 37 millions d'euros à Dunkerque en 2017 dans la construction d'une nouvelle unité de production de liants de ciment fabriqués à partir des laitiers d'ArcelorMittal. Sans oublier le groupe belge Indaver qui implante actuellement un nouveau site de recyclage de résidus

Rte
Le réseau de transport d'électricité

Faire qu'à chaque seconde
le courant passe.

RTE construit, exploite et maintient le réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension en France métropolitaine.
Pour réussir la transition énergétique, nous développons les infrastructures de raccordement afin de **transporter l'énergie produite par les énergies renouvelables, notamment les éoliennes en mer,** jusqu'à la terre.

Pour découvrir en quoi consiste **le raccordement d'un parc éolien en mer** et ce que RTE prévoit pour le projet au large de **Dunkerque**, scannez le QR code !

Demandez à visiter notre showroom et son nouvel espace **énergies marines renouvelables !**

SHOWROOM RTE NORD
EuraTechnologies
165 Avenue de Bretagne - Lille

@RTE_Nord

chlorés sous le nom d'IndaChlor sur un terrain du port de Dunkerque pour un investissement de 40 millions d'euros, qui devrait générer la création d'une vingtaine d'emplois directs. Le groupe ne cache pas que sa décision de choisir Dunkerque est due à la possibilité des synergies avec les deux entreprises voisines pour la récupération des acides chlorhydriques et de l'énergie.

Frigories, chaleur et gaz fatals, laitiers, boues de dragage… Les coproduits et déchets provenant des différents sites de productions locaux ne manquent pas. À tel point que les acteurs économiques, industriels et portuaires ont décidé d'en faire un véritable outil d'attractivité. L'écologie industrielle est désormais reconnue comme un atout du territoire et doit l'aider dans son objectif de faire passer sa vieille industrie héritée des années soixante à une industrie du XXI[ème] siècle beaucoup plus respectueuse de l'environnement.

ANALYSE

Thierry Pagès,

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL D'ENEDIS



«Enedis Région Hauts-de-France investit chaque année 260 millions d'euros et emploie 2 600 salariés auxquels s'ajoutent 2 000 emplois indirects. «Parce qu'il contribue à la création de milliers d'emplois, Enedis est un acteur économique très important pour notre région. Nous sommes également un partenaire privilégié pour toutes les entreprises, petites et grandes, puisque nous avons le devoir de leur fournir une électricité sûre et de qualité avec la puissance qui correspond à leur besoin.» Pour cela, Enedis se situe très souvent bien en amont des projets industriels. C'est le cas, par exemple, sur des terrains du port de Dunkerque où, en collaboration avec RTE, Dunkerque Port et la communauté urbaine de Dunkerque, l'entreprise est en train d'implanter un poste source qui permettra aux futures entreprises de disposer immédiatement de la puissance nécessaire à leur activité. On peut citer également l'immense zone de logistique E-valley en cours d'implantation sur l'ancienne base militaire 103 près de Cambrai pour laquelle Enedis va installer une puissance de 100 MW en concertation avec le promoteur pour répondre aux besoin des entreprises qui viendront s'y installer. «Nous venons apporter notre expertise électrique aux entreprises pour leur permettre d'avancer plus vite sur leur projet», précise Thierry Pagès, qui conclut sur la nécessaire implication d'Enedis dans le développement des énergies renouvelables (éolien, méthanisation, solaire) pour lesquelles l'entreprise réalise de très gros investissements chaque année.»

ANALYSE

Didier Cousin,

DIRECTEUR TERRITORIAL
HAUTS-DE-FRANCE GRDF



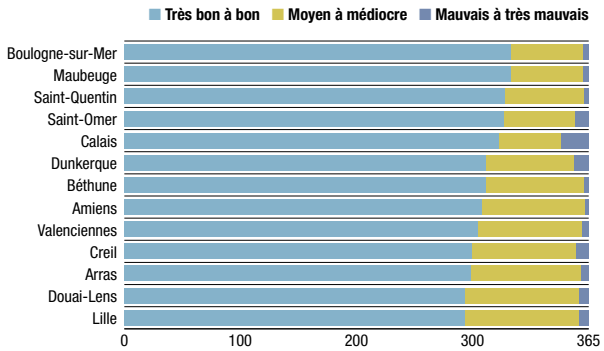
«En Hauts-de-France, GRDF exploite et développe plus de 24 500 km de réseaux gaz qui desservent 1 495 communes et plus de 1,3 million de clients en garantissant la sécurité des personnes et des biens. Pour répondre à la loi Energie Climat et incarner pleinement ses convictions environnementales et sociales, GRDF et ses partenaires accompagnent le développement du biométhane, sous la marque régionale Métha'Morphose. La méthanisation correspond aux enjeux de la transition énergétique : neutralité carbone (baisse des gaz à effets de serre : 1kWh de biométhane, c'est seulement 23 grammes de CO^2 en incluant son cycle de vie), création d'emplois locaux (3 par unité biométhane, plusieurs milliers d'emplois directs et indirects à l'horizon 2030 en Hauts-de-France)… Pour cela, GRDF investit 10 millions € par an jusqu'en 2023 pour mailler le territoire et raccorder localement les unités biométhane, en majorité agricoles. Le réseau très dense et la proximité de plus de 80% des exploitations font la force de notre région pour atteindre l'objectif de GRDF : 30% de gaz vert dans ses réseaux en 2030. Côté mobilité, le BioGNV (carburant gaz vert) permet de décarboner le trafic routier qui représente 1/3 des émissions de CO^2. Avec -80% des émissions de CO^2, -30% de NOX et -93% de particules fines par rapport au diesel. Faire des Hauts-de-France la 1[ère] région de biométhane injecté ! C'est une ambition rev3 partagée entre tous les acteurs de la filière.»

TONER EXPRESS
Consommables
Matériel Informatique
Installation, Maintenance
Le Meilleur Prix pour une Qualité et un Service Supérieur
• Cartouche d'encre •
• Toner laser, tambours •
• Pièces détachées •
• Imprimantes, copieurs •
• Ordinateurs, écrans, projecteurs •
• Installation, sécurisation •
• Maintenance •

brother
Canon
Lexmark
SAMSUNG
SHARP
EPSON
OKI
RICOH
TOSHIBA
xerox
20 rue René d'Hespel - 59910 Bondues
www.toner-express.com
0 826 620 143

QUALITÉ DE L'AIR DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Répartition des indices* de qualité de l'air en nombre de jour en 2019



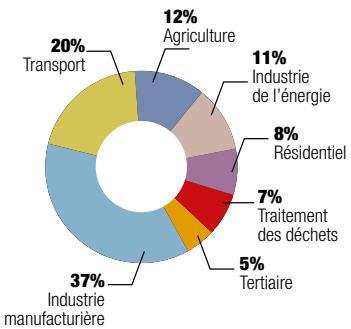
*1 à 4 : très bon à bon, 5 à 7 : moyen à médiocre, 8 à 10 : mauvais à très mauvais

Source : Atmo Hauts-de-France

BILAN. Les indices de qualité de l'air ont été bons voire très bons sur plus de 300 jours, en 2019, dans la région.

RÉPARTITION DES ÉMISSIONS DE GES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2017



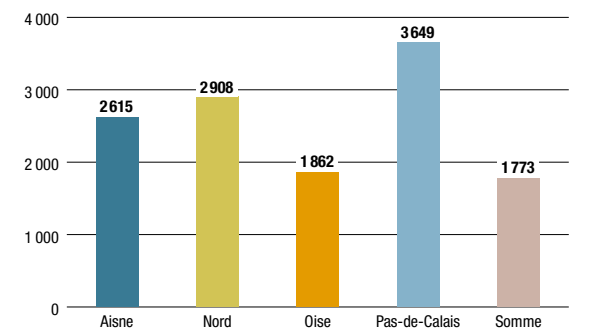
Évolution depuis 2009	
Industrie manufacturière	+19 %
Industrie de l'énergie	+19 %
Tertiaire	+12 %
Transport	+5 %
Agriculture	-5 %
Traitement des déchets	-8 %
Résidentiel	-22 %

Source : Observatoire climat

POLLUTION. Les industries manufacturières sont la première source d'émissions de gaz à effet de serre dans la région (37%). Suivent les transports (20%) et l'agriculture (12%).

ARRÊTÉS DE CATASTROPHE NATURELLE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En nombre, entre 1983 et 2019

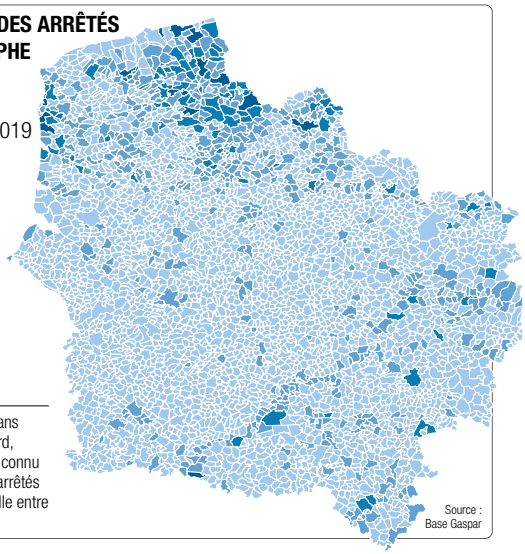


Source : Base Gaspar

CATASTROPHES. Entre 1983 et 2019, il y a deux fois plus d'arrêtés de catastrophe naturelle dans le Pas-de-Calais que dans la Somme.

RÉPARTITION DES ARRÊTÉS DE CATASTROPHE NATURELLE

En nombre, entre 1983 et 2019

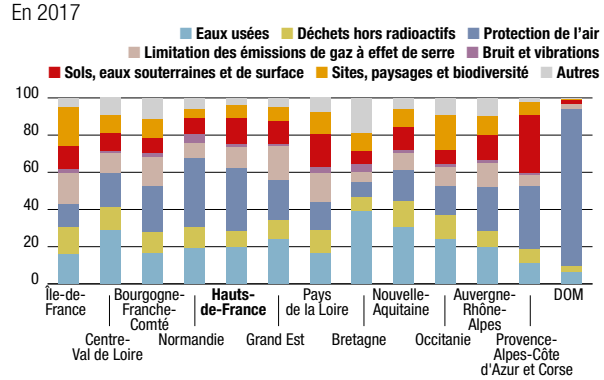


CONCENTRATION. Dans le département du Nord, certaines localités ont connu une forte répétition d'arrêtés de catastrophe naturelle entre 1983 et 2019.

Source : Base Gaspar

INVESTISSEMENTS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

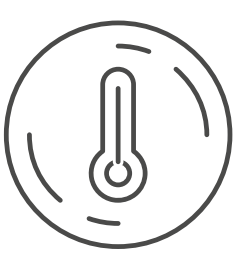
En 2017



Champ : France, établissements de 20 salariés ou plus du secteur de l'industrie, y compris IAA et hors divisions 36 à 39 de la NAF rév. 2.

Source : Insee, enquête Antipol 2017

ENVIRONNEMENT. La protection de l'air est la cause environnementale dans laquelle les Hauts-de-France investissent le plus. La pollution auditive reste le sujet qui mobilise le moins en région.



+2,0°C

C'est la hausse de la température moyenne enregistrée à la station de Lille entre 1955 et 2017 soit une moyenne de +0,32°C par décennie.

Source : Observatoire climat

Avec la crise sanitaire, la pratique du vélo a augmenté de 30% au niveau national, en ville.



La crise sanitaire encourage de nouvelles pratiques

Ce qui n'était jusqu'ici qu'un frémissement – télétravail, coworking, vélo – peut, suite à la crise sanitaire, se transformer en mouvement de fond. La mise en place de ces nouvelles pratiques reste néanmoins un épineux chantier pour les salariés, les employeurs mais aussi pour les collectivités locales.

Par Diane LA PHUNG

LE VÉLO A LE VENT DANS LE DOS

«*Depuis la fin du confinement il y a eu des changements assez forts en matière de mobilité, avec une augmentation de la pratique du vélo de 30% au niveau national, en ville, en péri-urbain et en zone rurale*» souligne Mathieu Chassignet de l'Ademe Hauts-de-France. Une opportunité à saisir pour une région où la voiture reste majoritaire. «*Pour accélérer cette dynamique, il faut insister sur la sécurité, développer les infrastructures mais aussi encourager les entreprises à adopter le forfait mobilités durables qui est aujourd'hui facultatif*» regrette-t-il. Si des acteurs comme Décathlon, OVH, Voies navigables de France ou Amiens Métropole jouent le jeu, ils ne sont que 20% à proposer cette indemnité kilométrique sur la région. «*Là où cela a été mis en place, on a multiplié par deux le nombre de salariés qui venaient à vélo*» observe Mathieu Chassignet. Pour encourager la réflexion sur le choix du mode de transport, l'Ademe organise chaque année le Challenge de la mobilité Hauts-de-France. Un évènement qui a réuni 250 entreprises et 9 000 salariés en 2019. «*Pendant une semaine, les salariés cherchent à se déplacer autrement qu'en voiture. Cela permet de voir s'il y a une vraie demande en interne avant de mettre en place des actions plus structurantes. Sur le vélo, on note un taux de conversion assez important*» détaille-t-il. Outre les acteurs économiques, les

collectivités commencent également à s'intéresser aux mobilités douces. «*Nous accompagnons 23 collectivités de moyenne densité dans la réalisation de leur stratégie vélo et leurs infrastructures cyclables. C'est un signal intéressant, les élus se mettent à considérer cette pratique comme une solution crédible*» conclut-il.

BIEN SE PRÉPARER À LA MISE EN PLACE DU TÉLÉTRAVAIL

«*Avant la crise sanitaire, 30% de salariés télétravaillaient au niveau national. Pendant le confinement nous sommes montés à 41%. En Hauts-de-France, il y avait une certaine appétence sur ce sujet, mais il s'agissait souvent d'une pratique informelle*» explique Cindy Lemettre, Chargée de mission au sein de l'ARACT Hauts-de-France. Manque d'équipement, de contacts humains, surcontrôle des managers, environnement non adapté… les freins culturels étaient nombreux à la mise en place massive du travail à distance. «*Il faut être conscient que le télétravail pendant le confinement s'est fait dans des conditions dégradées. La crise a révélé qu'il était finalement assez facile d'adopter cette solution, que les salariés pouvaient développer une vraie autonomie mais que cela devait être pensé et structuré*» ajoute Cindy Lemettre, qui encourage les entreprises à réfléchir en amont, à associer l'ensemble des salariés et les représentants du personnel, mener une expérience à petite échelle et à évaluer ce test pour pouvoir installer le travail à distance dans de bonnes conditions. «*On sent aujourd'hui une volonté de ne pas rester dans la zone grise, d'être dans quelque chose de formalisé et accessible*», note Cindy Lemettre qui prévient cependant : «*Ce n'est pas un outil miracle, cela va au contraire exacerber les problématiques existantes. Il est primordial d'inscrire cette pratique dans l'organisation de l'entreprise.*»

LE COWORKING, UNE SOLUTION ALTERNATIVE ?

Si le télétravail est naturellement associé au travail chez-soi, il n'en est en fait qu'une forme. «*En le sortant du domicile et en le plaçant à proximité de celui-ci, dans un espace dédié comme un coworking, on lève les freins existants et l'on sécurise sa mise en œuvre*» souligne Florent Ionescu-Martin, fondateur du Clockwork Coworking Café à Lille, qui accueillait en moyenne 400 personnes par jour avant le confinement. «*Notre clientèle était essentiellement des indépendants mais aussi des cadres autonomes et des commerciaux. Depuis la Covid-19, nous voyons augmenter les sollicitations d'entreprises plus classiques*» ajoute-t-il. Si le coworking peut apporter une solution aux entreprises qui cherchent à développer le travail à distance, celles-ci se heurtent à une offre hétérogène, concentrée sur les métropoles. «*Il y a un réel besoin de construire une solution globale, d'ouvrir des espaces dans des villes secondaires, mais dès que l'on s'éloigne des centres-villes, la clientèle naturelle des coworking ne suffit pas. Il faut donc s'inscrire dans un écosystème économique plus large*», note Florent Ionescu-Martin également à la tête de Mobee, qui mutualise les offres des espaces de coworking indépendants. «*La région Hauts-de-France est l'une des plus dynamiques de France en matière de développement des coworkings et tiers lieux. La présence de tels outils représente pour des territoires notamment périphériques et ruraux un réel atout en matière d'attractivité, de génération d'activité économique, de lien social, mais aussi de retour à l'emploi*» note-t-il.

ANALYSE



Jean-Noël Verfaillie,
VICE-PRÉSIDENT DÉLÉGUÉ
AU DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE
ET GRANDS PROJETS -
VALENCIENNES MÉTROPOLE

«Le secteur de la mobilité est le plus important sur notre territoire au niveau industriel et économique, en termes d'emplois et d'image. Je parle de la mobilité en général, car nous avons sur l'agglomération de Valenciennes une industrie automobile, ferroviaire, aéronautique… Mais c'est bien sûr Toyota, amenée ici par Jean Louis Borloo, qui a fait revivre notre terre historiquement industrielle, et ce grâce à l'industrie. Aujourd'hui, le secteur automobile subit beaucoup de changements et Valenciennes Métropole essaie d'apporter tout son soutien à ses acteurs pour répondre aux questions écologiques et technologiques qui se posent. Notamment grâce au Technopôle Transalley et au parc des Rives Créatives, qui font partie de nos forces en innovation numérique. L'industrie dans son ensemble représente 22% de l'emploi dans l'agglomération. C'est une place considérable, puisqu'elle ne représente que 13% de l'emploi au niveau national. Et tous nos industriels sont amenés à faire de la sous-traitance pour le secteur de la mobilité. Que ce soit des métiers anciens comme la métallurgie, ou des métiers plus récents, dans la recherche. C'est un écosystème vertueux que la crise de la Covid-19 n'a pas abattu, car nous travaillions déjà en circuit-court sur le territoire.»

ANALYSE

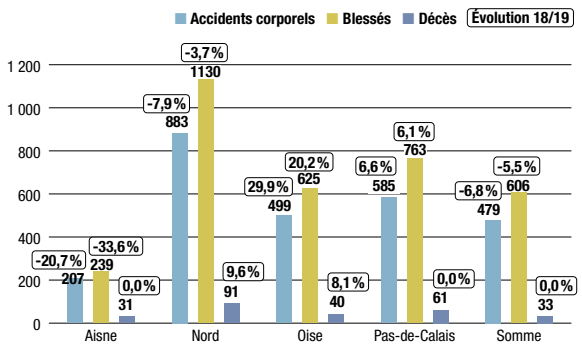


Sébastien Leprêtre,
VICE-PRÉSIDENT MOBILITÉS,
TRANSPORTS PUBLICS À LA MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE

«Parmi les grands projets menés à la MEL en matière de mobilités et de transports publics, à court terme, on peut notamment citer la régénération du tramway dont les rames arrivent en fin de vie après leur mise en circulation en 1994. Un budget d'au moins 100 millions d'euros sera consacré aux nouvelles rames qui pourraient passer de 24 à 30 pour lutter contre la saturation constatée. La gratuité dans les transports en commun en cas de pic de pollution sera pérennisée conformément au projet métropolitain porté par le Président Castelain ; nous avions lancé une expérimentation il y a an, nous considérons qu'il faut ancrer la démarche dans le durable. On observe également un engouement pour les véhicules électriques, du côté des communes comme des métropolitains. La MEL a d'ores et déjà équipé les communes de moins de 5 000 habitants de 50 bornes de recharge. Nous allons reprendre à notre compte le déploiement de 150 bornes supplémentaires sur les villes de plus de 5 000 habitants. Sur le mandat 2020-2026, nous allons également investir sur les mobilités douces avec 100 millions d'euros à destination de la politique cyclable (contre 30 millions d'euros sur le précédent mandat) en développant un véritable éco-système cyclable. Nous avons déjà réalisé des aménagements sur près de 120 km au mandat dernier. C'est un vrai coup d'accélérateur que nous voulons donner à cette politique.»

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019

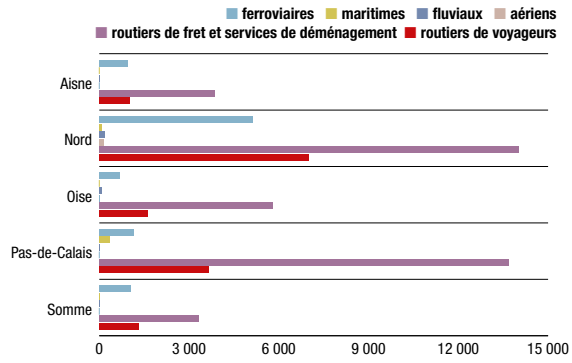


Source : ONISR

ACCIDENTS. Le département de l'Oise est celui qui déplore la plus forte augmentation du nombre de victimes d'accidents de la route dans la région en 2019.

RÉPARTITION DES EMPLOIS DANS LES TRANSPORTS

En 2018, emplois salariés privés



Source : Acoss-Urssaf

EMPLOIS. Le fret et les services de déménagements sont les activités qui emploient le plus dans la région dans le secteur des transport.

RÉSEAU ROUTIER DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Au 31 décembre 2017, en km

DÉPARTEMENT	AUTOROUTES	ROUTES NATIONALES	ROUTES DÉPARTEMENTALES ET VOIES COMMUNALES
Aisne	145	164	11 108
Nord	291	89	15 011
Oise	130	162	12 603
Pas-de-Calais	336	105	15 369
Somme	275	47	11 265
Hauts-de-France	**1 177**	**567**	**65 357**
France métropolitaine	**11 618**	**9 620**	**1 070 413**

Sources : Insee, Ministère en charge des transports, SDES

ROUTES. Le Pas-de-Calais est le département qui compte le plus d'autoroutes dans la région (336). L'Aisne compte le plus de routes nationales (164).

FRÉQUENTATION DES AÉROPORTS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019

AÉROPORTS	NOMBRE DE PASSAGERS	ÉVOLUTION 18-19	PART DES INTERNATIONAUX
Paris - Beauvais	3 983 250	5,2 %	97,8 %
Lille - Lesquin	2 189 221	5,3 %	37,1 %
Albert - Picardie	3 917	58,6 %	46,1 %
Valenciennes - Denain	1 493	-3,7 %	5 %
Calais - Marck	926	156,5 %	51,4 %
Le Touquet - Côte d'Opale	657	-28,4 %	66,1 %
Amiens - Glisy	82	228 %	17,1 %

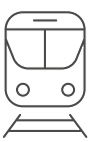
Source : Union des aéroports français et francophones associés

AVIONS. L'aéroport de Beauvais est le plus important aéroport de la région en termes de nombre de passagers (3 983 250).

L'EUROTUNNEL EN 2019



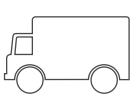
11 millions de passagers



2 144 trains de marchandises



2,6 millions de voitures

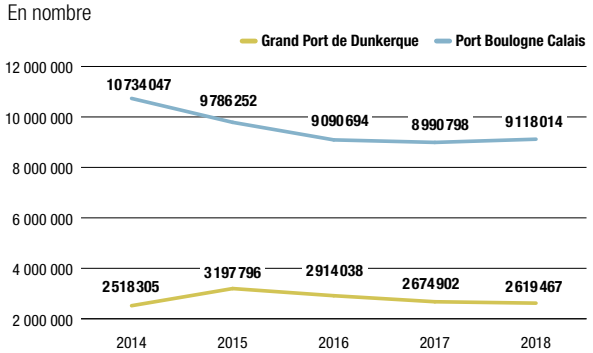


1,6 millions de camions

Source : Groupe Getlink

TRANSPORT MARITIME DE VOYAGEURS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En nombre



Sources : Grand Port de Dunkerque, Port Boulogne Calais

MER. Depuis 2016, l'activité de transport maritime de voyageurs au Grand Port de Dunkerque et au Port Boulogne Calais reste stable.



PUBLIEZ

vos ANNONCES LÉGALES en quelques CLICS !

www.annonceslegales.pro

Rapide & efficace

Publiez
votre annonce
dans toute la France
+ Dom Tom (inclus)

Devis instantané
en ligne

Attestation de parution
Immédiate

“Besoin d’externaliser les formalités juridiques liées à vos dossiers de façon ponctuelle ou permanente ?

Gazette Solutions propose également des solutions de gestion de formalités juridiques”

www.annonceslegales.pro
al@annonceslegales.pro

Une Question?
Une présentation sans engagement?
CONTACTEZ NOUS !

LA GAZETTE SOLUTIONS
Votre partenaire Annonces Légales & Formalités



Les friches industrielles : quels enjeux pour les villes ?

1 000 hectares de friches ont été recensés rien que sur la métropole européenne de Lille. Et les besoins de logement ne cessent d'augmenter. Comment faire de ce gisement foncier régional, des opportunités de territoires, notamment en terme de logements ? Et en ce temps de crise, les projets de densification urbaine sont-ils maintenus ? Etat des lieux avec les acteurs du secteur.

Par Anne HENRY-CASTELBOU

En juin 2020, élus et chambres consulaires étaient rassurés : le grand opérateur régional de traitement de friches, l'EPF Nord-Pas-de-Calais et ses 5 000 hectares réhabilités en 30 ans, annonçait un plan de relance pour accélérer son rythme d'intervention. «*Et nous confirmons notre volonté de produire 5 000 logements d'ici 2024*» annonce Loranne Bailly, directrice de l'Etablissement Public Foncier. Une aubaine en ce temps de crise. Celui qui achète les friches, les met en sécurité, les dépollue, pour ensuite faire du portage foncier et vendre les biens, travaille sur de nombreux projets de logements actuellement : dans le quartier Vauban à Lille mais aussi la réhabilitation d'une galerie commerciale à Valenciennes pour des commerces et logements, la réalisation de logements neufs à Boulogne-sur-Mer à la place de vieux logements détruits… Même si l'EPF ne gère pas tous les projets de réhabilitation de friches, comme celui des anciens Grands moulins de Paris à Marquette-lez-Lille et ses 500 logements à venir en 2021, restés dans les mains du privé.

STRATÉGIE PARTAGÉE PAR LE PLU2

Cette volonté de densification urbaine est également confirmée dans le nouveau plan local d'urbanisme PLU2 de la Métropole européenne de Lille (MEL) du 18 juin 2020 dernier. Dans un esprit développement durable, il y a une volonté de mettre en oeuvre le concept de ville renouvelée, en recréant la ville sur elle-même. Ainsi, la surface des zones urbanisantes en dehors des parties urbanisées est divisée par quatre par rapport au PLU1. «*On est à l'air du zéro artificialisation qui incite à recycler l'urbain. Cette tendance s'accentue, dans la continuité de la Loi pour la reconquête de la biodiversité de 2016*» s'exprime Dominique Givois, directeur de la SEM Ville

Renouvelée à Tourcoing, qui travaille avec l'EPF en amont des projets d'aménagements urbains et qui porte une dizaine de projets sur d'anciennes friches, soit près de 4000 logements à venir (l'Union, la Lainière de Wattrelos ...), «*Mais dans la réalité, au niveau national, seule 40% de la ville renouvelée se fait sur elle-même. Le zéro artificialisation net n'est pas encore suffisant pour répondre aux besoins du logement.*» Et les besoins sont là. Selon Philippe Depasse, président de la Fédération des promoteurs immobiliers de France, 70% des français sont éligibles aux logements sociaux. Et si en 1970, 50% des logements étaient occupés par 1 à 2 personnes, c'est aujourd'hui 70%. En clair, il faut plus de logements pour accueillir autant de personnes. Et le recyclage des friches en logements est souvent déterminante pour revitaliser les centres villes.

UN POTENTIEL ÉNORME

Cette stratégie urbaine s'appuie aussi sur un potentiel. Rien que sur la MEL, on compte 1000 hectares de friches, selon le dernier recensement en 2019 par l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole («*Une approche renouvelée des lieux vacants dans la métropole lilloise*»). Dans ce millier d'hectares de lieux dits vacants, on trouve de tout comme l'explique Jérémy Aufrere de l'Adulm : «*des friches industrielles mais aussi des locaux inutilisés d'activité de commerce, service... et enfin des logements inhabités.*» Selon l'Adulm, sur la MEL, la part des logements vacants est de 7%, concentrés sur Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières soit 35 000 logements. Raisons : obsolescence du parc (souvent ouvrier), inaccessibilité de certains appartements au-dessus de commerces, ou encore entreprises propriétaires.

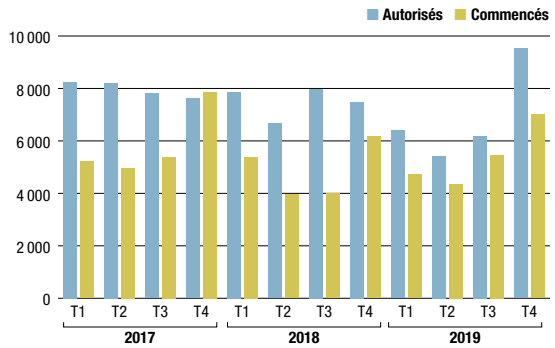
CONTRAINTES

Même si réhabiliter les friches pour du logement semble être la solution prioritaire, elle n'est pas si simple. Les prix restent élevés à cause du foncier, des coûts de réhabiltation, de mise aux normes, et de dépollution. C'est pourquoi selon la directrice de l'EPF Nord-Pas de Calais, «*c'est plus compliqué de recycler du foncier que d'artificialiser des terres agricoles. Et parfois, ce n'est pas évident de faire venir les promoteurs sur de tels projets. Alors nous travaillons avec des acteurs de l'Economie sociale et solidaire et des collectifs d'habitants.*» Selon elle, réhabiliter des friches pour du logement permet, sur les territoires en tension, de baisser la pression sur les prix des logements grâce à un foncier moins cher. Sur les territoires moins tendus, cela permet de diversifier le peuplement. «*Mais l'époque des friches avec de grandes surfaces telles que Euratech, Fives Cail ou St Sauveur est derrière nous. Nous sommes aujourd'hui sur des fonciers plus petits, plus compliqués à reconquérir.*»



LOGEMENTS AUTORISÉS ET MIS EN CHANTIER DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En nombre

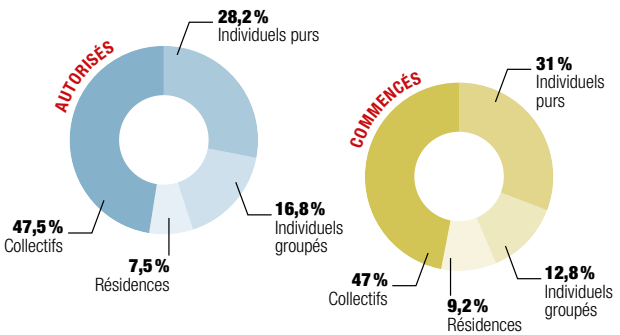


Source : MEEM/CGDD/SOeS, Sit@del2

CHANTIERS. Les T4 sont le type d'appartement qui rencontrent le plus de succès dans les programmes immobiliers.

RÉPARTITION DES LOGEMENTS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Par type, en 2019

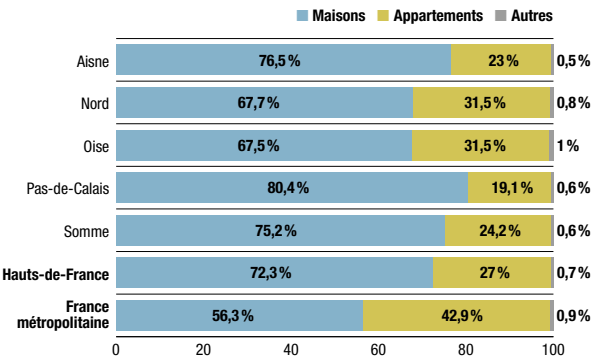


Source : MEEM/CGDD/SOeS, Sit@del2

DYNAMIQUE. Les logements collectifs représentent presque la majorité des logements autorisés et commencés.

RÉPARTITION DES LOGEMENTS SELON LE TYPE

En 2017, résidence principale



Source : Insee

INVESTISSEMENTS. Les maisons restent le type de bien privilégié par les habitants des Hauts-de-France, avec une proportion plus importante que la moyenne française.

PRIX MÉDIAN DE L'IMMOBILIER DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, en €/m²

	MAISON		APPARTEMENT		TERRAIN	NOMBRE DE LOGEMENTS*
	NEUVE	ANCIENNE	NEUF	ANCIEN		
Aisne	1630	1060	3880	1360	40	265548
Nord	2520	1530	3580	2350	120	1214497
Oise	2160	1860	3950	2120	100	372778
Pas-de-Calais	2050	1340	3460	1940	80	713245
Somme	2290	1360	3630	1960	50	299211

*En 2017

Sources : Notaires de France, Insee

COMPARAISON. C'est dans l'Oise que les appartements neufs sont les plus chers. Le Nord compte le nombre de logement le plus important.

ANALYSE



Nicole Morel,

MAIRE DE FRIVILLE-ESCARBOTIN

«Le projet de rénovation de la friche Bricard, qui abritait une usine de serrurerie, remonte à plusieurs années. Il s'est concrétisé sous la mandature du maire précèdent David Lefèvre, dont j'étais l'adjointe, mais pas sans difficultés. En effet, le sol des anciens ateliers de presse étaient pollués. Il a fallu créer un double vide sanitaire et installer une ventilation mécanique. Cela aurait couté trop cher de dépolluer mécaniquement. Le projet a pris beaucoup de retard. Il a couté 1,3 million d'euros, subventionné à hauteur de 75% mais David Lefèvre n'a pas vu son projet achevé. En fin d'année 2019, nous avons rasé d'autres bâtiments de la friche Bricard et de Chuchu Decayeux, une usine de 6 000 m² en mauvais état, pour un coût de 750 000 euros hors taxes. A terme, un parking de 150 places sera réalisé. Désormais, le clocheton de 1 000 m² est bien visible. Nous envisageons d'y créer un espace socio culturel et d'exposition. Il était envisagé d'aménager des cellules commerciales et des logements à l'étage des anciens locaux administratifs et de réhabiliter aussi le bâtiment d'usinage mais l'ensemble a beaucoup souffert. Quand on rénove des lieux comme ceux là, il y a toujours des surprises. Nous allons sans doute détruire et reconstruire dans l'esprit architectural de la friche, afin d'installer des commerces pour redynamiser le centre ville. Les habitants pourront s'approprier aussi le superbe bois qui se trouve derrière. C'est une chance pour nous d'avoir un tel poumon vert !»

Complexes industriels

Surfaces commercials

Platformes logistiques

Bâtiments pour PME

Bureaux



WILLY NAESSENS

Bâtiments Industriels







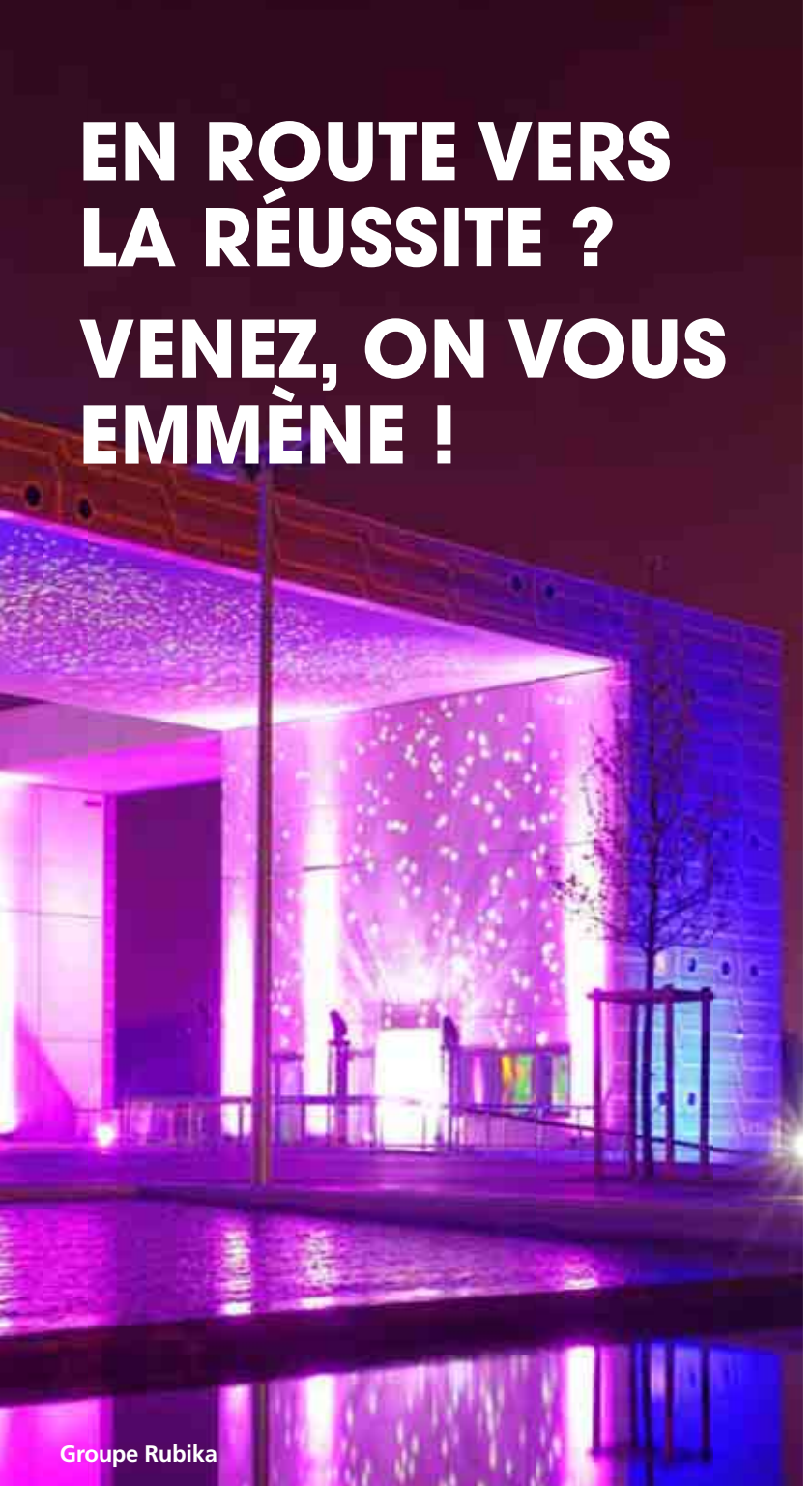


ZI Moulin - 19 Rue des Archers - 62450 Bapaume

www.willynaessens.fr - 03 21 60 00 70

EN ROUTE VERS LA RÉUSSITE ?

VENEZ, ON VOUS EMMÈNE !



Groupe Rubika



Cité des Congrès Valenciennes



Escaut Valenciennes Terminal

VALENCIENNES ATTRACTIVE

INNOVANTE
ACCESSIBLE
ACCUEILLLANTE

160 ha
de terrains disponibles

1,5 M€
d'aides aux entreprises
en 2019

1er terminal fluvial
des Hauts-de-France

valenciennes is french tech

03 27 096 140

deveco@valenciennes-metropole.fr

Valenciennes Métropole

Les Hauts-de-France
Moteur économique



© Aurenar

SOMMAIRE

TRIBUNE DE YANN ORPIN	P. 73
EMPLOI	P. 74
REVENUS ET PATRIMOINE	P. 78
INTERNATIONAL	P. 82
INNOVATION	P. 86

Un réseau pour faire entendre la voix des entreprises et qui vous accompagne dans le développement de votre activité



MEDEF Grand Lille

LE RÉSEAU

> 2 000 entreprises adhérentes dont 80% de PME
> 3 MEDEF territoriaux : MEDEF Douaisis, MEDEF Flandre Audomarois, MEDEF Lille Métropole
> 1 600 mandats portés par 1 200 mandataires
> 1 000 personnes réunies chaque année à l'Université des entrepreneurs
> + de 100 rencontres chaque année
> 1 magazine publié 4 fois par an

INFORMATIONS ET ADHÉSION

MEDEF Lille Métropole :
Sandra AYALA - Responsable Développement
Tél : 03 20 99 47 60

MEDEF Douaisis :
Sébastien BASILE - Délégué Général
Tél : 03 27 08 10 70

MEDEF Flandre Audomarois :
Aude DUTILLY - Délégué Général
Tél : 06 07 14 88 73

www.medef-grand-lille.fr
@MedefGdLille

NOS SERVICES

Cité des entreprises

« Votre service en droit social, RH et mobilité internationale »

> 14 conseillers spécialisés
> 7 clubs thématiques (DRH, dialogue social, juristes, rémunération et avantages sociaux, responsables paie, mobilité internationale, responsables emploi formation)
> 1 Hotline
> Newsletter, Bulletin d'Information Mensuelle (BIM : point de droit, jurisprudence)

www.lacitedesentreprises.com

Cité apprenante

« Votre organisme de formation »

> Organisme de formation professionnelle
> +100 formations au catalogue (inter et intra entreprises)
> Des modules sur-mesure

www.laciteapprenante.com

Vos actions RH, santé, sécurité et prévention

> Accompagnement consultant à la carte (> cibles TPE-PME)
> 2 clubs spécialisés (Absentéisme, prévention)
> Outils et diagnostics individuels (sensibilisation prévention santé sécurité au travail / management et organisation interne ...)

Cité du management

« Vivre ensemble le Management d'aujourd'hui et de demain. »

> Espace d'innovations managériales
> Conférences, ateliers, workshop
> Laboratoire du management

www.citedumanagement.com



RÉSOUDRE ENSEMBLE L'ÉQUATION GESTION DE CRISE ET INNOVATION

YANN ORPIN,
PRÉSIDENT DU MEDEF LILLE MÉTROPOLE

Cette année aura été marquée par ce confinement général qui nous aura tous bouleversés à la fois personnellement mais aussi en tant qu'entrepreneur. Cette période aura été un accélérateur de transformation de nos entreprises mais aussi, un révélateur des talents sur qui nous pouvons compter.

Nous avons beau tenter d'anticiper l'avenir de nos entreprises en construisant des scénarii de crise, nous avons réalisé que l'imprévisible pouvait impacter non seulement notre entreprise mais surtout le monde économique mondial par un événement d'ordre non-économique.

Nous avons pris conscience à quel point nous vivions tous dans une économie interdépendante et que nous l'étions envers d'autres pays, à l'image des pays asiatiques.

Nous n'avons eu de cesse de parler de relocaliser, de produire mieux, d'acheter nos aliments au plus près de chez nous, d'avoir un métier de sens, de réduire la pollution... Oui, nous voulons mieux consommer et je rappelle que consommer mieux nécessite tout de même de financer le matériel qui permettra de produire. Il faut donc des capitaux pour financer cette production, aussi responsable soit-elle. Le capitalisme ne peut donc être remis en cause aussi facilement. La question se pose plus sur le nouveau sens que l'entreprise met dans son action. Et ces questions ont déjà été traitées dans la loi PACTE, notamment avec l'entreprise à mission. Beaucoup d'entre elles n'ont pas attendu cette loi pour être vertueuses.

La question de la compétitivité aussi se pose de manière accrue, le poids des charges sociales et des impôts de production étant les plus élevés du monde. Les seuls impôts de production (qui, rappelons-le, coûtent chaque année 75 milliards d'euros à nos entreprises) sont deux fois plus élevés en France. Et la baisse de 6 milliards par an est insuffisante pour rendre notre pays compétitif.

En parallèle, les consommateurs veulent continuer à acheter le moins cher possible, seule une infime partie est prête à payer 10% plus chers les produits made in France. L'équation devient compliquée dans le changement attendu.

Pour réaliser ces transformations, il nous faudra en être les acteurs tout en restant agiles.

Nous l'avons démontré avec le confinement : nous sommes capables de prendre des décisions et des virages en très peu de temps. Cette période a aussi permis de créer de la solidarité face à l'adversité. Collaborateurs comme entrepreneurs étaient unis contre cette menace extérieure. Les bonnes idées sont venues de l'interne quel que soit le statut du collaborateur et a permis de révéler des talents. Les transformations peuvent donc avoir lieu en faisant davantage confiance à ces compétences. Cette période aura résolument été un accélérateur ; il faudra s'en servir pour assurer les transformations nécessaires de nos entreprises.

Bien sûr que la transformation écologique, environnementale et rev3 seront au cœur de nos sujets et de nos stratégies. Elles doivent être autant digitales que sociales. L'entreprise s'engage dans les transformations en intégrant les externalités positives et négatives. La dimension écologique, digitale et sociale ne doivent pas être dissociées, nous mènerons ces transformations de façon transversale parce qu'elles aussi sont interdépendantes.

Comme le monde s'accélère sans cesse, la digitalisation passera aussi par la formation des collaborateurs, après avoir connu une période durant laquelle ce sont eux qui amenaient la technologie dans l'entreprise. A présent, c'est ensemble, collaborateurs et entrepreneurs que cette digitalisation sera réalisée. L'entreprise retrouve un rôle prépondérant dans le développement de notre société. Et comme ces transformations sont nécessaires, nous serons présents, Medef, pour accompagner les entreprises à construire ces entreprises et ce monde d'après.



Apporter une réponse aux secteurs qui recrutent

En pleine tourmente économique, les impacts sur l'emploi de la crise liée à la Covid-19 restent complexes à mesurer. Les services de Pôle Emploi sont en tous cas mobilisés. Avec un objectif : faire mieux correspondre l'offre et la demande, en formant et en orientant les demandeurs vers les métiers qui recrutent.

Par Lolita PÉRON

«*L'impact sur l'emploi suite à la crise liée à la Covid-19 ne pourra être mesuré réellement que dans un an*», témoigne Didier Thomas, directeur territorial de Pôle Emploi pour le Pas-de-Calais. Difficile en effet de bien mesurer pour l'heure l'impact qu'aura eu cette crise sanitaire sans précédent sur l'économie et donc sur l'emploi. Une chose est certaine : entre distanciation sociale, télétravail, chômage partiel et fermeture des entreprises non essentielles, l'impact économique est majeur. Et ce malgré les aides mises en place par l'Etat et les collectivités, notamment. Aussi Pôle emploi a d'ores et déjà prévu d'embaucher entre 3 000 et 5 000 CDD au niveau national d'ici 2021 pour faire face à la hausse annoncée du chômage.

LES EMBAUCHES EN RECUL

«*Tous les secteurs sont repartis, mais il faut encore être plus présent en temps de rebond des entreprises*» précise Nadine Crinier, directrice de Pôle Emploi Hauts-de-France. En effet, selon l'Insee, «*presque deux mois après la sortie progressive du confinement, les pertes d'activité économique seraient quasiment trois fois moindres que celles estimées au début du confinement*». En juin, l'activité économique continuait de se reprendre et sa perte se limitait à 12% par rapport à une situation «*normale*», après des moyennes tournant autour de -22% et -30% en mai comme en avril.

Pourtant l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) a annoncé une baisse colossale de 40,1% des déclarations d'embauche de plus d'un mois (hors intérim) et tous les types de contrats sont touchés. Les CDD ont reculé de -36,6% et les CDI de 43,7%. Ces baisses concernent aussi bien les entreprises de moins de 20 salariés que les entreprises de moyennes

UNE REPRISE UNIFORME DES SECTEURS D'ACTIVITÉS

Bon signal pour l'emploi ? Selon l'Insee, dans l'ensemble des branches, il est possible d'observer une reprise de l'activité. Ainsi dans le domaine de la construction, la perte d'activité économique serait divisée par deux entre avril (-61%) et juin (-31%) reflétant la reprise des chantiers. Pour l'industrie, la perte liée à l'activité serait de 14%, là aussi deux fois moins qu'au cœur de la crise. Des chiffres similaires à l'industrie marchande. Cependant la production industrielle reste affectée notamment par une demande internationale amoindrie et d'importants stocks à écouler. Du côté des transports, les deux semaines suivant la mise en place du confinement, on a observé que la circulation du fret ferroviaire avait diminué très rapidement pour atteindre une moyenne de 65% de trains en circulation au mois d'avril. De même, le trafic routier de véhicules lourds s'était contracté à un niveau d'environ 60% par rapport à la normale. Mais en juin, le trafic routier est proche de son niveau d'avant crise tandis que le fret ferroviaire demeure autour de 85% de son activité normale, ce qui atteste de la reprise progressive de l'activité économique nationale.

et/ou grandes tailles. L'emploi des jeunes est lui aussi menacé car, par manque de trésorerie les entreprises ne prendront pas forcément de contrat d'apprentissage ou de professionnalisation en 2021.
C'est aussi pour cela que la ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion Elizabeth Borne s'est penchée sur le sujet accompagnée des représentants du patronat et des salariés. Ainsi pour faciliter l'emploi des jeunes, les entreprises pourront recevoir «*une prime*» de 4 000 euros sur un an pour l'emploi d'un CDD étudiant.

LA FORMATION AU CŒUR DE LA RELANCE

«*Aujourd'hui nous sommes réactifs et nous nous adaptons afin de répondre rapidement aux demandes et de proposer de nombreuses formations pour la rentrée*», explique Didier Thomas. Une nécessité qui dépasse la seule question de l'augmentation du chômage : aujourd'hui il s'agit aussi de combler le déficit de main d'œuvre de certains secteurs d'activité. «*Nous voulons répondre de plus près aux besoins réels des entreprises*», précise Nadine Crinier. Pôle emploi s'est d'ailleurs associé à la Région Hauts-de-France afin de proposer des formations complètes de six mois et ainsi répondre aux nouvelles attentes. «*Avec Pôle emploi, nous ne sommes pas en concurrence, ensemble on se bat pour la relance des Hauts-de-France*» assure Karine Charbonnier, vice-présidente de la Région, en charge de la formation professionnelle. En effet en 2020, 27 000 places en formation individuelle ont été mises en place par Pôle emploi et 70 000 places en formation collective ont été financées par la Région. Des chiffres importants puisqu'à l'issue de ces formations, un demandeur d'emploi sur deux est embauché. De quoi inciter la Région Hauts-de-France et Pôle emploi à poursuivre dans cette voie.

ANALYSE



Emmanuel Cohardy,
PRÉSIDENT DE LA CPME
HAUTS-DE-FRANCE

«Il y a beaucoup d'inconnues concernant les mois à venir pour les TPE et PME. Le plan jeunes qu'a annoncé le Gouvernement en juillet dernier n'est pas inintéressant, mais il arrive au moment où les choses vont être compliquées pour tout le monde. Aujourd'hui, il faudrait être une tête brûlée pour se lancer dans un recrutement quand on n'est pas sûr de se remettre au travail. En ce moment, les entreprises sont davantage concentrées sur la façon d'organiser la reprise avec leurs salariés et de garder leur personnel plutôt que sur le recrutement des jeunes. Je suis d'accord avec le fait de donner des primes pour embaucher des jeunes. Mais si nos entreprises n'ont pas besoin d'embaucher, ces primes ne leur seront pas utiles. La question est simple : est-ce que ce plan sera suivi des faits ? Concernant les mesures liées à la formation, je sens que la volonté est d'avancer de façon sectorielle. Le Gouvernement avance des secteurs d'activité vers lesquels orienter les jeunes : le numérique, l'environnement, la santé, ou d'autres secteurs prioritaires du plan de relance, comme le tourisme, l'industrie ou l'agriculture. Mais tout le monde a souffert lors de cette crise, je ne sais pas pourquoi on veut toujours avancer de façon sectorielle. Il faut une relance globale.»

ANALYSE

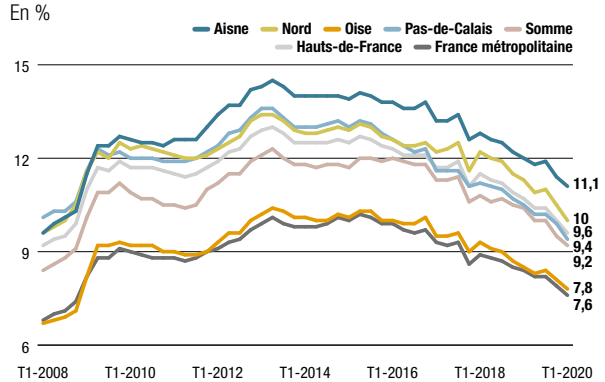


Nadine Crinier,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE PÔLE EMPLOI
HAUTS-DE-FRANCE

«À la fin du mois de juillet dernier, nous avions une baisse des personnes au chômage dit de catégorie A de 0,5%. Mi-mars, les personnes en CDD sont arrivées sur le marché de l'emploi. Idem pour les intérimaires dont les missions se sont arrêtées. Le nombre de chômeurs a grossi jusque fin mai. À partir de juin, le travail a commencé à reprendre ; et ça se voit dans les chiffres. Phénomène marquant également, de jeunes universitaires sont arrivés à Pôle Emploi en mai alors qu'ils viennent généralement en octobre. L'arrêt des cours, le report des examens, tout cela crée de l'incertitude. Sur les offres d'emploi, nous avons connu deux moments : les trois premières semaines de la crise, nous étions à zéro. Ensuite, notamment dans les secteurs agroalimentaire, logistique, médical, l'activité a repris. Dans le domaine de l'énergie, les plateformes téléphoniques ont beaucoup travaillé. Au final, quand on regarde les Déclarations uniques d'Embauche, on est à -15%. En analysant les choses, on peut dire que l'emploi salarié traditionnel s'est maintenu mais que les entreprises embauchent moins».

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE

En %

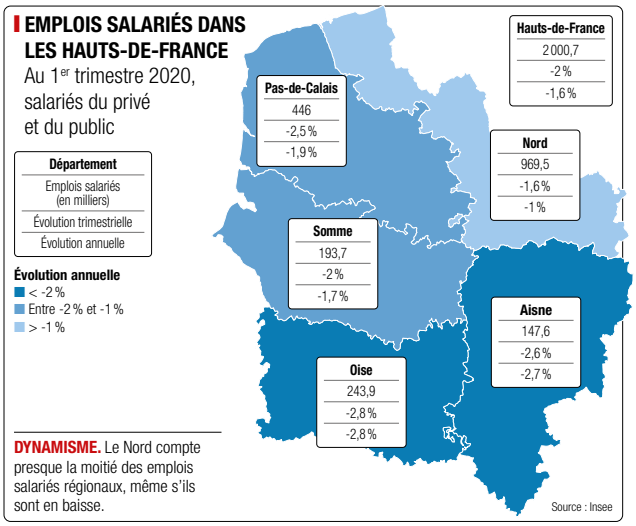


Source : Insee

BAISSE. Le taux de chômage évolue favorablement sur l'ensemble des départements. l'Aisne reste le territoire le plus touché.

EMPLOIS SALARIÉS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Au 1er trimestre 2020, salariés du privé et du public

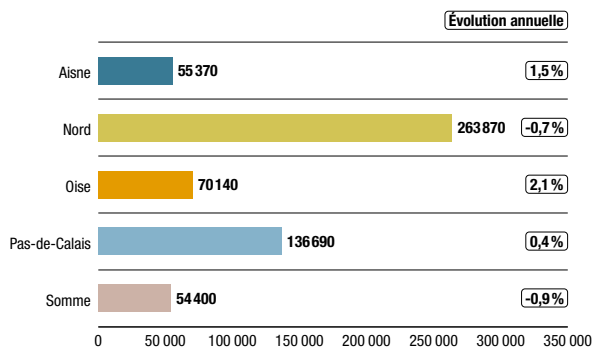


DYNAMISME. Le Nord compte presque la moitié des emplois salariés régionaux, même s'ils sont en baisse.

Source : Insee

DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À PÔLE EMPLOI

Catégories A, B et C à fin avril 2020, données brutes

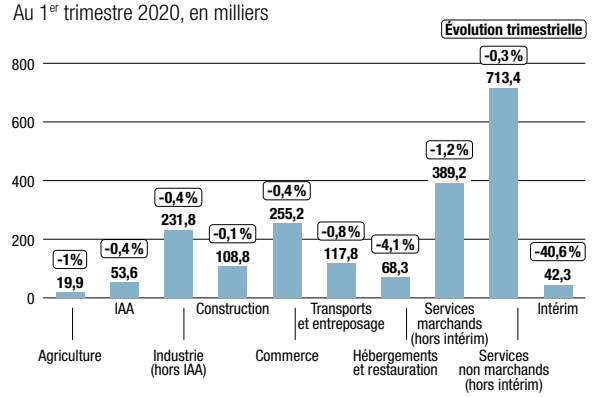


Source : Pôle Emploi

DISPARITÉ. Seuls le Nord et la Somme affichent une baisse du nombre de demandeurs d'emploi.

EMPLOIS SALARIÉS PAR SECTEUR DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Au 1er trimestre 2020, en milliers



Source : Insee

TERTIAIRE. Les services marchands et non marchands continuent d'être les secteurs les plus employeurs en région. A noter, une importante baisse du recours à l'intérim sur ce premier semestre 2020.



+19,9%

C'est la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A entre mars et avril 2020 dans les Hauts-de-France soit 72 500 demandeurs d'emploi supplémentaire.

Sources : Pôle Emploi, Dares, STMT, Direccte Hauts-de-France



94000

C'est le nombre de demandes d'activité partielle déposées entre le 1er mars et le 8 juin dans les Hauts-de-France.

Sources : ASP-DGEFP, Dares



greta LILLE MÉTROPOLE FORMEZ-VOUS À DEMAIN

FORMER VOS EMPLOYÉES ET DÉVELOPPER VOTRE ACTIVITÉ

Nos domaines de formations

- FORMATION GÉNÉRALE
- ORIENTATION
- NUMÉRIQUE
- PRÉVENTION SÉCURITÉ
- BÂTIMENT TRAVAUX PUBLICS
- INDUSTRIE
- TERTIAIRE SERVICES
- TRANSPORT LOGISTIQUE

Éligible aux aides financières de la formation professionnelle

EDUFORM

Contact

03 20 74 67 10 | greta.lille-metropole@ac-lille.fr | www.greta-npdc.fr



LA GAZETTE Nord - Pas de Calais

LE GUIDE IMMOBILIER 2021

Un véritable **outil de marketing** territorial à l'intention de la plus **forte audience** de cadres, dirigeants d'entreprises et décideurs économiques de la région **Nord - Pas de calais** !

Contactez dès maintenant pour votre publicité :
Jérôme Capoen - tél. 03 28 82 22 13
mail : jerome.capoen@gazettemedias.fr



© Mykyta

Les inégalités salariales, un problème pour l'économie régionale

La réduction des inégalités entre les hommes et les femmes sont l'une des priorités du Président de la République. Dans la Région, elles sont particulièrement marquées...

Par Corentin ESCAILLET

Le 5 novembre 2019 à 16h47, les femmes commençaient à travailler «gratuitement» jusqu'à la fin de l'année, si l'on en croit les chiffres d'Eurostat : selon l'agence de statistiques européenne, les salaires des femmes seraient inférieurs de 15,4% à ceux des hommes, tous secteurs confondus, temps partiel et temps plein compris. Et si l'on parle souvent de l'écart salarial entre les hommes et les femmes, il n'y a pas que dans la fiche de paie que les inégalités sont présentes...

UN NET ÉCART ENTRE LES DIFFÉRENTS TAUX D'EMPLOI

L'Insee revenait dans une étude parue en 2018 sur un écart de taux d'emploi de 9 points dans les Hauts-de-France, contre 6,9 en France métropolitaine. Cet écart est encore plus criant dans le département du Pas-de-Calais, où il dépasse allègrement les 10 points. «*Le Pas-de-Calais est ainsi le département métropolitain ayant le plus faible taux d'emploi féminin en 2014 (52 %),* relève l'institut statistique. *Les taux d'emploi des femmes dans le Nord et l'Aisne se situent aussi à des niveaux bas : moins de 55 %, soit 5 points de moins qu'en France de province.*» Avec un bémol toutefois : «*Les inégalités ont nettement diminué ces dernières décennies dans la région comme en France de province*», note l'organisme. Deux causes à cela : d'une part, la croissance de l'emploi féminin qui, lors des 25 dernières années, a rattrapé celui des hommes, avec une hausse de quasiment 18 points ; et d'autre part, la baisse du taux d'emploi des hommes depuis les

années 1970. «*La crise économique de 2008, qui a particulièrement fragilisé des secteurs d'activité plus fréquemment masculins (comme l'industrie, très représentée dans les Hauts-de-France, ndlr), a renforcé ce mouvement dans la région*», précise l'INSEE.

DES ÉCARTS DE SALAIRE EFFECTIFS

Dans les Hauts-de-France, le salaire mensuel net moyen des femmes (en ETP) était d'un peu plus de 1 800 euros en 2015 et de 2 200 euros pour les hommes. «*Cette différence est plus faible qu'en France de province (-19,3%), mais des disparités se dessinent entre les départements.*» Une différence qui est effectivement plus prononcée dans l'Oise (19,4%), où une situation paradoxale se pose : le salaire des femmes y est aussi le troisième au niveau national. De plus – il s'agit d'une réalité au niveau du pays – les femmes se voient souvent employées à temps partiel, ce qui creuse encore les écarts de salaire. Aussi, «*les femmes, notamment issues de l'immigration (mais pas seulement), sont poussées, même quand elles sont diplômées, à se porter vers des secteurs d'activité de la domesticité (femmes de ménage, aide à domicile, auxiliaire de vie etc.)*», ajoute Florence Jany-Catrice, économiste, chercheuse au Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques. On ne peut pas, par ailleurs, uniquement expliquer l'écart de salaire entre les hommes et les femmes par une moins bonne négociation des salaires. «*Les femmes travaillent dans des secteurs où les rapports de force sont plus complexes à mettre en œuvre : les syndicats ont longtemps délaissé les secteurs où il y avait beaucoup de femmes. Elles travaillent dans des petites structures qui rendent plus complexe l'action collective. Elles peinent aussi parfois à revendiquer des niveaux plus élevés de salaire, considérant qu'il y a de la vocation dans leur métier.*»

DES EFFETS SUR L'ÉCONOMIE

Cette différence de salaire n'est pas uniquement néfaste pour les femmes elles-mêmes. Certaines réflexions sont menées autour des effets de cet écart sur le PIB. Certains experts souhaiteraient un élargissement de l'indicateur, pour y inclure des activités qui passent habituellement en-dessous des radars. «*La plus grosse partie des activités qui échappent au PIB sont l'activité domestique, encore réalisée aux 2/3 par les femmes,* explique Florence Jany-Catrice. *Des travaux montrent que si on tentait d'estimer cette activité domestique, cela pourrait augmenter le PIB français de 30%. Sans aller jusqu'à l'ajouter au PIB, cela montre que l'activité domestique féminine est une activité très conséquente qui n'est pas visible.*» Par ailleurs, parmi les économistes, différents courants de pensée estiment que cette différence de rémunération a un effet sur le PIB. D'une part, les économistes «*dominants*» pensent que la compétitivité des entreprises – et par le même mouvement, les profits – seraient touchés, à cause de l'augmentation de la masse salariale. D'un autre côté, les économistes hétérodoxes, eux, pensent que les femmes sont surreprésentées «*dans les catégories salariales les moins rémunérées*», et que les secteurs dans lesquels elles travaillent sont relativement à l'abri de la concurrence internationale. «*Les augmentations de salaires auraient pour conséquence d'augmenter la demande effective (les classes sociales concernées consommeraient presque tout leur salaire), et de stimuler la croissance.*»

ANALYSE



Philippe Enjolras,
PRÉSIDENT DE LA CCI DE L'OISE

«À la CCI, nous avons affecté des personnes pour permettre aux femmes cheffes d'entreprises de faire face aux difficultés qu'elles ont, notamment avec certains de leurs interlocuteurs. En effet, on se rend compte que la considération dont elles font l'objet est souvent plus difficile que pour les hommes. Les femmes sont malheureusement moins disposées à se lancer dans l'entreprenariat. Il y en a de plus en plus, mais on note encore un écart important par rapport aux hommes. Mais une fois qu'elles ont fait la démarche de se diriger vers la création d'entreprise, on se rend compte que dans le parcours à la création, elles sont confrontées à une approche de la part de leurs interlocuteurs qui n'est pas sur le même standard que les hommes. Voilà pourquoi nous avons développé des moyens pour les aider dans ce parcours.
L'égalité hommes-femmes, c'est un sujet que l'on s'est largement approprié aussi dans notre rôle d'établissement public administratif de l'Etat. En 2019, il y a eu un texte qui précisait la nécessité d'aller vers une égalité salariale entre hommes et femmes, pour des entreprises d'une certaine taille. Nous en avons fait la publicité en direction des entreprises concernées, à travers des publications, mais aussi des réunions d'information, dont certaines orientées directement vers les responsables des ressources humaines. Avec l'objectif de les aider à tendre vers des seuils acceptables.»

ANALYSE

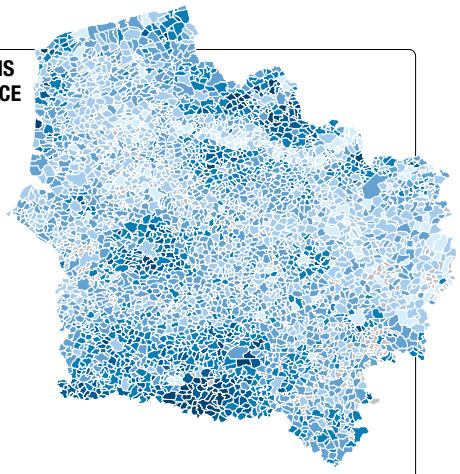


Odile Lepercq,
PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION GRAND LILLE DE LA FCE FRANCE

«Une fois par mois avec les adhérentes de la délégation Grand Lille, nous nous réunissons autour d'un repas pour échanger autour de thématiques qui touchent aussi bien les cheffes d'entreprise, les commerçantes, que les cadres dirigeantes. Je ne vous parle pas d'un club de copines. Même si des liens se créent, nous sommes là pour apprendre, échanger et débattre car nous sommes toutes confrontées aux mêmes problèmes en entreprise. D'où notre slogan «Seules nous sommes invisibles, ensemble nous sommes invincibles». Pour être visible, nous tâchons d'obtenir des mandats, car il manque cruellement de femmes dans les conseils d'administration. Nous organisons des trophées pour récompenser des lauréates qui ont créé leurs boîtes et nous présidons des jurys, entre autres. Un exemple : durant la crise, les inégalités se sont accentuées. Beaucoup de femmes se levaient tôt pour commencer leur journée de travail et se couchaient tard le soir car elles devaient s'occuper des enfants. Le travail du conjoint est souvent privilégié car il est mieux rémunéré en tant qu'homme et mieux considéré dans le monde de l'entreprise. Nous avons donc mis en place une cellule d'accompagnement via internet. Je pense que les hommes et les femmes sont complémentaires, moi je tiens à ma différence ! Finalement, même si les mentalités changent, il y a encore du chemin à parcourir.»

REVENU MÉDIAN DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

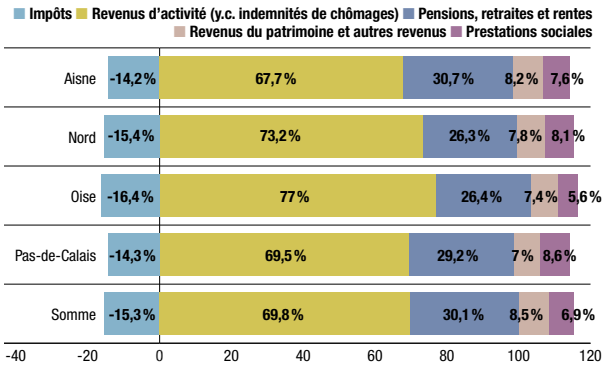
En 2017, géographie au 1er janvier 2018



Sources : Insee, DGFiP, Cnaf, Cnav, CCMSA

DÉCOMPOSITION DU REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES

En 2017



Sources : Insee, DGFiP, Cnaf, Cnav, CCMSA

SIMILITUDE. Pour l'ensemble des départements, le revenu disponible se compose dans sa grande majorité des revenus d'activité.

IMPÔT SUR LA FORTUNE IMMOBILIÈRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

	NOMBRE DE REDEVABLES	PATRIMOINE MOYEN EN €	IMPÔT MOYEN EN €
Amiens	139	2 238 634	9 379
Beauvais	57	2 911 724	12 123
Compiègne	94	2 716 764	10 704
Croix	90	2 141 498	7 005
Dunkerque	53	2 067 612	5 639
Lambersart	65	2 145 227	6 986
Lille	280	2 328 910	9 136
Marcq-en-Barœul	231	2 172 489	7 483
Villeneuve-d'Ascq	94	2 070 243	6 481
Wasquehal	60	2 074 088	7 020

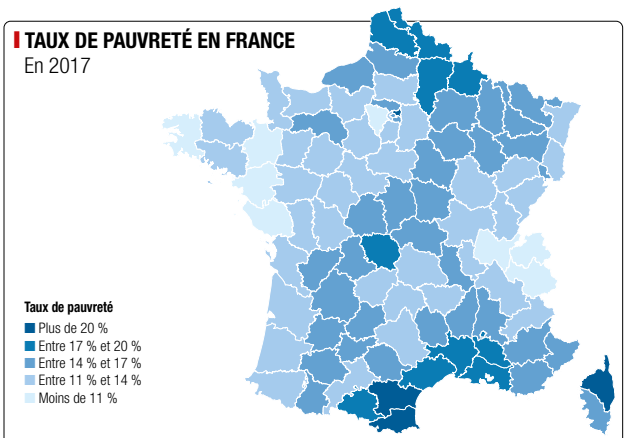
Champ : villes de plus de 20 000 habitants ayant plus de 50 redevables à l'IFI

Source : DGFiP

CONTRIBUTION. Si Lille compte le plus de redevables à l'ISF, c'est à Beauvais et Compiègne que le patrimoine moyen est le plus élevé.

TAUX DE PAUVRETÉ EN FRANCE

En 2017



Source : Insee

BAS DU CLASSEMENT. Les Hauts-de-France font partie des régions les plus pauvres avec plus de la moitié des personnes pauvres qui perçoivent des minimas sociaux.

SITUATION DE SURENDETTEMENT DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019

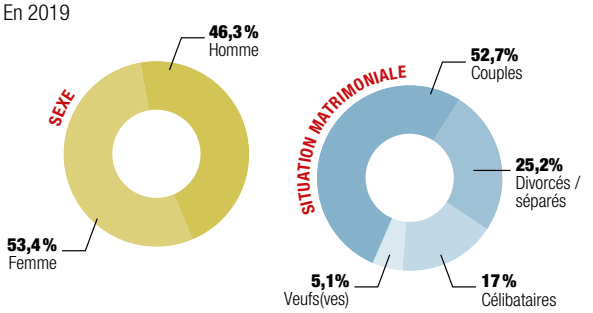
	NOMBRE DE PERSONNES SURENDETTÉES	SITUATIONS POUR 100 000 HABITANTS	ENDETTEMENT MÉDIAN (HORS IMMOBILIER)
Aisne	2 466	467	13 850 €
Nord	10 495	423	13 592 €
Oise	2 606	324	17 919 €
Pas-de-Calais	6 971	477	13 229 €
Somme	1 950	348	15 151 €
Hauts-de-France	**24 488**	**419**	**14 027 €**
France	**164 098**	**268**	**16 384 €**

Source : Banque de France

TRISTE RECORD. Avec 477 cas sur 100 000 habitants, le Pas-de-Calais détient un triste record national. Bonne nouvelle tout de même puisque le nombre de dossiers soumis à la commission de surendettement chute en 2019 dans la région.

CARACTÉRISTIQUES DES MÉNAGES SURENDETTÉS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019



Source : Banque de France

SITUATION. Plus de la moitié des ménages surendettés sont des couples, devant les divorcés/séparés.

business story
votre projet a rendez-vous
avec un expert-comptable

Vous êtes à deux doigts d'**entreprendre ?**



Bénéficiez de **3 rendez-vous offerts** avec un expert-comptable de votre choix pour étudier votre projet.

www.business-story.biz

l'expert comptable
un conseil qui compte



La CCI Amiens-Picardie a signé une convention de partenariat économique avec Zhengzhou, ville chinoise de plus de dix millions d'habitants.

© Kalefoto

La Chine toujours en ligne de mire

La crise économique qui a suivi la crise sanitaire a forcément un impact sur les partenariats régionaux noués avec la Chine précédemment. Même si l'on assiste à un besoin plus fort de fabriquer et consommer français, voire plus local, le développement économique du pays passe aussi par le renforcement des liens tissés au fil des années. Illustration à Amiens avec la CCI Amiens-Picardie et la province de Zhengzhou en Chine.

Par Kaltoume DOUROURI

Si les efforts du Comité Régional du Tourisme avant la crise sanitaire envers les clients venant de Chine, commençaient à payer avec, sur les six premiers mois de 2018, autant de Chinois accueillis que durant l'ensemble de l'année 2017, le numérique devait être l'un des axes de la coopération entre Amiens et Zhengzhou en Chine. Les deux municipalités s'étaient mises d'accord au fil de plusieurs rencontres ces dernières années sur leur besoin bilatéral de développer les échanges commerciaux. La dernière en date d'août 2019 avait basé les échanges sur plusieurs axes concrets : l'innovation, le tourisme, l'énergie, la e-santé et l'agriculture. «*Nous sommes plus que jamais ouverts et actifs dans le but de booster les opportunités commerciales avec la Chine. La Covid 19 nous a incités à consommer plus local et à fabriquer français. Profitons-en, les Chinois adorent le Made in France. Nous sommes, ici dans la Somme, plus que jamais pertinents à proposer*

une offre sérieuse aux Chinois et je dirais même à l'Asie» assure Fany Ruin, présidente de la CCI Amiens-Picardie qui ne cesse de mettre en avant les pépites entrepreneuriales de son territoire. C'est déjà avec cet état d'esprit qu'elle avait accepté de signer une convention de partenariat économique avec la ville de Zhengzhou. Les représentants du gouvernement de la ville de Zhengzhou tenaient, tout comme leurs hôtes amiénois, à inscrire cette rencontre dans le projet chinois «One belt, one road» qui vise à favoriser les échanges commerciaux chinois avec l'Afrique, l'Asie et l'Europe. En amont de la réalisation de ces nouvelles routes intercontinentales de la soie, ferroviaires et maritimes, les représentants officiels chinois multipliaient les rencontres avec les décideurs économiques français. Leur objectif : agir en faveur de l'ouverture du marché chinois aux entreprises françaises. «*Nous avons localement beaucoup à offrir dans ce monde de l'après-crise du coronavirus. Nous devons être fiers de ce que nous avons réussi à faire durant cette période et notamment le développement d'une véritable filière textile en Hauts-de-France. A nous de faire adhérer les Chinois à notre savoir-faire et d'ainsi contribuer à la relance économique de notre pays, voire à sa croissance. Enfin, n'oublions pas que la France est au centre de L'Europe et qu'Amiens est aussi la ville du Président Macron.*»

CRÉER UN CLUB FRANCE-ASIE

De son côté Zhengzhou est une très importante ville industrielle de plus de dix millions d'habitants toujours en croissance très rapide sur les plans économiques, technologiques, touristiques, culturels et éducatifs. «*La confiance avec cette province étant bien établie, tout comme avec Shanghai, Xi'An et d'autres, celles de Hangzhou et Yinchuan sont les prochaines avec lesquelles développer des jumelages. En deux ans, de nombreux échanges concrets ont déjà eu lieu avec ces interlocuteurs privilégiés. Il s'agit désormais d'aller plus loin et de concrétiser les choses. Cela commence notamment par la création de bureaux amiénois dans ces villes pour faciliter les actions qui entreront dans le cadre des accords de coopération technologique et économique signés par Amiens Métropole, Amiens Cluster, l'UPJV et la ville de Zhengzhou*» rappelle Pascal Fradcourt, ancien vice-président d'Amiens Métropole au développement économique qui a donné l'occasion à de nombreuses startups amiénoises de débuter des échanges économiques avec les Chinois comme la dirigeante de BeSMART-edu. «*Je suis toujours en contact avec des étudiants chinois qui veulent intégrer l'école d'ingénieur amiénoise l'ESIE*» souligne Daniella Tchana qui a créé un système éducatif 2.0 complètement dématérialisé, à distance et de qualité à dominante scientifique. «*J'ai également un partenaire chinois qui fabrique les tablettes avec lesquelles nous travaillons. J'aimerais désormais développer ma startup auprès des écoles et universités chinoises.*» Pour l'entreprise Marbella, la Chine est l'un des marchés les plus fructueux. «*Ce pays recherche des innovations et Marbella en est une. Tout cela s'est concrétisé grâce au soutien d'Amiens Métropole*», assure la native d'Amiens Adeline Moniez, la créatrice du patch eyeliner réutilisable et des bijoux de peau repositionnable.

ANALYSE



Isbrand Ho,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BYD EUROPE
ET PRÉSIDENT DE BYD FRANCE

«Fondée en 1995 en Chine, BYD (Build Your Dreams) compte désormais 230 000 salariés répartis sur 30 centres de production dans le monde, sur les six continents. Avec un parc de plus de 55 000 autobus et autocars 100% électriques et zéro émission livrés, l'entreprise est devenue leader mondial du secteur. En Europe, 1 300 véhicules sont déjà en circulation et la demande ne cesse de croître. Défendant le concept du «made in Europe for Europe», nous disposons d'un centre de recherche et développement basé à notre siège européen des Pays-Bas et d'un site de production en Hongrie. Pour notre site dédié au marché français, notre implantation à Allonne, près de Beauvais, a été facilitée par l'accueil très chaleureux des différentes collectivités concernées. Opérationnel depuis octobre 2018, il a nécessité un investissement de plus de 10 millions d'euros pour l'aménagement d'un centre d'assemblage de 80 000 m². Ses 25 salariés locaux atteignent aujourd'hui une capacité de production de 200 véhicules par an, conformes aux exigences et réglementations du marché français. Nous nous associons à des entreprises locales pour répondre aux différents appels d'offres des villes françaises, et leur apporter des solutions de mobilité durables. D'autant plus que nous sommes la première et la seule société au monde à fournir des solutions complètes de véhicules à énergie nouvelle.»

ANALYSE

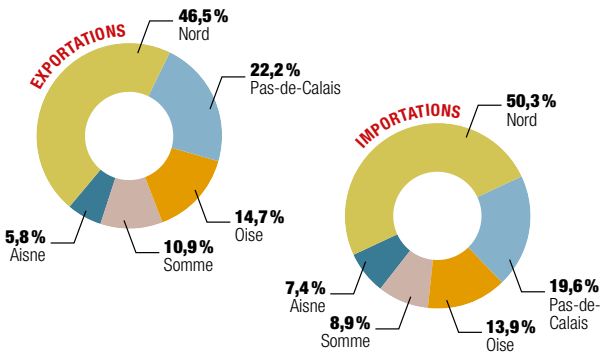


Alain Crémont,
PRÉSIDENT
DE GRANDSOISSONS AGGLOMÉRATION

«Le Parc d'activités du Plateau aménagé par GrandSoissons Agglomération a été labellisé «site industriel clés en main» par le ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales durant l'été, le seul dans l'Aisne. Ce classement nous donne une visibilité au niveau national et les entrepreneurs qui souhaitent venir s'y installer, locaux ou internationaux, trouvent là des terrains prêts à l'emploi de taille XXL. Le projet d'implantation de l'usine Rockwool pour produire de la laine de roche s'étend sur 40 hectares. Aujourd'hui nous parlons de transition écologique, le Parc d'activités du Plateau garde son aspect clairière avec près de 30 hectares de parties boisées et de voirie. Sa position géostratégique, connecté à l'aéroport Charles de Gaulle et à l'international par la route est un atout supplémentaire. Les dirigeants de Rockwool, qui connaissaient déjà Soissons, ont souhaité en 2019, acquérir un terrain sur le Parc du Plateau pour s'y installer. Avec un investissement de 130 millions d'euros, qui va générer 130 à 150 emplois directs et indirects, le groupe s'ancre sur le territoire soissonnais qui possède une histoire avec l'industrie. Suite à la crise sanitaire, le directeur de projet de Rockwool France a précisé que l'enquête publique se déroulera courant octobre 2020 et que la décision finale interviendra en 2021.»

RÉPARTITION DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN RÉGION

En 2019

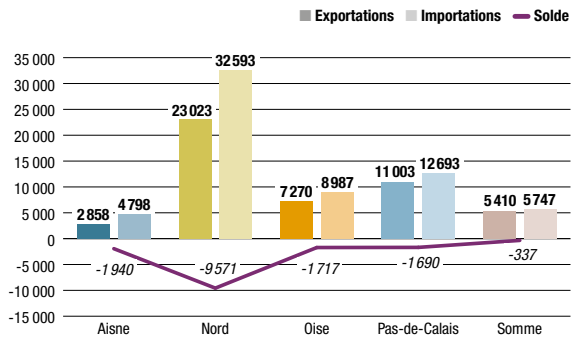


Source : Douanes

LOCOMOTIVE. Le Nord et le Pas-de-Calais tirent l'essentiel du commerce extérieur régional.

COMPARAISON DÉPARTEMENTALE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

En millions d'euros, en 2019

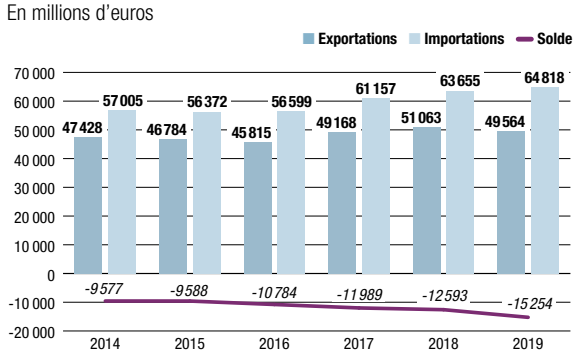


Source : Douanes

CHUTE. Le Nord affiche une chute de son solde avec - 9571 millions d'euros.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En millions d'euros

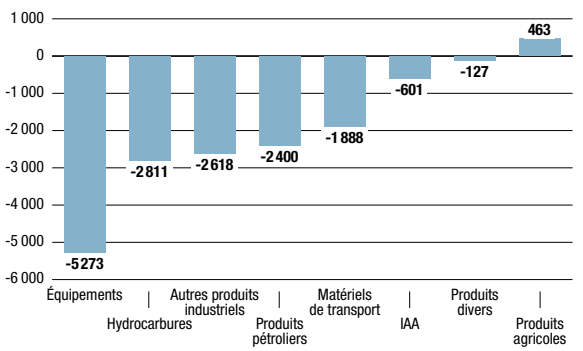


Source : Douanes

ÉTRANGER. Si les exportations sont en légère hausse, les importations chutent de quelques milliers d'euros.

EXCÉDENTS ET DÉFICITS PRODUITS DES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, soldes en millions d'euros

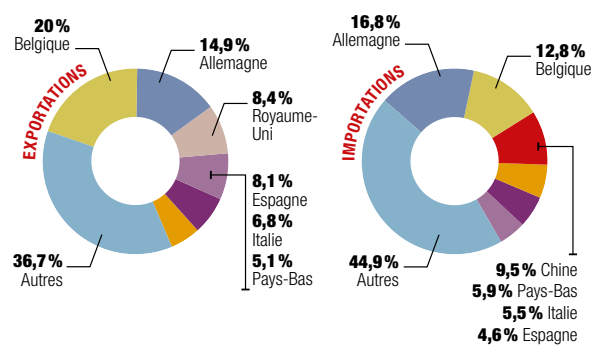


Source : Douanes

AGROALIMENTAIRE. Seuls les produits agricoles sont excédentaires alors que tous les autres secteurs affichent des déficits.

CLIENTS ET FOURNISSEURS DE LA RÉGION

En 2019



Source : Douanes

UE. L'Europe reste le principal client de la région, avec une prédominance des pays voisins comme la Belgique et l'Allemagne.

TOP DES PRODUITS ÉCHANGÉS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019

PRODUITS EXPORTÉS	VALEUR (M€)	% DU TOTAL
Produits de la construction automobile	5017	10,1 %
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	4571	9,2 %
Produits sidérurgiques et de première transformation	4370	8,8 %
Produits chimiques de base	3501	7,1 %
Produits pharmaceutiques	2625	5,3 %

PRODUITS IMPORTÉS	VALEUR (M€)	% DU TOTAL
Produits de la construction automobile	4963	7,7 %
Articles d'habillement	4007	6,2 %
Produits chimiques de base	3602	5,6 %
Équipements pour automobiles	3338	5,1 %
Machines et équipements d'usage général	2806	4,3 %

Source : Douanes





Rencontrer Échanger

BUSINESS CLUB GROUP

Partager Collaborer

En maillant les clubs et les réseaux d'un territoire,
le Business Club Group favorise de nouvelles rencontres.

Dirigeants et décideurs, donneurs d'ordres et sous-traitants, issus de préférence de l'univers industriel, échangent une fois par mois lors d'un déjeuner-débat organisé autour d'une personnalité du monde sportif, économique, culturel ou politique.
Nos intervenants offrent et partagent avec vous leurs histoires et leur expérience.
Le tout dans une ambiance conviviale, parfaite pour envisager de nouvelles collaborations !

+ 1 700 MEMBRES

26 CLUBS
400 DÉJEUNERS AU 01/07/2020
MOYENNE DE 110 CONVIVES / DÉJEUNER
90% DE RENOUVELLEMENT DE COTISATION

HBC
Cambrai - Maubeuge - Valenciennes
DEPUIS OCTOBRE 2013

FBC
Lille
DEPUIS OCTOBRE 2014

ABC
Arras - Béthune - Lens
DEPUIS OCTOBRE 2015

AIBC
Saint Quentin
OUVERTURE JANVIER 2021

CONTACTEZ OLIVIER TALBERT
OTALBERT@BUSINESS-CLUB-GROUP.COM / 06 75 23 30 33

SBC
Amiens
DEPUIS AVRIL 2018

GLBC
Dunkerque
DEPUIS JANVIER 2019

CONTACTEZ EDDY SCHUSTER
ESCHUSTER@CLUB-SBC.FR / 06 76 10 03 96

NOUS SOUHAITONS ACCÉLÉRER NOTRE DÉVELOPPEMENT SUR LES TERRITOIRES SUIVANTS :
METZ, NANCY, RÉGION PARISIENNE, ORLÉANS, LE MANS, ANGERS, LA ROCHE SUR YON, LA ROCHELLE, ANGOULÊME, DIJON, CLERMONT FERRAND, ANNECY, ST ETIENNE, BIARRITZ, AVIGNON, NICE, TOULON

WWW.BUSINESS-CLUB-GROUP.COM

AGENCE 360 Valenciennes. www.agence360.fr +33 327 44 77 77.



© yokie

Quand la rentabilité n'est plus l'unique moteur d'une entreprise

Alors que les modèles économiques tendent au changement, bon nombre d'entreprises se sont déjà engagées dans une démarche qui allie économie, social et environnement. En replaçant l'utilité au centre de leur organisation, ces entreprises s'affranchissent d'un pur intérêt économique, tout en restant rentables.

Par Amandine PINOT

Economie de la fonctionnalité et de la coopération. Un terme encore trop peu usité mais qui existe pourtant depuis quelques décennies. «*On peut y adosser trois critères : une décorrelation entre le chiffre d'affaires et la consommation de matières premières, des impacts non intentionnels et le travail comme facteur d'émancipation*» explique Simon Ledez, délégué général du Club Noé, qui compte 80 membres sur les Hauts-de-France. En d'autres termes, l'EFC est l'ensemble des transformations qui permettent de sortir d'un modèle centré sur l'accumulation et le volume pour se concentrer sur la valeur et l'utilité du bien ou du service produit. «*La première question de ce modèle économique est de savoir en quoi ce que l'on produit est utile, qu'il s'agisse d'un bien ou d'un service. Il n'y a pas de pérennité de l'entreprise ou d'une association sans rentabilité mais depuis une vingtaine d'années, la rentabilité est au cœur du modèle économique alors qu'il devrait être centré sur l'usage*» explique Christian Du Tertre, directeur scientifique d'Atemis, laboratoire d'intervention et de

recherche parisien, à l'origine du concept de l'EFC. Si aujourd'hui la question du renouveau d'un modèle économique se pose clairement après la crise de la Covid-19, le Club Noé aura été précurseur dans la démarche en lançant une expérimentation dès 2012 avec le Centre des Jeunes Dirigeants, la Région Hauts-de-France, le réseau Alliances et l'Apes, pour réfléchir à une nouvelle façon de penser l'entreprise.

S'ENGAGER COLLECTIVEMENT DANS UN NOUVEAU MODÈLE

Apporter plus de services avec moins de matières ne se fait pas du jour au lendemain, comme en témoigne Christian Rocquet, président du Club Noé, dirigeant de l'entreprise Quadra Diffusion à Villeneuve d'Ascq et l'un des premiers à être entré dans un dispositif d'engagement collectif : «*Quand on est face à une économie de massification, cela ne fait pas toujours écho aux valeurs de l'entreprise. Mais avant tout, le dirigeant doit être chef de file. On fait parfois les choses sans le savoir mais il faut surtout co-construire avec les collaborateurs et les clients.*» Tout l'enjeu de l'EFC réside dans le maintien d'un business tout en impulsant une démarche différente dans l'entreprise, qu'il s'agisse des collaborateurs, de la vente d'un produit ou d'une démarche exemplaire.

Du côté des collaborateurs, les gains de productivité, lorsqu'ils se mesurent par des performances quantifiables, sont loins de refléter un engagement de qualité et de sens du travail. «*Quand on regarde les choses sous le prisme de l'EFC, on doit se réinterroger sur l'usage du produit. Nous nous sommes rendus compte que bon nombre de clients consommaient beaucoup parce qu'on les y poussait : plus on fait du volume, moins c'est cher. Quand on a pensé l'offre de manière différente, nous avons abandonné les schémas classiques : nos machines sont plus petites pour produire vite et en bonne quantité. Le volume ne fait plus partie de ce que l'on mesure. On mesure le service rendu au client au bon moment. Oui, cela crée un manque de repères pour les salariés, il a fallu recentrer le discours sur le savoir-faire. Quand on se lance dans l'EFC, on ne trouve pas tout de suite le modèle magique mais c'est beaucoup plus gratifiant*» explique Julien Da Costa, dirigeant de l'imprimerie Flex'Ink, à Alincthun dans le Pas-de-Calais.

AU-DELÀ D'UNE SIMPLE RÉFLEXION

Après la période de confinement, la quête de sens s'est clairement faite sentir et met en évidence la nécessité de se renouveller. «*L'économie de la fonctionnalité et de la coopération n'est pas un modèle unique mais plutôt l'ensemble des transformations mises en place dans l'entreprise, en mettant l'utilité au centre des démarches*» détaille Christian Rocquet. Les Hauts-de-France tirent leur épingle du jeu sur le sujet, avec 200 entreprises et associations formées à l'EFC. Alors qu'on pousse le consommateur à acheter des produits – mais surtout, des prix –, un modèle économique basé sur l'usage vient bouleverser la donne alors que l'on sort d'un mouvement industriel très ancré dans la Région. Economie circulaire, économie collaborative, EFC... derrière chaque concept, se cache l'entrée dans l'innovation d'un modèle économique. «*La diversité des modèles est l'expression même d'une diversité des engagements. C'est le signe que l'on va au-delà d'un courant de pensées*» poursuit Christian Du Tertre.

ANALYSE



Camille Deligne,
DIRIGEANTE DE D'INNOV

«Nous sommes une entreprise dunkerquoise spécialisée dans la conception de produits en textile. Nous développons depuis 18 mois un gobelet réutilisable en fibres de lin qui connaît un très fort engouement. Les nouvelles lois interdisent désormais l'usage de gobelets à usage unique. Ils ont donc été remplacés par des gobelets réutilisables, certes, mais toujours fabriqués à partir de plastiques. Ce qui amoindrit leur vertu écologique. Mon idée était de proposer un gobelet réutilisable 100% écologique car fabriqué à partir d'amidon, chargée en fibres de lin, une plante, qui plus est, cultivée localement. Après avoir déposé le nom «Mon Gobelet en lin», j'ai lancé une première production de 12 000 pièces, associée à un industriel des Hauts-de-France. Très vite, les demandes de devis émanent d'entreprises, d'associations, de collectivités et même de particuliers ont afflué. J'ai été la première étonnée d'un tel succès. «Mon Gobelet en lin» peut être personnalisé grâce à l'impression au laser, une technique là encore parfaitement écologique puisque réalisée sans ajout de produits chimiques. C'était très attendu par nos clients. Cela va nous ouvrir les portes de l'événementiel, par exemple. Freinée dans notre développement par la crise sanitaire, je reste toutefois très optimiste, convaincue que notre produit, dont le coût reste tout-à-fait acceptable par rapport aux concurrents en plastique, a un bel avenir.»

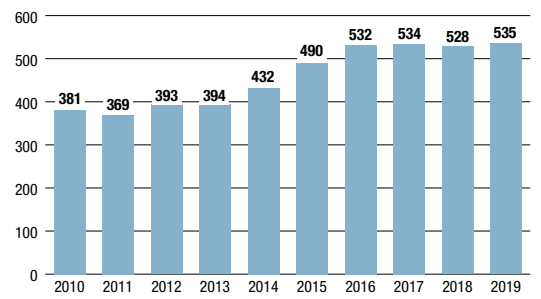
ANALYSE



Eric Dadian,
PRÉSIDENT D'AMIENS CLUSTER

«Aujourd'hui, la métropole amiénoise s'est fixée un nouvel objectif : devenir la première ville autonome en énergie en 2050, ce qui implique de réaliser 62% d'économies et d'être capable de produire sa propre énergie. En reprenant les idées de Michelle Debonneuil sur l'économie du quaternaire, Amiens Cluster travaille sur ces thématiques en fédérant les acteurs privés et publics qui apportent leur savoir-faire notamment en matière de plateforme de recueil et de traitement de données avec de l'intelligence artificielle. Le MiPih, Groupement d'Intérêt Public qui développe à Amiens des solutions innovantes pour les établissements de santé sera un des partenaires en tant qu'hébergeur de données. On retrouvera aussi les universités et leurs laboratoires (UPJV), les acteurs du financement, de l'assurance, ainsi que les artisans spécialisés dans la rénovation énergétique des bâtiments. Pour atteindre cet objectif, nous menons d'abord des actions très concrètes autour de la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés. Nous visons les 75 000 bâtiments rénovés, soit 2 500 par an sur 30 ans. Sans Amiens Cluster, tout cet écosystème ne pourrait se fédérer vers cette nouvelle économie du quaternaire et circulaire. Car à partir de la rénovation énergétique, nous pourrons décliner nos actions vers de la mobilité rendue possible avec les énergies produites localement, la Santé avec le parcours du patient autonome, et d'autres villes des Hauts-de-France pourraient à l'avenir, expérimenter ces projets.»

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE BREVETS PUBLIÉS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE



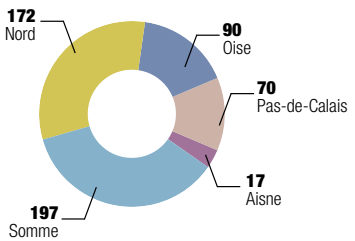
Champ : demandes de brevets publiées par la voie nationale et dont le demandeur est situé dans les Hauts-de-France

Source : INPI

HAUSSE. Le nombre de brevets publiés en région est en légère hausse.

RÉPARTITION DÉPARTEMENTALE DES BREVETS PUBLIÉS

En 2019



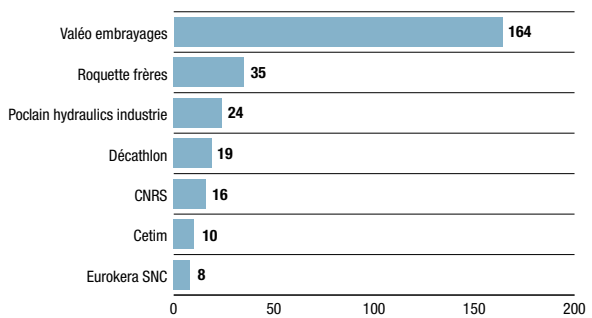
Champ : demandes de brevets publiées par la voie nationale et dont le demandeur est situé dans les Hauts-de-France

Source : INPI

EXCELLENCE. La Somme est le département qui dépose le plus de brevets, impulsé par la filière aéronautique et agroalimentaire et son pôle d'excellence médical.

DEMANDES DE BREVETS PUBLIÉES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Principaux demandeurs en 2019

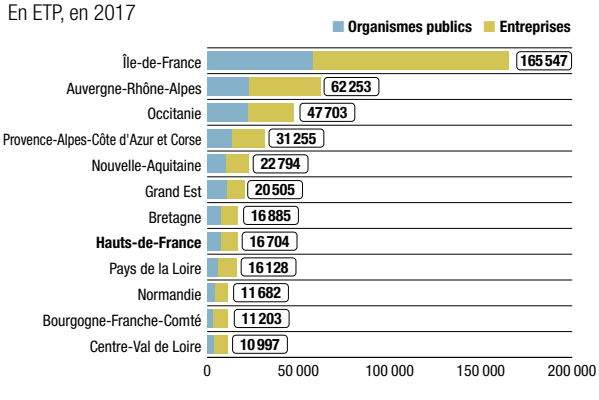


Champ : demandes de brevets publiées par la voie nationale et dont le demandeur est situé dans les Hauts-de-France

LEADER. Comme l'an dernier, Valéo prend la première place du classement devant le leader mondial des ingrédients d'origine végétale.

EFFECTIFS DE R&D ET CHERCHEURS

En ETP, en 2017

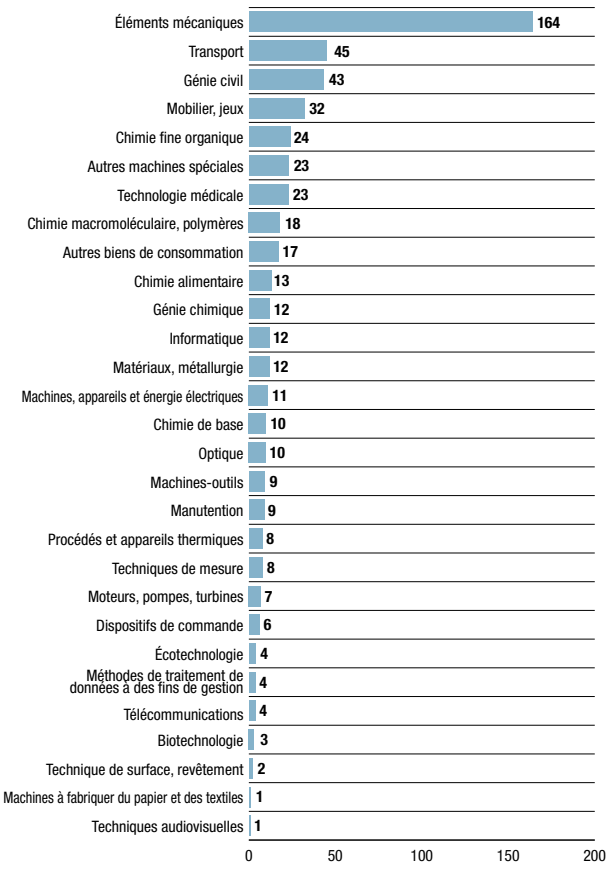


Source : MESRI - SIES

8E PLACE. Les Hauts-de-France ont encore des progrès à faire en R&D, même si les entreprises semblent aussi dynamique que les organismes publics.

DEMANDES DE BREVETS PUBLIÉES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, répartition par domaine technologique



Champ : demandes de brevets publiées par la voie nationale et dont le demandeur est situé dans les Hauts-de-France

Source : INPI

MÉCANIQUE. Bien loins devant, les éléments mécaniques sont le secteur le plus dynamique, poussés par l'automobile.



Membre d'un réseau national, Cerfrance Nord - Pas de Calais offre un accompagnement global à chaque chef d'entreprise. Succès, performance, croissance... Les credos des entrepreneurs sont aussi les nôtres.

Avec des offres exclusives et des services en ligne, nous donnons à nos clients tous les moyens de faire grandir leurs projets !

CERFRANCE
NORD-PAS DE CALAIS

20 agences
SUR LE NORD - PAS DE CALAIS

+ de 700 collaborateurs
AU SERVICE DES ENTREPRISES

+ de 15 000 clients
QUI NOUS FONT CONFIANCE

03 21 606 606 - www.5962.cerfrance.fr
Retrouvez-nous sur : CERFRANCE 5962

CONSEIL & EXPERTISE COMPTABLE

Au cœur des Hauts de France

Communauté d'Agglomération
Béthune-Bruay
Artois Lys Romane

Territoires d'industrie Béthune-Bruay Artois Lys Romane



Parcs d'activités, zones artisanales, pépinières et hôtels d'entreprises : des solutions adaptées à toutes les entreprises, de la PME aux grands groupes industriels



À 30 min d'Arras et de Delta 3
À 40 min de Lille
À 1h de Calais et Valenciennes

Pour votre projet, un seul interlocuteur tout au long du processus :
Direction du développement économique
03.21.61.49.00 / deveco@bethunebruay.fr



GROUPE

BILS-DEROO

Depuis 1911

la logistique clef en main



+ 250 MOTEURS

+ 500 SEMI-REMORQUES

+ 800000 M² DE SURFACES, DONT 70% EN PROPRIÉTÉ

+ 40 ANS

LEADER DE LA LOGISTIQUE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

+ 150 M€ DE CA EN 2019

+ 1 500 COLLABORATEURS

+ 30 PLATEFORMES LOGISTIQUES EN FRANCE



VOTRE PARTENAIRE
TRANSPORT ET LOGISTIQUE

GROUPE-BILS-DEROO.COM

03 27 99 99 99

Les Hauts-de-France
En activité



© wavebreak3

SOMMAIRE

TRIBUNE DE RAOUTI CHEHIH	P. 93	FILIÈRE HALIEUTIQUE	P. 140
INDUSTRIE	P. 100	INDUSTRIE COSMÉTIQUE	P. 144
AUTOMOBILE	P. 104	SERVICES	P. 148
INDUSTRIE FERROVIAIRE	P. 108	ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE	P. 152
INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE	P. 112	COMMERCE	P. 156
INDUSTRIE NAVALE	P. 116	ARTISANAT	P. 162
INDUSTRIE DU VERRE	P. 120	PROFESSIONS LIBERALES	P. 168
LOGISTIQUE	P. 124	BANQUES	P. 174
BTP	P. 128	FILIÈRE NUMÉRIQUE	P. 180
AGRICULTURE	P. 132	FILIÈRE ÉQUINE	P. 184
AGROALIMENTAIRE	P. 136	TOURISME	P. 188

LES FACULTÉS
DE L'UNIVERSITÉ
CATHOLIQUE DE LILLE 1875

Licence ou Master ?



DROIT - ETHIQUE & PHILOSOPHIE - EXPERTISE & AUDIT - GESTION, ECONOMIE & SCIENCES - INNOVATION & DESIGN THINKING - LETTRES & SCIENCES HUMAINES - MÉDECINE & MAÏEUTIQUE - SCIENCE POLITIQUE - THÉOLOGIE

Soirée d'information « Spécial Parents »
Mardi 9 février 2021 - 18h
Immersion des Terminales :
Mercredi 18 novembre 2020 - après midi
› les 2 événements sur inscription :
https://lesfacultes.univ-catholille.fr

Portes Ouvertes de l'Université
Samedi 28 novembre 2020 - de 9h30 à 17h

Plus de 80 formations

Licences - Prépas Grandes Écoles - Masters

→ **80,4 % de réussite** en première année de Licence et **34 % de réussite** dans l'une des filières médicales (sources 2017-2018)

60 boulevard Vauban
59000 Lille
https://lesfacultes.univ-catholille.fr
lesfacultes@univ-catholille.fr

INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE (ICL), ASSOCIATION 2875 RECONNUE D'UTILITE PUBLIQUE
ET ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE D'INTERET GENERAL (EESPIG)
60 BOULEVARD VAUBAN • CS 40109 • 59016 LILLE CEDEX • FRANCE

Crédit photos Jérôme Coppin



CRÉER UNE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE DU NUMÉRIQUE

RAOUTI CHEHIH,
DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EURATECHNOLOGIES

Nous pouvons tirer plusieurs enseignements de cette crise sans précédent : d'abord, les grandes entreprises ont totalement revu leur rapport au numérique. Sans lui, beaucoup d'entre elles ne seraient plus viables aujourd'hui. Elles en avaient déjà la conviction mais nous sommes passés à la vitesse supérieure avec une véritable transformation digitale qui s'opère. Les structures qui avaient déjà amorcé leur numérisation ont pris conscience de cet avantage compétitif. Ensuite, parlons décentralisation. La logique tend vers une entreprise de plus en plus ouverte ; le cloud devient central. Tous les outils de gestion interne, à destination à la fois des clients et des salariés, sont déterminants. Ils sont l'avenir. Enfin, il va falloir accélérer sur les compétences techniques des salariés.

Les métiers vont intégrer de plus en plus de digital dans l'expertise demandée aux salariés.

J'en suis un militant depuis la première heure et c'est encore plus indispensable aujourd'hui : il va falloir construire nos outils pour arrêter notre dépendance aux outils américains, qu'il s'agisse des réseaux sociaux, des outils de communication ou de visio-conférence. Nous devons être capables d'avoir notre propre souveraineté en économie numérique européenne, en soutenant les acteurs économiques européens.

C'est dans ce contexte que notre campus Wenov, qui mixera sur 23 000 m^2, des classes d'enseignement supérieur, une offre de formation au numérique ouverte à tous, des espaces de coworking, des start-up ou encore des fablabs, prend tout son sens. Nous tiendrons les délais avec une livraison prévue au premier trimestre 2021 pour une rentrée en septembre de la même année. Nous arrivons au moment opportun, permettant l'accès au numérique pour tous.

Beaucoup de secteurs sont en première ligne et verront de nombreuses créations d'entreprises, comme l'éducation en ligne, la santé connectée, la e-logistique mais aussi la food tech. Les entreprises résilientes et innovantes font la force de nos éco-systèmes et la pérennité des emplois. Depuis le début de l'année, notre programme d'incubation a accueilli 111 projets, dont plus de 60 porteurs de projets durant le confinement sur nos différents sites, accueillis de manière dématérialisée. Une belle preuve que la source ne s'est pas tarie et que beaucoup ont profité du confinement pour réfléchir et aller au bout de leurs projets ! Je reste persuadé que nous allons faire face à une vague de créations d'entreprises aux business plus confidentiels et plus responsables, au-delà de la performance financière.

Je suis optimiste pour l'avenir de nos entreprises : les entrepreneurs que nous accompagnons sont en situation instable par les risques qu'ils prennent mais les start-up sont en permanence en risque, avec des structures jeunes et fragiles mais surtout agiles. Et c'est là qu'elles tirent leur épingle du jeu, cela fait partie de leur ADN. Notre première mission à Euratechnologies reste de créer les enjeux d'une communauté d'intérêt et cela passe bien sûr par le ciment social. Nous devons accompagner les entrepreneurs dans leurs doutes et nous l'avons d'ores et déjà fait durant le confinement avec plus de 200 webinaires et conférences sur l'investissement, les ressources humaines, la trésorerie, les Prêts Garantis par l'Etat... Subsiste une inquiètude : comment se portera le marché dans les mois à venir ? Il est clair que nous sommes encore tous sous anesthésie et les entrepreneurs attendent le retour à l'équilibre ; le monde du travail se doit d'être réinventé, en intégrant de plus en plus de complémentarité entre le distanciel et le présentiel. Les modes de collaboration seront différents. Certes, de nouveaux postes vont se créer et d'autres métiers vont disparaître mais nous allons former des couples entre l'expertise humaine et les capacités techniques et technologiques qui nous entourent, c'est inéluctable. Quoi qu'il arrive, nous allons devoir réinventer Euratechnologies.

Top 50 Hauts-de-France

AVERTISSEMENT
Ces classements, issues de Verif.com, sont une liste non exhaustive des entreprises ayant leur siège social dans les Hauts-de-France et ayant déposé leurs comptes pour l'année 2018. Nous déclinons toute responsabilité pour les erreurs ou les omissions éventuelles, de quelque nature qu'elles soient.

RANG	ENTREPRISE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2018 (M€)	EFFECTIFS FRANCE
1	AUCHAN (GROUPE)	Villeneuve-d'Ascq	Hypermarchés	50986,00	73800
2	ADEO (GROUPE)	Ronchin	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)	23100,00	NC
3	DECATHLON (GROUPE)	Villeneuve-d'Ascq	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	11300,00	23000
4	VOLKSWAGEN GROUP FRANCE	Villers-Cotterêts	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	6926,15	714
5	TEREOS (GROUPE)	Origny-Sainte-Benoite	Fabrication de sucre	4438,00	NC
6	TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE	Onnaing	Construction de véhicules automobiles	2879,85	3300
7	BONDUELLE (GROUPE)	Renescure	Autre transformation et conservation de légumes	2777,00	4604
8	CASTORAMA FRANCE	Templemars	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)	2603,30	13278
9	PSA SEVELNORD	Lieu-Saint-Amand	Construction de véhicules automobiles	2313,34	3151
10	DALKIA	Saint-André-lez-Lille	Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	2243,67	9826
11	ROQUETTE FRÈRES	Lestrem	Fabrication de produits amylacés	2024,77	NC
12	GUEUDET (GROUPE)	Amiens	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1900,00	4000
13	DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE	Verneuil-en-Halatte	Commerce de gros de fournitures pour la plomberie et le chauffage	1514,53	4340
14	FRANÇAISE DE MÉCANIQUE	Douvrin	Construction de véhicules automobiles	1249,06	2260
15	KIABI EUROPE	Hem	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	1132,74	5034
16	BAYER HEALTHCARE	Loos	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	1126,46	NC
17	SUPERMARCHÉS MATCH	La Madeleine	Supermarchés	1055,53	5237
18	SCAPARTOIS	Tilloy-lès-Mofflaines	Centrales d'achat alimentaires	988,53	423
19	ARC INTERNATIONAL (GROUPE)	Arques	Fabrication de verre creux	933,00	5200
20	IDKIDS (GROUPE)	Roubaix	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	917,70	3177
21	AGCO	Beauvais	Fabrication de machines agricoles et forestières	858,21	1449
22	SDV 17	Saint-André-lez-Lille	Commerce de combustibles gazeux par conduites	853,88	NC
23	AGCO DISTRIBUTION	Beauvais	Commerce de gros de matériel agricole	853,52	169
24	BOMBARDIER TRANSPORT FRANCE	Crespin	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	827,47	1512
25	NOCIBÉ FRANCE DISTRIBUTION	Villeneuve-d'Ascq	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé	819,48	NC
26	VERSALIS FRANCE	Dunkerque	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	776,13	392
27	KILOUTOU (GROUPE)	Villeneuve-d'Ascq	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	689,00	NC
28	SMRC AUTOMOTIVE MODULES FRANCE	Harnes	Fabrication d'autres équipements automobiles	683,03 (1)	1120
29	SVD 38	Saint-André-lez-Lille	Commerce de gros de combustibles et de produits annexes	625,94	NC
30	NORIAP (GROUPE)	Boves	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	621,10	968
31	DCA-MORY SHIPP	Loos	Commerce de gros de combustibles et de produits annexes	603,92	NC
32	API RESTAURATION	Mons-en-Barœul	Restauration collective sous contrat	587,74	NC
33	COOPÉRATIVE AGRICOLE UNÉAL	Saint-Laurent-Blangy	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	563,41	370
34	LIBERTY ALUMINIUM DUNKERQUE	Loon-Plage	Métallurgie de l'aluminium	557,55	NC
35	LYRECO FRANCE	Marly	Commerce de gros d'autres biens domestiques	532,60	2067
36	CANELIA	Petit-Fayt	Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles	524,16	NC
37	BRIDGESTONE FRANCE	Béthune	Fabrication et rechapage de pneumatiques	513,47	NC
38	ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION	Dunkerque	Fabrication de préparations pharmaceutiques	507,10	433
39	SCAPARF	Ressons-sur-Matz	Centrales d'achat non alimentaires	488,28	18
40	BUNSHA	Hem	Activités des sièges sociaux	481,39	NC
41	COCA COLA PRODUCTION	Socx	Production de boissons rafraîchissantes	466,25	362
42	DILLINGER FRANCE	Grande-Synthe	Sidérurgie	458,89	549
43	SAVERGLASS	Feuquières	Fabrication de verre creux	444,77	1400
44	STOKOMANI	Creil	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	430,63	2641
45	ALDI MACHÉ CUINCY	Cuincy	Supermarchés	388,59	976
46	VILOGIA	Villeneuve-d'Ascq	Location de logements	381,19	948
47	TATA STEEL MAUBEUGE	Louvroil	Sidérurgie	377,83	473
48	PROMOD	Marcq-en-Barœul	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	374,40	2074
49	OFFICE DÉPÔT FRANCE	Senlis	Commerce de gros d'autres biens domestiques	365,34	1821
50	BRÉZILLON	Margny-lès-Compiègne	Construction d'autres bâtiments	365,25	928

(1) CA 15 mois

Top 50 Aisne



RANG	ENTREPRISE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2018 (M€)	EFFECTIFS FRANCE
1	VOLKSWAGEN GROUP FRANCE	Villers-Cotterêts	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	6926,15	714
2	TEREOS (GROUPE)	Origny-Sainte-Benoite	Fabrication de sucre	4438,00	NC
3	TERNOVEO	Saint-Quentin	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	353,07	213
4	SICAPA	Neuville-Saint-Amand	Commerce de gros de produits chimiques	338,97	19
5	SOPROCOS	Gauchy	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	317,39	270
6	BLONDEL (GROUPE)	Morcourt	Transports routiers de fret interurbains	240,00	NC
7	EBERSPÄCHER SYSTÈMES D'ÉCHAPPEMENTS	Saint-Michel	Fabrication d'autres équipements automobiles	220,37	309
8	INTERSNACK FRANCE	Montigny-Lengrain	Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	208,63	583
9	MBK INDUSTRIE	Rouvroy	Fabrication de motocycles	192,59	551
10	S.N.E.	Saint-Quentin	Commerce de gros de matériel électrique	185,11	380
11	CLÉSENCE	Saint-Quentin	Location de logements	167,57	409
12	WEST PHARMACEUTICAL SERVICES FRANCE	Le Nouvion-en-Thiérache	Fabrication d'autres articles en caoutchouc	159,63	541
13	SAICA PAPER FRANCE	Venizel	Fabrication de papier et de carton	128,88	113
14	ALKOR	Saint-Quentin	Centrales d'achat non alimentaires	127,65	226
15	MISSENARD-QUINT B	Gauchy	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	95,25	525
16	NOVACEL OPHTALMIQUE	Château-Thierry	Fabrication de lunettes	93,41	479
17	E.LECLERC - CHAMBRY	Chambry	Hypermarchés	89,31	276
18	E.LECLERC - HARLY	Harly	Hypermarchés	84,40	214
19	COOPÉRATIVE LAITNAA	La Capelle	Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles	84,23	9
20	MELITTA FRANCE	Chézy-sur-Marne	Commerce de gros d'appareils électroménagers	83,49	106
21	SICA	Chauny	Fabrication de colorants et de pigments	81,94	65
22	MW FRANCE	Tergnier	Fabrication d'autres équipements automobiles	80,89	277
23	SKRETTING FRANCE	Fontaine-lès-Vervins	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	66,18	95
24	CSP PARIS FASHION GROUP	Fresnoy-le-Grand	Fabrication d'articles chaussants à mailles	65,26	445
25	SAC	Anizy-le-Grand	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	63,15	195
26	TATA STEEL FRANCE BÂTIMENT ET SYSTÈMES	Chauny	Profilage à froid par formage ou pliage	61,90	163
27	LACTINOV BRAINE	Braine	Fabrication de lait liquide et de produits frais	60,53	95
28	LE CREUSET	Fresnoy-le-Grand	Fabrication d'articles métalliques ménagers	57,89	672
29	E.LECLERC - VILLERS-COTTERÊTS	Villers-Cotterêts	Hypermarchés	56,01	182
30	PILLAUD MATÉRIAUX	Épaux-Bézu	Commerce de gros de bois et de matériaux de construction	54,47	192
31	NESPOLI FRANCE	La Capelle	Fabrication d'articles de brosserie	53,10	255
32	COVAMA	Château-Thierry	Fabrication de vins effervescents	52,64	56
33	LEADER PRICE - ÉTAMPES-SUR-MARNE	Étampes-sur-Marne	Supermarchés	50,34	177
34	INTERMARCHÉ - GAUCHY	Gauchy	Hypermarchés	49,37	NC
35	ONDULYS SAINT-QUENTIN	Saint-Quentin	Fabrication de carton ondulé	48,29	170
36	COLBEAUX	Saint-Quentin	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	47,89	NC
37	EXPANDIS	Marchais	Commerce de gros de fruits et légumes	45,27	NC
38	INTERMARCHÉ - CHAUNY	Chauny	Hypermarchés	45,07	135
39	DEFTA ESSÔMES	Essômes-sur-Marne	Découpage, emboutissage	44,71	156
40	ZEHNDER GROUP VAUD-ANDIGNY	Vaux-Andigny	Fabrication d'appareils électroménagers	42,33	202
41	SARL PAPIN	Soize	Transports routiers de fret de proximité	39,13	NC
42	MAHLE FILTERSYSTEME FRANCE	Seboncourt	Fabrication d'autres machines d'usage général	39,02	180
43	E.LECLERC - BEAUTOR	Beautor	Hypermarchés	38,48	NC
44	SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION AUTOMOBILE LAONNOISE	Chambry	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	36,38	78
45	TRANSPORTS CITRA	Saint-Quentin	Transports routiers de fret interurbains	35,09	302
46	BABYNOV	Montigny-Lengrain	Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques	34,78	120
47	EVERBAL	Évergnicourt	Fabrication de papier et de carton	34,66	131
48	E.LECLERC - BUIRE	Buire	Hypermarchés	34,11	109
49	PHILIPPE LEVESQUE	Essômes-sur-Marne	Commerce de gros de produits chimiques	33,70	15
50	SLTP	Étouvelles	Construction de réseaux pour fluides	33,62	172



Top 50 Nord

RANG	ENTREPRISE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2018 (M€)	EFFECTIFS FRANCE
1	AUCHAN (GROUPE)	Villeneuve-d'Ascq	Hypermarchés	50 986,00	73 800
2	ADEO (GROUPE)	Ronchin	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)	23 100,00	NC
3	DECATHLON (GROUPE)	Villeneuve-d'Ascq	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	11 300,00	23 000
4	TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE	Onnaing	Construction de véhicules automobiles	2 879,85	3 300
5	BONDUELLE (GROUPE)	Renescure	Autre transformation et conservation de légumes	2 777,00	4 604
6	CASTORAMA FRANCE	Templemars	Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m² et plus)	2 603,30	13 278
7	PSA SEVELNORD	Lieu-Saint-Amand	Construction de véhicules automobiles	2 313,34	3 151
8	DALKIA	Saint-André-lez-Lille	Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	2 243,67	9 826
9	KIABI EUROPE	Hem	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	1 132,74	5 034
10	BAYER HEALTHCARE	Loos	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	1 126,46	NC
11	SUPERMARCHÉS MATCH	La Madeleine	Supermarchés	1 055,53	5 237
12	IDKIDS (GROUPE)	Roubaix	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	917,70	3 177
13	SDV 17	Saint-André-lez-Lille	Commerce de combustibles gazeux par conduites	853,88	NC
14	BOMBARDIER TRANSPORT FRANCE	Crespin	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	827,47	1 512
15	NOCIBÉ FRANCE DISTRIBUTION	Villeneuve-d'Ascq	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé	819,48	NC
16	VERSALIS FRANCE	Dunkerque	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	776,13	392
17	KILOUTOU (GROUPE)	Villeneuve-d'Ascq	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	689,00	NC
18	SVD 38	Saint-André-lez-Lille	Commerce de gros de combustibles et de produits annexes	625,94	NC
19	DCA-MORY SHIPP	Loos	Commerce de gros de combustibles et de produits annexes	603,92	NC
20	API RESTAURATION	Mons-en-Barœul	Restauration collective sous contrat	587,74	NC
21	LIBERTY ALUMINIUM DUNKERQUE	Loon-Plage	Métallurgie de l'aluminium	557,55	NC
22	LYRECO FRANCE	Marly	Commerce de gros d'autres biens domestiques	532,60	2 067
23	CANELIA	Petit-Fayt	Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles	524,16	NC
24	ASTRAZENECA DUNKERQUE PRODUCTION	Dunkerque	Fabrication de préparations pharmaceutiques	507,10	433
25	BUNSHA	Hem	Activités des sièges sociaux	481,39	NC
26	COCA COLA PRODUCTION	Socx	Production de boissons rafraîchissantes	466,25	362
27	DILLINGER FRANCE	Grande-Synthe	Sidérurgie	458,89	549
28	ALDI MARCHÉ CUINCY	Cuincy	Supermarchés	388,59	976
29	REVIVAL	Saint-Saulve	Récupération de déchets triés	341,10	465
30	VILOGIA	Villeneuve-d'Ascq	Location de logements	381,19	948
31	TATA STEEL MAUBEUGE	Louvroil	Sidérurgie	377,83	473
32	PROMOD	Marcq-en-Barœul	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	374,40	2 074
33	BOUYGUES BÂTIMENT NORD-EST	Villeneuve-d'Ascq	Construction d'autres bâtiments	340,02	891
34	ZIEGLER FRANCE	Roncq	Affrètement et organisation des transports	321,17	1 181
35	CHAUSPORT	Tourcoing	Commerce de détail de la chaussure	313,76	NC
36	LME AFV BELTRAME GROUP	Trith-Saint-Léger	Sidérurgie	309,84	539
37	FAURECIA SEATING FLERS	Flers-en-Escrebieux	Fabrication d'autres équipements automobiles	305,66	NC
38	MONDIAL RELAY	Hem	Messagerie, fret express	305,56	649
39	M&C	Douai	Location de logements	298,59	893
40	JULES	Roubaix	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	298,10	1 843
41	ATLANTIC	Merville	Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	294,33	356
42	ALDI MARCHÉ - BOIS-GRENIER	Bois-Grenier	Supermarchés	280,19	660
43	VALLOUREC OIL AND GAS FRANCE	Aulnoye-Aymeries	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier	277,58	675
44	WEPA FRANCE	Bousbecque	Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	274,39	612
45	CARGILL HAUBOURDIN	Haubourdin	Fabrication de produits amylacés	272,27	319
46	BONPRIX	Marcq-en-Barœul	Vente à distance sur catalogue spécialisé	254,23 (1)	90
47	VERTBAUDET	Tourcoing	Vente à distance sur catalogue spécialisé	249,55	1 050
48	DIRAMODE	Villeneuve-d'Ascq	Commerce de gros d'habillement et de chaussures	246,63	234
49	PIMKIE	Villeneuve-d'Ascq	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	244,60	NC
50	SIA HABITAT	Douai	Location de logements	235,12	603

Top 50 Oise



RANG	ENTREPRISE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2018 (M€)	EFFECTIFS FRANCE
1	DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE	Verneuil-en-Halatte	Commerce de gros de fournitures pour la plomberie et le chauffage	1 514,53	4 340
2	AGCO	Beauvais	Fabrication de machines agricoles et forestières	858,21	1 449
3	AGCO DISTRIBUTION	Beauvais	Commerce de gros de matériel agricole	853,52	169
4	SCAPARF	Ressons-sur-Matz	Centrales d'achat non alimentaires	488,28	18
5	SAVERGLASS	Feuquières	Fabrication de verre creux	444,77	1 400
6	STOKOMANI	Creil	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	430,63	2 641
7	OFFICE DÉPÔT FRANCE	Senlis	Commerce de gros d'autres biens domestiques	365,34	1 821
8	BRÉZILLON	Margny-lès-Compiègne	Construction d'autres bâtiments	365,25	928
9	ORLAIT	Venette	Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles	339,01	25
10	WELDOM	Breuil-le-Sec	Centrales d'achat non alimentaires	323,09	440
11	SAINT-GOBAIN SEKURIT	Thourotte	Façonnage et transformation du verre plat	310,76	685
12	RS COMPONENTS	Beauvais	Commerce de gros de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication	306,94	447
13	BEAUTÉ RECHERCHE & INDUSTRIES	Lassigny	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	298,82	451
14	GIMA	Beauvais	Fabrication d'autres équipements automobiles	292,65	756
15	ELECTROLUX HOME PRODUCTS FRANCE	Senlis	Commerce de gros d'appareils électroménagers	286,83	149
16	AGORA	Clairoix	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	266,91	131
17	SIXT	Avrigny	Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	263,83	38
18	DOCKS DE L'OISE	Noyon	Commerce de gros de bois et de matériaux de construction	221,35	702
19	COOPÉRATIVE AGRICOLE VALFRANCE	Senlis	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	217,74	146
20	ABCIS PICARDIE	Saint-Maximin	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	205,69	198
21	AKZO NOBEL DECORATIVE PAINTS FRANCE	Thiverny	Commerce de gros d'appareils sanitaires et de produits de décoration	173,44	453
22	OPAC DE L'OISE	Beauvais	Location de logements	158,55	667
23	SOCIÉTÉ LAITIÈRE DE CLERMONT	Clermont	Fabrication de lait liquide et de produits frais	148,01	194
24	WEYLCHEM LAMOTTE	Trosly-Breuil	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	131,92	430
25	E.LECLERC - CHAMBLY	Chambly	Hypermarchés	117,79	335
26	EJ PICARDIE	Saint-Crépin-Ibouvillers	Fabrication d'autres articles métalliques	117,73	641
27	EUROVIA PICARDIE	Thourotte	Construction de routes et autoroutes	115,76	414
28	PARC ASTÉRIX	Plailly	Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes	109,95	NC
29	ADL PARTNER	Chantilly	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques	102,72	199
30	ESPACE SAINT MAXIMIN	Saint-Maximin	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	97,67	NC
31	FLINT GROUP FRANCE	Breuil-le-Sec	Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	97,11	NC
32	MAUSER FRANCE	Montataire	Fabrication de fûts et emballages métalliques similaires	94,95	202
33	REVOCOAT FRANCE	Saint-Just-en-Chaussée	Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	94,47	NC
34	FRONERI BEAUVAIS	Beauvais	Fabrication de glaces et sorbets	90,77	299
35	EIFFAGE CONSTRUCTION PICARDIE	Compiègne	Construction d'autres bâtiments	85,79	376
36	URANIE INTERNATIONAL	Le Meux	Traitement et revêtement des métaux	85,71	20
37	VISKASE	Beauvais	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	85,23	516
38	ISAGRI	Tille	Édition de logiciels applicatifs	84,22	844
39	INGRAM MICRO SERVICES	Beauvais	Réparation d'équipements de communication	83,81	481
40	ELECTROLUX PROFESSIONNEL	Senlis	Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire	81,64	NC
41	E.LECLERC - PONT-SAINTE-MAXENCE	Pont-Sainte-Maxence	Hypermarchés	77,69	191
42	EVOLUPHARM	Auneuil	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	77,12	41
43	ROPA FRANCE	Golancourt	Commerce de gros de matériel agricole	75,59	48
44	E.LECLERC - TRIE-CHÂTEAU	Trie-Château	Hypermarchés	75,16	NC
45	LABORATOIRES EUROMEDIA	Neuilly-sous-Clermont	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	72,20 [1]	65
46	MATERNA OPÉRATIONS	Compiègne	Commerce de gros alimentaire spécialisé divers	72,08	36
47	E.LECLERC - LE PLESSIS-BELLEVILLE	Le Plessis-Belleville	Hypermarchés	71,81	212
48	FRANKE-FRANCE	Chambly	Commerce de gros d'appareils sanitaires et de produits de décoration	69,61	NC
49	DESRUES	Plailly	Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	67,90	264
50	AB FLEETCO	Beauvais	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	67,67	NC

[1] CA 17 mois



Top 50 Pas-de-Calais

RANG	ENTREPRISE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2018 (M€)	EFFECTIFS FRANCE
1	ROQUETTE FRÈRES	Lestrem	Fabrication de produits amylacés	2024,77	NC
2	FRANÇAISE DE MÉCANIQUE	Douvrin	Construction de véhicules automobiles	1249,06	2260
3	SCAPARTOIS	Tilloy-lès-Mofflaines	Centrales d'achat alimentaires	988,53	423
4	ARC INTERNATIONAL (GROUPE)	Arques	Fabrication de verre creux	933,00	5200
5	SMRC AUTOMOTIVE MODULES FRANCE	Harnes	Fabrication d'autres équipements automobiles	683,03 (1)	1120
6	COOPÉRATIVE AGRICOLE UNÉAL	Saint-Laurent-Blangy	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	563,41	370
7	BRIDGESTONE FRANCE	Béthune	Fabrication et rechapage de pneumatiques	513,47	NC
8	INGREDIA	Arras	Fabrication d'autres produits laitiers	339,30	415
9	MC CAIN ALIMENTAIRE	Harnes	Transformation et conservation de pommes de terre	255,29	1039
10	MOY PARK FRANCE	Hénin-Beaumont	Fabrication de plats préparés	242,49	548
11	BRASSERIE DE SAINT-OMER	Saint-Omer	Fabrication de bière	238,65	199
12	SOFIDAP	Béthune	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	231,60	327
13	MOWI BOULOGNE	Boulogne-sur-Mer	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	204,42	218
14	GAMM VERT - SAINT-LAURENT-BLANGY	Saint-Laurent-Blangy	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé	202,54	NC
15	GRAFTECH COMMERCIAL FRANCE	Calais	Commerce de gros non spécialisé	174,60	NC
16	APERAM STAINLESS SERVICES & SOLUTIONS	Isbergues	Commerce de gros de minerais et métaux	170,39	50
17	ENERSYS SARL	Arras	Fabrication de piles et d'accumulateurs électriques	165,03	662
18	ONTEX SANTÉ FRANCE	Dourges	Fabrication d'articles en papier à usage sanitaire ou domestique	161,88	307
19	EIFFAGE ÉNERGIE SYSTÈMES	Verquin	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	154,51	724
20	COOPÉRATIVE LAITIÈRE ARTOIS FLANDRE	Arras	Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles	144,91	NC
21	VENATOR FRANCE	Calais	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques	141,82	84
22	THYSSENKRUPP ELECTRICAL STEEL UGO	Isbergues	Sidérurgie	139,50	547
23	STA	Ruitz	Fabrication d'autres équipements automobiles	138,70	463
24	SEDE ENVIRONNEMENT	Arras	Traitement et élimination des déchets non dangereux	138,48	354
25	YZEE SERVICES	Vendin-le-Vieil	Activités de centres d'appels	133,44	2230
26	POLYNT COMPOSITES FRANCE	Drocourt	Fabrication de matières plastiques de base	131,99	200
27	E.LECLERC - OUTREAU	Outreau	Hypermarchés	128,58	367
28	CARTONNERIES DE GONDARDENNES	Wardrecques	Fabrication de carton ondulé	122,75	396
29	GEDINOR	Achiet-le-Grand	Centrales d'achat non alimentaires	121,45	222
30	HABITAT HAUTS-DE-FRANCE	Coquelles	Location de logements	117,73	198
31	SEPD	Calais	Services auxiliaires des transports par eau	108,84	NC
32	LENZE DRIVE SYSTEMS FRANCE	Ruitz	Fabrication d'engrenages et d'organes mécaniques de transmission	107,51	157
33	PERLE UNION	Saint-Laurent-Blangy	Commerce de gros de fruits et légumes	105,69	9
34	LOGIS 62	Boulogne-sur-Mer	Location de logements	105,67	245
35	NORPAPER AVOT VALLÉE	Blendecques	Fabrication de papier et de carton	104,31	180
36	UNITED PETFOOD FRANCE	Wimille	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	102,91	130
37	CARRIÈRE DU BOULONNAIS	Leulinghen-Bernes	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	102,86	243
38	SICAL	Lumbres	Fabrication de carton ondulé	101,72	396
39	LES CHEVRONS SOFIDA	Béthune	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	98,27	155
40	BRASSERIE GOUDALE	Saint-Omer	Fabrication de bière	93,31	103
41	ÉTABLISSEMENTS PRUVOST LEROY	Saint-Hilaire-Cottes	Transformation et conservation de la viande de boucherie	92,33	NC
42	E.LECLERC - NŒUX-LES-MINES	Nœux-les-Mines	Hypermarchés	87,51	NC
43	LEROY SEAFOOD FRANCE	Boulogne-sur-Mer	Commerce de gros de poissons, crustacés et mollusques	84,65	7
44	UM CORPORATION	Biache-Saint-Vaast	Découpage, emboutissage	84,07	179
45	CATHELAIN	Hermies	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	83,31	NC
46	EUROVIA PAS-DE-CALAIS	Mazingarbe	Construction de routes et autoroutes	81,07	264
47	BRIOCHE PASQUIER AUBIGNY	Aubigny-en-Artois	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	79,41	194
48	E.LECLERC - CARVIN	Carvin	Hypermarchés	78,98	222
49	E.LECLERC - DAINVILLE	Dainville	Hypermarchés	78,89	261
50	DURAND PRODUCTION	Harnes	Raffinage du pétrole	75,57	97

Top 50 Somme



RANG	ENTREPRISE	SIÈGE SOCIAL	ACTIVITÉ	CA 2018 (M€)	EFFECTIFS FRANCE
1	GUEUDET (GROUPE)	Amiens	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1 900,00	4 000
2	NORIAP (GROUPE)	Boves	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	621,10	968
3	VALEO EMBRAYAGES	Amiens	Fabrication d'autres équipements automobiles	271,79	1 016
4	LACTINOV ABBEVILLE	Abbeville	Fabrication de lait liquide et de produits frais	182,56	NC
5	NUTRIBIO	Doullens	Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques	168,88	423
6	LABORATOIRE UNITHER	Amiens	Fabrication de préparations pharmaceutiques	162,10	565
7	FAIVELEY TRANSPORT AMIENS	Amiens	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	112,93	NC
8	DAILYCER FRANCE	Faverolles	Autres activités du travail des grains	110,99	322
9	COBEVIAL	Amiens	Commerce de gros d'animaux vivants	99,64	NC
10	LACT'UNION	Abbeville	Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles	92,82	42
11	HABITAT CONCEPT	Dury	Activités d'architecture	91,69	113
12	KWS FRANCE	Roye	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	90,45	233
13	PATISSERIE PASQUIER VRON	Vron	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	89,83	NC
14	DS SMITH PACKAGING CONTOIRE-HAMEL	Trois-Rivières	Fabrication de carton ondulé	89,33	NC
15	ÉTABLISSEMENTS CHARPENTIER	Beauquesne	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	88,65	NC
16	GOODYEAR DUNLOP TIRES AMIENS SUD	Amiens	Fabrication et rechapage de pneumatiques	86,81	805
17	VKR FRANCE	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	76,51	NC
18	SKODA RIVERY	Rivery	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	73,20	132
19	OPH D'AMIENS	Amiens	Location de logements	69,37	274
20	ŒUFS NORD EUROPE	Doullens	Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles	63,91	83
21	DECEUNINCK	Roye	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	63,25	119
22	COOPÉRATIVE FÉCULIÈRE DE VECQUEMONT	Amiens	Activités de soutien aux cultures	63,14	3
23	ATALIAN PROPRETÉ NORD NORMANDIE	Amiens	Nettoyage courant des bâtiments	62,30	3 244
24	E.LECLERC - RIVERY	Rivery	Hypermarchés	60,61	NC
25	REHAU ENTREPRISE	Poix-de-Picardie	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	59,74	186
26	FAVI-LE LAITON INJECTE	Hallencourt	Fonderie d'autres métaux non ferreux	58,11	309
27	SCOTT BADER	Amiens	Fabrication de matières plastiques de base	56,60	116
28	DECAYEUX S.T.I.	Nibas	Découpage, emboutissage	55,89	NC
29	GRAP	Boves	Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail	55,46	NC
30	RKW SAINT FRÈRES EMBALLAGE	Ville-le-Marclet	Fabrication de plaques, feuilles, tubes et profilés en matières plastiques	53,82	113
31	EVONIK REXIM	Ham	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	53,74	218
32	TEAM 3 SERVICES	Estrées-Deniécourt	Commerce de gros de matériel agricole	52,69	128
33	SAFER HAUT	Boves	Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	52,03	37
34	CALBERSON PICARDIE	Amiens	Messagerie, fret express	51,23	281
35	RÉSIDENCES PICARDES BDL	Dury	Activités d'architecture	49,97	68
36	E.LECLERC - MONTDIDIER	Montdidier	Hypermarchés	49,50	NC
37	E.LECLERC - SALOUËL	Salouël	Hypermarchés	49,14	NC
38	MERSEN FRANCE AMIENS	Amiens	Fabrication d'autres matériels électriques	47,89	262
39	SAINT-FRÈRES	Flixecourt	Fabrication d'autres textiles techniques et industriels	47,89	86
40	AGRI SANTERRE	Roye	Commerce de gros de matériel agricole	47,33	132
41	E.LECLERC - MUILLE-VILLETTE	Muille-Villette	Hypermarchés	46,81	NC
42	SANTERLEG	Soyécourt	Commerce de gros de fruits et légumes	46,13	NC
43	LANIÈRE DE PICARDIE	Buire-Courcelles	Fabrication d'autres textiles techniques et industriels	45,06	NC
44	CLINIQUE VICTOR PAUCHET DE BUTLER	Amiens	Activités hospitalières	44,53	514
45	H2AIR PX	Amiens	Ingénierie, études techniques	42,76	NC
46	ÉTABLISSEMENTS THIRARD	Fressenneville	Fabrication de serrures et de ferrures	41,79	306
47	INTERMARCHÉ - PÉRONNE	Péronne	Hypermarchés	41,08	130
48	ÉTABLISSEMENTS DECAYEUX	Feuquières-en-Vimeu	Fabrication d'articles métalliques ménagers	37,53	286
49	DEMOUSELLE ACTEMIUM	Abbeville	Travaux d'installation électrique dans tous locaux	36,63	212
50	IGOL PICARDIE ÎLE-DE-FRANCE	Amiens	Raffinage du pétrole	36,57	NC



© Ridvan

L'industrie de demain se dessine dans les Hauts-de-France

Faire de l'industrie des Hauts-de-France une industrie connectée, optimisée et créative : c'est l'objectif affiché de la Région et de ses partenaires. Parce que l'industrie a plus que jamais besoin de se réinventer, une batterie d'outils et aides est mise en place pour accompagner les entreprises vers une transformation nécessaire, gage de pérennité et de développement.

Par Amélie PÉROZ

Pas évident à première vue de déceler ce qui se cache exactement derrière cette acception d'industrie du futur : la modernisation de l'outil de production et la transformation numérique des entreprises, certes, mais pas que. Il s'agit aussi pour l'entreprise de repenser son business model, d'opérer une transformation et une digitalisation de son organisation et une mutation de son modèle social pour engager les équipes dans cette démarche novatrice, condition sine qua non de sa réussite. Avec une finalité : regagner en compétitivité et performance et se replacer dans la concurrence mondiale, et des enjeux multiples – écologiques, politiques et humains.

UNE RÉGION PRO ACTIVE

La Région a déployé plusieurs outils pour accompagner financièrement les entreprises : les programmes «Industrie du futur», Robonumérique Hauts-de-France (Robo) qui permet aux entreprises d'intégrer des solutions robotiques. En 2019, 100 entreprises se sont inscrites dans le programme «Industrie du futur», la Région a comme objectif d'en accompagner 200 par an et de pousser le curseur sur Robo, accessible aux TPE, PME et ETI. Un appel à projets collaboratifs d'innovation industrie du futur – qui associe laboratoires de recherche, entreprises et centres techniques – a également été lancé, dans lequel la Région a injecté 1,2 M€ en août dernier. Un cybercampus va également voir le jour à Lille.

Conseiller régional délégué aux relations avec les entreprises André-Paul Leclercq ne cesse de le marteler : «*Nous croyons à l'industrie et nous déclinons nos actions dans ce sens, à tous les niveaux, en utilisant tous les leviers à notre disposition. Dans le*

cadre du plan de relance, l'accent a été mis sur l'accompagnement du chef d'entreprise, la formation, la modernisation. Donner une subvention c'est bien, faire le point sur sa stratégie, qu'il prenne conscience de la direction qu'il doit prendre, c'est mieux. D'où l'importance de jouer collectif et collaboratif, et de mettre en relation les entreprises avec les bons interlocuteurs, qu'il s'agisse de pairs ou d'experts.» Une stratégie qui porte ses fruits : les Hauts-de-France se situent dans le peloton de tête des régions à la tête de l'innovation industrielle avec pas moins de 12 usines labellisées «Vitrines Industrie du futur», label qui récompense les entreprises les plus performantes et exemplaires pour la transformation de leurs méthodes de production et de management vers l'ère de l'industrie 4.0.

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT

Bras droit armé de la Région en termes d'innovation, Hauts-de-France Innovation Développement (HDFID) : «*Notre cible, ce sont les PME ayant des projets de développement, d'amélioration de leur process de production et de leur organisation,* résume son directeur Antoine Macret. *Lorsqu'on parle d'industrie du futur, il faut envisager cette notion au sens très large, nous sommes aussi là pour accompagner le développement des équipes. Nous étudions avec les chefs d'entreprise l'impact de leur projet sur sa productivité et à terme sur l'emploi, avec la formation et l'embauche de nouvelles compétences.*» Douze chargés de mission sont dédiés au sein de l'agence à l'accompagnement des entreprises : la première phase consiste à qualifier la nature du projet, avec une lecture très transversale. «*Le dispositif Industrie du futur est le plus souvent celui qui colle à leurs besoins*», remarque Antoine Macret. HDFID, mobilisée aux côtés de la Région sur le plan de relance, a la volonté de vulgariser son action et de mieux connecter le système d'accompagnement pour faire entrer le plus grand nombre d'entreprises dans cette nouvelle ère industrielle. «*La tendance est à la hausse*», se félicite Antoine Macret.

Si certaines entreprises se sont recentrées sur d'autres priorités d'ordre budgétaire en raison de la crise sanitaire, d'autres ont continué à assurer leur projet de développement. C'est le cas d'Aqle, à Saint-Just-en-Chaussée. Damien Asselin, directeur de la PME de 200 personnes (réparties dans l'Oise et sur son site secondaire en Tunisie) spécialisée dans l'industrialisation et la production de solutions électroniques de câblages complexes, s'est lancé dans le programme «Industrie du futur» avant le confinement.

«*Avec la digitalisation des process, la structure est plus efficace et moins coûteuse : ne serait-ce que sur le pilotage du back office de l'entreprise, il y a un réel intérêt économique à se lancer dans la démarche Industrie du futur qui, pour moi, est une démarche stratégique s'inscrivant dans la durée, avec une vision à plus long terme. Pour s'en donner les moyens, il faut des machines très innovantes, des moyens de contrôle automatiques, améliorer l'autonomie et la formation des équipes et les impliquer dans le projet,* raconte Damien Asselin. *L'autre volet primordial, c'est la cybersécurité : si vous faites monter votre entreprise en compétences «usine du futur», votre parc informatique augmente, et votre dépendance à la défaillance et à la malveillance informatique aussi. Il y a une culture à ce niveau à amener aux équipes.*» Le dirigeant a décidé de continuer dans cette voie malgré la crise, en mettant un coup d'accélérateur sur la transformation robotique de son entreprise.

ANALYSE



Vincent Lefebvre,

DIRECTEUR DU LABORATOIRE INSTITUT DES TECHNIQUES DE L'INGÉNIEUR DE L'INDUSTRIE À BEAUVAIS

«Avec notre nouvelle plate-forme technologique, on passe à la 4ème révolution industrielle. Elle ne répond pas qu'à une augmentation des effectifs de notre centre de formation. Nous sommes dans un contexte où les métiers évoluent et où interviennent de nouvelles technologies. Les plates-formes CAP Lab et CAP Factory ont été lancées en 2019 et sont entrées en exploitation cette année. On s'intéresse aux métiers d'aujourd'hui mais aussi à leurs mutations. À l'origine de ces nouveaux outils, il y a les tendances de développements dans l'industrie : c'est la 4ème révolution, la 4.0 ; la digitalisation, les objets connectés et l'optimisation des productions avec l'impression 3D, la robotisation et la co-botique qui intègre mieux la relation personnel-robot. La réalité augmentée forme aussi les contours d'un futur proche : en maintenance, un technicien a un problème sur une machine : si on passe sur des éléments connectés, il aura un maximum d'informations sur le dysfonctionnement. Avec la réalité augmentée, d'un simple regard, il accède à tout le schéma : c'est un formidable gain de temps et un gage d'efficacité avec des lignes de production équipées de capteurs qui donnent des infos en temps réels. Le contrôle qualité est permanent, les meilleurs réglages possibles paramétrés.»

ANALYSE



David Glijer,

DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT TRANSFORMATION DIGITALE CHEZ ARCELORMITTAL

«Le groupe ArcelorMittal va implanter au premier semestre 2021 deux Digital Labs à côté de nos usines de Dunkerque et de Florange (Moselle). Ceci constitue une première dans l'industrie sidérurgique et vient répondre à un enjeu stratégique. Ce n'est un choix ni de mode ni de publicité mais plutôt de société, d'entreprise et d'avenir. Dans le contexte extrêmement concurrentiel dans lequel nous nous trouvons, notamment avec les pays d'Asie qui ne sont pas soumis aux mêmes contraintes environnementales et sociales que nous, nous avons besoin d'augmenter notre performance industrielle et commerciale et de sortir des produits d'une qualité irréprochable. Le développement du digital dans nos usines, et chez les start-up, TPE et PME avec lesquelles nous travaillons doit nous y aider. D'où l'implantation de ces deux digital labs.

Le digital lab dunkerquois va être installé à l'Hôtel des Technologies, un bâtiment appartenant à la Communauté urbaine de Dunkerque dont il va occuper 75% de la surface, soit 2 700 m^2. Il sera constitué d'une salle de formation en immersion pour les salariés du groupe et ses entreprises prestataires parce que si nous montons en compétences nos collaborateurs mais pas celles de nos entreprises prestataires, cela ne sert à rien. Nous sommes tous dans le même bateau. Il accueillera également une salle de conférence, un espace de co-working pour travailler sur les projets communs entre ArcelorMittal et ses partenaires et enfin un show-room où seront exposées les réussites du groupe.»

L'INDUSTRIE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

22 800
établissements

275 000
emplois salariés privés

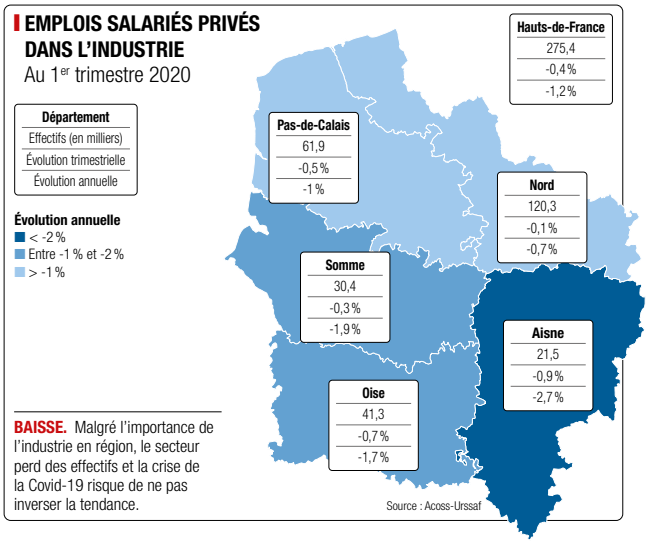
2,4 Mds€
de masse salariale

47,7 Mds€
de produits exportés

Sources : Insee, Acoss-Urssaf, Douanes

EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS DANS L'INDUSTRIE

Au 1er trimestre 2020

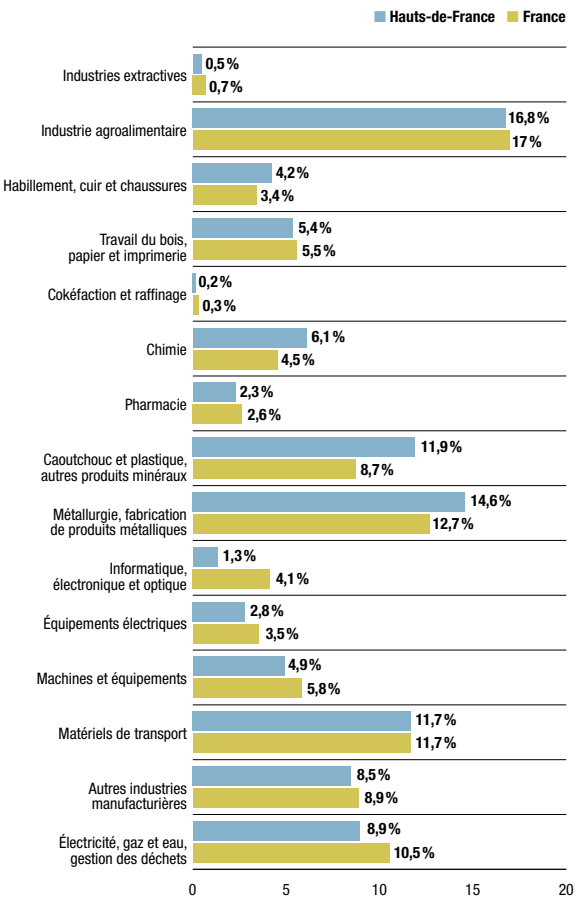


BAISSE. Malgré l'importance de l'industrie en région, le secteur perd des effectifs et la crise de la Covid-19 risque de ne pas inverser la tendance.

Source : Acoss-Urssaf

POIDS DES ACTIVITÉS DANS L'EMPLOI INDUSTRIEL

En 2018, emplois salariés privés



Source : Acoss-Urssaf

RÉPARTITION. L'industrie agroalimentaire est celle qui pèse le plus en région avec des leaders comme Bonduelle, McCain, Holder ou encore Tereos.

POIDS DE L'INDUSTRIE À L'EXPORT DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, en millions d'euros

PRODUIT	MONTANT	POIDS
Produits chimiques, parfums et cosmétiques	10 189	21,5 %
Matériels de transport	7 399	15,6 %
Produits métallurgiques et produits métalliques	6 665	14 %
IAA	5 994	12,6 %
Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	3 148	6,6 %
Machines industrielles et agricoles, machines diverses	2 940	6,2 %
Textiles, habillement, cuir et chaussures	2 869	6 %
Produits pharmaceutiques	2 625	5,5 %
Équipements électriques et ménagers	2 137	4,5 %
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	942	2 %
Bois, papier et carton	841	1,8 %
Produits informatiques, électroniques et optiques	781	1,6 %
Autres	913	1,9 %

Source : Douanes

TOP 10 DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

En 2017

ENTREPRISE	ACTIVITÉ	EFFECTIFS
Arc France	Fabrication et distribution de produits d'arts de la table	5 052
Renault SAS	Construction automobile	3 826
Toyota Motor Manufacturing France	Construction de véhicules automobiles	3 600
Arcelormittal Atlantique et Lorraine	Production et commercialisation de produits plats carbone, de fonte, coke, brames et blooms	3 031
Roquette Frères	Fabrication de produits amylacés	2 865
Sevelnord	Construction de véhicules utilitaires légers	2 800
Française de Mécanique	Fabrication de moteurs pour véhicules	2 200
PSA Automobiles SA	Fabrication de boîtes de vitesses	1 980
Bombardier Transport France SAS	Construction de locomotives et d'autres matériels ferroviaires roulants	1 950
Électricité de France	Production d'électricité	1 870

Source : CCI Hauts-de-France

EDF

RCS PARIS 552 081 317

L'IDÉE, C'EST DE VOUS VENDRE MOINS D'ÉLECTRICITÉ.

Pour accompagner ses clients dans la transition énergétique, EDF développe des solutions conçues pour aider à consommer moins d'énergie.

Devenons l'énergie qui change tout.

Rejoignez-nous sur edf.fr/energie-efficace

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

PARIS 2024 PARIS 2024

FOURNISSEUR OFFICIEL
D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ



© Samuel Dhote

La mobilité électrique, pilier de la croissance

Premier employeur industriel en région avec 56 000 emplois et 800 établissements, dont 7 sites constructeurs, l'industrie automobile est un acteur majeur de l'économie des Hauts-de-France. Avec l'avènement des nouveaux modèles de mobilité, quelles sont les perspectives de la filière ? Comment les constructeurs et équipementiers envisagent l'avenir ? Décryptage avec Luc Messien, délégué général de l'ARIA Hauts-de-France (Association Régionale des Industries de l'Automobile).

Par Baptiste RÉGENT

Face aux nouveaux enjeux de mobilité durable, notamment liés à la place de l'automobile dans les villes, la filière industrielle entend apporter des solutions concrètes aux enjeux du développement durable et éthique. Autrement-dit, elle doit aujourd'hui s'adapter aux nouvelles mobilités et faire face à trois disruptions massives : une disruption technologique avec l'arrivée de nouveaux modes de propulsion alternatifs au moteur thermique ; une disruption digitale avec l'arrivée des véhicules connectés et à délégation de conduite ; et une disruption sociétale avec l'arrivée de nouveaux services d'autopartage liés à l'évolution de la relation que les nouvelles générations ont avec le véhicule qui n'est plus synonyme de propriété exclusive.

L'ÉLECTRIQUE, UN MARCHÉ PORTEUR

Anticiper les véhicules du futur et se projeter sur leur construction en région, telle est la vision

partagée par les acteurs des Hauts-de-France. «*L'industrie automobile doit répondre à trois enjeux mondiaux : l'éco-mobilité, le digital avec le véhicule connecté et la mobilité globale liée à l'évolution sociétale*» confirme Luc Messien. «*Le développement des véhicules autonomes est confronté à de nombreux freins, d'autant que les capacités d'investissement se sont fortement réduites avec la crise sanitaire. Celle-ci a également des conséquences sociétales avec la régression des transports en commun, comme on peut le constater en Chine. L'éco-mobilité est ainsi aujourd'hui la priorité des constructeurs, une orientation poussée par les lois… à terme, il n'y aura plus de véhicules thermiques !*». Les chiffres récents vont en effet dans ce sens,



DR

LES ÉTABLISSEMENTS COQUIDÉ & CIE
UNE AFFAIRE DE FAMILLE QUI ROULE !
Distributeur et réparateur agréé Renault Trucks

Véritable entreprise familiale depuis 3 générations, nous distribuons et réparons des véhicules industriels et utilitaires Renault Trucks, neufs et d'occasion, dans nos 16 garages situés dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Seine-Maritime. Nous nous développons encore cette année avec l'ouverture de 3 nouveaux points de service.

Ce maillage territorial nous permet de répondre aux besoins de nos clients avec réactivité, afin d'assurer un service après-vente de qualité pour la commercialisation de pièces détachées et la réparation des véhicules, dans nos ateliers et magasins.

Forts de notre franchise Clovis Location, nous proposons également de la location de véhicules industriels et utilitaires en courte, moyenne et longue durée.

L'ensemble de nos activités est dédié à l'amélioration du Prix de Revient Kilométrique de nos clients.



RENAULT TRUCKS COQUIDE clovis LOCATION

www.sa-coquide.com
Etablissements Coquidé



EN 2020, LES CAMIONS NE SONT PLUS COMME VOUS POUVEZ L'IMAGINER : VÉHICULES CONNECTÉS, PORTEURS DE TECHNOLOGIES, ROULANT AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES… C'EST LE MOYEN DE TRANSPORT DE L'AVENIR !

Etablissements Coquidé et Cie
Société par actions simplifiée – Capital social de 10 000 000€ - Siège social Z.A. Artoipole, Allée du Portugal 62060 Arras cedex 9
641 920 368 RCS Arras – Code NAF 4519Z
N° TVA FR 37 641 920 368.

puisque sur un marché automobile en partie ralenti par l'épidémie de COVID-19, les ventes de véhicules électriques sont à la hausse et devraient représenter 10% du marché mondial d'ici 5 années… voire davantage.

UNE GIGAFACTORY DE BATTERIES À DOUVRIN

Et les constructeurs de s'adapter par le biais d'investissements sur les Hauts-de-France. Le site Renault de Douai prépare ainsi son virage vers l'électrique avec la construction, à deux pas de l'usine historique du constructeur automobile, d'un pôle de production pour ces nouveaux modèles électriques comme le futur SUV urbain électrique BCB qui sera fabriqué sur ce nouveau site et commercialisé au printemps 2021. En parallèle, PSA a annoncé la création à Douvrin d'une gigafactory pour produire des batteries électriques (on parle d'une production annuelle d'un million de batteries), notamment pour rompre leur dépendance aux importations technologiques de la Chine, et ainsi accélérer les ventes de voitures électriques en France. «*Les véhicules électriques vont se monter sur les mêmes lignes que les modèles thermiques, il y aura bien entendu une adaptation mais pas de changements de fond. Les évolutions concerneront davantage le sourcing et la supply chain*» ajoute Luc Messien. «*Les acteurs du territoire sont dans le jeu ! L'usine Renault de Maubeuge (MCA) monte des Kangoo Z.E. depuis une dizaine d'années et l'usine de Douai produira exclusivement des véhicules électriques dans les 3 années à venir ; sur le site Toyota de Valenciennes, la nouvelle Yaris hybride occupe une majeure partie de la production ; et la stratégie d'électrification de l'ensemble de la gamme du Groupe PSA bénéficie au site d'Hordain (Sevelnord), dédié à la fabrication de véhicules utilitaires légers.*» En parallèle, les sites régionaux comme Française de Mécanique à Douvrin, l'usine PSA de Valenciennes ou l'usine Renault de Ruitz (STA) produisent désormais des éléments mécaniques spécifiques aux modèles électriques et hybrides.

À LA RECHERCHE DE TALENTS !

Et Luc Messien de poursuivre : «*J'ai hâte que l'on fabrique des batteries et des moteurs électriques en région ! L'automobile a beaucoup évolué, a beaucoup progressé d'un point de vue écologique sur les routes comme dans les usines. Les voitures sont de plus en plus propres et nos usines sont parmi les moins polluantes des filières industrielles. C'est le fruit d'un important travail d'innovation des constructeurs et des équipementiers, la filière est la première dépositaire de brevets en France. Toutefois, elle jouit d'une mauvaise image et la problématique première pour l'avenir réside dans le recrutement des talents.*»

ANALYSE



Bertrand Delzenne,
PDG DE DELZENNE À DOUVRIN

«En tant qu'équipementier de rang 2, Delzenne (emboutissage et revêtement de pièces métalliques) est tributaire des choix stratégiques des constructeurs automobiles. Nous devons donc anticiper les nouveaux besoins, remettre en cause nos process pour prendre le train en marche et ne pas se laisser doubler par des technologies importées. Avec le développement de la mobilité électrique, l'aluminium est notamment préféré à l'acier dans la production des pièces d'habitacle produites par notre société. Nous bénéficions de ces décisions et j'ai le sentiment que des opportunités de croissance commencent à voir le jour, que les perspectives sont réelles pour les entreprises locales. Le futur site de production de batteries du Groupe PSA sera un élément majeur du paysage automobile, de même que le centre de production des modèles électriques de Renault, à Douai, comme le futur SUV urbain électrique sur lequel nous commencerons à travailler d'ici deux ans. Il faut par ailleurs rester attentif aux autres technologies, comme l'hybride et l'hydrogène. Au-delà, il me semble nécessaire de mener une réflexion sur l'ingénierie financière de nos sociétés. Nous avons davantage de besoins en fonds de roulement et d'ouvrir notre capital à des partenaires comme la bpiFrance, par exemple.»

ANALYSE



Nicolas Flicourt,
CRÉATEUR DE KIECE

«Notre métier, c'est la sécurité électrique. L'antenne principale de notre entreprise se trouve à Amiens, sur la zone industrielle nord. Nous nous trouvons au plus près d'une partie de nos clients. Ce sont en majorité des industriels. Nous travaillons aussi pour le secteur automobile, les collectivités… Dans certaines entreprises, la sécurité est devenue une imposition réglementaire de la part des autorités. En juillet, nous avons reçu la certification APSAD. C'est une certification qui est reconnue par les compagnies d'assurances. Nous sommes les premiers de Picardie à l'obtenir. Cela prouve notre professionnalisme, de l'étude jusqu'à la maintenance. En 2019, nous avons été classés parmi les champions de la croissance par le quotidien *Les Echos*. Depuis notre création, il y a sept ans, nous avons bien grandi. Nous sommes aussi implantés à Ruitz dans le Pas-de-Calais, dans le XX^{ème} à Paris et depuis un an à Beauvais dans l'Oise. Nous occupons désormais 70 collaborateurs. Je peux compter sur une équipe de techniciens qualifiés. Pour nous, l'humain est au centre même avec nos clients. Nous avons grandi grâce au bouche à oreille. Nous n'avons pas de commerciaux. Nous intervenons 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Avec certains clients, nous avons des obligations d'interventions dans les quatre heures. La technologie, dont les prix ont baissé, a beaucoup évolué. Par exemple, la netteté des images a gagné en qualité. Aujourd'hui, on peut reconnaître quelqu'un à 100 mètres. Nous nous formons tous les jours sur les nouveaux équipements proposés.»

LES HAUTS-DE-FRANCE : 1re RÉGION AUTOMOBILE DE FRANCE

56 000 salariés

700 000 véhicules produits

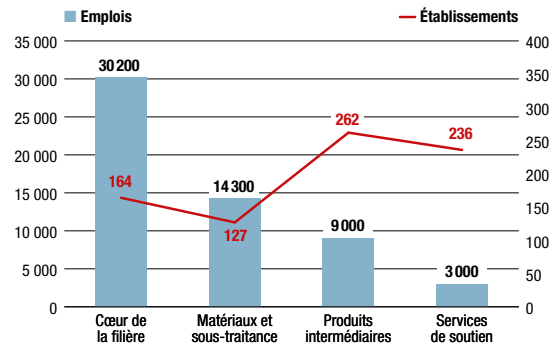
1,3 M de boîtes de vitesses

750 000 moteurs

Source : Nord France Invest

LA FILIÈRE AUTOMOBILE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

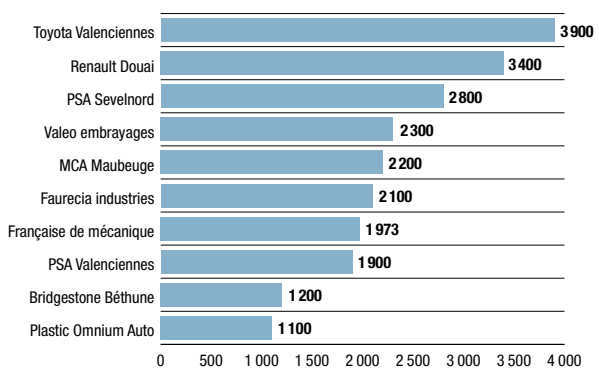


Source : CCI Hauts-de-France

FILIÈRE STRUCTURANTE. Avec ses sites constructeurs, ses nombreux équipementiers et fournisseurs, les Hauts-de-France sont leader dans la production de véhicules et de boîtes de vitesse.

TOP 10 DES EMPLOYEURS DE LA FILIÈRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

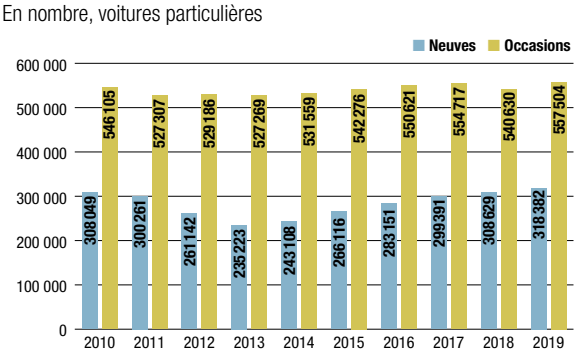


Sources : ARIA, CCI Hauts-de-France, DIRECCTE Hauts-de-France, i-Trans

SECONDE MAIN. Les véhicules d'occasion atteignent leur plus haut niveau depuis 2010.

ÉVOLUTION DES IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En nombre, voitures particulières



Source : SDES-RSVERO

INNOVANT. Le site Toyota Onnaing produit chaque année 270 000 Yaris. C'est le 1er site de production d'une nouvelle génération de véhicule.

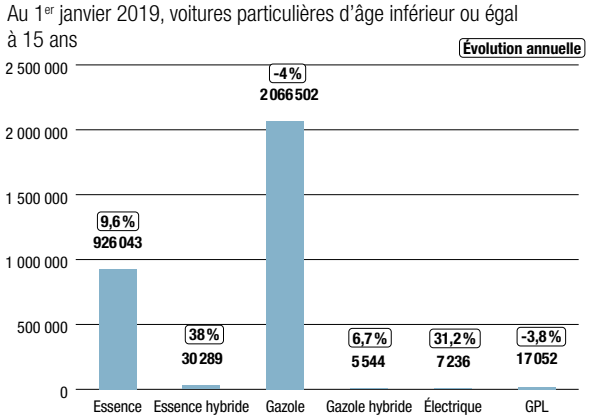
6,8 Mds€

C'est le montant des exportations de l'industrie automobile dans la région Hauts-de-France en 2019. Cela représente 13 % des exportations nationales de l'industrie. Elle se classe 3e derrière le Grand Est (23,3 %) et l'Île-de-France (22,7 %).

Source : Douanes

RÉPARTITION DU PARC AUTOMOBILE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Au 1er janvier 2019, voitures particulières d'âge inférieur ou égal à 15 ans



Source : SDES-RSVERO

ENVIRONNEMENT. Les carburants moins polluants sont plébiscités avec une part belle à l'hybride et à l'électrique. Le gazole affiche une légère baisse.



© Alstom - Samuel Dhote

Premier bilan pour le projet CARE

En janvier 2019, l'Etat et la Région annonçaient le lancement du projet CARE, accompagnés par Alstom et Bombardier. Sa vocation ? Améliorer la performance industrielle des acteurs de la filière ferroviaire régionale, la première en France avec près de 50% de l'effectif national, renforcer les relations avec les donneurs d'ordre et préserver l'emploi. Premier bilan.

Par Baptiste RÉGENT

«*Nous nous sommes inspirés de la démarche initiée par la filière aéronautique et de son association SPACE lancée en juin 2007 à Toulouse*» explique Samia Buisine, secrétaire générale du Comité stratégique Régional de la Filière Ferroviaire au sein de la Préfecture de région. «*270 fournisseurs sont installés dans les Hauts-de-France, des PME souvent fragiles et dépendantes du secteur. Une problématique rencontrée par les acteurs de la filière aéronautique au début des années 2000. Sur ce modèle, CARE (Compétitivité Accompagnement Rail Emploi) a vocation à accompagner la montée en compétences des fournisseurs, d'améliorer leur performance industrielle de 50 à 90%.*»

IDENTIFIER LES AXES DE PROGRÈS

Projet industriel commun et fédérateur, sur un territoire historique de l'industrie ferroviaire

Française, CARE a été impulsé grâce à un nouveau cadre opérationnel constitué des acteurs clé de la filière : le secrétariat général du comité régional de filière, créé en 2018, et animé par Samia Buisine. La gouvernance du projet a par ailleurs été confiée à l'Association des Industries Ferroviaires (AIF) autour d'un comité de pilotage constitué, notamment, de l'État, la Région et la Chambre de commerce et d'Industrie, d'Alstom et Bombardier. «*Il y a derrière toute une filière, une des seules filières industrielles autonome de la conception à la mise en service des projets*» poursuit Ali Benarama, président de l'AIF.

Six entreprises ont été intégrées à la démarche (Deprecq, Hiolle Technologies, Mecajet, Metal technologies manufacturing, MSM Europeinture et Stratiforme industries) en janvier 2019, pour un lancement opérationnel en avril de la même année. Pendant près d'un an, elles ont bénéficié de conseils d'experts dans l'objectif de renforcer leur organisation et leur compétitivité. Sur le modèle d'une «action de grappe», les six entreprises se réunissent par ailleurs régulièrement notamment avec des représentants d'Alstom et Bombardier afin de partager sur l'avancement de leurs projets, les bonnes pratiques mises en place et des actions concrètes d'amélioration de la relation avec les clients et fournisseurs au sein de la grappe. Car l'objectif affiché du dispositif, au-delà de la compétitivité des PME intégrées à CARE, est de faciliter les relations entre les donneurs d'ordres et les fournisseurs pour améliorer la performance en matière de délais de livraison, de conditions de travail et de qualité tout en développant l'emploi. «*Notre croissance nécessite de partenaires robustes et fiables*» explique Olivier Baril, directeur général du site Alstom de Valenciennes. «*CARE est un programme ambitieux qui nous permet, par une approche collaborative, d'améliorer les relations avec nos partenaires, d'identifier chez eux et chez nous des axes de progrès, et de créer un contexte d'échanges libres et forts propice à renforcer la confiance mutuelle.*»

UNE VOCATION NATIONALE

Et si le contexte économique des derniers mois n'a pas été propice à la croissance, le dispositif porte ses fruits. «*CARE a favorisé la montée en compétences de nos équipes et l'amélioration de notre supply chain, malgré la crise de la Covid-19*» assure Antoinette Cousin, présidente de Deprecq. Un projet qui est donc amené, au regard de ses bénéfices quant à la maturité des acteurs de la filière ferroviaire des Hauts-de-France, à se déployer sur l'ensemble du territoire national. «*CARE est un projet pilote qui a une vocation nationale*» explique Samia Buisine. «*Tout est quasiment prêt, la charte est établie, il ne reste que quelques détails à régler avant le lancement officiel. Le premier programme national prévoit 5 nouvelles grappes, soit une trentaine d'entreprises, parmi lesquelles une seconde grappe sur les Hauts-de-France au début de l'année prochaine. Structurer la filière, améliorer et pérenniser la performance industrielle, impulser une nouvelle dynamique est aujourd'hui d'autant plus nécessaire*». Et Ali Benarama d'ajouter : «*Le déploiement du programme sur l'ensemble de la France est prévu depuis la signature du contrat de filière. Il est également convenu de compléter l'ambition de CARE par des aides supplémentaires aux PME*». À suivre…



© Bombardier - Samuel Dhote

ANALYSE



Antoinette Cousin,
PRÉSIDENTE DE DEPRECQ

«Fournisseur de rang 1, Deprecq co-conçoit, industrialise et réalise des pièces complexes ainsi que des pièces d'aspect, à base de tôlerie fine et mécanosoudure. Nous sommes notamment un fournisseur majeur du site de production d'Alstom à Valenciennes. À ce titre, CARE ne pouvait qu'être bénéfique pour notre société comme pour les autres entreprises intégrées au projet. Lorsqu'un problème se présente sur une pièce, cela peut impacter la chaîne de production d'Alstom. Et de notre côté, nous consacrons beaucoup d'énergie à y remédier. La démarche nous a permis d'améliorer notre organisation, de modifier notre approche de GPAO (Gestion de Production Assistée par Ordinateur) et d'optimiser notre supply chain. Les 20 journées d'accompagnement du consultant ont rythmé les améliorations, ont été propices pour aller plus vite et plus loin. Au-delà, les réunions avec les entreprises participantes sont utiles pour partager les bonnes pratiques. Nous rencontrons souvent les mêmes problématiques, face auxquelles nous sommes parfois démunis, ces échanges permettent de mettre en place plus facilement des solutions. Aujourd'hui, nous avons ainsi une réflexion en interne quant au déploiement de projets plus structurants, pour aller toujours plus loin dans notre démarche d'amélioration.»

ANALYSE



Xavier Perrin,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CARGO BEAMER FRANCE

«Le rail est loin d'être le mode de transport privilégié pour les marchandises. De plus, il n'a pas vocation à être le seul, le transport routier sera toujours utilisé en complémentarité. Pour commencer, lorsqu'on parle de transport de marchandises, il faut compter en tonne kilomètre. On multiplie le poids des marchandises transportées par la distance parcourue. En France, cette tonne kilomètre est à 90% assurée par la route. En Allemagne, le transport routier assure 80% du trafic. Aux Pays-Bas, le rail est encore plus développé : c'est uniquement 70% du trafic qui passe par les routes. La France a du travail à faire de ce côté-là, on peut essayer d'arriver à 85%. Mais le rail ne remplacera jamais la route, les deux sont complémentaires : les semi-remorques sont utiles pour le premier et le dernier kilomètre. Au lieu de partir pour la semaine, le routier restera dans la même zone géographique. Le rail peut donc venir en complémentarité du transport par camions. Mais aujourd'hui, il faut que tout le monde travaille à cette transition. Le réseau doit travailler à plus de souplesse et à optimiser sa capacité, mais cela ne suffira pas si les différents opérateurs ne créent pas de l'offre. C'est une mission à mener de front, main dans la main. Ça ne peut que marcher parce que c'est efficace. Les chargeurs, quand ils commencent à faire du train, ils restent.»

LES HAUTS-DE-FRANCE : 1re RÉGION FERROVIAIRE DE FRANCE

14 000
salariés dans la filière

5
fabricants mondiaux

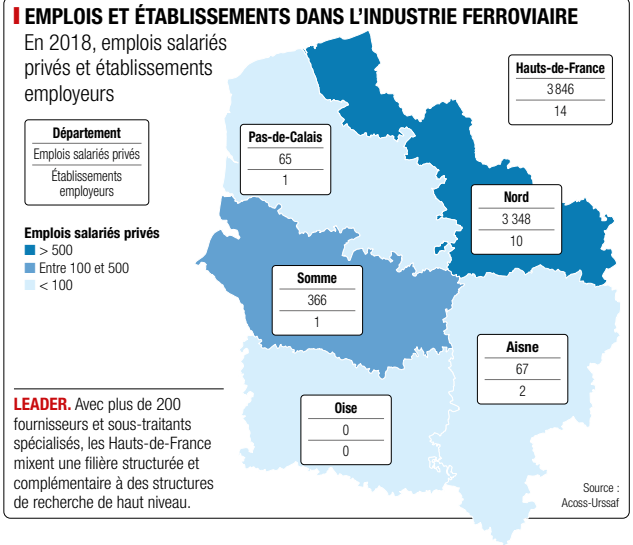
40 %
de la production nationale

1 Md €
de chiffre d'affaires

Source : Nord France Invest

EMPLOIS ET ÉTABLISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE FERROVIAIRE

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs

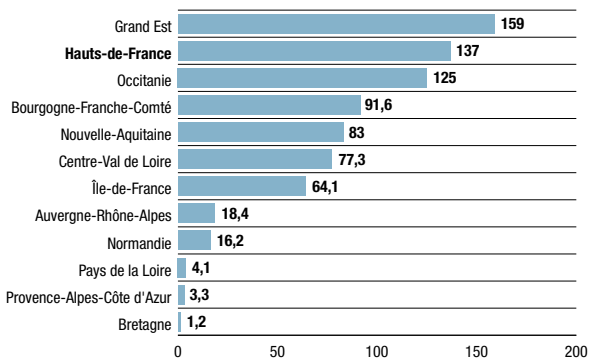


LEADER. Avec plus de 200 fournisseurs et sous-traitants spécialisés, les Hauts-de-France mixent une filière structurée et complémentaire à des structures de recherche de haut niveau.

Source : Acoss-Urssaf

EXPORTATIONS DE MATÉRIEL FERROVIAIRE ROULANT

En 2019, en M€



Source : Douanes

DANS LE TOP 3. Juste derrière la région Grand Est, les Hauts-de-France font partie des régions les plus dynamiques en matière d'exportation de matériel ferrovière roulant.



Simplifiez
la diffusion de vos
MARCHÉS PUBLICS !

MarchésPublics•pro

Solutions sur mesure

Vos marchés juridiquement sécurisés

Assistance complète GRATUITE

Tarification à l'acte sans abonnement

Forfait Eco à 90€ ht*

Une Question? Une présentation sans engagement?
CONTACTEZ NOUS !



Jenny Meplon
06.17.87.32.22
Depts **59** & **62**
@ **j.meplon@gazettesolutions.fr**



Arnaud Sellier
06.17.87.32.62
Depts **02, 80** & **60**
@ **arnaud.sellier@picardiegazette.fr**

www.marchespublics.pro

** Sur les Marchés inferieurs à 90 000€ ht*

LA GAZETTE SOLUTIONS
Votre partenaire Annonces Légales & Formalités



© Halfpoint

Les drones : l'avenir de l'industrie aéronautique en région ?

L'industrie aéronautique fait vivre 8 000 salariés dans la région. En pleine pandémie du Covid-19, le secteur doit se réinventer. Le besoin de moderniser ses métiers est de plus en plus pressant. L'idée de se tourner vers la production de drones peut paraître utopiste, pourtant, certains acteurs commencent à se pencher sur le sujet.

Par Camille MICHALSKI

Plus que jamais, cette année a révélé que le secteur de l'aéronautique avait besoin de se renouveler. «*Depuis la pandémie de la Covid-19, les voyageurs ne se déplacent plus par peur de contracter le virus. Mais cette crise a aussi accéléré une prise de conscience qui commençait déjà à émerger : les ressources de la terre ne sont pas inépuisables, nous sommes peu de choses, et nous devons faire davantage attention à notre empreinte carbone... Même le nombre de voyages d'affaires va décliner, parce qu'on se rend compte que les réunions en visio-conférence fonctionnent très bien*», résume Erick Maillet, référent du comité de filière Aér'Hauts-de-France et président de l'Union des industries et métiers de la métallurgie Picardie.

L'enjeu est de taille : dans la région, 8 000 emplois directs, équivalent temps plein, sont à sauver malgré les difficultés. «*Les Hauts-de-France sont une terre d'aéronautique depuis le vingtième siècle. Nous connaissons les grands noms implantés sur le territoire comme Airbus, Dassault, Thales... mais ces leaders ne représentent qu'un quart des effectifs qui travaillent dans le secteur. Nous avons énormément de sous-traitants*», illustre Erick Maillet.

UN BESOIN DE DIVERSIFICATION

Pour entrer dans une logique d'économie décarbonée, le drone pourrait être un axe d'innovation dans les Hauts-de-France. Nous connaissons les drones militaires et ceux de loisir, dont l'utilisation est limitée par une réglementation stricte. Mais des acteurs de la région tentent d'utiliser leur savoir-faire (tant en fabrication

de pièces de voilure qu'en matériaux électroniques) pour utiliser ces véhicules autrement, faciliter le travail de l'homme et leur libérer du temps pour des tâches à plus forte valeur ajoutée. Il faut bel et bien parler de véhicules car, comme l'explique Pierre-Yves Lempire, fondateur de la start-up Bathy Drone Solutions, «*un drone ne va pas que dans les airs. Un drone, c'est un véhicule qui n'est pas occupé par un pilote.*»

Auparavant employé dans un bureau d'études en environnement, cet entrepreneur, implanté à Saint-André-lez-Arras, a décidé de créer une machine capable de sécuriser et simplifier son travail : «*J'ai connu les problèmes de la bathymétrie (mesure des profondeurs marines, ndlr.) faite à la main, sur une barque, à l'aide d'une perche. Il y a des risques de noyade, de contact avec des eaux polluées, mais c'est aussi une perte de temps au détriment d'autres missions*», témoigne-t-il. Le prototype de son «*drone bateau*», sur lequel sont apposés tous les capteurs nécessaires à la bathymétrie, a vu le jour il y deux ans. Aujourd'hui, Bathy Drone Solutions vend ses services à des communautés de communes, mais aussi à des groupes de renom tels que Suez, ou encore Eiffage. «*Nous sommes les seuls à proposer ces machines au Nord de Paris*», précise Pierre-Yves Lempire. Preuve que le secteur a de l'avenir là où on ne l'attend pas...

PROJET DE LOGISTIQUE DU FUTUR

Dans les airs, «*la circulation des drones est un sujet intéressant, mais sa démocratisation n'est pas pour tout de suite. Les règles d'utilisations ne sont pas encore établies*», prévient Erick Maillet. Pourtant, la Région y travaille en étroite collaboration avec Survey Copter, filiale d'Airbus Defence & Space. En novembre 2019 ont eu lieu les premiers essais de vols pour un projet de livraison par drone. Cette actualité avait fait événement et tous les yeux étaient rivés sur le parc E-Valley, situé sur l'ancienne base aérienne de Cambrai, où l'expérimentation a eu lieu. «*Ce n'était qu'un vol combiné de plusieurs drones, suivis à partir d'une station de gestion de flotte*», explique Jean Caron, en charge de la stratégie sur les avions militaires chez Airbus et grand spécialiste du drone. «*Mais au printemps dernier, nous sommes parvenus à un prototype plus abouti : un drone de 100 à 150 kg, pouvant transporter 20 kg sur une autonomie de 100 km*». Aujourd'hui, Airbus est le seul acteur en France à faire ce mélange très technique entre avion de transport et hélicoptère. Le groupe est à présent à la recherche d'industriels capables de produire la machine à bonne échelle. «*L'étude de faisabilité du projet a été présenté à la DGAC (Direction générale d'aviation civile). Il reste à déterminer les conditions d'utilisation et à élaborer une certification pour connaître les zones où il sera possible de voler*», indique Jean Caron.

Le spécialiste précise que ces utilisations resteront dans un premier temps marginales : «*Les services que nous élaborons visent des entreprises régionales, capables d'assumer le coût de la certification qui autorise les vols. Leurs produits devront valoir le coût pour avoir recours à ce type de transport. Le but n'est pas de transporter un paquet de riz chez un particulier qui paiera 200 euros de frais de livraison*», illustre-t-il. Ce moyen logistique concernera davantage les clients B to B ou le «Up to up» (de la plateforme logistique à un hub où le consommateur vient récupérer son colis, ndlr.). «*Encore une fois, cela ne concernera que des livraisons à haute valeur ajoutée, ou du premium pour de vraies urgences. Le but n'est pas de faire de la livraison en cœur de ville*», insiste avec précaution Jean Caron. L'étape III du projet, qui prendra encore plusieurs années, sera d'élaborer un prototype de 500 kg, capable de transporter 50 kg sur 200 km.



© Connect world

ANALYSE



André-Paul Leclercq,
CONSEILLER RÉGIONAL DÉLÉGUÉ AUX RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

«IndustriLAB est une plateforme de recherche et de transferts de technologies (R&T), née d'une volonté politique et industrielle territoriales. Elle a pour but d'accompagner et de booster les métiers de l'aéronautique et leur supply chain. Elle permet aussi aux différents porteurs de projets innovants, dans des domaines autres que l'aéronautique, de s'installer dans un lieu et au sein d'un écosystème favorable à la réalisation de leurs projets. Il met à disposition des porteurs de projets : des ateliers équipés de hautes technologies destinés à la R&T et à la formation professionnelle, des équipements mutualisés, tels qu'une chaîne de prototypage de matériaux composites, un centre de réalité virtuelle ouvert aux PME et ETI et à la formation des étudiants en Masters. Situé à côté du site de Stelia Aerospace de Méaulte, dans la Somme, IndustriLAB a permis la création du centre de recherche et de transfert technologique de l'aéronautique en Hauts-de-France, le nouveau centre de R&T de Stelia Aerospace/Airbus, centre appelé Stelialab, spécialisé dans le développement des matériaux composites et des procédés basés sur des technologies de pointe de l'industrie 4.0. L'arrivée d'IndustriLAB a aussi permis à Stelia Aerospace de créer un nouveau centre de formation pour les intérimaires des métiers de l'aéronautique : le centre Form'Aéro. Aussi, cela a permis d'installer un lycée professionnel, le lycée Henry Potez, au sein de la plateforme.»

ANALYSE



Aline Doyen,
PRÉSIDENTE DU CLUSTER ALTYTUD

«Nous n'avons pas attendu la fin de la crise pour agir en faveur de nos adhérents. Tout d'abord, nous avons trouvé des fournisseurs afin de distribuer des masques. Ensuite, nous avons organisé des webinars et effectué un suivi personnel des entreprises afin d'éviter l'isolement et la chute de nos acteurs. Après une crise d'une telle ampleur, il est vrai que la filière a besoin de se moderniser notamment en franchissant quelques pas vers l'industrie 4.0, afin de rester majeure au niveau international. Même si je me rends compte, lorsque je voyage, que l'aéronautique française est très compétente. Il y a peu, nous avons présenté à l'aide du GIFAS (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales) les grands axes du plan relance de l'Etat. Pour ma part, je pense qu'il vaut mieux prendre des mesures que ne rien faire du tout. Après on peut toujours critiquer, mais au moins elles ont le mérite d'exister. La preuve, c'est que 20 entreprises qui sont adhérentes au cluster Altytud — de grands noms comme des PME de 20 salariés — ont répondu présentes au plan relance. Aujourd'hui les entreprises ont réellement besoin d'avoir des projets pour voir devant elles. Après tout, quand on est dans le doute, on a besoin de projets. Il faut aussi leur prouver qu'elles ont les atouts nécessaires et qu'elles doivent continuer de regarder devant et de se faire confiance.»

LA FILIÈRE AÉRONAUTIQUE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

10 200 salariés

160 entreprises

670 M€ de chiffre d'affaires

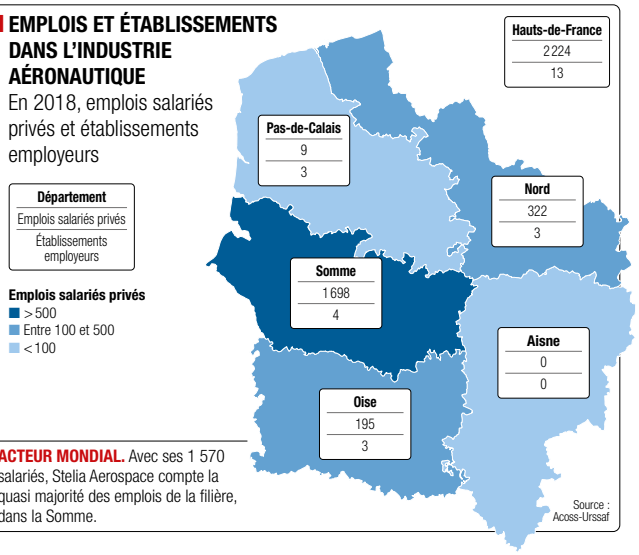
34 sous-traitants d'envergure européenne

8 acteurs mondiaux

Sources : CCI Hauts-de-France, Nord France Invest

EMPLOIS ET ÉTABLISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs



ACTEUR MONDIAL. Avec ses 1 570 salariés, Stelia Aerospace compte la quasi majorité des emplois de la filière, dans la Somme.

Source : Acoss-Urssaf

LES PRINCIPAUX EMPLOYEURS DE LA FILIÈRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019

ENTREPRISE	COMMUNE	NOMBRE DE SALARIÉS
Stelia Aerospace	Méaulte (80)	1 570
SKF	Valenciennes (59)	558
Dassault	Seclin (59)	500
Thales	Méru (60)	384
Safran	Compiègne (60)	270
AD Industrie	Liévin (62)	136
Boeing	Senlis (60)	91

Source : CCI Hauts-de-France

EMPLOIS. Pourvoyeuse d'emplois, l'industrie aéronautique allie haute sécurité et technicité, sur des profils variés.



Réalisation THAG

Arrow

L'immobilier d'entreprise bien ciblé

Bureaux | Entrepôts | Commerces

03 20 04 04 46 - **arrow-immobilier.com**



© Didier San Martin

Une profession touchée mais pas coulée

L'industrie navale, dans le domaine civil ou de la défense, est une filière qui se porte bien au regard de son chiffre d'affaires qui augmente d'un milliard d'euros chaque année. Mais depuis la période de confinement et les mesures de sécurité sanitaire imposées par de nombreux pays, la croisière et l'export souffrent tandis que dans les Hauts-de-France, le Transmanche est le plus touché.

Par Lucy DULUC

SOUS-TRAITANTS ET ÉQUIPEMENTIERS RÉGIONAUX

Socarenam à Boulogne-sur-Mer, Damen shiprepair à Dunkerque, Fapmo à Outreau, Jeumont électric, Musthane à Willems, sont des entreprises économiquement très dépendantes de l'activité de la marine nationale. La Covid-19 amène deux grosses incertitudes concernant la croisière et l'export qui correspond à 50% du chiffre d'affaires de la filière. La profession doit déjà faire face à des annulations de commandes de navires. «*Nous avons encore du mal à quantifier les grosses conséquences de l'après Covid*», explique Jacques Orjubin, délégué à la communication et aux relations publiques au Gican (Groupement des Industries de Construction et Activités Navales) qui fédère plus de 190 industriels et organisations du secteur maritime français. «*Mais quelques sociétés ont déjà beaucoup de difficultés. Des PME sur les secteurs de Toulon ou Brest sont placées en liquida-*

tion judiciaire ou font l'objet d'OPA d'entreprises étrangères. Ce qui n'est pas le cas pour la Socarenam qui a un plan de charge assez conséquent» poursuit-il.

Leader régional dans la construction, notamment de patrouilleurs pour la marine, et la réparation navale, l'entreprise boulonnaise emploie 200 personnes et 300 en sous-traitance, affichant un chiffre d'affaires de 43 millions d'euros. Elle a un carnet de commandes rempli jusqu'en 2024. Ce qui est loin d'être le cas pour Damen shiprepair qui accuse le coup avec l'arrêt des ferries des compagnies transmanche, DFDS et P&O. Issu d'une longue tradition de réparation et de construction qui remonte à plus d'un siècle, Damen est le seul centre de réparation et de conversion de navires et peut accueillir tout type de navires.

Fapmo également, filiale de Moret Industrie Group, installé à Outreau près de Boulogne-sur-Mer, fournisseur de pompes centrifuges, est mondialement reconnu dans les activités de la marine militaire ou encore Jeumont électric, filiale du groupe Altawest, acteur de premier plan, aux références reconnues, dans le domaine des équipements électriques de bord pour la marine militaire et civile, qui a un effectif de 600 personnes pour un chiffre d'affaires de 94 millions d'euros. Sans oublier Musthane, à Willems près de Lille, qui conçoit et réalise, entre autres, des pistes d'aide au débarquement, autrement appelées tapis de plageage, utilisées par les forces armées en situation de débarquement par la mer.

LA FILIÈRE EN CHIFFRES

En 2019, la filière navale comptait 47 200 emplois directs et a fait 12,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires dont 44% à l'export. Le chiffre d'affaires est réparti à hauteur de 5,8 milliards d'euros dans le domaine civil, dont 1,75 milliard d'euros pour la construction de navires de commerce, de servitude, de pêche et de mégayachts, et 0,3 milliard dans la sous-traitance. Le domaine de la Défense enregistre quant à lui un CA de 6,5 milliards, dont 2,4 milliards d'euros dans la construction de navires de défense et 1,05 milliard dans la maintenance et le maintien en conditions opérationnelles. Dans les Hauts de France, on recense près de 1 000 salariés et 26 entreprises, dont cinq gros sous-traitants et équipementiers de la filière navale.

DANS LA PERSPECTIVE D'UN PLAN DE RELANCE

Pour faire face aux difficultés que rencontre la profession, le Gican a présenté un certain nombre de mesures au gouvernement qui devraient se traduire par un plan de relance prochainement. «*Nous avons travaillé sur deux grands axes,* synthétise Jacques Orjubin : *la relance et la sécurisation des commandes des prochaines années et la relance par l'innovation. Il y a de nombreux enjeux en recherche et développement comme la cybersécurité, l'autonomie, le verdissement des navires, la propulsion à hydrogène ou électrique. Actuellement, 60 millions d'euros sont dédiés à la recherche maritime alors que dans l'aéronautique par exemple, l'Etat a mis 1,5 milliard d'euros pour développer l'avion de verre. Nous demandons 200 millions par an, ce qui permettrait aussi aux industriels de développer des prototypes.*» Le développement des compétences fait aussi partie des axes de relance avec 10 000 créations de postes dans les 10 prochaines années.



© auremar

Dans les Hauts-de-France, la filière navale recense près de 1 000 salariés.

ANALYSE



Philippe Gobert,
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA SOCARENAM

«Le 24 décembre dernier, nous avons signé un contrat de la DGA pour 3 vedettes de 24 mètres. Il s'agit d'un contrat de 20 millions d'euros pour la gendarmerie maritime. Nous avons des contrats importants et intéressants. Dans le portefeuille, nous avons une drague pour le grand port de Bordeaux. Elle est écologique, la propulsion fonctionne avec du gaz liquide. C'est le premier bateau neuf du genre et il est totalement conçu par la Socarenam. Il y a une construction en cale sèche de 2 chalutiers de 25 mètres de long livrés en fin d'année. Et nous avons bien d'autres contrats, notamment à l'export, vers la Belgique, par exemple, et nous avons une piste en Pologne... Malgré tous ces chantiers prévus jusqu'en 2024, nous gardons une marge de manœuvre, une petite enveloppe de capacité pour gagner de nouveaux contrats. Si votre outil industriel est complètement bloqué avec un client principal, il ne faut pas délaisser les autres. Le jour où ce client n'est plus là, il faut pouvoir reconstruire. De plus, si on veut être un vrai chantier constructeur, il faut maîtriser l'intégralité du processus de fabrication. On sous-traite la coque métallique parce que c'est la partie la moins noble. Il est important de conserver le savoir-faire, qui nécessite des compétences particulières. Sur nos sites, on fait travailler 200 personnes, et au moins 300 emplois en sous-traitance.»

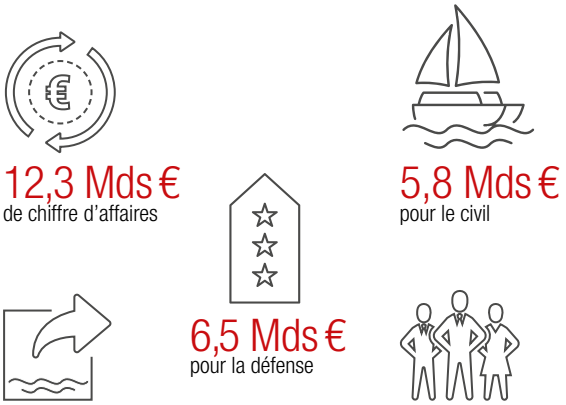
ANALYSE



Fabien Guillemot,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE DAMEN SHIPREPAIR DUNKERQUE

«Dunkerque joue un rôle important dans notre stratégie d'offrir à nos clients des installations de réparation navale dans toute l'Europe du Nord-Ouest. Historiquement, le marché des ferries est le principal marché pour Damen Shiprepair Dunkerque (DSDu), puisque nous sommes le plus proche opérateur à proximité des routes transmanches. Nous entretenons environ 8 ferries chaque hiver et proposons des services tout au long de l'année. La crise de la Covid-19 a eu un impact significatif sur l'activité de DSDu. Malgré toutes les mesures que nous avons prises pour protéger nos employés, nos partenaires et nos clients, le confinement, annoncé par le gouvernement le 16 mars, a immédiatement conduit à l'annulation de plusieurs commandes de nos clients. Sans clients ni bateaux, nous n'avons pas eu d'autre choix que de fermer. Finalement nous avons rouvert en mai et nous avons accueilli avec joie le premier client quelques jours plus tard. Les compagnies de ferries ont subi de lourdes pertes du fait de la crise, et de l'absence de passagers entre le Royaume-Uni et la France. Nous n'aurons donc probablement pas autant de travail qu'à l'accoutumée cet hiver. Plus que jamais, nous nous engageons à servir nos clients du mieux que nous pouvons. Notre objectif est de prendre toutes les mesures préventives pour rassurer nos clients et prospects. Mais le marché reste difficile et fragile.»

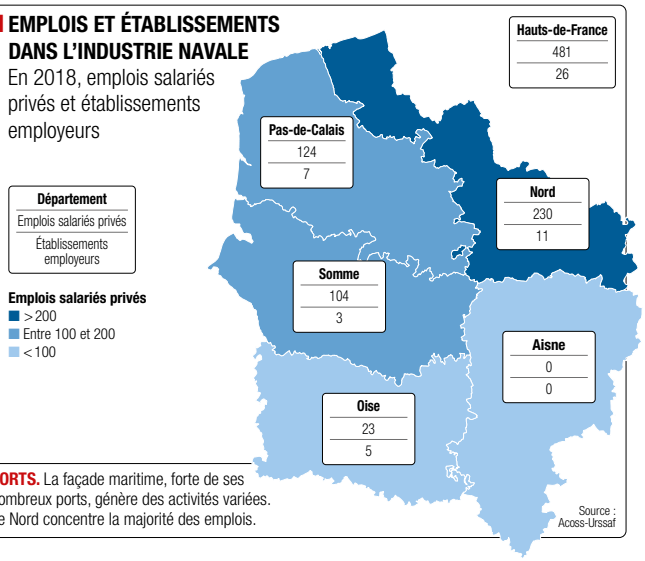
L'INDUSTRIE NAVALE EN FRANCE



Source : Gican

EMPLOIS ET ÉTABLISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE NAVALE

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs

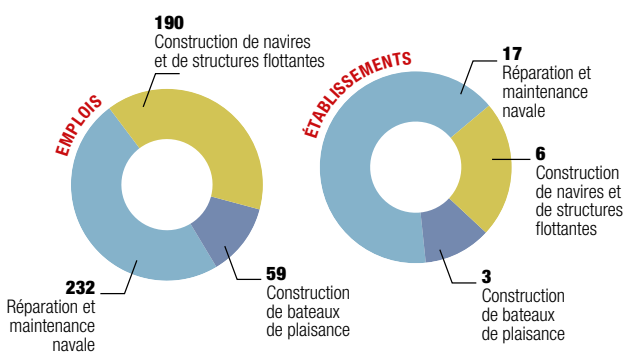


PORTS. La façade maritime, forte de ses nombreux ports, génère des activités variées. Le Nord concentre la majorité des emplois.

Source : Acoss-Urssaf

RÉPARTITION DES EMPLOIS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs



Source : Acoss-Urssaf

HOMOGÉNÉITÉ. Qu'il s'agisse d'emplois ou d'établissements, c'est le secteur de la réparation et de la maintenance navale qui est le plus dynamique.

MARCOTTE
PROMOTION

Le **partenaire** des projets immobiliers de votre entreprise



Maîtrise d'œuvre : Agence Archifix

Maîtrise d'œuvre : Agence Ataub

Promoteur immobilier en **Hauts de France** et en **Normandie, Marcotte Promotion** vous offre un service clés en main. Confiez vos projets à des experts maîtrisant toutes les facettes de l'immobilier d'entreprise.
Marcotte Promotion, c'est l'assurance d'un savoir-faire **de 25 ans** au service des entreprises et des collectivités.

agence amalgame - Tél 03 28 41 75 41

POUR NOUS CONTACTER :

MARCOTTE PROMOTION

95, Boulevard Jacquard - Entrée n°3 - 62100 Calais
03 21 19 17 00 - www.marcotte-promotion.fr



© DedMityay

La consigne revient dans les Hauts-de-France

Le système de consigne et de réemploi du verre redevient à la mode. Le vrac fait son retour, autant dans les boutiques bio qu'en grandes surfaces. Certaines entreprises de la région prennent alors les devants pour proposer des contenants en verre, une multitude de produits pour les remplir, puis des services de nettoyage.

Par Camille MICHALSKI

Les stocks de bouteilles et bocaux vides se refont une place dans nos armoires. La pratique du réemploi des emballages en verre avait décliné dans les années 1980 avec le développement du plastique. Seuls les professionnels de la restauration continuaient quelque peu à avoir recours à la consigne.

Mais ces dernières années, l'usage unique n'a plus la côte pour des raisons écologiques. Dans les Hauts-de-France, plusieurs initiatives se sont emparées du sujet pour faciliter la conversion des consommateurs au vrac. De nombreuses enseignes bio, et même les grandes surfaces s'y sont mises. Le principe : ramener ses contenants pour payer ses produits au poids et éviter les emballages superflus. Car en France, même si la collecte séparée permet le recyclage de plus de 68% du

gisement d'emballages (verre compris) plus d'un million de tonnes de déchets ne peuvent pas être recyclés.

LES BRASSEURS, ACTEURS ENGAGÉS

La solution : laver ses contenants en verre et les réemployer. Ou, si le besoin de réutiliser n'est pas pressant, rendre son contenant en consigne pour qu'il puisse servir à d'autres. L'argument infaillible : il faut toujours plus d'eau pour fabriquer une bouteille en verre que pour la nettoyer.

Pour s'assurer du cercle vertueux de cette pratique, encore faut-il que le transport de ces bouteilles vers un centre de nettoyage ne soit pas de trop longue distance, au risque d'annuler tout bénéfice environnemental.

Dans le Nord, Florence Duriez co-fondatrice de Haut La Consigne, assure que son système de consigne ne monopolise aucun camion supplémentaire par rapport à la commercialisation des bouteilles de bière[1] qu'il récupère. Lancée il y a un an, son entreprise travaille en partenariat avec des brasseurs de la région. «*Les camions qui amènent les bouteilles de bières pleines repartent avec les bouteilles vides pour les retourner à leurs producteurs, qui sont équipés de leur propre machine de nettoyage... et ainsi de suite*», explique Florence Duriez. Les Brasseries Moulins d'Ascq et des Trois Monts font partie des partenaires de l'opération.

Etiquette hydrosolubles, logo «Ramène ta bouteille», tout est étudié pour faciliter la démarche. Bientôt, Haut la Consigne espère créer son propre centre de lavage. «*Mais nous ne sommes qu'au début du développement de notre concept. Et un tel centre coûte plusieurs centaines de millions d'euros*», prévient la co-fondatrice. En un an, 12 000 bouteilles ont déjà été récoltées dans une cinquantaine de points de collecte disposés dans diverses boutiques et grandes surfaces. À l'avenir, l'entreprise voudrait diversifier les types de contenants récupérés.

UNE BOÎTE NORDISTE QUI S'EXPORTE

Ce que fait déjà, l'enseigne lilloise Jean Bouteille. Depuis sa création en 2014, l'entreprise a fait son chemin et compte quelque 700 points de ventes, partout dans l'hexagone mais aussi en Allemagne, Belgique, ou encore au Danemark. Jean Bouteille ne fournit pas seulement des bouteilles réutilisables aux consommateurs (deux euros l'unité, à déconsigner à tout moment). Elle fournit aussi aux commerçants de quoi les remplir. Et cette fois, il ne s'agit pas seulement d'alcool.

ANALYSE



Olivier Delicourt,
DIRECTEUR DU SITE DE WINGLES DE LA VERRERIE OWENS-ILLINOIS

«Nous ne sommes pas inquiets pour la fin de l'année 2020. Nous n'avons jamais stoppé notre production même durant le confinement. Sur 2021, c'est encore un peu tôt pour le dire. La Covid semble revenir en force et on ne sait pas comment va se passer la reprise économique. En revanche, d'autres usines du groupe ont été impactées avec, par exemple, l'interruption de tout ce qui est méthode champenoise. On a dû arrêter des lignes de production dans notre usine de Reims. Le monde du vin a aussi été touché, dans toute la partie centrale du pays. Sur un de nos sites, nous avons même un four fermé jusqu'à la fin de l'année. Mais à Wingles, nous n'avons jamais stoppé notre production de canettes de bière. On est sorti plus grands de cette épreuve. Nous avons vécu la période du confinement tous ensemble, direction et salariés. Ça a été un moment difficile. J'ai parfois vu la peur dans les yeux de certaines personnes. Mais nous avions mis en place beaucoup de mesures, telles que la désinfection journalière des locaux et bien sûr des masques et du gel, également pour tous les chauffeurs, dont beaucoup d'étrangers, sur le site. Nous avons avant tout veillé à la sécurité de nos hommes. Et puis, nous avons joué la transparence avec les partenaires sociaux, au travers de réunions quotidiennes. On a eu quatre cas positifs. On les a vite isolés et on les a ensuite accompagnés. On est sortis fin mai par un sondage sur le port du masque. La majorité des salariés a continué de le porter.»

NOTRE VOCATION RÉGIONALE :

Aider les entreprises et les territoires **au développement de leurs projets logistiques et supply chain**

www.euralogistic.com | Tél : +33 (0)3 21 74 16 12

Euralogistic
Pôle d'excellence logistique & supply chain en Hauts-de-France

Maîtrise d'ouvrage CCI ARTOIS HAUTS-DE-FRANCE



Ingénierie de projets
Recherche de partenaires
Innovation - Recherche
Promotion de la filière

LE SAVIEZ-VOUS ?
Le secteur transport et logistique représente 11 % de l'emploi salarié privé en région Hauts-de-France, soit **144 000 emplois.**

«Aujourd'hui, 30% d'un panier d'achat classique est disponible en vrac. Chez Jean Bouteille, nous souhaitons étendre les références pour faire grandir le vrac et en faire un standard», annonce Manon Carpentier, responsable Marketing. La marque se concentre sur une offre en liquide la plus variée possible : des jus, vins et alambics ; aux produits du corps et de la maison, en passant pour une gamme cuisine qui inclut huiles et autres sauces.

Pour faciliter la distribution, Jean Bouteille vend aussi ses propres fontaines aux boutiques partenaires. *«C'est l'idéal pour garantir sécurité et hygiène. Le vrac est très normé. C'est pourquoi nos flacons destinés aux produits non-alimentaires restent en plastique, mais ils sont tout aussi réutilisables»*, précise Manon Carpentier. Le client peut au choix nettoyer son contenant seul, ou échanger son flacon avec un homologue propre. À partir de 100 bouteilles récupérées, Jean Bouteille rachète le tout à la boutique et assure le lavage.


© Vadim

Le Nord-Est de la France reste la partie la plus sensibilisée au réemploi des contenants en verre. Une grande fierté qui doit encore être étendue sur l'ensemble de l'Hexagone. Le dernier argument est alors celui du circuit court : les produits vendus en vrac sont bien souvent des produits locaux et frais... meilleurs pour la planète mais aussi pour la santé.

1. L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération

APPEL A CANDIDATURES PME-ETI 2020
(nombre de dossiers limité)

Programme > Plan de reprise
Logistique et Supply Chain Booster

Ré-inventer vos chaines logistiques en Hauts-de-France

https://supplychain-booster.fr

Expertise de tout premier plan
Schéma directeur personnalisé
Solutions rapides à enclencher
Accompagnement sur-mesure
2 jours en entreprise maximum
Combinaison présentiel / distanciel

© Nicolas Herbach-AdobeStock

Frais de dossier et de participation 500 € HT

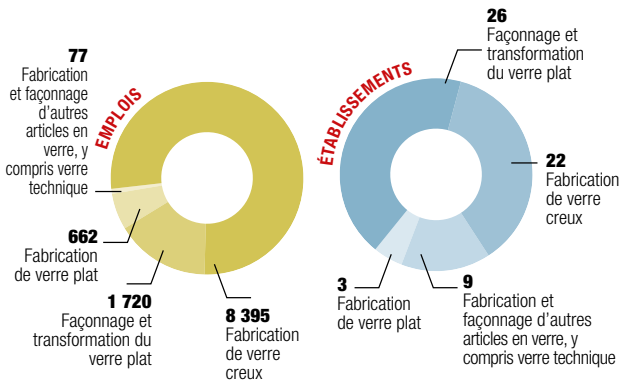
Euralogistic
Pôle d'excellence logistique & supply chain en Hauts-de-France

EURALOGISTIC
Plate-forme multimodale Delta 3
622 rue des Hauts de France
62110 HENIN-BEAUMONT
Tél. : +33 (0)3 21 74 16 12

Avec le soutien du Conseil Régional Hauts-de-France
Région Hauts-de-France

L'INDUSTRIE DU VERRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs

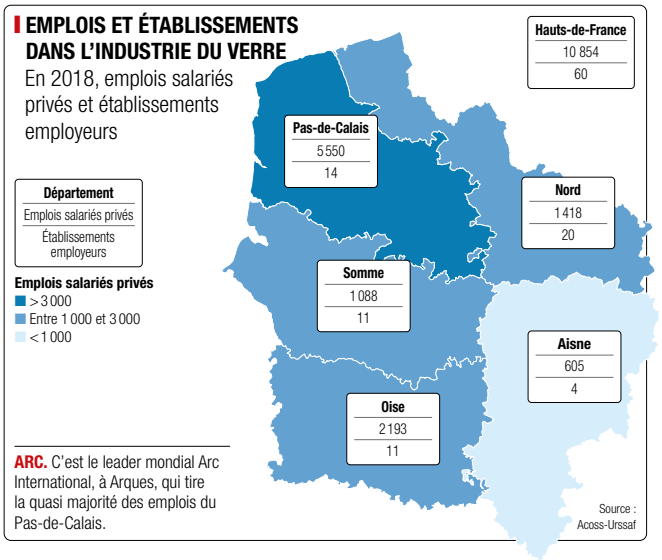


Source : Acoss-Urssaf

MAJORITÉ. La fabrication de verre creux concentre la majorité des emplois alors que le façonnage et la transformation du verre plat ont le plus grand nombre d'entreprises.

EMPLOIS ET ÉTABLISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE DU VERRE

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs

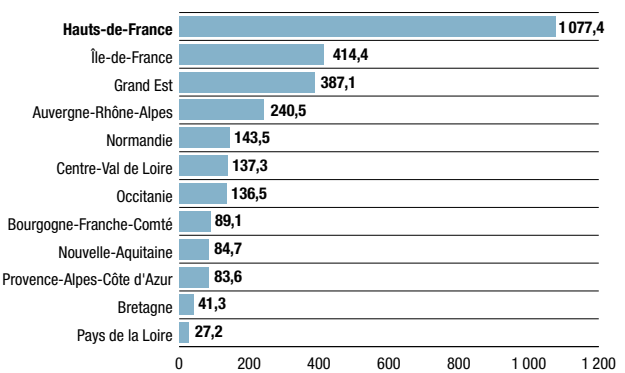


ARC. C'est le leader mondial Arc International, à Arques, qui tire la quasi majorité des emplois du Pas-de-Calais.

Source : Acoss-Urssaf

EXPORTATIONS DE VERRE ET D'ARTICLES EN VERRE

En 2019, en M€

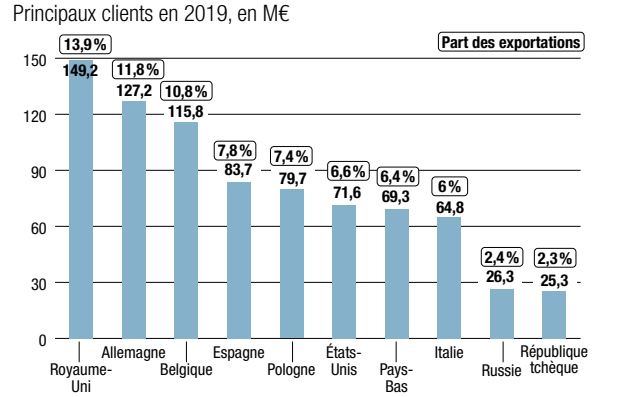


Source : Douanes

LEADER. Les Hauts-de-France sont de loin la région la plus exportatice en verre et articles de verre, avec plus d'un milliard d'euros d'exportations en 2019.

EXPORTATIONS DE VERRE ET D'ARTICLES EN VERRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Principaux clients en 2019, en M€

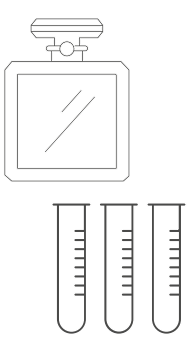


Source : Douanes

UE. L'Europe reste le principal client des Hauts-de-France avec une légère prédominance pour le marché anglais.

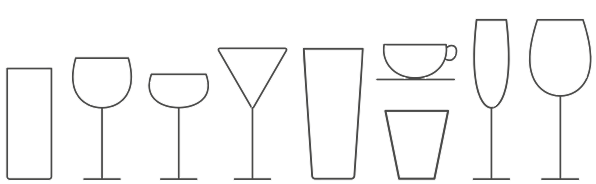
70%

Située à la frontière entre la Normandie et les Hauts-de-France, la Glass Vallée produit plus de 70 % de la production mondiale de flacons de luxe en verre pour la cosmétique et les spiritueux et de tubes pour le secteur médical. Elle fédère 70 entreprises et plus de 7 500 salariés spécialisés.



Source : Glass Vallée

ARC INTERNATIONAL, LEADER MONDIAL DES ARTS DE LA TABLE



933 M€ de chiffre d'affaires

10 000 salariés dont 5 200 en France

4,3 millions de pièces fabriquées par jour

8e site industriel français

Source : Arc International



© David Fuentes

Le défi du dernier kilomètre

À l'heure de l'explosion des ventes sur les sites de e-commerce et paradoxalement à un retour à des habitudes de consommation alimentaire en circuit court, les entreprises de transport doivent se réorganiser et proposer de nouvelles solutions pour s'adapter et apporter un service de meilleure qualité et toujours plus rapide.

Par Guillaume CUGIER

Quoi de plus agaçant que de commander un objet sur un site de e-commerce et devoir prendre une journée de RTT pour réceptionner ou retirer le colis. Avec l'explosion des ventes en ligne, le chiffre d'affaires du e-commerce a dépassé les 3 000 milliards de dollars dans le monde en 2019 ce qui correspond à une hausse du marché de plus de 20% par rapport à 2017.

Dans le même temps, les revenus générés par les transporteurs connaissent une croissance de l'ordre de 10% et on assiste à une profonde mutation de secteur de la livraison. «*L'explosion des ventes en ligne a une influence importante sur le nombre de colis expédiés à travers le monde et pose aussi des problèmes d'organisation, notamment au niveau de la livraison*», précise la TLF, union des entreprises de transport et de logistique de France.

Si chaque colis peut parcourir plusieurs milliers de kilomètres avant d'atteindre sa destination, il n'en reste pas moins que le dernier kilomètre est celui qui pose le plus de problèmes. «*C'est aussi celui qui coûte le plus cher.*» En effet, c'est pendant le dernier kilomètre que l'on rencontre le plus de facteurs tels que la circulation, la présence du client final, ou encore l'engorgement des routes.

TOUTE UNE ORGANISATION

Le groupe La Poste est le premier a se réorganiser pour faire

face aux nouveaux volumes de colis à traiter. Preuve en est avec la mise en service en fin d'année 2019, de la nouvelle plateforme colis de Douvrin et dans le même temps, l'envoi des colissimo en J+1. On pourrait résumer la situation ainsi, toujours plus de volume et toujours plus vite. Reste que derrière cette réalité de terrain se cache toute une organisation et des entreprises spécialisées qui chaque jour font le maximum pour que le nombre exponentiel de colis envoyés arrive à bonne destination.
Omniprésent sur ce marché de la livraison du dernier kilomètre par l'intermédiaire de ses filières DPD et Chronopost, le groupe La Poste suit de prés l'évolution du marché. La demande est forte et les besoins de plus en plus nombreux.

Les livraisons dans les villes se feront bientôt peut-être par drone.



© helivideo

DCI
DUCHENNE & CABAS INGENIERIE
CONCEPTION
CONSTRUCTIONS
TERTIAIRES - INDUSTRIELLES - COMMERCIALES
03 . 20 . 61 . 45 . 76

DE NOUVEAUX MODES DE LIVRAISON

De nombreuses initiatives sont mises en place pour améliorer les livraisons des colis sur les derniers kilomètres. Points relais, Armoires de retrait à code, livraison à vélo, les idées ne manquent pas pour améliorer l'expérience d'achat. Amazon encore lui propose depuis quelques années déjà le retrait des colis 7 jours/7 et 24heures sur 24 dans ses Amazon Locker. Dans des stations-service, des centres commerciaux ou encore dans les gares. Livraison en une heure de vos électroménagers dans les centres-ville des grandes métropoles françaises, mais aussi de vos produits du quotidien, les tests sont en cours dans plusieurs pays du monde pour utiliser des drones et atteindre même les lieux les plus inaccessibles pour livrer les colis.

Damien, chauffeur chez Colis-Privé nous explique : «*Notre métier est parfois difficile, nous prenons en charge les colis depuis l'entrepôt et devons faire notre tournée pour livrer les colis qui nous ont été confiés.*» Reste que parfois, les adresses sont erronées, que les clients ne sont pas chez eux. «*Souvent, la journée se transforme en véritable contre-la-montre pour réussir à terminer notre tournée.*» Très souvent, le chauffeur est également confronté à des restrictions horaires dans certaines villes de France, les livraisons ne sont par exemple possibles qu'en matinée.

LA FORCE DU GÉANT

La présence en région Hauts-de-France du géant Amazon est une chance. Avec trois entrepôts à Lauwin-Planque (Douai), Boves (Amiens) et Senlis, l'entreprise occupe une place prépondérante dans le volume de colis envoyés quotidiennement. Le groupe américain a d'ailleurs décidé de ne plus dépendre de ses sous-traitants spécialisés en transport et s'organise depuis quelques années pour maîtriser la livraison des commandes passées par ses clients.

L'entreprise a ainsi créé la filiale Amazon Logistics avec une agence en métropole lilloise et d'ici quelques mois, une seconde à Avion à côté de Lens. Objectif clairement affiché par Amazon, assurer la livraison des colis sur les derniers kilomètres. Ronan Bolé, directeur France d'Amazon Logistics indique que l'organisation de ces relais logistiques est «*le résultat de vingt années d'expertise opérationnelle, d'innovations technologiques et d'investissements dans des infrastructures de transport pour proposer aux clients des livraisons rapides et fiables.*»

Demain grâce à cette nouvelle filière, Logistics Amazon va aller encore plus loin et peut-être donner de nouveaux critères en matière de livraison sur le dernier kilomètre ; «*nous ambitionnons depuis Avion, de livrer le centre-ville de Lens en véhicules propres*», poursuit le directeur de la filiale. Outre le fait d'assurer la livraison, le groupe va également étendre ses horaires de livraison pour s'adapter aux modes de vie des clients et leur permettre de recevoir leurs colis dans les délais annoncés.

ANALYSE



Laurent Desprez,
DIRECTEUR DU PÔLE D'EXCELLENCE RÉGIONAL EURALOGISTIC

«La filière logistique régionale présente actuellement un tableau très contrasté, qui est le résultat de la crise sanitaire que nous traversons depuis le début de l'année. Pour certaines entreprises du monde du transport et de la logistique, la situation est très tendue avec une très forte activité. Il y a aussi certaines activités plus spécialisées dans le domaine du commerce interindustriel, qui a souffert et continue de souffrir en lien avec le secteur qui les concerne. On pense notamment à toute la filière aéronautique ou l'industrie automobile. Pour autant, ces difficultés conjoncturelles font poindre de nouveaux champs. Les prestataires de la logistique sont forcés d'évoluer, de trouver de nouveaux marchés, ils se tournent notamment le e-commerce.
On a vu les grands acteurs de la logistique régionaux extrêmement présents pendant la crise et toute la filière s'est montrée particulièrement dynamique et innovante pour trouver des solutions face aux exigences sanitaires comme la livraison sans contact. Ce que l'on peut dire, c'est que l'image de la logistique a réellement changé auprès des gens, ils se rendent compte que c'est un secteur très utile et très stratégique. Il y a une prise de conscience auprès de la population que la logistique est aujourd'hui vitale. On se rend compte que la filière est extrêmement réactive et qu'elle sait s'adapter aux besoins de ses clients. La logistique continue d'évoluer, c'est une filière qui continue de grandir, elle restera présente pour accompagner le développement industriel et commercial. Tant que les échanges demeurent, la logistique gardera une place prépondérante.»

ANALYSE



Eric Trégoat,
DIRECTEUR GÉNÉRAL D'I-TRANS

«Fin 2019, le pôle de compétitivité I-Trans et l'Institut de recherche terminaient un cycle de financement de 5 ans sur un engagement de l'État de 52,1 millions d'euros ; ce qui nous a permis de lever plus de 100 millions dans des projets en France et à l'international. Nous poursuivons nos projets avec un nouvel engagement que l'État a pris pour les 5 prochaines années pendant la période de la Covid. Cela nous permet de poursuivre notre Plan Autonome de Transport commencé en 2018 et qui a pour vocation de produire d'ici 2023 deux démonstrateurs. Ceux-ci ont pour but de montrer la faisabilité de conduire des trains de manière autonome. C'est un travail par étapes piloté par la SNCF. Il nous faut définir les systèmes de conduites autonomes de trains Fret et Voyageurs. Après 2023, nous travaillerons sur la normalisation où il s'agit d'avoir des discussions normatives à l'échelle européenne afin de favoriser l'interopérabilité des initiatives qui naissent en Europe. Ensuite, ce sera la phase d'industrialisation avec l'arrivée de prototypes. Suite à la pandémie, l'État nous a autorisés à aller répondre à des appels d'offres compétitifs, ce qui constitue pour nous un nouvel espace de financement. Le ferroviaire a aussi un volet dans le plan de relance. Ce n'est pas tout : des projets de digitalisation dans le Plan Ferroviaire du Futur sont en cours.»

LES HAUTS-DE-FRANCE : 1re RÉGION LOGISTIQUE DE FRANCE

160 000
emplois

13
millions de m² d'entrepôts

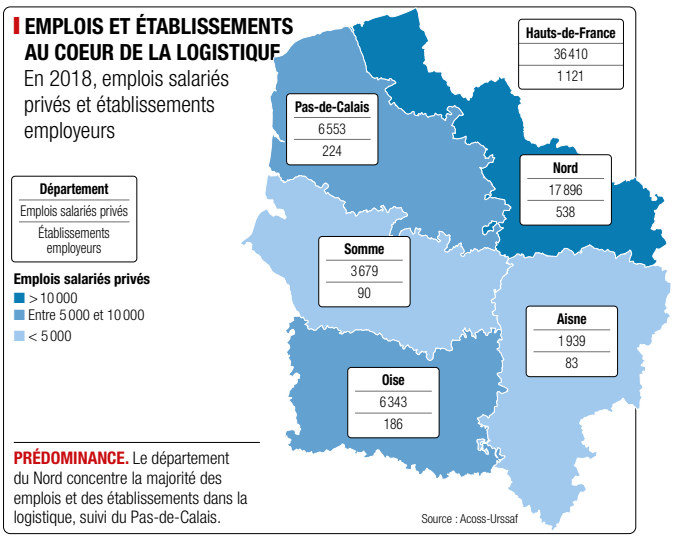
15 %
de la capacité française d'entreposage frigorifique de plus de 1,2 m²

17 %
des bâtiments logistiques français

Source : Nord France Invest

EMPLOIS ET ÉTABLISSEMENTS AU COEUR DE LA LOGISTIQUE

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs



PRÉDOMINANCE. Le département du Nord concentre la majorité des emplois et des établissements dans la logistique, suivi du Pas-de-Calais.

Source : Acoss-Urssaf

RÉPARTITION DES EMPLOIS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs

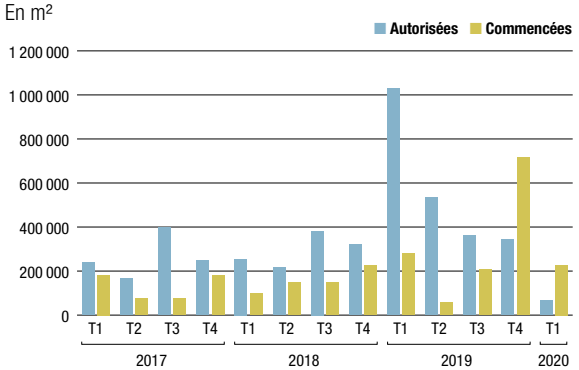
	EMPLOIS	ÉTABLISSEMENTS
Entreposage et stockage non frigorifique	40,8 %	31 %
Services auxiliaires des transports terrestres	17,9 %	23,6 %
Affrètement et organisation des transports	16,7 %	28,3 %
Messagerie, fret express	8,1 %	6 %
Entreposage et stockage frigorifique	6,6 %	3,8 %
Services auxiliaires des transports par eau	4,1 %	2,4 %
Manutention non portuaire	2,3 %	2,9 %
Manutention portuaire	1,8 %	0,8 %
Services auxiliaires des transports aériens	1,6 %	1,1 %

Source : Acoss-Urssaf

DYNAMISME. La région se singularise par l'importance des emplois dans le domaine de la manutention, de l'entreposage et du conditionnement.

SURFACES D'ENTREPÔTS AUTORISÉES ET COMMENCÉES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En m²



Source : MEEM/CGDD/SOeS, Sit@del2

CONSTRUCTION. Après une année 2019 très active, on peut craindre un ralentissement sur 2020.



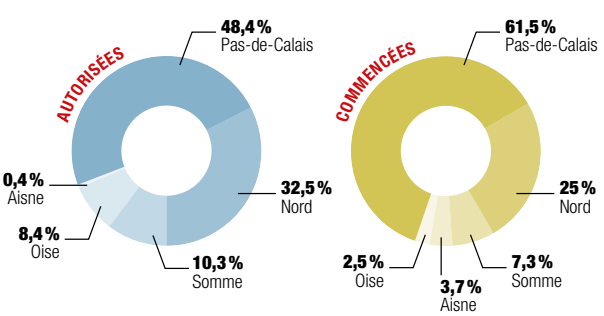
2500

C'est le nombre d'apprentis formés chaque année sur le campus Euralogistic d'Hénin-Beaumont. Proposant des diplômes du CAP au Master, cet établissement unique en France a pour vocation de pourvoir les besoins en main d'œuvre qualifiée de la filière logistique régionale.

Source : Euralogistic

RÉPARTITION DES ENTREPÔTS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, surfaces par département



Source : MEEM/CGDD/SOeS, Sit@del2

INFRASTRUCTURE. De par sa situation géographique, le Pas-de-Calais comprend la majorité des surfaces autorisées et commencées, tiré par le dynamisme autour de Delta 3.



DR

La Ferme énergie : une approche d'efficacité énergétique du territoire

Dans la région, le secteur de la construction se modernise et prend le virage de la voie verte. À l'heure de la transition écologique, le groupe Lhotellier envisage de nouvelles orientations stratégiques dans le domaine de l'énergie : le lancement du concept de la Ferme énergie dans les Hauts-de-France, alliant nouvelles énergies renouvelables, énergies du territoire et circuit court, en est le nouveau visage.

Par Virginie KUBATKO

C'est une nouvelle ère qui s'ouvre dans les Hauts-de-France. Le secteur de la construction se renouvelle, se transforme pour accélérer la démarche énergétique. C'est dans ce sens que le groupe Lhotellier — une entreprise familiale indépendante spécialisée dans la construction dans les régions Hauts-de-France et Normandie qui accompagne les décideurs et aménageurs — porte un nouveau concept, plus local et global : la Ferme énergie. Lancée l'année dernière, cette dernière propose aux collectivités et agriculteurs une solution énergétique durable et proactive en utilisant les énergies déjà disponibles tout en combinant d'autres énergies renouvelables. Objectifs ? Valoriser les énergies du territoire et développer d'autres sources énergétiques durables. «*Selon les caractéristiques des sites, ce concept peut aller au-delà de la seule production d'énergie en s'intéressant aussi à son usage dans une approche d'efficacité énergétique du territoire*, précise Christophe Schumer, vice-président Développement et International du groupe Lhotellier. *C'est en sorte une multi-énergies sur un territoire. C'est une approche globale*».

Cette empreinte environnementale n'est pas nouvelle pour ce

Du côté de la méthanisation, le groupe Lhotellier gère de A à Z les projets afin de développer cette nouvelle énergie dans la région.



DR

groupe, déjà investi dans l'environnement. Ces dernières années, il s'est spécialisé dans la création de parcs éoliens ainsi que le démantèlement des éoliennes (recyclage et valorisation compris), la construction clé en main de méthaniseurs, la construction de réseaux de chaleur et dans le photovoltaïque. «*Nous gérons les domaines du bâtiment, des travaux publics, de la gestion de l'eau, la gestion de friches industrielles* également, note Christophe Schumer. *Nous avons une filiale des métiers de la construction au Canada.*»

DE NOUVELLES ÉNERGIES

Longtemps considérée comme une terre éolienne, la région Hauts-de-France a pourtant d'autres atouts. Grâce à l'évolution et la maturation du marché ainsi que celle de la réglementation, elle s'ouvre maintenant au photovoltaïque et à la méthanisation. «*La région n'est pas qu'un territoire d'éoliennes, il faut casser cette image car nous avons d'autres forces et nous développons aujourd'hui le photovoltaïque et la méthanisation,* note le vice-président du groupe Lhottelier. *Ces deux énergies sont une vraie opportunité pour les Hauts-de-France*».

La Ferme énergie — pour laquelle cinq ingénieurs travaillent — représente cette opportunité car les projets sont «*à la carte selon les territoires*» avec, selon Christophe Schumer, «*une expertise des énergies déjà présentes et une analyse du territoire*» dans le but de «*proposer les énergies renouvelables adéquates et la meilleure solution énergétique. L'usage de cette énergie produite doit aussi être attentivement étudié pour chaque territoire car les besoins, parfois très variables, peuvent orienter vers une technologie ou un vecteur énergétique plutôt qu'un autre : besoin de chaleur, de mobilité, de soutien à un réseau électrique congestionné, de stockage d'énergie sous différentes formes*». Et développer surtout le circuit court. «*In fine, on se rend compte que l'éolien n'a pas forcément de retombées pour l'économie locale*», précise-t-il.

VALEURS LOCALES

Pour créer ce cercle vertueux de l'économie du territoire avec d'autres énergies renouvelables, le groupe Lhotellier propose aussi, par exemple pour développer le photovoltaïque, de louer des bâtis des agriculteurs ou des indutriels tout en gérant de A à Z. «*On a atteint la parité réseau*», confie Christophe Schumer. Du côté de la méthanisation, là aussi le groupe gère de A à Z les projets afin de développer cette nouvelle énergie dans la région et de mettre en avant la biomasse.

Un an après le lancement, la Ferme énergie se concrétise. Le groupe Lhotellier cherche à déployer ce concept en travaillant sur différents sites démonstrateurs localisés dans les Hauts-de-France. Il possède d'ailleurs à son actif plusieurs réalisations : signature de quatre promesses de baux avec des agriculteurs et industriels pour la location de bâti afin de produire de l'électricité à partir de panneaux photovoltaïques, la construction de trois méthaniseurs collectifs et la construction de trois réseaux de chaleur. Ainsi, de nouvelles perspectives s'ouvrent pour la région Hauts-de-France dont le but affiché est «*la création de valeurs locales*».

ANALYSE

Eddy Fostier,
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA COMPAGNIE
DES CIMENTS BELGES



«Depuis que nous nous sommes séparés d'ItalCementi en 2016, notre stratégie en France a été d'entretenir et développer notre présence sur notre marché naturel : celui des Hauts-de-France et un peu le bassin parisien. Nous nous sommes développés selon notre plan, en profitant d'une région dynamique. Le marché était porteur. De notre point de vue, c'est le marché français qui a été le plus impacté par la Covid-19. Du jour au lendemain les chantiers se sont arrêtés. On a connu une chute spectaculaire de nos livraisons sur le nord de la France (-80%). Face à cela notre première préoccupation a été pour notre personnel. Et nous avons pu passer le cap, sans prendre de mesure de licenciement. La reprise a aussi été plus lente en France que sur nos autres marchés. Mais nous sommes revenus à une activité de l'ordre de 10% en dessous de ce qu'elle était avant la crise. Ce qui n'est pas mauvais, vu le contexte. Pour l'avenir j'entends les déclarations des pouvoirs publics, qui annoncent un soutien aux chantiers. Et l'épisode du Covid nous a montré l'intérêt de revenir à une économie circulaire et locale. On parle de mobilité, de rénovation de l'habitat. Lancer des travaux dans cette philosophie là, ce ne peut être que profitable. Nous sommes convaincus que le béton est un produit durable, qui s'inscrit dans le futur. Il a des qualités qui répondent aux besoins de demain. Il s'inscrit totalement dans le développement durable».

LE BTP DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

37 000
établissements

109 000
emplois salariés privés

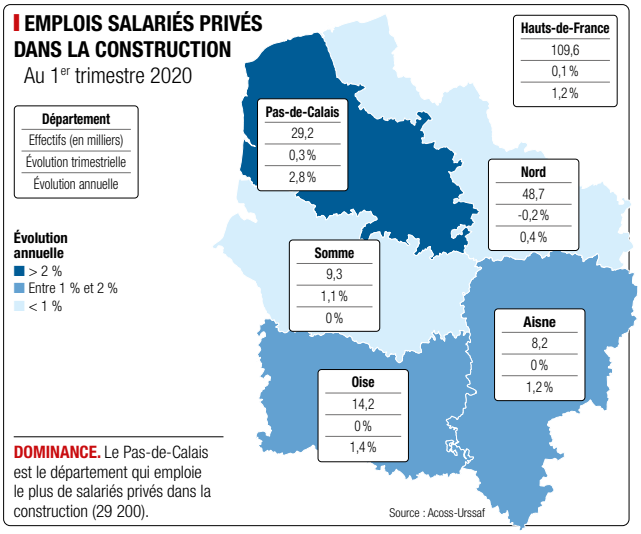
750,6 M€
de masse salariale

12,8 Mds€
de chiffre d'affaires

Sources : Acoss-Urssaf, Insee

EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS DANS LA CONSTRUCTION

Au 1er trimestre 2020

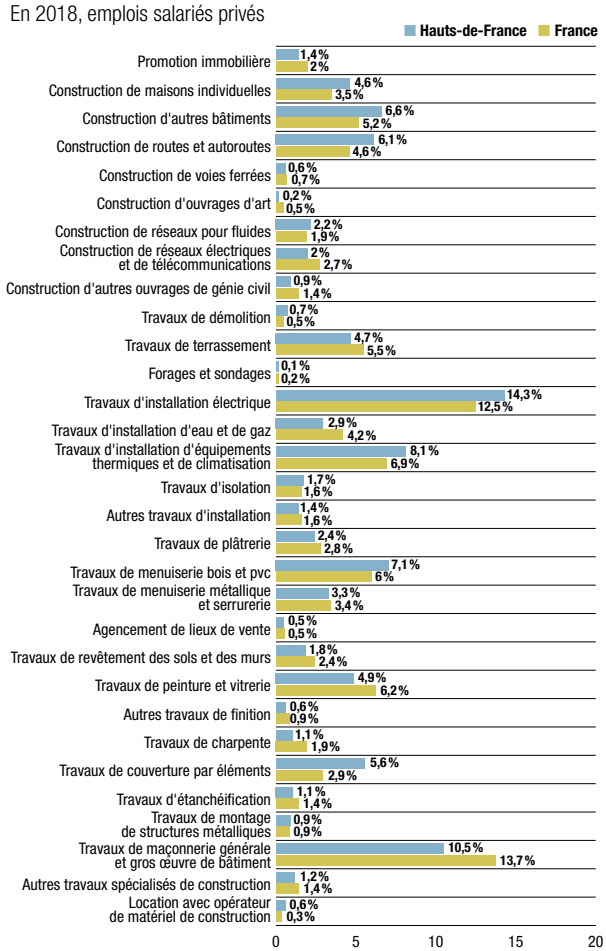


DOMINANCE. Le Pas-de-Calais est le département qui emploie le plus de salariés privés dans la construction (29 200).

Source : Acoss-Urssaf

RÉPARTITION DES EMPLOIS SALARIÉS DANS LE BTP

En 2018, emplois salariés privés

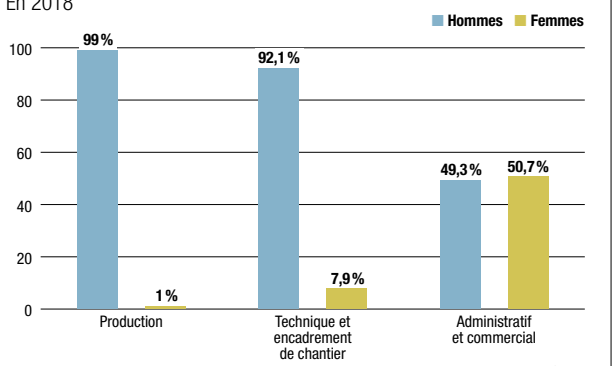


Source : Acoss-Urssaf

CHANTIER. Les travaux d'installations électriques occupent la part la plus importante des travaux effectués par les salariés du BTP dans la région (14,3%). C'est une moyenne supérieure à la tendance nationale (12,4%).

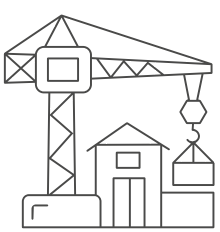
RÉPARTITION DES SALARIÉS DU BTP PAR SEXE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018



Source : Observatoire des métiers du BTP

FEMMES. Les tâches administratives et commerciales sont les seules à employer plus de femmes que d'hommes dans les métiers du BTP. La production ne concerne qu'1% des effectifs féminins dans le secteur.



-13%

C'est le recul d'activité enregistré dans le secteur du bâtiment dans les Hauts-de-France au 1er trimestre 2020. Dans le secteur des travaux publics, 77 % des entreprises ont été contraintes d'arrêter la totalité de leurs chantiers.

Source : Cerc Hauts-de-France

FRANCE ALARME
NORD COFFRE

- Alarme anti-intrusion
- Vidéo-protection
- Générateurs de brouillard
- Contrôle d'accès
- Armoire de gestion électronique
- Coffres-forts
- Reproduction de clés
- Portes blindées
- Serrures de sécurité
- Dépannage SAV toute marque de coffres

À VOTRE **ÉCOUTE**
POUR VOTRE **SÉCURITÉ**
DEPUIS 1983

Votre installateur local certifié

NF APSAD

Service d'Installation
et de Maintenance
de Systèmes de :
Détection d'Intrusion (NF 367 I81)
catégories ABC
Certificat n° 81-367/10/128
Vidéoprotection (NF 367 I82)
Certificat n° 82-367/13/116
Certifications délivrées par
AFNOR Certification
www.marque-nf.com
et CNPP Cert www.cnpp.com

gestion@francealarmenord.com
gestion@nordcoffre.com

LILLE
10 et 11 Place Jeanne D'arc
03.20.54.05.90

BOULOGNE S/ MER
3 rue Coquelin
03.21.33.49.82

POUR MIEUX VOUS SERVIR,
ABC ECHAFAUDAGES
VOUS PROPOSE :

Échafaudages multidirectionnels,
Plieuses, Monte-charges,
Goulottes à gravats
en direct d'usine

ACHETER VOTRE MATERIEL EN DIRECT USINE AU PRIX FABRICANT

FABRIQUÉ EN FRANCE

139, route de Lille
62 880 ANNAY SOUS LENS
Contact : 06 50 09 67 33
abc.echafaudages@gmail.com

ABC
ÉCHAFAUDAGES
CONCEPTION ▲ FABRICATION

Dans certaines exploitations des Hauts-de-France, les revenus complémentaires sont générés grâce aux installations de panneaux solaires.



© bilanol

Des revenus complémentaires pour les agriculteurs

C'est parfois une question de survie, pour d'autres un choix et bien souvent le moyen de travailler en famille. Le monde agricole a su se trouver des solutions pour développer des activités secondaires et se générer des revenus complémentaires et travailler avec une juste rémunération de leur activité. Explications.

Par Guillaume CUGIER

Qu'ils soient installés dans le Nord, à côté d'Hazebrouck, en Picardie, dans l'Aisne ou sur la côte Picarde, le constat est toujours le même. Le monde agricole souffre du fait des quotas imposés par l'Europe, des prix imposés par les grands groupes de l'agroalimentaire et de la distribution. Pour réussir à s'en sortir, les agriculteurs n'ont pas attendu le confinement et la remise au goût du jour de la vente en circuit court, certains ont une imagination débordante pour trouver de nouveaux revenus et pouvoir vivre plus sereinement de leur travail.

À Hénin-Beaumont, c'est dans la ferme familiale que Thomas Demarquilly a créé de toute pièce sa propre brasserie, la Bellus. *«Tout juste diplômé de l'ISA de Lille, j'avais envie de revenir travailler au sein de l'exploitation familiale. Malheureusement, il n'y avait pas assez d'activité pour une personne de plus, j'ai donc cherché une*

idée», explique le jeune homme. Rapidement, il décide de se diriger vers la fabrication de bières[1]. «*Il y avait l'espace nécessaire dans les dépendances pour créer cette activité qui en plus allait utiliser 80% des produits (orge) par l'exploitation.*» Pour lui la boucle était bouclée.

Sur un modèle quasiment similaire, Mathieu Glorian a créé la brasserie paysanne de l'Artois à Fampoux. À la différence près que le jeune agriculteur, utilise les céréales qu'il produit en biodynamie pour ses brassins. Mathieu est un convaincu, un militant, il a fait le choix du circuit ultra-court et a même impliqué les consommateurs dans son projet avec deux campagnes de financement participatif qui lui ont permis de s'équiper.

RENTABILISER L'IMMOBILIER

Dans d'autres exploitations, les revenus complémentaires sont générés grâce aux installations. C'est le cas à Loos-en-Gohelle, où la CUMA la Verloossoise a équipé sa toiture de panneaux solaires. «*Notre structure investit régulièrement dans du matériel de dernière génération, notre objectif en posant des panneaux solaires consistait à générer un revenu qui viendrait faire baisser la cotisation de nos adhérents par la revente de l'énergie à EDF*», résume Thierry Baillet, président de la Verloossoise.

L'exemple n'est pas isolé : à la sortie d'Hazebrouck, Clément, éleveur de poulets, avait besoin de hangars pour stocker son matériel. Il a profité de la construction de ces derniers pour investir dans la pose de panneaux solaires pour recouvrir ses deux grands hangars. Le jeune homme dispose d'une importante capacité de production qui lui génère un revenu complémentaire. Clément a décidé d'aller encore plus loin : «*J'avais encore de la place dans mes hangars, que je mets à disposition pour du stockage temporaire de meubles ou bien encore de caravanes, de camping-cars*», poursuit-il. On retrouve le même type d'installation aux quatre coins de la région, notamment sur la route entre Hesdin et Abbeville, sur la route nationale à Regnauville.

POINT RELAIS ET LIVRAISON

À Boiry Sainte-Rictrude, Bénédicte Dubusse et son mari ont une petite exploitation, qu'ils ont a coeur de développer. «*J'étais préparatrice en pharmacie, j'ai décidé de quitter mon emploi pour venir travailler à la ferme. Cependant, il était nécessaire que je trouve une activité secondaire*», expose-t-elle. Les Dubusse se sont rapprochés du réseau AgriKolis qui est à la recherche d'exploitations pour se développer sur le territoire national. «*Nous avons démarré l'activité en mars 2019, nous étions les sixièmes à l'échelle nationale à proposer ce service*».

Le principe est simple, AgriKolis est intermédiaire pour C-discount et d'autres sites de e-commerce et propose aux clients de choisir la livraison en point de proximité. Les colis sont ainsi acheminés par camion

LOXAGRI MACHINISME
BOBMAT CONSTRUCTION
LAMBIN MOTOCULTURE
LELY






ORCHIES (59)
Tél. 03 20 71 85 88
NIEPPE (59)
Tél. 03 20 50 69 69
RAILLENCOURT STE OLLE (59)
Tél. 03 27 74 01 47
DAINVILLE (62)
Tél. 03 21 15 00 46
MANINGHEM (62)
Tél. 03 21 90 91 60
MARQUISE (62)
Tél. 03 21 92 36 84
FILLIÈVRES (62)
Tél. 03 21 47 14 69
ABBEVILLE (80)
Tél. 03 22 25 91 93
CAMON (80)
Tél. 03 22 44 49 78
TÔTES (76)
Tél. 06 79 43 70 90
VERVINS (02)


© goodluz

jusqu'à l'exploitation, les clients peuvent ensuite venir les récupérer avec des horaires élargis. Avantage de ce type de livraison, elles sont moins coûteuses que les livraisons classiques.
Les Dubusse apportent en plus un réel service aux clients en les aidant au chargement de leur colis et envisagent de proposer la livraison à domicile dans les mois à venir. «*Très contente de notre choix, nous traitons actuellement un peu plus de 300 colis par mois, lorsque les prévisions étaient à 30. Cette deuxième activité nous permet en moins d'une année de tirer un vrai revenu*», avoue Bénédicte Dubusse.

VENTES À LA FERME

Dernier exemple — probablement le plus facile et le plus évident à mettre en place — celui de la vente directe aux consommateurs. Un modèle particulièrement courant sur la côte picarde. Alex, Georges, Damien sont agriculteurs à Quend, ils vendent leurs produits en direct et le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils font carton plein.
Ils sont connus par les résidents de la commune, mais aussi par les nombreux touristes qui viennent en villégiature sur la côte, ils sont présents sur les marchés locaux et ne reviendraient pour rien au monde sur un mode de fonctionnement différent. Georges fait visiter son exploitation au moment de la traite et propose la vente de ses fromages de chèvre. Preuve qu'il est possible de se passer de la grande distribution, toute la production est vendue au niveau local. Alex, après avoir mis en place la vente à la ferme, est passé à la vitesse supérieure en s'associant à d'autres producteurs locaux. Ils ont ouvert un commerce baptisé Esprit fermier à Glissy, en périphérie d'Amiens. Et le jeune homme a encore d'autres idées en tête pour continuer à se développer. Les exemples ne manquent pas, les idées les plus simples sont bien souvent les plus pertinentes et très souvent il s'agit d'une question de bon sens.

1. L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération .

ANALYSE



Benjamin Mendou,
FONDATEUR D'AGROTECSOL

«Une fois docteur de l'Université de Picardie Jules Verne, en tant que chercheur dans le domaine des biotechnologies végétales et de l'agriculture durable, j'ai créé ma startup en septembre 2013. Ce bureau d'études amiénois est spécialisé en fertilisation raisonnée des cultures et la gestion des sols. Les experts d'Agrotecsol apportent des conseils et préconisations en agronomie dans le but d'optimiser les cultures à partir de rendements objectivés. L'entreprise a grandi avec l'aide de nombreux partenaires, dont celles du Conseil départemental de la Somme et de la Région. La halle technologique d'Agrotecsol avec son équipe opérationnelle se trouve à Amiens au cœur de l'hôtel d'entreprises Ecopolis 1. Après plusieurs concours d'innovation et labels à son actif, Agrotecsol a réussi sa levée de fonds d'amorçage industriel qui a permis de mettre en place une station expérimentale en 2018 inaugurée lors d'une démonstration sur une parcelle à Bernaville. La station, dont le coût varie entre 2 500 et 3 000 euros selon la configuration, peut être utilisée sur une surface allant jusqu'à 10 ha modulables. Et si vous décidez de changer de culture dans une parcelle, il suffit de changer les capteurs intégrés. Agrotecsol est en recherche de partenaires financiers pour la commercialisation des stations ATS et leur production industrielle. Avec le concours de la CCI Amiens-Picardie et des services économiques d'Amiens Métropole, je prévois même de la commercialiser à l'étranger. Des investisseurs et opérateurs chinois sont d'ailleurs très intéressés par cet outil d'aide à la décision.»

ANALYSE

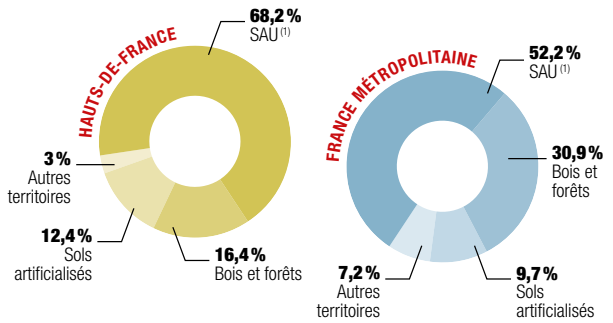


Anne Catteau,
CHARGÉE DE MISSION À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA SOMME

«Pendant le confinement, Bienvenue à la ferme a sondé tous ses adhérents. L'objectif de cette étude était de mesurer l'impact de la crise sanitaire sur leur activité. Après la publication des résultats, nous avons eu l'idée de construire trois carnets de voyage. Notre objectif était d'aider les adhérents à relancer l'agrotourisme le plus vite possible. Depuis 32 ans, Bienvenue à la ferme a permis aux agriculteurs de se diversifier, d'être en lien direct avec les consommateurs et de nouer avec eux des liens privilégiés. Sur le territoire le réseau compte 56 adhérents qui proposent des boutiques à la ferme, de l'hébergement, de la restauration ou des activités pédagogiques. Ces actions s'inscrivent dans la dynamique «Mangez fermier» pour la vente directe et «Vivez fermier» pour l'accueil à la ferme. Chacun des Carnets de voyage recense toutes les initiatives dans le Grand Amiénois, en Baie de Somme et en Haute Somme. À chaque fois, 3 circuits différents sont proposés. L'idée est privilégier l'hyper-proximité, de répondre à cette envie de nature et d'encourager les lecteurs à redécouvrir les savoir-faire et les produits locaux, pour pourquoi pas les intégrer durablement dans leurs habitudes de consommation. Nous avons fait le choix de distribuer ces guides dans les offices de tourisme où ils ont eu beaucoup de succès, nous avons eu de très bons retours. À tel point que nous pensons pérenniser l'initiative. Ce projet a été monté en réaction à la crise sanitaire mais il s'est transformé en une expérience très positive !»

RÉPARTITION DE LA SUPERFICIE

En 2018



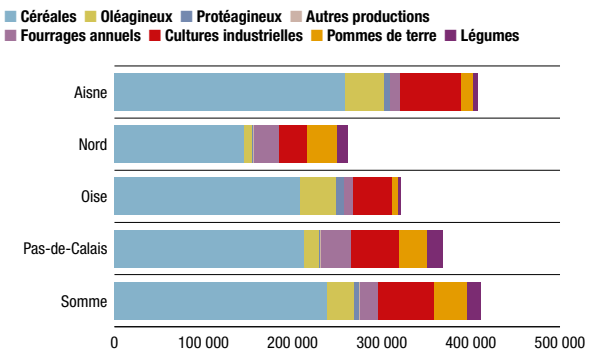
(1) Surface Agricole Utile

Source : Agreste Hauts-de-France

EXPLOITATION. La surface agricole utile représente 68,2% de la superficie exploitée en Hauts-de-France. C'est plus que la moyenne nationale.

RÉPARTITION DE LA PRODUCTION VÉGÉTALE

En 2019, en ha

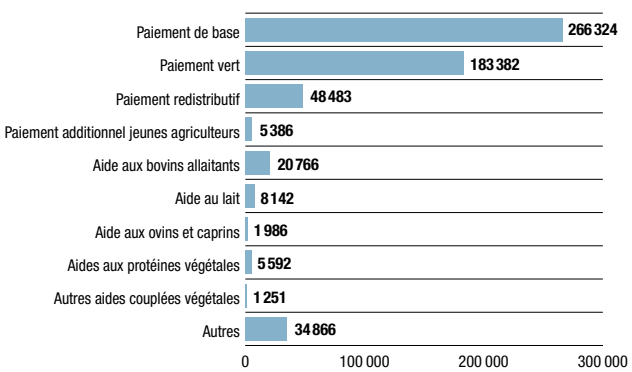


Source : Agreste Hauts-de-France

CÉRÉALES. L'Aisne est le département qui produit le plus de céréales. Plus de 300 000 hectares y sont consacrés.

RÉPARTITION DES AIDES DE LA PAC DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018, en milliers d'euros

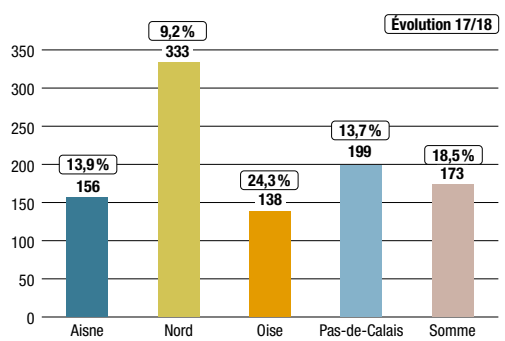


Sources : Agreste Hauts-de-France, Agence de Services et de Paiement

BUDGET. Les différentes aides de la Politique agricole commune (PAC) ont représenté au total 576 178 000 euros dans les Hauts-de-France en 2018.

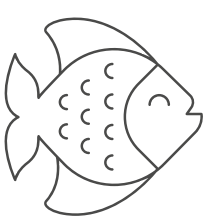
NOMBRE D'OPÉRATEURS BIO DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018



Source : Agence Bio

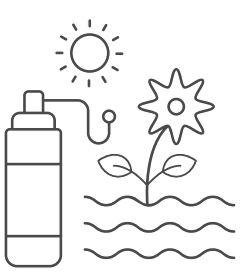
ÉVOLUTION. Le nombre d'opérateurs bio a augmenté partout dans la région entre 2017 et 2018, et surtout dans l'Oise (+24,3%).



2,1 Mds€

C'est le montant des exportations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture dans les Hauts-de-France en 2019. La région représente 13,2 % des exportations du secteur en France derrière l'Occitanie (16,5 %), la Nouvelle-Aquitaine (15,1 %) et la Normandie (14,1 %).

Source : Douanes



4e

Avec 1 900 tonnes de pesticides achetés en 2017, le Pas-de-Calais est le 4e plus gros consommateur en France derrière la Gironde, la Marne et le Gard. La Somme se classe 5e, l'Aisne 9e, l'Oise 13e et le Nord 14e.

Source : Générations Future

Le taux d'activité de l'industrie agroalimentaire s'est maintenu à 75% en moyenne durant le confinement.



© Nejron Photo

L'industrie agroalimentaire en plein questionnement

C'est quasiment le secteur n° 1 de l'activité économique des Hauts-de-France. L'agroalimentaire regroupe 1 400 entreprises et 36 000 salariés pour 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires, positionnant la région sur la première marche des régions exportatrices. Comment la filière a-t-elle traversé la période de crise de la Covid-19 ? Voici quelques éléments de réponses.

Par Morgan RAILANE

Dans leur baromètre mensuel, l'Association Nationale des Industries Agroalimentaires (ANIA) et le réseau Agrosphère publiaient en mai dernier une série d'indicateurs de la filière au plus fort de la crise. Dans les Hauts-de-France, 45 entreprises y répondaient dont 4% de TPE et 73% de PME. Dans une filière où 98% des entreprises agroalimentaires sont des TPE et PME, les chiffres sont significatifs : les deux tiers des entreprises indiquent une baisse de leur activité ; une sur cinq témoigne d'une décrue de plus de la moitié de son chiffre d'affaires. «*L'arrêt de l'activité Restauration et Hôtellerie a totalement plombé la filière*» indique Serge Dahmani, directeur Économie et responsable des contrats de filières au sein de l'ANIA. Entraînant des sueurs froides dans les chaînes de production en amont. «*Il est clair qu'après l'épisode des Gilets Jaunes, le Covid a été vécu comme le coup de grâce pour la filière*» appuie Fanny Desrousseaux, chargée de mission à l'Institut de Formation des Industries Agroalimentaire (IFRIA). Une fois réalisés les achats de précaution en mars et avril, la production a baissé de manière drastique et les marges, au plus bas depuis 2010, se sont effondrées.

Avec le chômage partiel, l'aide directe aux commerces et les Prêts Garantis par l'État (PGE), la «*survie*» de certaines entreprises a pu être acquise. Pour Serge Dahmani, cette période est «*riche en enseignements*». Si le secteur a montré sa capacité à fournir le marché, la rentabilité et la trésorerie du secteur ont été largement touchées. «*On a assisté à une véritable résistance du secteur avec un taux d'activité qui s'est maintenu à 75% en moyenne. Ce qui est très nettement supérieur à d'autres secteurs. Avant mars, nous avions déjà des mesures sanitaires fortes. Les masques, les gants, ce n'est pas quelque chose*

d'inconnu dans l'agroalimentaire. On a assisté à un absentéisme très bas alors qu'on avait quelques craintes. La mobilisation a été forte.» Si l'agroalimentaire a si bien «*résisté*», c'est aussi – et surtout – parce qu'il s'agit de biens de consommation de première nécessité.

DES COÛTS NON RÉPERCUTÉS QUI FRAGILISENT LES MARGES

Les surcoûts dans le secteur ont taillé des croupières supplémentaires à la rentabilité de l'agroalimentaire : 9% en moyenne. Les équipements de protection, les coûts de maintenance et de nettoyage, et les hausses importantes dans les transports n'ont pas aidé. En sus, «*les changements de conditionnements ont alourdi également certaines chaînes de production*» ajoute Fanny Desrousseaux. Autre élément central dans l'économie de l'agroalimentaire, les prix : «*dans un contexte où les prix sont restés stables, les industries agroalimentaires ont amorti ces surcoûts*» souligne Serge Dahmani qui déplore tout de même que le secteur ne soit pas sorti «*de la guerre des prix*» des grandes centrales d'achat. «*Tant qu'on reste sur ce dogme de prix très bas*» déplore-t-il, le retour à la rentabilité se trouve complexifié. En effet, la filière connaît de manière consécutive sa huitième année de déflation. Difficile de retrouver des marges dans cette quadrature du cercle qui ne pousse pas à entreprendre : «*même la variété des produits baisse en rayon*» alerte encore le cadre. Fortement exportatrice, la filière agroalimentaire n'est pas sortie du tunnel à cette heure : «*la Covid-19 nous a fait perdre un milliard d'euros d'activité*» indique l'ANIA. La situation actuelle n'a pas encore rassuré les entreprises agroalimentaires ; en témoigne une frilosité ambiante : «*des dossiers d'implantation sont en stand-by pendant que certains commencent à reprendre. Des décisions sont aussi ajournées*» pointe Fanny Desrousseaux. Serge Dahmani rappelle aussi «*l'effet confiance*». Avant le Covid, la tendance était à la dé-consommation. Depuis le déconfinement, les achats dans les hypers ont cru de 20 points. Autre «*bonne nouvelle*», la baisse de 10 milliards d'euros de fiscalité sur la production. Pour autant, avec des mesures plus restrictives, il est à parier que les consommateurs freinent sur leurs dépenses.

RECONNAISSANCE DU RÔLE DE L'ETAT

Aujourd'hui, les entreprises du secteur sont à la croisée des chemins. Les deux tiers des projets d'investissement ont été différés au moment de la crise. Les prévisions pour 2020 sont de -9 % pour les investissements.
L'agroalimentaire n'est pas sorti des problèmes structurels et conjoncturels. La répercussion des hausses des matières premières ne se voit pas dans les prix des produits finis. Face à tout cela, l'ANIA reste clairvoyante : «*les mesures prises par l'Etat nous ont clairement permis de maintenir en vie la filière.*» Craint-il néanmoins le mur de dettes, comme le soulignait Alain Griset lors de sa nomination au ministère des PME ? «*Ça rend encore plus impérieux le fait de créer de la valeur*», saluant la politique industrielle volontariste de l'État. Y a-t-il d'autres solutions pour redresser la situation ? «*On a déjà le poids du made in France avec 70% de la consommation locale des produits agroalimentaires. Mais il est clair que le rôle de l'Etat va rester fondamental*». L'industrie agroalimentaire semble redécouvrir la souveraineté économique.

ANALYSE



Jean-Philippe Azoulay,
VICE-PRÉSIDENT DE LA FILIÈRE POIS ET NOUVELLES PROTÉINES CHEZ ROQUETTE

«Cette période inédite de pandémie Covid 19 a impacté le secteur agro-alimentaire qui a dû s'organiser pour répondre aux attentes de l'ensemble des consommateurs. Cela a demandé des efforts considérables au niveau des chaînes d'approvisionnement, de la production, de la logistique et surtout une implication forte des salariés. Les entreprises de notre territoire ont démontré leur résilience et leurs capacités de réactivité. Elles s'appuient aujourd'hui sur cette expérience pour anticiper et s'adapter à une nouvelle normalité.
Le groupe Roquette a de fortes ambitions mondiales sur les marchés de l'alimentation, de la nutrition et de la santé, et notamment sur le secteur en pleine croissance des protéines végétales destinées à la nutrition humaine. Notre site dédié à la protéine de pois est situé à Vic-sur-Aisne. Avec l'ambition de devenir le leader à long terme des nouvelles spécialités de protéines végétales, le groupe Roquette a pris une position rapide sur ce marché en lançant dès 2015 un programme d'investissement majeur sur 5 ans d'un demi-milliard d'euros, en France (principal pays producteur de pois en Europe), et au Canada, (principal pays producteur de pois en Amérique du Nord). Grâce à cette décision rapide et à ces investissements massifs, à fin 2020, le groupe Roquette sera le 1er groupe mondial producteur de protéines de pois.»

ANALYSE



Céline Hocquet,
DIRECTRICE DE METAROM FRANCE

«Metarom France a réussi à gérer la crise sanitaire avec beaucoup d'énergie déployée par nos équipes et dans un esprit de solidarité pour que la chaîne puisse perdurer. Nos clients ont repris les commandes à 100%, mais nous sommes bel et bien préparés si d'autres secousses sanitaires devaient arriver. Du côté de la R&D, nous allons monter en effectifs et poursuivre nos travaux sur les produits de la gamme nutritionnelle. Nous menons en effet un travail important pour aider l'industrie agroalimentaire sur le champ du Nutri-Score. Moins de gras, moins de sucre dans la biscuiterie et la viennoiserie notamment. Nous continuons par ailleurs à nourrir la gourmandise avec le Caramel Bakestable. Il s'agit d'un caramel stable à haute température et qui demeure aussi gourmand et onctueux à 220°. Cette innovation démontre notre volonté de servir nos clients sur-mesure et de leur proposer régulièrement des nouveautés. Nous avons également doublé la surface de nos locaux dédiés à l'innovation. Un nouvel espace de 500 m² dont l'objectif est d'accompagner les axes stratégiques du groupe familial créé en 1953 et spécialisé dans la création et la fabrication d'arômes et de caramels pour les industriels de l'agroalimentaire. Entre 2014 et 2018, nous avions déjà investi 2,6 millions d'euros dans un projet d'agrandissement et de modernisation de notre site. L'investissement de nos nouveaux locaux, R&D et innovation, s'élève à 1,7 million d'euros.»

L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

5 000 établissements

54 000 salariés

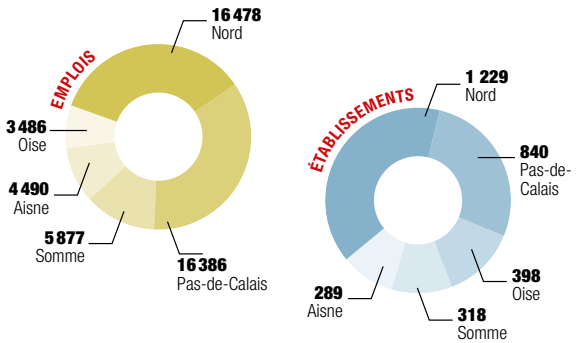
6 Mds € de produits exportés

1er exportateur français de biens alimentaires

Sources : Insee, Douanes

POIDS DES DÉPARTEMENTS DANS L'IAA

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs

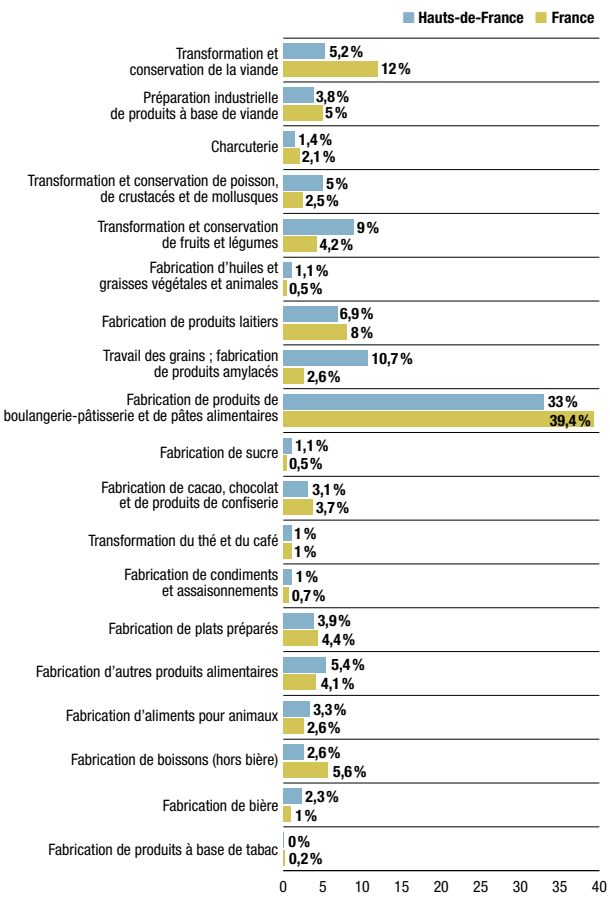


Source : Acoss-Urssaf

RÉPARTITION. Les départements picards ne représentent qu'un tiers des emplois salariés privés et des établissements employeurs de l'industrie agroalimentaire de la région.

POIDS DES ACTIVITÉS DANS L'IAA

En 2018, emplois salariés privés

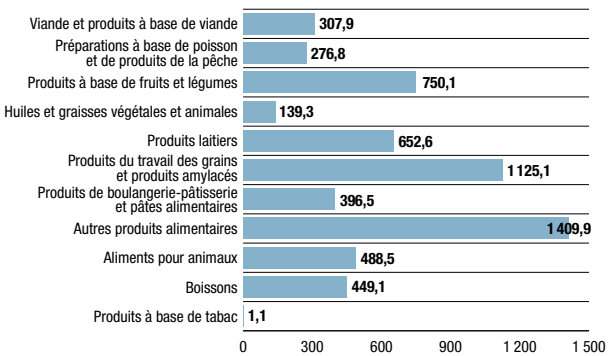


Source : Acoss-Urssaf

PRODUITS CÉRÉALIERS. La fabrication de produits de boulangerie-pâtisserie et de pâtes alimentaires représente la part la plus importante de l'activité dans l'industrie alimentaire de la région (33%).

MONTANT DES EXPORTATIONS DE L'IAA DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, en M€



Source : Douanes

INTERNATIONAL. En 2019, les Hauts-de-France ont exporté pour 5 997 M€ de produits agroalimentaires.

TOP 10 DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

RANG	ENTREPRISE	ACTIVITÉ	CA 2018 (M€)	EFFECTIFS FRANCE
1	Tereos (groupe)	Fabrication de sucre	4 438	18 649
2	Bonduelle (groupe)	Autre transformation et conservation de légumes	2 777	2 074
3	Roquette Frères	Fabrication de produits amylacés	2 024,8	3 200
4	Coca Cola Production	Production de boissons rafraîchissantes	466,3	2 065
5	Ingredia	Fabrication d'autres produits laitiers	339,3	3 000
6	Mc Cain Alimentaire	Transformation et conservation de pommes de terre	255,3	1 650
7	Moy Park France	Fabrication de plats préparés	242,5	740
8	Brasserie De Saint-Omer	Fabrication de bière	238,7	1 500
9	Intersnack France	Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation	208,6	1 251
10	Mowi Boulogne	Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	204,4	2 450

Source : Verif

L'agence SOFIE renforce l'attractivité du Territoire d'industrie « Cœur de Flandre – Pays de Saint-Omer »



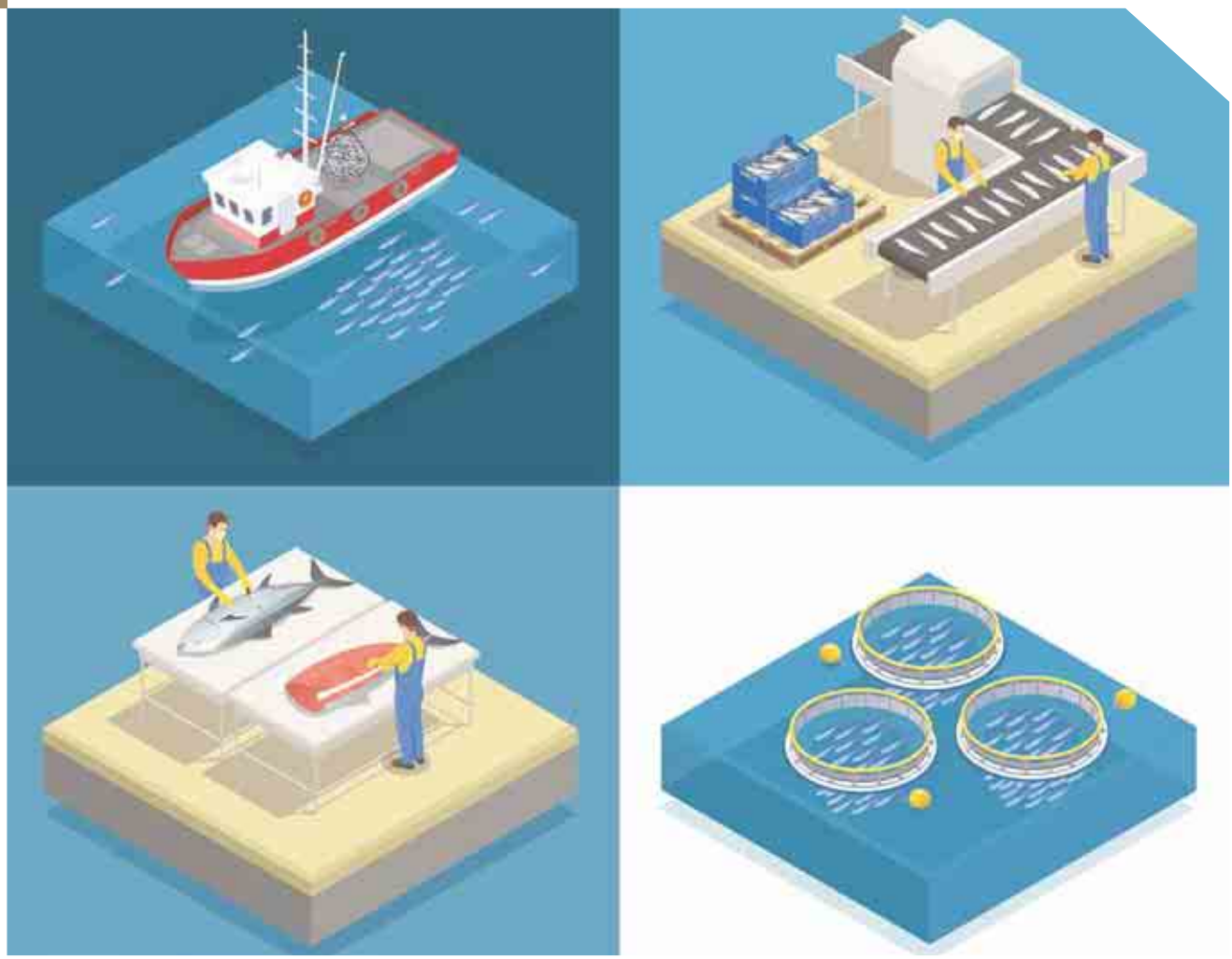
Redynamiser l'industrie, tel est l'objectif du « Programme national Territoires d'industrie ». En Cœur de Flandre – Pays de Saint-Omer, c'est l'agence SOFIE qui pilote la démarche en étroite collaboration avec les différents acteurs locaux, régionaux et nationaux.

« *La tradition industrielle est fortement ancrée dans nos terres* », souligne Bénédicte Brienne, directrice de la structure de développement économique. 30% des emplois de la Région en dépendent en effet. Si le territoire dispose de plusieurs atouts qui ont toujours séduit les investisseurs, sa labellisation renforce davantage son attractivité. Dans ce cadre, le projet de création d'un « campus des métiers et des qualifications Industrie et Transition numérique » et celui de l'aménagement d'une « Cité des industries » sont en train de prendre forme. La création d'un incubateur au sein de « La Station », tiers lieu de coworking et d'innovation, est également à l'étude.

L'AGROALIMENTAIRE : UNE FILIÈRE EMBLÉMATIQUE

Chef de file en matière de production agroalimentaire, le territoire « Cœur de Flandre - Pays de Saint-Omer » dispose d'un bassin de production agricole important. En plus des 6 millions d'hectolitres de bière qui y sont brassés chaque année, plusieurs entreprises de traitement de légumes, de viandes ou de céréales y sont implantées. Actuellement, l'agence SOFIE travaille sur l'installation de deux nouvelles usines, la première sera destinée à la fabrication de pâtes, la seconde à la surgélation de légumes.





© macrovector

Capécure suspendue aux accords du Brexit

No Brexit, no deal et Brexit dur, Brexit doux avec maintien d'une union douanière ? La porte d'entrée des produits de la mer sur le Continent est dans l'attente de la réponse du Royaume-Uni.

Par Lucy DULUC

Dans les prérogatives de la Société d'Exploitation des Ports du Détroit (SEPD), il y a la gestion des activités du port de Boulogne-sur-Mer : la pêche, la transformation des produits halieutiques et le port de commerce. Ces trois secteurs représentent près de 200 entreprises, principalement des TPE et quelques PME. 31 500 tonnes de poissons sont pêchées par an et 350 000 tonnes sont transformées dont en grande partie du saumon et des crevettes. La zone de Capécure abrite les trois plus gros cuiseurs de crevettes à l'image de Crusta C, leader national de la vente de crevettes dans les grandes surfaces.

UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE 27 MILLIONS D'EUROS

La SEPD s'est engagée dans un programme d'investissements sans précédent de plus de 27 millions d'euros, dont 16 millions de fonds propres, dans la modernisation du port de Boulogne-sur-Mer (pêche et commerce) et de la zone d'activité halieutique de Capécure pour assurer et développer l'avenir de la filière. 2,5 millions d'euros sont notamment investis dans la modernisation de la gare de marée et 800 000 euros dans la modernisation de la criée. Le poisson pêché en Manche, Mer du Nord, Ouest Ecosse et Atlantique est vendu aux enchères en salle des ventes au cadran et, depuis 2015, à distance par internet, directement du producteur aux acheteurs.

Les transactions (facturation, encaissement, etc.) se font par système de vente électronique par les services de la halle à marée. «*Cela fait partie des atouts de Capécure. Les transactions doivent aller vite,* explique Alain Caillier, directeur délégué du port de Boulogne-sur-Mer. *Les captures sont numérisées à bord des navires et transmises aux affaires maritimes. Les pêcheurs débarquent leurs poissons dans la nuit, ils sont pesés et tracés. Ils sont ensuite vendus à la criée à 5 heures du matin et transformés par les mareyeurs. Les premiers départs se font vers 10 heures. À 13 heures, tout doit être parti. Le poisson doit être livré dans les 24 heures. Nous sommes dans l'ultrafrais, du poisson de la mer jusqu'à l'assiette.*»

LE BREXIT EN TOILE DE FOND

La sortie du Royaume-Uni de l'Union douanière amène le rétablissement des droits de douane qui peuvent atteindre 20% pour certains produits aquatiques. Capécure s'est dotée à l'entrée du site d'un point de contrôle douanier et sanitaire pour les camions anglais qui sera opérationnel en janvier 2021. L'objectif est de pouvoir contrôler une vingtaine de camions par matinée afin de minimiser la perte de temps. Si, pour diverses raisons, blocage ou panne, les délais devaient dépasser 24 heures, la marchandise serait perdue. Alain Caillier ne cache pas l'inquiétude de la profession face à la guerre d'empoigne que se livrent l'Europe et les Britanniques. «*Les pêcheurs britanniques ont fait partie des premières corporations à porter le Brexit sur le devant de la scène*», explique le directeur. On peut donc s'attendre à une inflexibilité de leur part dans le cadre des accords de pêche. Dans ce cas, la filière halieutique serait impactée à double titre : par la baisse des volumes de pêche des marins pêcheurs boulonnais et par le détournement de navires d'autres provenance, comme l'Islande par exemple, qui auparavant passaient par le Royaume-Uni, et qui devrait aller de fait vers la Belgique ou la Hollande. La ministre de la Mer, Annick Girardin, en visite à Capécure en juillet dernier, a rappelé la position de la France : «*Notre parti, c'est de dire, que s'il n'y a pas d'accord de pêche, il n'y aura pas d'accord tout court. Je serai la voix des pêcheurs à Bruxelles, pour défendre cet accord de pêche, mais aussi sur la question du FEAMP et des quotas.*» «*À quatre mois du démarrage du Brexit, le climat n'est pas sain pour les entreprises*» conclut Alain Caillier.

ANALYSE



Thierry Missonnier,
DIRECTEUR DU PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ AQUIMER À BOULOGNE-SUR-MER

«Le pôle de compétitivité Aquimer a été labellisé en 2005 afin de répondre aux problématiques de la filière des produits aquatiques. Nous sommes l'interface entre les chefs d'entreprises que nous accompagnons dans leurs projets d'innovation et de développement, et les scientifiques. Nous avons financé 110 projets à hauteur de 210 millions d'euros en 15 ans. Nous appuyons sur 115 centres de compétences, 87 à l'international et 28 en Hauts-de-France. Il y a une attente des consommateurs très évolutive. Un des freins à la consommation de poisson par exemple, est l'arête. De fait, nous travaillons beaucoup sur l'innovation des produits, leur valorisation, comme par exemple les techniques de désarêtage ou la fabrication de saucisson de poisson. Comment aussi valoriser les coproduits, lorsque sur 1 kg de poisson pêché, seulement 600 grammes de filets sont vendus ? Nous avons accompagné la recherche de l'entreprise Copalis à hauteur de 16 millions d'euros. Initialement productrice de farine de poisson, elle valorise aujourd'hui les coproduits. Nous accordons beaucoup d'importance à la sécurité alimentaire et au développement durable. La performance industrielle est au centre de nos priorités. Notre réseau est composé de 98% de TPE/PME de 30 à 40 personnes, émiettées sur le littoral. Nous les aidons à intégrer l'innovation dans leur stratégie. Dans le secteur aquacole, nous nous appuyons sur la station expérimentale de notre plateforme d'innovations Nouvelles vagues.»

ANALYSE

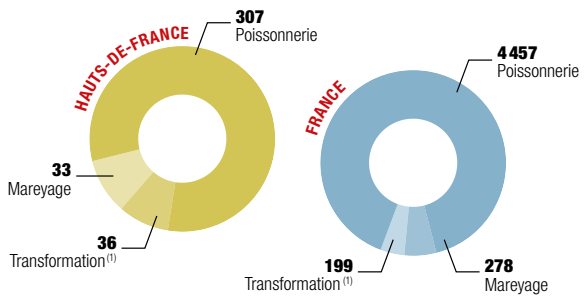


Florence Huron,
DIRECTRICE DES PROJETS À NAUSICAA

«Nous avons créé au Centre National de la Mer Nausicaa, de concert avec l'Aquarium de Gênes en Italie et l'aquarium Finisterrae en Espagne, Mister Goodfish en 2010. Ce programme européen vise à aider les professionnels comme les restaurateurs, les poissonniers ou encore la grande-distribution, et le grand public via notamment les applications smartphone, à bien choisir leurs produits de la mer, dans le cadre d'une consommation responsable. L'objectif est de réduire la pression faite sur certains stocks fragilisés en orientant les consommateurs vers des stocks en bon état écologique. Ces listes sont réalisées avec une méthodologie commune basée sur des données scientifiques. Le programme est également développé à Monaco, en Belgique et s'appuie sur les centres d'éducation comme relais de sensibilisation. À chaque saison, des comités scientifiques sont organisés par façade maritime : Manche/Mer du Nord, Bretagne/Atlantique et Méditerranée, et sont animés par des coordinateurs locaux. L'IFREMER fournit au programme Mr.Goodfish la liste détaillée des espèces (état du stock, pression de pêche, zone de pêche…) et les membres des comités établissent la liste des espèces qui peuvent être consommées, selon les informations scientifiques et les critères du programme Mr.Goodfish. Aujourd'hui, le programme compte plus de 400 restaurants partenaires, ainsi que près de 150 professionnels de la filière, et un total de 150 établissements indépendants en Région Hauts de France, dont des établissements scolaires, comme les 28 écoles du Boulonnais.»

RÉPARTITION DES ENTREPRISES DE LA FILIÈRE

En 2016, en nombre



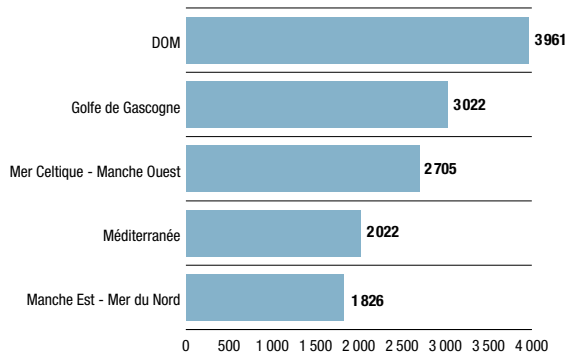
(1) En 2017

Source : FranceAgriMer

COMPARAISON. Les Hauts-de-France ne détiennent que 6% des poissonneries de France.

RÉPARTITION DES EMPLOIS DE MARINS PÊCHEURS

En 2016, sur les navires français, hors conchyliculture

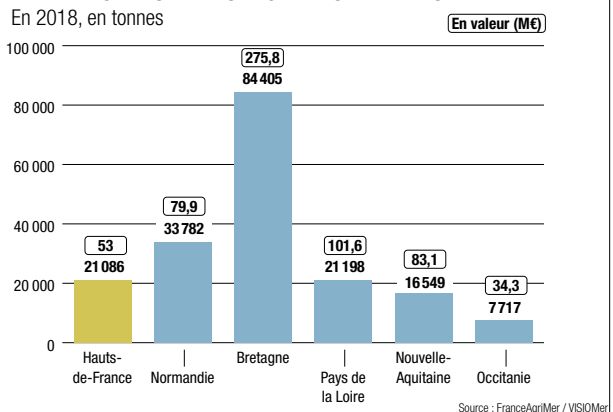


Source : FranceAgriMer

DOM. En 2016, les départements d'outre-mer employaient le plus de marins pêcheurs.

RÉPARTITION DES VENTES DÉCLARÉES EN HALLES À MARÉE

En 2018, en tonnes

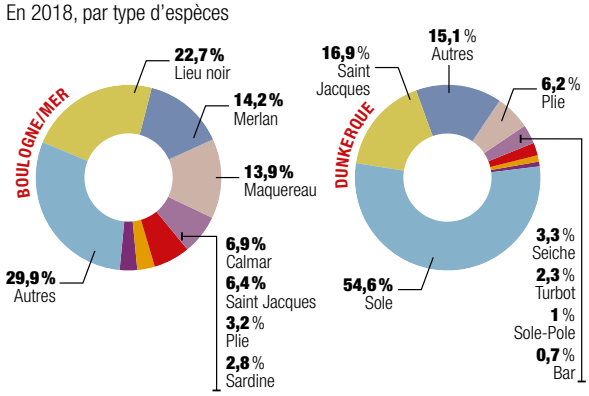


Source : FranceAgriMer / VISIOMer

RETRAIT. Les ventes dans les halles à marée françaises ont globalement diminué en 2018 : -1,8% par rapport à 2017. Elles progressent toutefois dans les Hauts-de-France : +8,2% de quantités vendues dans les halles de Dunkerque et de Boulogne-sur-Mer.

RÉPARTITION DES VENTES DÉCLARÉES EN HALLES À MARÉE

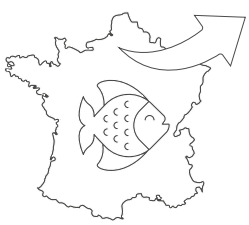
En 2018, par type d'espèces



Source : FranceAgriMer / VISIOMer

ESPÈCES. Boulogne-sur-Mer vend majoritairement du lieu noir (22,7% de la marchandise). Tandis que la halle de Dunkerque vend majoritairement des soles (54,6%).

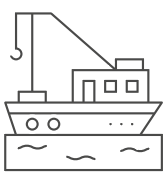
123,3 M€



C'est le montant des exportations de produits de la pêche et de l'aquaculture dans les Hauts-de-France en 2019. Elle se classe deuxième région exportatrice du secteur derrière la Bretagne et représente 20 % des exportations nationales.

Source : Douanes

21 000 tonnes



C'est la quantité de poissons vendue en halles à marrée au port de Boulogne/Mer en 2018. Cela en fait le 1er port français en volume.
En valeur, il se classe 3e derrière Le Guilvinec et Lorient.

Source : FranceAgriMer



TERRALTO

ENSEMBLE FAISONS VIVRE **VOS PROJETS**

Vous souhaitez **une expertise locale ?**

TERRALTO vous accompagne

Nos domaines d'expertise

- Aménager l'espace
- Accompagner les projets de territoire
- Valoriser les produits locaux
- Favoriser l'économie circulaire
- Contribuer à la gestion durable de l'eau
- Agir pour la biodiversité, l'environnement et les paysages
- Œuvrer pour la transition énergétique, le climat et la qualité de l'air

tél / 03 21 60 57 57
www.nord-pas-de-calais.chambre-agriculture.fr

AGRICULTURES & TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE NORD-PAS DE CALAIS



© APO France

La cosmétique régionale se met au vert

Secteur phare de l'économie française avec 24 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2018[1], la cosmétique est souvent l'apanage des grandes marques. Et pourtant, l'ancrage territorial y est historique puisque près de 80% de ses acteurs sont des TPE et PME et 67% des entreprises sont implantées en régions.

Par Amandine PINOT

Avec 757 millions de chiffre d'affaires (environ 13% du marché mondial de la cosmétique), la filière bio affiche une belle progression de 18% par an. Rien qu'en Hauts-de-France, la branche emploie près de 4 500 collaborateurs, forte de quatre gros leaders (L'Oréal, Chanel, LVMH Fragance Brands et Colgate-Palmolive, tous dans l'Oise). En renouvellement constant des gammes, la filière est aussi dynamique qu'innovante et il suffit de regarder les linéaires pour observer depuis de nombreuses années, la percée des produits naturels et bio, plébiscités des consommateurs. Les grandes marques s'y sont mises et surtout, des acteurs de taille plus modestes – mais tout aussi influents ! – ont fait de la cosmétique bio un pari sur l'avenir.

Les Hauts-de-France ne sont pas en reste avec une multitude d'acteurs, allant de la TPE à la PME en passant par l'auto-entreprise. C'est en métropole lilloise qu'un ancien de la grande distribution, Alexis Dhellemmes, a imaginé Avril, marque notoirement connue pour son rapport qualité prix imbattable. Son secret ? Aucun budget dédié au marketing. Malgré un démarrage assez difficile, le réseau compte aujourd'hui une trentaine de boutiques, faisant la part belle aux produits fabriqués en France, «*les moins chers du marché*» selon son fondateur. Surfant sur la vague du bio accessible pour tous, Avril va même un peu plus loin dans la réduction de ses déchets, en proposant par exemple des recharges de gel douche dans sa boutique lilloise ou en stoppant les promotions pour éviter la surconsommation. En croissance de 50% chaque année, l'entreprise compte près de 130 salariés.

DES CONSOMMATEURS DE PLUS EN PLUS AVERTIS

Pour fédérer l'ensemble des petits acteurs qui veulent percer sur le marché, certains entrepreneurs ont eu l'idée de créer des sites de vente spécifiques, à

l'image de My Bio Time, implantée à Blanchemaille, l'incubateur d'EuraTechnologies dédié au e-commerce. Son co-fondateur, Amine Chraibi, explique tout l'enjeu de ce marché : «*Certains produits sont équivalents en qualité à ceux avec certification bio mais ne peuvent tout simplement pas payer la certification (50 000€ par an). Les grandes marques sont, quant à elles, très dépendantes de certains segments. Prenez le cas de Nocibé et de Sephora : elles réalisent 50% de leur chiffre d'affaires avec le parfumerie.*» Dès lors, difficile de céder un peu de place à d'autres produits sur les rayonnages, au risque de se voir s'envoler des parts de marché...

En 2020, le marché européen de la cosmétique naturelle a atteint les 5 milliards d'euros et doit faire face à des consommateurs de plus en plus informés et donc... exigeants. «*Aujourd'hui, il est très facile de savoir si un produit est 'clean' ou non. Comme nous sélectionnons les marques avec lesquelles nous travaillons, nous pouvons accompagner nos clients. Nous avons fait des choix, en travaillant avec des petites marques françaises et mondiales. La cosmétique doit rester avant tout un plaisir, tout en étant efficace*» poursuit-il. Avec ses 1 200 références, sa trentaine de marques et un marché masculin qui grimpe en flèche (15% du chiffre d'affaires), My Bio Time veut aussi lancer une marque propre sur le make-up. A l'identique de la mouvance alimentaire – manger mieux, de façon locale –, la prise de conscience sur la cosmétique change la donne sur les productions et les fabricants, pour proposer une offre accessible à tous.

DÉVELOPPER D'AUTRES CULTURES

Pour Julien Kaibeck, président de l'association Slow Cosmétique née en 2015 – et qui récompense les entreprises familiales et à dimension artisanale pour leurs produits sains, écologiques et raisonnables –, les Hauts-de-France pourraient aller encore plus loin : «*En région, la richesse vient plutôt du dynamisme commercial et de la technicité que de la multitude d'acteurs. Il est clair que le territoire n'est pas aussi fertile en oléagineux ou en plantes aromatiques que l'Occitanie ou l'Auvergne-Rhône-Alpes et que le climat ne nous gâte pas autant. Pourtant, on voit en Wallonie et en Bretagne, fleurir des champs de chanvre, possibles sur nos latitudes et qui servent à la production d'huile de chanvre ou de cameline. On peut aussi penser aux fruits rouges et à leur potentiel antioxydant, qui fonctionneraient bien en région. Il s'agit de vrais débouchés en terme d'emplois.*»

Sur les 207 marques labellisées par Slow Cosmétique, toutes sont des TPE, dont une quinzaine sur le territoire. Qu'il s'agisse d'APO France (savonnerie artisanale), de Fibao (textile écologique réutilisables) ou encore d'Antheya (savonnerie à froid, aromathérapie et réflexologie), Slow Cosmétique met à point d'honneur à labelliser les marques artisanales et naturelles. Le site dédié à la slow cosmétique, géré depuis Roubaix (et depuis Roncq pour la logistique d'envoi des produits) affiche une belle croissance annuelle de 18%. Si les Hauts-de-France ont encore des marges de manœuvre pour faire de la cosmétique bio, une filière à part entière génératrice d'emplois, il n'en reste pas moins que la région peut compter sur des acteurs reconnus, dont l'envie, au-delà de sublimer notre peau, est aussi de faire du bien à notre planète.

1. Source : Etude Asteres 2019.

ANALYSE



Jean-Christophe Hallynck,

FONDATEUR D'IPHÉOS

«Nous avons lancé notre marque il y a 5 ans lorsque le bio, le naturel et le «made in France» n'avaient aucune importance par rapport à aujourd'hui. Pour autant, nous étions précurseurs car cette démarche nous tenait déjà à cœur. Il est important pour nous de ne pas utiliser des produits toxiques, que l'efficacité des produits soit instantanée sans endommager la peau et de vendre des flacons sans packaging afin d'éviter les déchets inutiles, entre autre. Il ne suffit pas de vendre, nous voulons fidéliser nos clients grâce à une marque éthique et de qualité. Nous avons commencé par la vente aux particuliers, mais très vite les professionnels de la beauté sont venus régulièrement frapper à notre porte pour acheter nos produits. Finalement, nous avons donc élargi notre champ de compétences. Nous faisons attention à ce que notre marque soit à un prix abordable, mais en aucun cas au détriment de la qualité de nos produits. Je me rends compte aujourd'hui que les clients aiment découvrir de nouvelles marques surtout lorsqu'elles sont bio, naturelles et/ou locales. Il est vrai que de plus en plus de personnes fuient les grandes marques au profit en quelque sorte «d'artisans» de la cosmétique, comme nous.»

ANALYSE

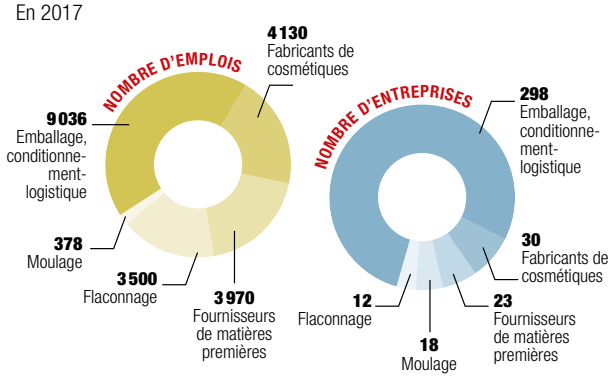


Jean-Marc Vasseur,

CO-FONDATEUR DE LA SAVONNERIE DES HAUTS-DE-FRANCE

«Mon passé d'électronicien m'amène à me servir de la technique pour améliorer nos procédés de fabrication de nos savons. Allier cela à un fort esprit artisanal et éthique de nos produits me conduit à penser que les clients de plus en plus nombreux et fidèles sont eux aussi en demande de ce retour à plus de simplicité et de bon sens. Nous sommes sans cesse en train de chercher à améliorer nos créations au sein de notre site de production à Salouël, qui se trouve juste à côté de la boutique. Cela se passe dans le choix des colorants, des parfums, des matières premières, des techniques. C'est un travail qui nous passionne et nous prend 7 jours sur 7. Nous sommes dans une si belle région que nous souhaitons la mettre en valeur. Muriel Héliès, qui a fait les Beaux-Arts, crée les packaging et leur design avec de beaux dessins dont elle a le talent. Le Manège à Savons est une deuxième gamme composée de 18 savons parfumés et colorés dont la délicieuse odeur de la betterave à sucre. La gamme Vive la Picardie remporte elle aussi un beau succès avec ses hommages aux différents sites que sont les hortillonnages, la cathédrale ou le cirque Jules Verne. La savon Baie de Somme arrive bientôt. Tous trouvent également place sur quelques marchés du terroir.»

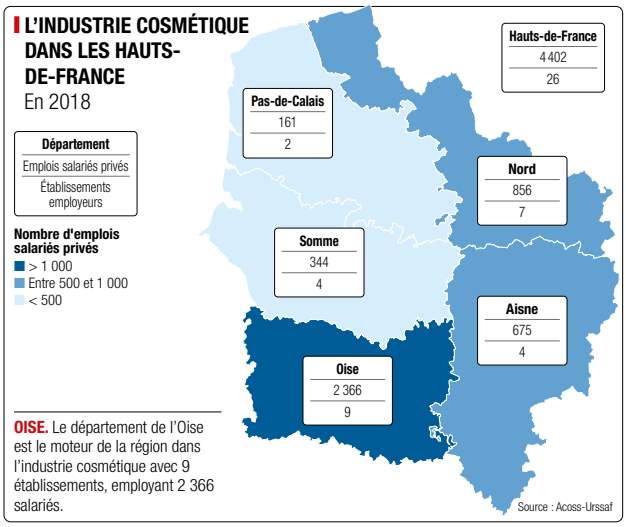
LA FILIÈRE COSMÉTIQUE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE
En 2017



Source : CCI Hauts-de-France

RÉPARTITION. La filière cosmétique est portée dans la région par l'activité d'emballage, de conditionnement et de logistique. Elle concerne 298 entreprises et 9 036 salariés.

L'INDUSTRIE COSMÉTIQUE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE
En 2018



OISE. Le département de l'Oise est le moteur de la région dans l'industrie cosmétique avec 9 établissements, employant 2 366 salariés.

Source : Acoss-Urssaf

LES PRINCIPAUX EMPLOYEURS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE
En 2017

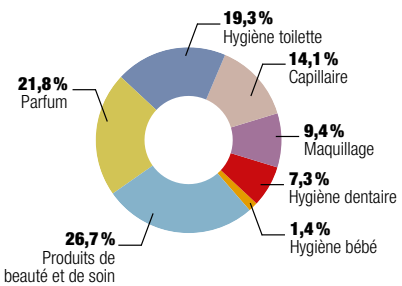
ENTREPRISE	COMMUNE	EFFECTIFS
Beauté Recherche & Industries (L'Oréal)	Lassigny (60)	490
Colgate-Palmolive Industriel	Compiègne (60)	460
Sicos et Cie (L'Oréal)	Caudry (59)	420
Chanel Parfums Beauté	Compiègne (60)	375
Chanel Parfums Beauté	Chamant (60)	370
LVMH Fragrance Brands	Beauvais (60)	330
Laboratoires Sarbec	Neuville-en-Ferrain (59)	270
SAS Soprocos (L'Oréal)	Gauchy (02)	250
SNC Fapagau et Cie (L'Oréal)	Gauchy (02)	250
Alkos Cosmétiques	Hesdin-l'Abbé (62)	105

Source : CCI Hauts-de-France

LEADER. L'Oréal est le plus gros employeur de la région dans le secteur de la cosmétique avec 4 entreprises sur le territoire et 1 410 salariés.

RÉPARTITION DES VENTES DE PRODUITS COSMÉTIQUES EN FRANCE
En 2017

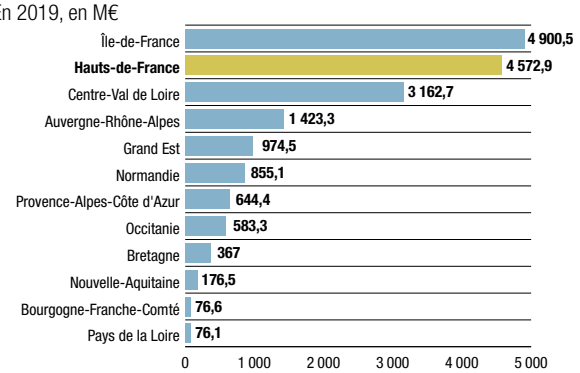
24 Mds € de CA en France



Source : Fédération des Entreprises de la Beauté

ESTHÉTIQUE. Les parfums, produits de beauté et soins concentrent près de la moitié des ventes de produits cosmétiques en France.

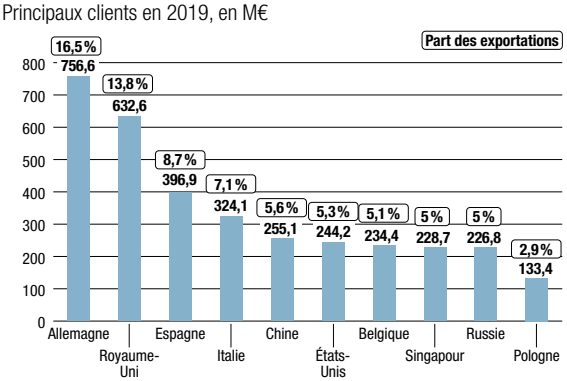
RÉPARTITION DES EXPORTATIONS DE PRODUITS COSMÉTIQUES ET D'ENTRETIEN
En 2019, en M€



Source : Douanes

PODIUM. En 2019, l'Ile-de-France a détrôné les Hauts-de-France qui passent en seconde position des régions les plus exportatrices de produits cosmétiques et d'entretien.

EXPORTATIONS DE PRODUITS COSMÉTIQUES ET D'ENTRETIEN DANS LES HAUTS-DE-FRANCE
Principaux clients en 2019, en M€



Source : Douanes

EUROPE. Les pays de l'Union européenne sont les principaux destinataires des produits cosmétiques fabriqués en Hauts-de-France. L'allemagne est la plus grande consommatrice.



L'ancien palais épiscopal à Beauvais.

© gratuit60



© chakawut

Internet connecté : un écosystème dynamique en Hauts-de-France

Objets connectés, bâtiments intelligents, universités innovantes, start-ups dynamiques, les Hauts-de-France font partie des régions les plus en avance sur le sujet.

Par Jacky LACHEREST

L'internet des objets est en plein essor avec 9,4 milliards d'objets connectés en service en 2019 et plus de 21,5 milliards en 2025 selon le Cabinet IoT Analytics. Les Hauts-de-France font partie du top cinq des régions dynamiques sur le marché de l'objet connecté. Dotée de sites d'implantations dédiés et d'un cluster IoT, la région est la terre d'accueil de nombreuses entreprises.

UN CLUSTER DÉDIÉ À L'INTERNET DES OBJETS

Direction Euratechnologies, premier incubateur et accélérateur en France. C'est ici, qu'est installé le CITC (Centre d'Innovation des Technologies sans Contact), un acteur majeur en matière de l'Internet des objets. Le CITC se veut un cluster dédié à l'Internet des Objets. Il fédère un écosystème riche et varié (entreprises, start-ups, porteurs de projet, acteurs académiques et publics). Le CITC travaille sur les nouveaux challenges technologiques qui nous attendent demain autour des objets communicants, du machine-to-machine et de l'intelligence ambiante. Le cluster CITC collabore avec des acteurs issus de marchés en forte croissance comme l'habitat, la santé, les TIC, la logistique, le transport et le gaming. Pour la cinquième année consécutive, le CITC organise l'édition de «l'IoT Week by CITC», du 7 au 13 décembre prochains pour découvrir les grandes tendances technologiques de demain. Cet événement axé sur le digital accueillera durant toute la

CHIFFRE :

1 288 entreprises dédiées aux TIC

semaine des experts du secteur technologique, des représentants de grands groupes internationaux et d'entreprises innovantes, des chercheurs et des porteurs de projets. Tous viendront confronter leurs points de vue, présenter des projets concrets et dévoileront leur vision pour le monde de demain.

LES ENTREPRISES PRÉSENTES DEPUIS LONGTEMPS

Si Lille concentre un grand nombre de start-ups, d'entreprises et d'universités, le reste de la région n'est pas en reste. Direction Compiègne (Oise), plus précisément l'UTC de Compiègne. Les innovations proviennent d'étudiants comme Mathilde Blondel et Romaric Delahaie qui ont conçu «EVE», un bracelet capable, grâce à un geste et un mot, de déclencher une alarme tout en contactant les secours. Du côté des entreprises, la région en compte un grand nombre et certaines d'entre elles se sont lancées tôt sur le marché de l'objet connecté. À l'image de Maxime Mularz, qui a créé «Hostabee» en 2015 à Saint-Quentin (Aisne). Pionnière en matière de ruches connectées, l'entreprise accompagne les professionnels de l'apiculture permettant de suivre les colonies d'abeilles à distance. Faisant partie des leaders de l'Agritech mondiale, Hostabee répond aux besoins des apiculteurs en alliant les nouvelles technologies et une recherche constante sur le terrain, en relation directe avec les apiculteurs. À Amiens, la start-up «DeuxCinqUn» est spécialisée dans les objets connectés dédiés à l'information et à la communication, Principalement déployés dans l'espace public, les objets connectés développés pour les clients s'inscrivent pleinement dans la dynamique des Smart City.

LES VILLES S'Y METTENT AUSSI

Les villes des Hauts-de-France sont de plus en plus nombreuses à se lancer et à opter pour l'appellation «Smart City» dont l'objectif est d'utiliser les nouvelles technologies et l'innovation pour améliorer et faciliter la vie des habitants par le perfectionnement de la qualité des services proposés et la réduction de leurs coûts. À Soissons, dans l'Aisne, le maire Alain Crémont en a fait l'un des axes de développement de la ville. Cette démarche, engagée depuis 2014, a permis la mise en place de nombreux projets innovants dans plusieurs domaines de la vie quotidienne. Ainsi, le stationnement se veut plus intelligent grâce à des capteurs déployés en ville qui permettent aux automobilistes d'avoir l'information sur la disponibilité en temps réel des quelques 1 200 places de stationnement. Ou bien encore, ces corbeilles connectées et conteneurs enterrés pour optimiser le ramassage des déchets et le banc solaire connecté permettant de recharger les smartphones.

Pour sa participation au concours des Villes Internet 2018, la Ville de Soissons s'est hissée au rang des collectivités les plus connectées de France. À Béthune, le maire, Olivier Gacquerre, a engagé sa ville dans cette mouvance de la Smart city en 2016. L'enjeu est d'en faire une ville collaborative, durable et innovante. C'est un véritable écosystème autour de l'internet connecté qui est né et se développe en Hauts-de-France. L'ingéniosité des étudiants d'une université et l'investissement des collectivités permet à des start-ups de naître et de se développer au cœur de cette région. Certaines d'entre elles participent ainsi chaque année au fameux «CES» de Las Vegas.

ANALYSE



Christophe Cornez,
DIRIGEANT DE SICRAL

«Nous sommes spécialisés dans l'aménagement de locaux et la création d'espace de vie professionnelle dans les secteurs de l'industrie, du tertiaire, de l'administratif et tout autre professionnel. Notre cœur de métier c'est l'aménagement en cloisons amovibles et en faux plafonds, depuis 1989. On achète les profilés aluminium Hoyez puis nous usinons les profilés dans notre atelier de fabrication à Rivery pour ensuite installer directement chez les clients. Nous sommes un des seuls de la région à posséder un atelier ce qui nous permets d'être réactifs et de répondre rapidement à la demande. Nous avons également 2 000 m² de stock en panneaux et profils aluminiums. Pour l'avenir de notre secteur d'activité post-confinement, il est encore trop tôt pour donner une tendance mais il va certainement y avoir un changement, on le voit avec les commandes en ce moment. Le secteur va se transformer, surtout avec le changement des postes de travail, notamment avec la distanciation sociale dans les open space et les nouvelles mesures sanitaires obligatoires dans les entreprises. Notre secteur d'activité, notre savoir-faire et notre réactivité nous permettent aujourd'hui de répondre à cette demande sanitaire urgente, notamment pour tous les professionnels qui possèdent des bureaux.»

ANALYSE



Nicolas Flicourt,
CRÉATEUR DE KIECE

«Notre métier, c'est la sécurité électrique. L'antenne principale de notre entreprise se trouve à Amiens, sur la zone industrielle nord. Nous nous trouvons au plus près d'une partie de nos clients. Ce sont en majorité des industriels. Nous travaillons aussi pour le secteur automobile, les collectivités… Dans certaines entreprises, la sécurité est devenue une imposition réglementaire de la part des autorités. En juillet, nous avons reçu la certification APSAD. C'est une certification qui est reconnue par les compagnies d'assurances. Nous sommes les premiers de Picardie à l'obtenir. Cela prouve notre professionnalisme, de l'étude jusqu'à la maintenance. En 2019, nous avons été classés parmi les champions de la croissance par le quotidien *Les Echos*. Depuis notre création, il y a sept ans, nous avons bien grandi. Nous sommes aussi implantés à Ruitz dans le Pas-de-Calais, dans le XX^{ème} à Paris et depuis un an à Beauvais dans l'Oise. Nous embauchons désormais 70 collaborateurs. Je peux compter sur une équipe de techniciens qualifiés. Pour nous, l'humain est au centre même avec nos clients. Nous avons grandi grâce au bouche à oreille. Nous n'avons pas de commerciaux. Nous intervenons 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Avec certains clients, nous avons des obligations d'interventions dans les quatre heures. La technologie, dont les prix ont baissé, a beaucoup évolué. Par exemple, la netteté des images a gagné en qualité. Aujourd'hui, on peut reconnaître quelqu'un à 100 mètres. Nous nous formons tous les jours sur les nouveaux équipements proposés.»

LES SERVICES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

207 000 établissements

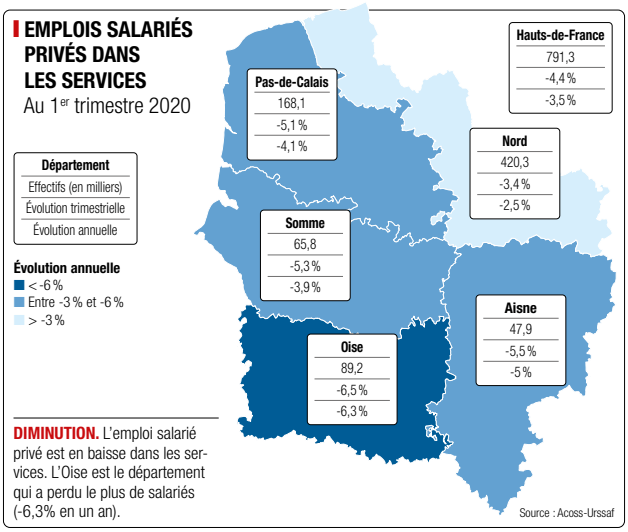
790 000 emplois salariés privés

4,7 Mds € de masse salariale

Sources : Acoss-Urssaf, Insee

EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS DANS LES SERVICES

Au 1er trimestre 2020

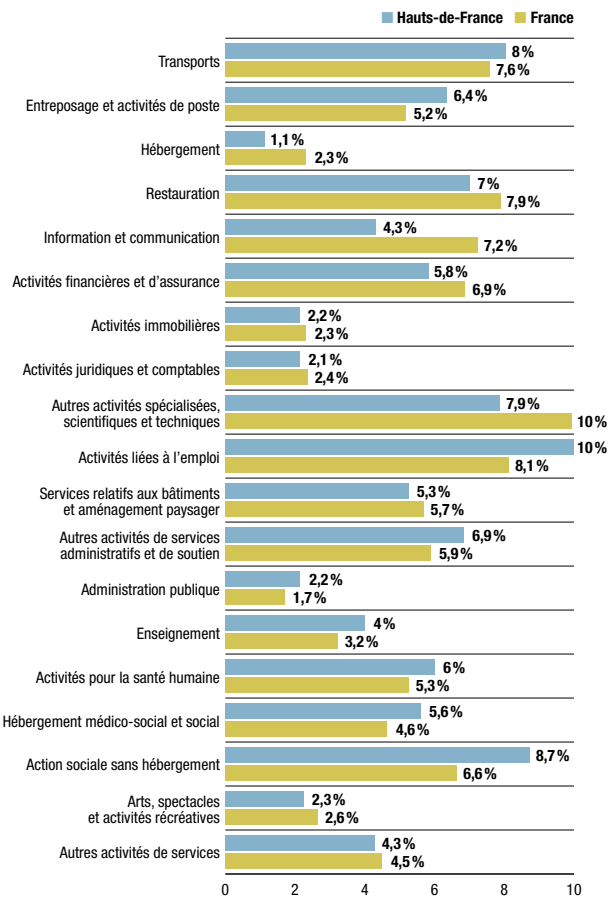


DIMINUTION. L'emploi salarié privé est en baisse dans les services. L'Oise est le département qui a perdu le plus de salariés (-6,3% en un an).

Source : Acoss-Urssaf

POIDS DES ACTIVITÉS DANS L'EMPLOI TERTIAIRE

En 2018, emplois salariés privés

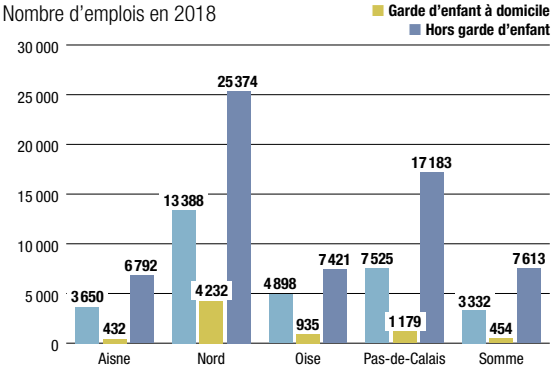


Source : Acoss-Urssaf

RÉPARTITION. Les emplois tertiaires sont aussi diversifiés dans la région qu'à l'échelle nationale. La répartition des activités se révèle assez équitable.

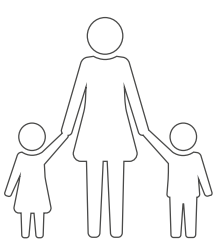
SALARIÉS DES PARTICULIERS EMPLOYEURS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Nombre d'emplois en 2018



Sources : Acoss-Urssaf, CnCesu, Centre Pajemploi

FAMILLE. La garde d'enfants, à domicile ou via une assistance maternelle, représente une part importante des services rendus aux particuliers employeurs.



88,9%

C'est la part des femmes parmi les salariés des particuliers employeurs dans les Hauts-de-France en 2018. C'est 99,4 % pour les assistantes maternelles, 97,1 % pour la garde d'enfant à domicile et 82,6 % pour les activités hors garde d'enfant.

Sources : Acoss-Urssaf, CnCesu, Centre Pajemploi

N.A.T GROUPE



Connaissez-vous vraiment vos sous-sols ?

WWW.GROUPE-NAT.FR

Jean Castex engage « un plan de reconquête économique et territoriale » prometteur. L'État s'attache à considérer nos **réseaux** dans ce plan de préservation et de valorisation de nos ressources.

Au regard de la réglementation anti-endommagement qui améliore considérablement la sécurisation de nos réseaux (*baisse de plus d'1/3 des accidents sur réseaux depuis 2007*), la complexité de cet écosystème est indéniablement l'affaire de tous. **Les collectivités en sont au cœur**, tantôt exploitant de réseaux, tantôt maître d'ouvrages, tantôt exécutant de travaux.

La bonne compréhension de ce patrimoine est donc centrale pour les élu(e)s, chef(fe)s de file des acteurs des réseaux qui se doivent tous d'orchestrer leur développement et leur sécurisation.

Fort de son expertise du terrain (détection, géoréférencement, cartographie), le Groupe N.A.T accompagne les collectivités par la formation, avec son campus qui se concentre sur l'apprentissage de la sécurité (AIPR, SST, habilitations électriques, ...)

Et, avec cette volonté de fiabiliser les réseaux pour sécuriser l'environnement de travail sur chantier, le Groupe N.A.T propose l'offre la plus complète du marché avec également **DICT Assistance**, la plateforme numérique (responsive et intuitive) dédiée aux DT DICT ATU et à tout document inhérent aux chantiers.



DiCT Assistance

PRESTATAIRE ALTERNATIF

→ **démo gratuite**

→ **essai sans engagement**

PRESTATAIRE DE PLR LOCALISATION RÉSEAUX

CAMPUS N.A.T CFS FORMATION SÉCURITÉ

PRESTATAIRE D'APPUI PAD À LA DÉCLARATION

La ferme urbaine du Trichon à Roubaix : une enclave de verdure au milieu de la ville.



© Arnaud Loubry - Ville de Roubaix

Fermes urbaines : la campagne au cœur des villes

Le concept de fermes urbaines permet de réintroduire les fermes à proximité des lieux de vie des habitants, de plus en plus nombreux en ville. Dans la Région Hauts-de-France comme ailleurs, les initiatives se multiplient.

Par Brigitte FALGUIERE

Faire pousser des légumes dans un quartier prioritaire, utiliser un ancien site industriel pour y élever des animaux,... la ferme urbaine renouvelle le rapport agriculture-urbanisation tout en faisant germer du lien social. À Lille, Roubaix, Calais, Beauvais,... les projets fleurissent un peu partout. Ancien vice-président de la Métropole Européenne de Lille (MEL) entre 2010 et 2020, Bernard Delaby s'est investi dans le développement d'une agriculture de proximité, durable et respectueuse de l'environnement, génératrice d'emplois et de développement économique dans la ceinture rurale du territoire périurbain. «*Très urbaine, notre métropole compte néanmoins 46% de son foncier en terres agricoles*» explique-t-il, évoquant notamment la zone maraîchère et horticole de Wavrin : inauguré en 2017, ce site de 35 hectares accueille neuf exploitants qui ont tous opté pour l'agriculture biologique. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie agricole et alimentaire de la MEL, dont l'un des axes est de favoriser l'approvisionnement local des citoyens et de la restauration collective. Outre la préservation des terres agricoles, la MEL contribue à la réappropriation de friches industrielles et leur transformation en «poumons verts». Elle a ainsi pris part à la

création de la ferme du Trichon à Roubaix, sur l'ancien site de l'usine Nollet-Crouy.

UN COLLECTIF DE PAYSANS URBAINS

«*Au départ, un programme de logements était prévu sur ce site de 8 000 m² situé à deux pas de la Grand-Place*» se souvient le maire-adjoint de Roubaix en charge de la transition écologique Alexandre Garcin. Mais le restaurant coopératif Baraka, situé aux abords du terrain, propose dès 2015 de créer sur l'ancien parking un espace partagé de 2 000 m² avec une terrasse, des bacs de culture, un poulailler, une serre… Le collectif des paysans urbains du Trichon voit le jour : en 2017, alors que la ville de Roubaix engage une stratégie de «Ville nourricière» et se penche sur le devenir de l'ensemble du site, le collectif est associé à la rédaction d'une charte pour co-concevoir sa future occupation. «*Collectivités, associations, acteurs de l'économie sociale et solidaire, au total onze structures ont participé à l'élaboration de cette charte*» détaille Alexandre Garcin. Plus largement, la ville de Roubaix a identifié 15 hectares de nouvelles friches susceptibles d'être transformées en fermes urbaines. «*Les bénéfices sont multiples : l'amélioration du cadre de vie, la sensibilisation des habitants sur leur alimentation, la création d'emploi local et le renforcement du lien social*» conclut l'élu roubaisien.

UNE AUTRE APPROCHE DE L'ANIMAL

Du lien social, c'est bien ce que Véronique Devender, fondatrice de l'association Animaliens et ses quatre salariés cherchent à cultiver au sein du pôle d'économie sociale et solidaire Anima de Calais. Sur les 3 500 m² de l'ancienne imprimerie Nord Littoral, une longère en partie construite par des personnes en insertion a déjà accueilli plus de 200 séances de médiation animale destinées à des enfants et adultes en grande difficulté. Dans une relation intime avec des chèvres, des ânes, des lapins et autres chinchillas, la tension se dénoue et la parole se libère. «*Nous ne sommes pas une ferme pédagogique au sens traditionnel, mais un lieu où le bien-être de la personne se conjugue avec celui de l'animal, au cours d'animations comme des lectures à voix haute avec des chiens ou des exercices d'agility avec les poules*» énumère Véronique Devender.

CINQ ANS POUR UN SALAIRE

À Beauvais, les cousins Nabil et Radouan Azerkane ont répondu à l'appel à candidatures lancé en 2015 par la ville pour des projets respectueux de l'environnement sur un terrain de 5,5 hectares situé en bordure du quartier prioritaire de Saint-Jean. Leur proposition de maraîchage biologique est retenue et les quadragénaires — l'un ancien ouvrier automobile et l'autre ambulancier —, obtiennent le brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole indispensable à leur installation. Cinq ans plus tard, la Ferme de Saint-Jean comprend un potager à la française de 3 000 m², quatre serres d'une surface totale de 1 000 m² et un verger qui devrait commencer à produire. Les légumes sont vendus directement sur place et sur le marché beauvaisien, ainsi qu'au travers de plusieurs AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne). «*En 2020, nous allons pouvoir percevoir nos premiers salaires*» se réjouit Nabil. Il est vrai que la période de confinement a fortement accru la demande en produits locaux : des bons produits des champs… en pleine ville !

ANALYSE



Mathieu Karinthy,
MEMBRE DU COLLECTIF «PROJET L'HERMITAGE»

«Initié en 2017, le projet l'Hermitage a obtenu la labellisation «Fabrique de territoires» en 2019. Cette labellisation reconnaît le rôle pilote du Tiers-Lieu, à même de créer une dynamique sur le territoire. Le projet l'Hermitage, basé à Autrêches dans l'Oise, c'est un grand terrain d'expérimentation de 30 hectares sur lequel on développe un modèle économique hybride avec beaucoup de monde autour, une régénération du monde rural toutes générations confondues… Avec les quatre thématiques retenues du vivre ensemble, de l'agro-écologie, de la transition énergétique et du hacking citoyen, nous abordons la vie quotidienne des citoyens à 360°. C'est la force du collectif. L'association utilise trois leviers : «l'expérimentation», «le lien social» et «l'inclusion» en proposant des solutions partagées, décloisonnées. Nous souhaitons créer de la valeur ajoutée, de la richesse, du lien notamment avec les «rencontres improbables». Nous mettons en place une formation sur le territoire pour les grands décrocheurs scolaires et les bénéficiaires du RSA. Ici, sous une forme de compagnonnage, nous accueillons des porteurs de projets à vocation économique qui expérimentent. On s'entraide sur le volet commercial, administratif, stratégique… Nous sommes déjà une trentaine de personnes à travailler sur le site pour huit structures. Nous proposons également de l'accompagnement, du conseil aux projets innovants, aux prototypages à destination des collectivités ou des bailleurs sociaux.»

ANALYSE



Nicolas Devaux,
CRÉATEUR DE L'ECHAPPÉE BIKE

«J'ai intégré récemment la première coopérative de transition écologique de France qui a été créée à Grande-Synthe. Celle-ci a pour objet de permettre à des porteurs de projets de tester grandeur nature leur idée de création d'entreprise, exclusivement sur le champ de la transition écologique. Depuis plusieurs années, je suis un grand adepte du vélo avec lequel je fais quasi tous mes déplacements qu'ils soient privés ou professionnels. Dans le même temps, je cherchais à créer mon entreprise. C'est en essayant de conjuguer ma passion et mon envie d'entreprendre que m'est venue l'idée de créer l'Echappée bike qui propose un service de réparation et de maintenance de vélos à domicile, dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres autour de mon domicile puisque je me déplace avec mon atelier-vélo. Le fait de pouvoir sécuriser les débuts de ma création d'entreprise en intégrant la coopérative était très important pour moi. Ainsi, le risque est mesuré. Pour le moment, le test est très concluant puisque j'atteins déjà le prévisionnel que j'envisageais après deux ans d'activité. On voit par là qu'il y a vraiment un intérêt de fond pour le vélo. Malgré tout, je reste les pieds sur terre et je sais déjà que les mois d'hiver seront sans doute plus difficiles. Je réfléchis donc à adjoindre d'autres activités, comme la livraison de colis en vélo en partenariat avec des commerçants de proximité ou bien encore la location de vélos. Avec Jean-Christophe Lipovax, le directeur de la coopérative, nous allons y travailler dès maintenant.»

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

185 000
emplois salariés privés

12 000
établissements employeurs

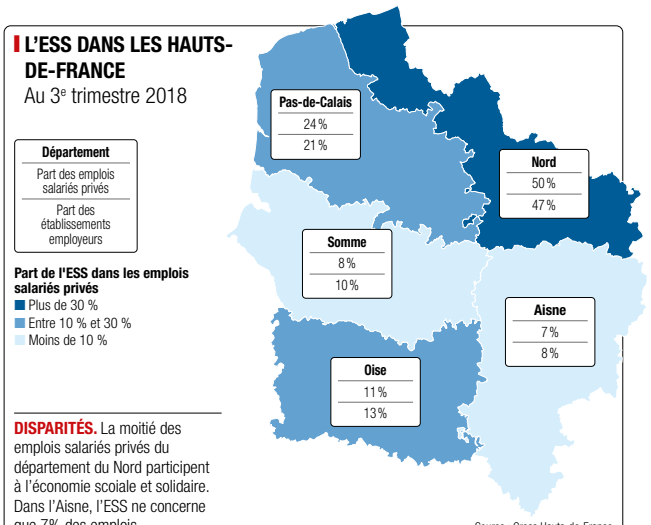
2/3
de femmes

990 M€
de masse salariale

Source : Cress Hauts-de-France

L'ESS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Au 3e trimestre 2018



DISPARITÉS. La moitié des emplois salariés privés du département du Nord participent à l'économie scoiale et solidaire. Dans l'Aisne, l'ESS ne concerne que 7% des emplois.

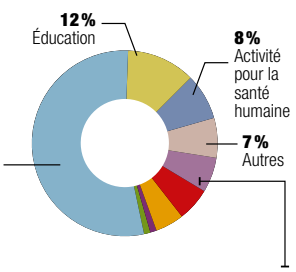
Source : Cress Hauts-de-France

RÉPARTITION DES STRUCTURES ESS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

54 % action sociale et hébergement médico-social **dont**

Hébergement médico-social pour handicapés	11 %
Aide à domicile	10 %
Aide par le travail	10 %
Action sociale sans hébergement	9 %
Hébergement médico-social pour personnes âgées	5 %
Hébergement médico-social pour personnes en difficulté	5 %
Accueil ou accompagnement d'adultes handicapés ou de personnes âgées	1 %
Accueil de jeunes enfants	1 %
Accueil ou accompagnement d'enfants handicapés	1 %
Autre accueil ou accompagnement d'enfants et adolescents	1 %



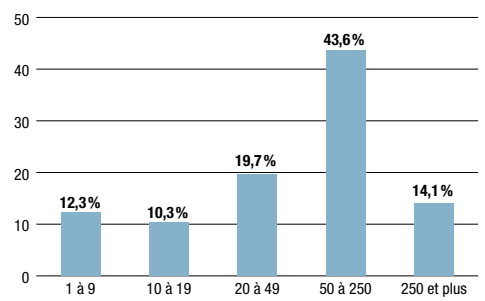
6 % Activités financières et d'assurances
6 % Soutien aux entreprises
5 % Arts, spectacles et activités récréatives
1 % Industrie & construction
1 % Hébergement et restauration

Source : Cress Hauts-de-France

ACCOMPAGNEMENT. Plus de la moitié (54%) des structures ESS dans les Hauts-de-France œuvrent pour des actions sociales et l'hébergement médico-social.

RÉPARTITION DES SALARIÉS SELON LA TAILLE DE L'ÉTABLISSEMENT

En 2018, emplois salariés privés

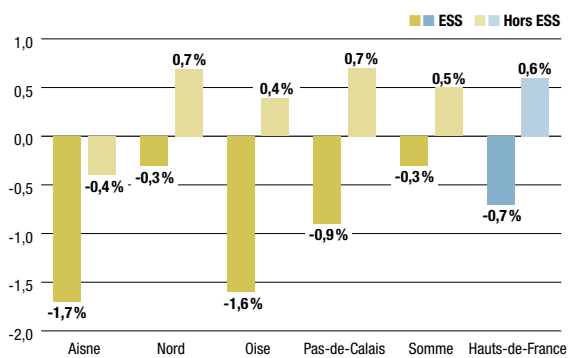


Source : Cress Hauts-de-France

PME. Les structures ESS sont majoritairement des PME de 50 à 250 salariés.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Entre 2017 et 2018



Source : Cress Hauts-de-France

DÉCROISSANCE. La tendance est régionale : entre 2017 et 2018, l'emploi salarié de l'ESS a décliné (-0.7%).

84 %

C'est la part des associations dans l'emploi de l'économie sociale dans les Hauts-de-France. Les coopératives comptent pour 9,9 %, les mutuelles 3,1 % et les fondations 3 %.

Source : Insee



PUBLIEZ

vos ANNONCES LÉGALES en quelques CLICS !

www.annonceslegales.pro

Rapide & efficace

Publiez
votre annonce
dans toute la France
+ Dom Tom (inclus)

Devis instantané
en ligne

Attestation de parution
Immédiate

“Besoin d’externaliser les formalités juridiques liées à vos dossiers de façon ponctuelle ou permanente ?

Gazette Solutions propose également des solutions de gestion de formalités juridiques”

www.annonceslegales.pro
al@annonceslegales.pro

Une Question?
Une présentation sans engagement?
CONTACTEZ NOUS !

LA GAZETTE SOLUTIONS
Votre partenaire Annonces Légales & Formalités

Le commerce a profité de la crise pour évoluer



© Zubada

En fonction de leur situation géographique, de leur fonds de commerce ou de leur modèle économique, les commerces de la région ont connu des trajectoires diverses depuis le début de la crise de la Covid-19. Si beaucoup d'interrogations subsistent, vis-à-vis notamment du comportement des consommateurs, de nouveaux outils commerciaux ont vu le jour et devraient perdurer.

Par Benoît DELABRE

Il y aura bien un monde d'après pour le secteur du commerce. Si l'impact du confinement n'aura pas été le même dans tous les secteurs – puisque les commerces alimentaires, notamment, sont restés ouverts durant toute la période – c'est bien l'ensemble des commerces qui est aujourd'hui amené à se réinventer. En cause, bien sûr, une part de modification des comportements des consommateurs. Ainsi, une étude commandée en mai 2020 par les Chambres de Commerce a démontré, sans surprise, que 90% des habitants des Hauts-de-France ont dû modifier leurs comportements de consommations avec le confinement. «*Toutes les activités du commerce sont impactées, y compris les commerces restés ouverts comme l'alimentaire*», notait alors l'enquête.

PRATIQUES DE CONSOMMATION : DES CHANGEMENTS DURABLES ?

Avant le confinement, la grande distribution alimentaire captait l'essentiel des achats des ménages. Pendant le confinement, cela reste vrai, mais les achats se sont plutôt dirigés vers des magasins de proximité ou des enseignes réduisant le plus les contacts.

27% des ménages ont ainsi eu recours au drive pendant le confinement contre 12% avant et 64% des consommateurs ont utilisé les services de livraison à domicile. Les commerces de moins de 300 m² ont gagné quelques points de part de marché. On note aussi que la fermeture/restriction d'accès aux marchés s'est traduite par un report sur la vente directe à la ferme ou en distributeurs (+7%).

Néanmoins ces nouvelles «habitudes» n'ont pas toutes fait long feu. Si en mai, l'étude révélait que les consommateurs pensaient poursuivre sur leurs nouveaux modes de consommation, le temps est passé par là. À l'époque, 39% des ménages affirmaient préférer leurs nouvelles habitudes d'achats alimentaires. «*Nous avons refait une étude en septembre,* indique Agathe Sainfel, directrice commerciale à la CCI Littoral Hauts-de-France. *Et les premiers constats laissent penser que les consommateurs sont pour la plupart revenus à leurs habitudes d'avant le confinement.*»

DES ACTIONS COLLECTIVES PAYANTES

Face à cette situation inédite, les commerçants ont tous été proactifs, et ce, dès l'annonce du confinement. «*Ils ont tous cherché des solutions, en prenant les choses comme elles venaient*», commente Agathe Sainfel. Mise en place de drives, de livraisons à domicile, entraide… Seuls ou collectivement, ils ont déployé de nouveaux outils pour assurer la pérennité de leur activité. «*J'ai vu un commerce de vêtements assurer des livraisons à domicile*, témoigne Agathe Sainfel. *Ou encore un boucher proposer les chocolats de Pâques d'une chocolaterie qui ne pouvait pas ouvrir.*»

Parfois, ce sont les collectivités locales qui ont joué le rôle de catalyseur. Certaines municipalités ou intercommunalités ont ainsi porté une communication de soutien aux commerces de proximité. À Compiègne par exemple, les commerçants se félicitent de la mobilisation de la municipalité pour assurer une vraie animation du centre-ville, pendant et après le confinement. À Boulogne-sur-Mer, la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (CAB), a porté, avec les commerçants locaux, le site d'achat en ligne : Achetezenboulonnais.fr. Un succès puisqu'à son lancement officiel, fin juin, le site comptait déjà une soixantaine de commerçants et référençait plus d'un millier de produits. Un projet similaire est en cours de réflexion à Dunkerque.

LA DIGITALISATION EST DEVENUE INCONTOURNABLE

C'est d'ailleurs la digitalisation massive qui restera de cet épisode compliqué. «*Le numérique, on ne peut plus passer à côté,* clame Agathe Sainfel. *Beaucoup de commerçants n'en voyaient pas l'utilité, ou rechignaient à se lancer. Mais désormais tout le monde a compris qu'il faut passer par là.*» «*L'impulsion que nous donnent des réseaux sociaux comme Instagram, Facebook est impressionnante,* témoigne Sophie Farrugia, gérante d'une biscuiterie. *Depuis un mois que je m'en occupe, des clients que je n'avais jamais rencontrés sont venus en me disant qu'ils avaient vu mes produits en ligne.*»

Preuve de cet engouement pour le numérique, les services de la CCI qui proposent la création d'un site web vitrine avec le soutien financier de la Région et des fonds Feder (Fonds européen de développement régional), sont débordés. À la CCI Littoral Hauts-de-France, une petite trentaine d'entreprises a été accompagnée par ce programme en 2019… Fin août, elles étaient déjà plus de 40 en 2020, et le programme affiche complet jusqu'à la fin de l'année… Un dynamisme encourageant pour un secteur qui, en région, affichait tout de même en juillet un recul de près de 40% de son chiffre d'affaires par rapport à 2019. Tandis qu'au début de l'été, un tiers des commerces présentaient des difficultés de trésorerie...

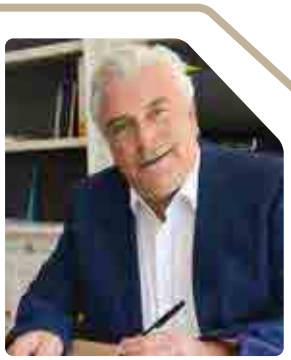
ANALYSE



Virginie Pellegry,
PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION DES COMMERÇANTS DU COMPIÉGNOIS

«Nous avons rouvert début mai après l'épisode du Covid, et à ce jour on constate que la reprise est plutôt bonne, bien que cela dépende des secteurs. On a connu une perte de trafic, c'est indéniable. Mais cela revient et c'est plutôt positif par rapport aux centres commerciaux. En effet, on constate que les consommateurs reviennent en centre-ville. Dans le centre de Compiègne, les acheteurs sont bien présents, tous les week-ends depuis la fin du confinement. Les érosions vers la région parisienne, très proche, se sont atténuées et les gens ont aujourd'hui plus tendance à rester sur place. La clientèle locale a redécouvert les magasins qu'il y a à Compiègne.
Après l'arrêt brutal du confinement, il y a fallu encaisser le choc. Mais ensuite, il y a eu une vraie réaction, comme par exemple le développement de la vente à emporter pour les restaurants. La mairie a souhaité absolument garder le marché ouvert, ce qui a maintenu une vraie dynamique en centre-ville. Maintenant, qu'en sera-t-il pour les mois à venir ? Certains commerçants étaient déjà fragiles et on risque de voir des problèmes arriver. C'est le consommateur qui va donner le ton, en fonction de l'évolution de son pouvoir d'achat et donc de l'ambiance économique générale…»

ANALYSE



Frédéric Cuvillier,
PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BOULONNAIS

«Nous essayons de sensibiliser les commerçants et les artisans sur la nécessité d'avoir de nouveaux outils. À travers les initiatives menées par la CAB et les autres acteurs, nous voulons sensibiliser les commerçants à la nécessité du numérique dans le monde d'après. Beaucoup de commerçants et d'artisans utilisent ou ont utilisé l'outil informatique comme une vitrine. Mais ce n'est pas suffisant, il faut pouvoir attirer le client en boutique, et pour cela, il faut plus qu'une simple vitrine informatique. C'est un travail fou d'être artisan ou commerçant. Au départ, les commerçants avaient beaucoup de choses à faire, donc ils ont eu du mal à nous suivre. De notre côté, nous mettons en place des dispositifs pour les commerçants, mais il est important que ces derniers s'en saisissent, et ils ont commencé à le faire. Récemment, nous avons lancé un site, achetezenboulonnais.fr, qui permet à tout un chacun de faire ses courses dans nos boutiques. Nous avons en projet une conciergerie en centre-ville, des casiers connectés et des actions FISAC. La crise du coronavirus a mis en perspective beaucoup de choses pour les commerçants, dans les modes d'achat des consommateurs. Pendant une crise, ça décroche vite, mais pour reconstruire par la suite, ça peut prendre du temps. Nous essayons d'accompagner chacun de nos artisans et commerçants dans ce cadre.»

LE COMMERCE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

75 000 établissements

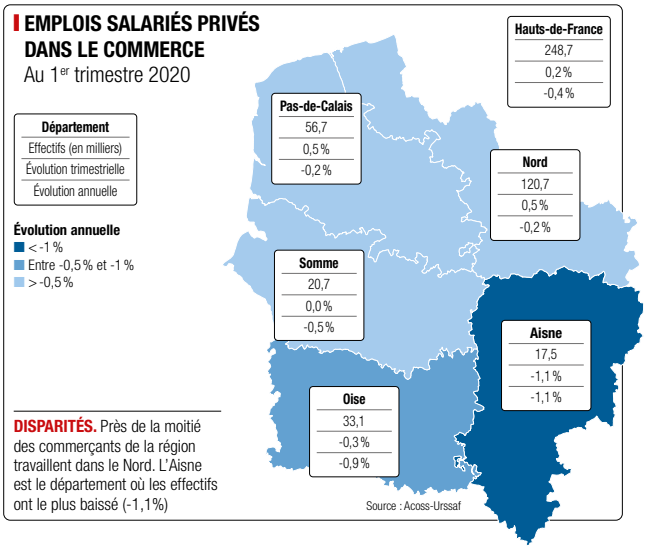
250 000 emplois salariés privés

1,7 Md€ de masse salariale

Sources : Acoss-Urssaf, Insee

EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS DANS LE COMMERCE

Au 1er trimestre 2020

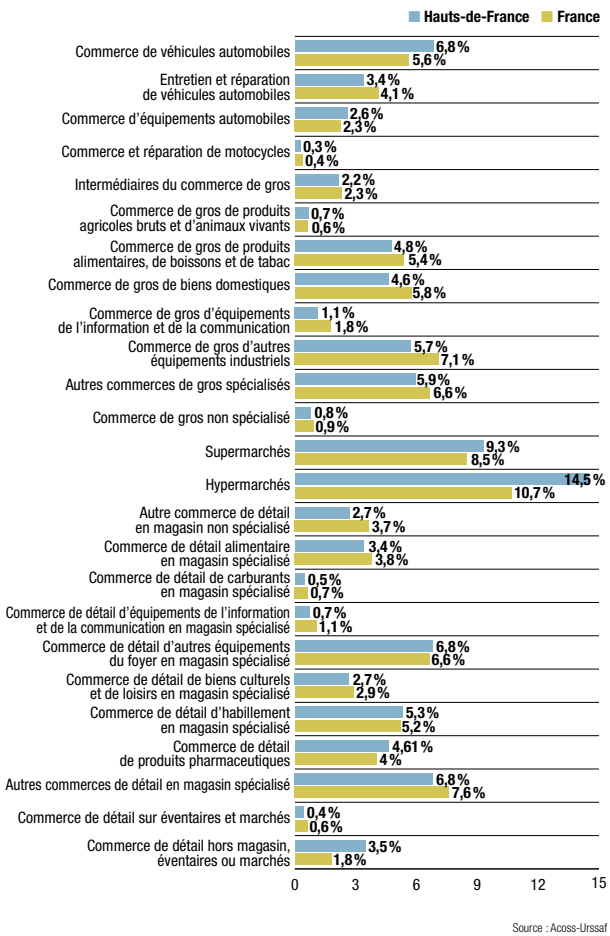


DISPARITÉS. Près de la moitié des commerçants de la région travaillent dans le Nord. L'Aisne est le département où les effectifs ont le plus baissé (-1,1%)

Source : Acoss-Urssaf

POIDS DES ACTIVITÉS DANS L'EMPLOI COMMERCIAL

En 2018, emplois salariés privés

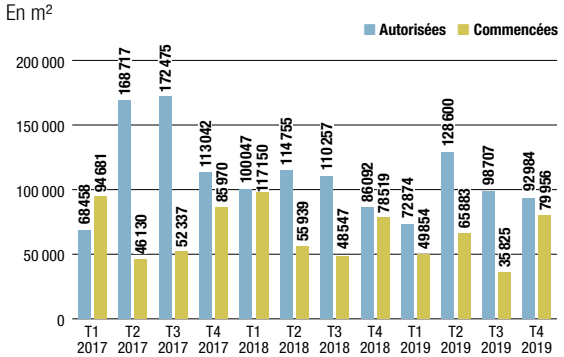


Source : Acoss-Urssaf

STRUCTURES. Les hypermarchés sont les établissements qui emploient le plus de salariés commerciaux dans la région. Cela s'affiche comme étant une spécificité régionale au vu de la moyenne nationale.

SURFACES COMMERCIALES AUTORISÉES ET COMMENCÉES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En m²



Source : Sit@del 2, MEEM/CGDD/SOeS

RESTRICTIONS. Depuis 2017, les superficies commerciales autorisées ne dépassent plus les 150 000 m².

TOP 10 DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

RANG	ENTREPRISE	ACTIVITÉ	CA 2018 (M€)	EFFECTIFS FRANCE
1	Auchan (groupe)	Hypermarchés	50 986	73 800
2	Adeo (groupe)	Quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces	23 100	NC
3	Decathlon (groupe)	Articles de sport en magasin spécialisé,	11 300	23 000
4	Volkswagen Group France	Voitures et véhicules automobiles légers	6 926	714
5	Castorama France	Quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces	2 603	13 278
6	Gueudet (groupe)	Voitures et véhicules automobiles légers	1 900	4 000
7	Distribution Sanitaire Chauffage	Fournitures pour la plomberie et le chauffage	1 515	4 340
8	Kiabi Europe	Habillement en magasin spécialisé	1 133	5 034
9	Bayer Healthcare	Produits pharmaceutiques	1 126	NC
10	Supermarchés Match	Supermarchés	1 056	5 237

Source : Verif

Créateur d'espace de vie

CLOISON AMOVIBLE FAUX PLAFOND AMÉNAGEMENT INDUSTRIEL

Le spécialiste de l'aménagement en secteur tertiaire et industriel



UN PARTENAIRE DE CONFIANCE

Nous assurons la coordination intégrale de votre chantier d'aménagement intérieur.

À votre écoute dès la réalisation des premières esquisses, nos experts réalisent une étude de faisabilité et des plans 3D pour visualiser votre projet d'aménagement.

Notre expérience et nos partenaires de second œuvre en électricité, climatisation, ventilation, revêtement de sol et peinture nous permettent aujourd'hui de concevoir votre projet en tout corps d'état de la conception à la réalisation et avec comme seul interlocuteur SICRAL.

Industrie • Tertiaire • Stockage • Bureaux • Collectivités



Certifié Qualibat, nous vous garantissons des réalisations de qualité.

Depuis 30 ans au service de nos clients et de leurs projets, vous aussi faites le choix de l'écoute et de la qualité.

SICRAL 30 ans 1989 • 2019

SICRAL

L'AMÉNAGEMENT DE VOS LOCAUX

Z.A. de la Haute Borne - 2 rue Hélène Boucher
80136 Rivery-les-Amiens
Tél. : **03 22 70 00 16**



www.sicral.com

www.laboutiquedecom.fr - Crédits photos : stock.adobe.com, SICRAL.

Christophe Rezenthel et Vianney Lemaire ont lancé l'application Beefid



« Le commerçant a un vrai pouvoir de communication qu'il n'avait pas avant »

Problème de redynamisation de centres-villes, baisse de fréquentation ou fermeture des commerces de proximité… Vianney Lemaire et Christophe Rezenthel ont planché sur une application permettant aux petits commerçants d'être plus attractifs. « Il s'agissait de leur faire profiter à eux aussi de la digitalisation, face à une concurrence toujours plus agressive des grandes surfaces et d'Internet », expliquent-ils. Avec Beefid, les deux ingénieurs nordistes apportent une solution digitale clé en main. L'application a déjà conquis près d'une centaine d'entre eux dans toute la France, mais aussi plusieurs milliers de clients.

COMMENT EST NÉE BEEFID ?

« La difficulté des commerces de proximité à faire face à une concurrence toujours plus forte, et l'arrivée de consommateurs de plus en plus connectés ont attiré notre attention. On s'est demandé comment on pouvait aider ces commerçants qui n'ont pas forcément de temps ou les connaissances, et surtout pas les mêmes moyens que leurs concurrents. »



A QUI VOUS ADRESSEZ-VOUS ?

« On s'adresse à tous les commerçants, en ville et dans les villages. Notre objectif est d'aider ce commerce local et indépendant à se digitaliser et à gagner du temps grâce à une solution très simple. Ils ont juste besoin d'un téléphone ou d'une tablette. Nous cassons ainsi les codes en rassemblant les restaurateurs, mais aussi les bou-

BEEFID BY ZESAAS

Beefid est la première application imaginée par Vianney Lemaire et Christophe Rezenthel installés désormais à Roubaix, du côté de Blanchemaille. Leur « premier bébé », comme ils disent, a même été labellisé « Adopte une start-up » par l'agence Hauts-de-France Innovation Développement. Tous les deux se sont rencontrés chez Publicis ETO. Ils ont décidé, fin décembre 2014, de voler de leurs propres ailes, et ont créé leur start-up Zesaas. Beefid a vu le jour au printemps 2018.



langers, les coiffeurs les fleuristes... sur une même application. La force des commerçants, c'est leur diversité ! Nous collaborons également avec les Villes et unions de commerçants souhaitant aider leurs commerces de proximité. »

MAIS TOUS LES COMMERÇANTS N'ONT PAS CE RÉFLEXE DIGITAL...

« Effectivement ! Vous avez des commerçants de 20 ans déjà sensibilisés à l'outil digital, d'autres, plus âgés, qui ne le sont pas. Nous avons beaucoup travaillé à rendre l'application accessible à tous, et notre équipe est naturellement présente pour accompagner les commerçants qui en ont besoin. Aujourd'hui, nous avons des commerçants de tout âge, pleinement autonomes. »

POUR PLAIRE AU PLUS GRAND NOMBRE, CETTE APPLICATION DOIT ÉVOLUER CONTINUELLEMENT...

« Oui ! Initialement, la première version lancée en 2018 proposait la carte de fidélité, des notifications et de la communication avec des statistiques. Très rapidement, on a ajouté la partie jeu-concours, puis le très attendu "click and collect". Et c'est loin d'être fini, puisque de nombreuses fonctionnalités sont encore à venir. »

CONCRÈTEMENT POUR LE COMMERÇANT, COMMENT ÇA MARCHE ?

« Le commerçant va sur le site Beefid dans la partie "commerçant", il remplit quelques informations sur son commerce, et en 5 minutes, le compte est créé. Ensuite, il peut, s'il le souhaite, mettre en place son programme de fidélité en moins de 10 minutes, créer des jeux-concours en 5 minutes, ou encore proposer le "click and collect" en une vingtaine de minutes. Simple, rapide et sans risque ! Beefid est une solution sans engagement, qui coûte 25 euros hors taxe par mois. Un simple smartphone ou tablette lui permettra de scanner les cartes de ses clients, d'envoyer en quelques secondes une notification sur leur téléphone, ou d'être alerté des commandes. »

LES MUNICIPALITÉS ET LES UNIONS DE COMMERÇANTS INTÉRESSÉES

Si l'application est amenée à séduire de plus en plus de commerçants partout en France, celle-ci devrait également rencontrer un vif succès auprès des municipalités et des unions de commerçants qui travaillent aussi sur la redynamisation des centres-villes. « Elles peuvent, par exemple, financer le coût de l'application et l'offrir à leurs commerçants », précisent les deux ingénieurs.

beefid

Ensemble, aidons le commerce local !

Fidélité · Visibilité · Click&Collect · Jeux concours · Communication

Beefid **développe les commerces de proximité** en les accompagnants dans leur digitalisation !

Faites le choix d'une solution **éprouvée par les acteurs publics** et labelisée "**Adopte une Startup**".

Région Hauts-de-France

Beefid, déjà **partenaire** de plusieurs **communes** et **unions de commerçants**.

Scannez Moi

Beefid, un allié digital **à la redynamisation de vos coeurs de ville**.
N'attendez plus, **contactez-nous** !

contact@beefid.fr
03 62 27 98 50

Blanchemaille by Euratechnologies
87 rue du Fontenoy, 59100 Roubaix

Adopte une Startup

www.beefid.fr



«Pour chaque jeune, il y a un métier à trouver»

La Chambre de métiers et de l'artisanat Hauts-de-France (CMA) aime à se déclarer «le premier partenaire de la première entreprise de France». Par ailleurs, l'organisation consulaire des artisans développe avec succès détermination une offre très large de formations qui en font le leader régional. Entretien avec Gabriel Hollander, vice-président en charge de l'économie et président de la délégation Pas-de-Calais.

Par Georges BACOT

Après une formation de boucher, Gabriel Hollander a repris l'affaire de ses parents en 1984 et a cédé fin 2015 une partie de son activité de boucher-charcutier à Chocques pour se consacrer plus amplement à ses engagements socio-professionnels[1]. Sa grande fierté dans son établissement qui employait 12 salariés, est d'avoir formé et employé une cinquantaine d'apprentis à qui il a transmis son amour du métier, le goût d'entreprendre, des valeurs professionnelles et personnelles, toutes valeurs qui sont chères à ce passionné de l'apprentissage/alternance et de la formation.

Depuis quelques années, on évoque le Campus des métiers, très attendu dans l'Arrageois. Où en est-on ?

Nous regroupons sur un site à

Arras l'ensemble de nos activités (siège actuel, centre de formation Copernic et CFA Eiffel), donc nos apprentis, nos conseillers et nos élus, pour en faire un grand campus des métiers. Avec près de 1 200 apprentis, le CFA d'Arras est devenu notre centre le plus important des Hauts-de-France. Le projet représente un investissement de 32 M€ (21 M€ par le Conseil régional, 10 M€ sur fonds propres, dont la vente de bâtiments, et 1 M€ par la Communauté urbaine d'Arras). Le planning actuel positionne la mise à disposition du nouvel outil au printemps 2022.



Gabriel Hollander, vice-président en charge de l'économie et président de la délégation Pas-de-Calais.

Quel impact a eu la réforme de l'apprentissage sur les activités formations de la Chambre des métiers ?

La forte libéralisation apportée par la nouvelle loi sur l'apprentissage est une opportunité pour notre organisation dans sa volonté de répondre aux besoins, tous les secteurs de l'artisanat manquant de main-d'œuvre, et de développer les voies de l'apprentissage et d'alternance auxquelles nous sommes très attachés. L'ouverture de sections formations ne demandant plus l'accord de la Région mais restant soumise à la certification des centres, l'approche est devenue ainsi plus concurrentielle, tirant vers l'excellence et la réactivité ainsi que vers la recherche permanente de bonnes réponses par rapport aux besoins. Il s'agit d'une révolution culturelle pour le corps enseignant que nous accompagnons naturellement dans leurs missions car nous

butterfly
traiteur



BUTTERFLY TRAITEUR
50 rue Roger Salengro • 59110 La Madeleine - Lille
www.butterfly-traiteur.fr (vente en ligne)
03.66.72.95.79

CHIFFRES CLÉS
DE LA FORMATION CMA EN HAUTS-DE-FRANCE

- **40** antennes entreprises et formation
- **17 000** personnes formées/an (**6 500** apprentis, **6 000** stagiaires en formation continue, et **4 000** accompagnants à la création/reprise et au développement d'entreprises)
- Formations métiers (**40** métiers et spécialités enseignés)
- **12 000** apprentis et stagiaires/an
- **88,5 %** des diplômés en emploi stable dans les **6** mois suivant leur formation
- Formations techniques et transversales
- **184** thématiques (numérique, juridique, gestion, langues étrangères, etc.)
- **3 000** participants/an
- Application des acquis immédiatement en entreprise : **96,3 %**.

devons communiquer plus sur nos offres de services.

D'où une importante évolution des missions de la Chambre ?

Oui et non. Les nouvelles dispositions confortent nos missions d'offres de services et de formations pour tous, apprentis, salariés, demandeurs d'emploi, adultes en reconversion, patrons et conjoints. Nous développons de plus en plus de partenariats avec d'autres organisations et collectivités, et sommes réceptifs à l'étude de tous projets ou programmes spécifiques. Il s'agit de simplifier la vie des artisans, de les accompagner dans toutes les évolutions, notamment digitales, et de coller à leurs besoins (de la reprise/création jusqu'à la cession de l'entreprise), tout en assurant leur représentation et la défense de leurs intérêts.

Pour ce qui est du volet formation et apprentissage, nous proposons un large volet de métiers dans nos 20 centres de formation répartis sur l'ensemble du territoire, avec des formations du CAP à la licence, bientôt ingénieur. L'État propose «la garantie jeunes», nous proposons une formation qui amène une garantie d'emploi. Pour chaque jeune, il y a un chemin, un métier à trouver. Près de 90% des diplômés trouvent un emploi à l'issue de leur formation, avec l'ambition, s'ils le souhaitent, de devenir chef d'entreprise.

1. Gabriel Hollander est aussi président du syndicat des bouchers du Pas-de-Calais, vice-président de l'Union des entreprises de proximité (U2P) Pas-de-Calais, vice-président du CESER (Conseil économique, social et environnemental régional) et vice-président du Crédit Agricole Nord de France.

ANALYSE



Yves Noirot,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FONDERIES DE SOUGLAND
À SAINT-MICHEL EN THIÉRACHE

«Nous sommes une entreprise de savoir-faire d'exception, d'excellence tournée vers l'avenir. Nous réalisons de la Recherche et Développement. Nous travaillons très en amont aux côtés de nos clients pour qu'ils soient compétitifs. Quand je suis arrivé il y a 6 ans, j'ai découvert une fonderie avec de nombreux atouts, j'ai réalisé une étude qui a révélé que, pour continuer à exister face à la concurrence étrangère, le milieu de la fonderie devait innover et parvenir à faire des concessions en termes de prix. La stratégie mise en place est d'attirer. Nous possédons notre propre centre de formation qui permet à nos équipes d'évoluer, de monter en compétences mais également de former nos clients à la métallurgie ou à la fonderie. La fonderie a un avenir mais nous devons sortir ce métier de son image, perçu comme une industrie sombre. Le centre a ouvert en 2019 mais l'activité a connu un frein avec la période de la COVID. La crise sanitaire nous oblige à être inventifs. Nous avons utilisé la visioconférence pour la formation et réalisé des films, des tutoriels… l'idée est de mettre à disposition au niveau des postes de travail des tablettes renforcées que l'opérateur a la possibilité d'interroger en cas de besoin. Tout est prêt pour le faire, Nous allons le mettre en place.»

ANALYSE

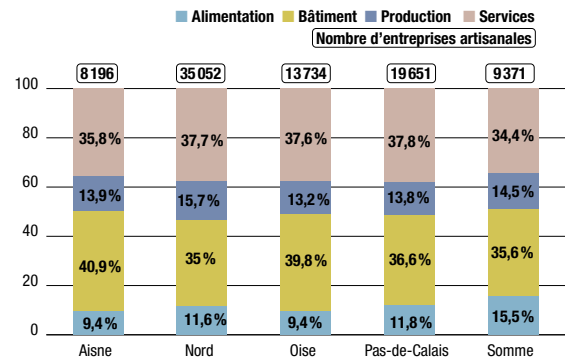


Samuel Turpin,
RESPONSABLE MARKETING
À LA CHAMBRE DES MÉTIERS ET DE L'ARTISANAT DES HAUTS-DE-FRANCE

«Avec le site www.cestmachance.com, nous cherchons à matcher l'offre et la demande d'alternance à travers un outil digital. Cestmachance est purement dédié à l'artisanat mais concerne aussi les grands comptes comme Auchan qui recrute des boulangers. Nous avons cherché à démocratiser et à simplifier à l'extrême. Que ce soit pour un jeune ou un employeur, l'inscription prend moins de 2 minutes. Le candidat renseigne ses civilités et 3 critères : le métier, le diplôme visé et son lieu de résidence. Il n'y a pas de CV ou de lettre de motivation. Cela reste possible pour le candidat d'envoyer des pièces aux chefs d'entreprises via une messagerie interne. Le candidat comme le chef d'entreprise peuvent également recevoir des alertes. Notre plate-forme est un produit créée par la CMA ; nous avons bénéficié du fonds d'accélérateur des start-up. Il n'y a rien à installer et le site est 100% gratuit. À la fin de l'été, nous avions 2 158 profils créés par les candidats et 265 offres de contrat d'alternance en ligne datant de moins de 65 jours. On espère décliner cette plate-forme dans d'autres régions. Naturellement, on compte sur une application prochainement.»

RÉPARTITION DES ENTREPRISES ARTISANALES

Au 1er janvier 2019

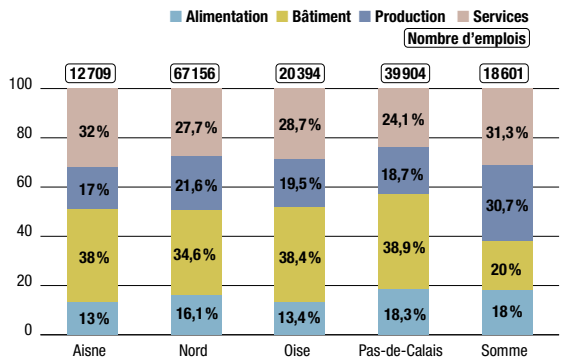


Source : CMA Hauts-de-France

RÉPARTITION. Les Hauts-de-France comptent 86 004 entreprises artisanales pour 158 764 emplois salariés.

RÉPARTITION DE L'EMPLOI ARTISANAL

Au 1er janvier 2019, emplois salariés

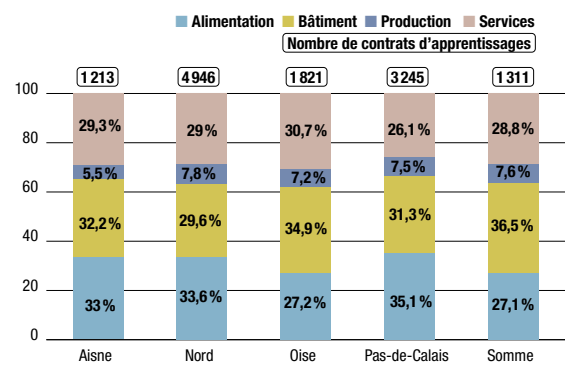


Source : CMA Hauts-de-France

SALARIÉS. Le bâtiment est le secteur qui emploie le plus d'artisans, sauf dans la Somme où c'est la production qui prend le dessus.

RÉPARTITION DES APPRENTIS DANS L'ARTISANAT

Au 1er janvier 2019



Source : CMA Hauts-de-France

EXPÉRIENCE. Au 1er janvier 2019, 12 536 contrats d'apprentissage ont été signés en région, majoritairement dans le bâtiment et l'alimentation.

MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES

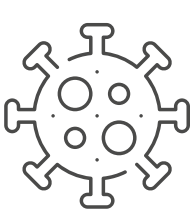
En 2018

	IMMATRICULATIONS	RADIATIONS	DENSITÉ*
Aisne	1 031	674	152,9
Nord	4 540	3 039	134,6
Oise	1 751	1 074	166,8
Pas-de-Calais	2 386	1 545	133,6
Somme	1 225	691	163,6
Hauts-de-France	**10 933**	**7 023**	**143,2**

* Nombre d'entreprises artisanales pour 10 000 habitants.

Source : CMA Hauts-de-France

CRÉATIONS. C'est dans l'Oise que la densité artisanale est la plus élevée. Si le Nord compte le nombre le plus important d'immatriculations, c'est aussi le cas pour les radiations.

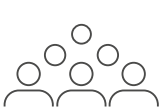


59 %

C'est la part des artisans fermés pendant le confinement dans les Hauts-de-France. Le taux de fermeture a atteint 39 % dans l'alimentation, 53 % dans la production, 54 % dans le bâtiment et 71 % dans les services.

Source : CMA Hauts-de-France

LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISES ARTISANALES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE



91 069
dirigeants



45,5 ans
en moyenne



74 %
d'hommes



26 %
de femmes

Source : CMA Hauts-de-France

VOTRE COMMUNICATION DE A À Z

LA GAZETTE MEDIAS

ÉVÉNEMENTIEL | PRINT | RÉGIE

PARCE QUE VOUS ÊTES *UNIQUE*

Vous connaissez beaucoup de spécialistes capables de créer et d'organiser votre évènement, de développer votre site web, de prendre en charge votre prochaine campagne de communication, de gérer à la fois votre régie publicitaire et votre marketing téléphonique, d'éditer vos publications avec la même créativité et la même rigueur dans le suivi de fabrication ? Inutile de chercher.
La Gazette Medias, membre du Groupe La Gazette, est le seul partenaire au Nord de Paris en mesure de répondre à tous vos besoins de communication en vous proposant des solutions sur-mesure, dans le respect de vos budgets et des délais annoncés.

UN INTERLOCUTEUR UNIQUE
POUR VOUS DÉMARQUER ET VOUS FAIRE REMARQUER

L'expérience et la complémentarité de nos équipes nous assurent une complète maîtrise de la communication omnicanal et des chaînes de production, depuis la prise en main de vos manifestations, jusqu'à la conception et la fabrication de vos supports d'information et de communication (print, digital) dans tous les formats.

- **Créer du lien et de l'émotion.** Quels que soient le thème, la taille et la nature de votre manifestation (salon, congrès, assemblée générale, séminaire…), nos chefs de projets et nos équipes techniques et commerciales sont à vos côtés pour organiser, mettre en scène et assurer la promotion de votre événement dans le but d'en faire un moment unique, apprécié de vos publics.

- **Donner du relief à vos créations et à vos éditions.** Confiez la conception et la mise en page de vos invitations, de vos publicités, de vos dépliants, brochures ou magazines à l'inspiration des designers graphiques de notre studio intégré.

- **Trouver les mots pour partager vos idées et convaincre vos publics.** Cette mission, c'est celle des journalistes de La Gazette qui peuvent vous accompagner dans la production des contenus de vos supports et la rédaction de vos messages. L'une des forces de La Gazette Medias c'est aussi de pouvoir relayer votre communication dans les publications dont nous gérons la régie publicitaire, en premier lieu dans une des éditions territoriales et thématiques de la Gazette, magazine d'informations économiques en région habilité annonces légales.

- **Garantir la parfaite réalisation de vos imprimés en respectant le coût et le délai annoncés.** Pour relever ce défi, La Gazette Medias dispose d'un atout de taille : deux imprimeries intégrées (offset et numérique) bénéficiant d'un équipement performant adapté à tous les tirages et toutes les finitions.

- **Offrez-vous plus de visibilité en ligne.** Qu'il s'agisse de créer un formulaire d'inscription pour une rencontre ou un salon, de diffuser une invitation ou une newsletter, de développer votre site web ou votre présence sur les réseaux sociaux, notre équipe informatique est mise à contribution pour l'ensemble de vos besoins web et online.

VOS CONTACTS

Caroline DENGLOS
Directrice
caroline.denglos@gazettemedias.fr
+33 (0)6 17 87 32 19

Jérôme CAPOEN
Responsable publicité
jerome.capoen@gazettemedias.fr
+33 (0)3 28 82 22 13

Corinne GAUQUIE
Chargée de clientèle
corinne.gauquie@gazettemedias.fr
+33 (0)3 28 82 22 20

Thomas DUHIN
Chefs de projets
thomas.duhin@gazettemedias.fr
+33 (0)6 66 45 74 08

Christophe LESTOQUOI
Graphiste
christophe.lestoquoi@gazettemedias.fr
+33 (0)3 28 38 45 31

Christine DEWILDE
Assistante commerciale
christine.dewilde@gazettemedias.fr
+33 (0)3 28 38 45 26

WWW.GAZETTEMEDIAS.FR

1ER GROUPE DE PRESSE INDÉPENDANT
AU NORD DE PARIS

1 STUDIO GRAPHIQUE
INTÉGRÉ

2 IMPRIMERIES PERFORMANTES
(OFFSET, NUMÉRIQUE)

1 ÉQUIPE COMMERCIALE
EN CHARGE DE LA RÉGIE PUBLICITAIRE ET DE LA COMMERCIALISATION DES ÉVÈNEMENTS

1 DUO EXPÉRIMENTÉ
DE CHEFS DE PROJETS ÉVÉNEMENTIELS



© auremar

«*Les notaires sont des chefs d'entreprise*»

Pour Edouard Grimond, président de la chambre interdépartementale des notaires du Nord – Pas-de-Calais, l'avenir est loin d'être sombre pour la profession. Car, selon lui, l'immobilier reste une valeur refuge pour les Français…

Par Benoît DEQUEVAUVILLER

Me Hugues Dubois, directeur A l'instar de toutes les professions libérales, les notaires ne sont pas épargnés par la crise sanitaire. Comme beaucoup d'autres corporations, ils ont fermé leurs études durant trois mois et ont mis la majorité des collaborateurs en télétravail. Ils ont aussi connu une baisse d'activité assez importante. «*On a traité les dossiers ouverts avant le début du confinement*», explique Edouard Grimond, président d'une chambre qui regroupe environ 800 notaires. «*Mais on a aussi anticipé. Quand on a su qu'on allait fermer, on a pu obtenir, dans des délais très brefs, des procurations pour pouvoir signer en l'absence des clients !*» Avec une grosse partie du pays à l'arrêt, le secteur de l'immobilier a bien évidemment été largement touché. En bout de chaîne, les notaires ont donc payé l'absence de visites de maisons ou d'appartements. «*Pas de compromis signés par les agences, pas de compromis signés par les notaires donc quasiment aucun dossier entrant*», reconnaît le notaire lillois. «*Donc on a travaillé exclusivement avec ce que l'on avait sur nos bureaux ou dans nos placards. Arrivé à un certain moment, quand on a eu liquidé le stock, on n'avait plus d'actes à passer*».

LE PROBLÈME DE L'AUTHENTIFICATION DE LA SIGNATURE

Un autre problème de taille s'est rapidement posé. Car l'activité des notaires est basée sur l'authenticité de la signature. Comment identifier de façon exacte l'identité des vendeurs et des acheteurs ? Avec des études fermées, il était impossible de poser les actes sous le nez des clients. «*L'authentification de la signature prend forme par l'identification de celui qui signe*», confirme Edouard Grimond. Des solutions ont été imaginées : «*Les clients avaient la possibilité d'aller en mairie pour faire certifier leurs signatures. Ou alors, c'était des clients réguliers de l'étude et dans ce cas, on pouvait avoir plus de souplesse...*» Pour tenter de maintenir un niveau de signature d'actes satisfaisant, la signature à distance a aussi été imaginée !

«*Ca a mis un peu de temps à se mettre en place,* se souvient le président. *Mais une fois que ça a été opérationnel, on a pu régulariser des actes tout en ayant les clients devant une caméra*». Mais l'expérience n'a pas été reconduite. «*C'était une technique temporaire*», confirme Edouard Grimond. «*Elle a cessé au mois d'août*». L'idée reste néanmoins dans les cartons. «*C'est en discussion au niveau du Conseil supérieur du notariat et de la Chancellerie. Ca peut-être une bonne chose, par exemple, pour les Français qui résident à l'étranger. Cela leur éviterait un vol pour simplement signer un document.*»



© Chambre des Notaires

Edouard Grimond, président de la chambre interdépartementale des notaires du Nord - Pas-de-Calais.

UNE FORTE AUGMENTATION DES DONATIONS

En fait, le système Q-sign était géré par un prestataire extérieur. Et ce n'était pas forcément du goût de la profession. De plus, dans certaines situations, il ne peut être employé. «*Il y a une catégorie d'actes avec des signatures clients incontournables*», explique Edouard Grimond. «*C'est le cas pour les donations ou les donations partages ou encore dans certains programmes immobiliers comme les ventes en état futur d'achèvement*». La période du confinement a été propice à des modifications de comportement chez les clients : «*On a eu quelques divorces. Cette période a permis aussi à certaines personnes de réfléchir et d'avoir envie de transmettre et de donner. Les gens se sont rendu compte qu'ils pouvaient tomber malades et disparaître beaucoup plus vite que prévu. Des gens ont aussi réalisé qu'être confinés dans un petit appartement, c'est bien mais confinés dans une petite maison avec un jardin, c'est plus sympa. Certains ont donné un coup de main à leurs enfants pour déménager.*»

Aujourd'hui, quelles sont les perspectives pour 2021 ? «*C'est très difficile à dire*», souffle Edouard Grimond. «*On dit que les Français ont beaucoup épargné pendant le confinement ou ont consommé différemment. Le maintien de l'engouement pour l'immobilier peut laisser espérer. Cela reste une valeur refuge. Les volumes en pâtiront peut-être. En revanche, je n'ai pas l'impression que les prix se mettent à baisser.*» Si la situation économique se dégradait dans les mois à venir, pourrait-il y avoir de la casse chez les notaires ? «*C'est trop tôt pour le dire*», affirme Edouard Grimond. «*Je doute qu'on en arrive à cette extrémité. Mais attention, le nerf de la guerre, c'est la trésorerie. Les notaires sont des chefs d'entreprise. Ce n'est peut-être pas clair dans l'esprit des gens. On pourrait aussi penser que les études plus petites, avec moins de charges, résisteront mieux. En tout cas, on veut surtout garder nos collaborateurs car une étude qui n'a pas de collaborateurs n'avance pas beaucoup*». Et sur la généralisation du télétravail ? «*On peut échanger à distance avec le client. Mais à un moment donné, le client éprouve le besoin de rencontrer le notaire. Les dossiers sont avant tout des personnes qui ont besoin d'échanger.*»

ANALYSE

Emmanuelle Gaultier,

EXPERT-COMPTABLE À BJM CONSULTING À BERGUES, GROUPE FIDAC CÔTE D'OPALE



«La grosse inquiétude de nos clients, c'est la trésorerie. Beaucoup nous demandent de leur faire un budget de trésorerie sur les douze prochains mois. Leur activité reprend mais ils veulent savoir comment ils vont rembourser leur prêt garanti par l'Etat (PGE). Nous, nous devons rester très positifs et dans l'action. Sinon, nous ne serions pas un bon reflet économique. Des clients parlent de nous comme des médecins de leur propre économie. Donc il faut qu'on soit avec eux. Il faut qu'ils continuent d'être en bonne santé pour que nous le soyons aussi. Au niveau du cabinet, tous les collaborateurs ont été en télétravail pendant la période du confinement, comme 60% des cabinets d'expertise-comptable. Pendant trois mois, nous avons remplacé notre mission de base comptable par une activité de conseil. Nous avons fait toutes les demandes d'aides, les fonds de solidarité, les demandes auprès des caisses de retraite, auprès des communautés de communes. On a aussi traité tout ce qui concerne la paye et notamment les activités partielles. Comme nous avons fait le travail un peu plus lentement, à cause des nombreux textes à lire pour renseigner nos clients, nous avons facturé plus lentement. Au niveau des encaissements des honoraires aussi, on a donc senti une baisse. Les entreprises étant fermées, elles se sont vite retrouvées en situation de trésorerie délicate. Aujourd'hui, nous sommes en phase de transition numérique vis-à-vis de la communication que nous avons avec nos clients. On doit complètement repenser notre façon de travailler. C'est ce qui était prévu pour l'ensemble de la profession mais encore plus avec l'épisode du confinement.»

ANALYSE

Caroline Chazard,

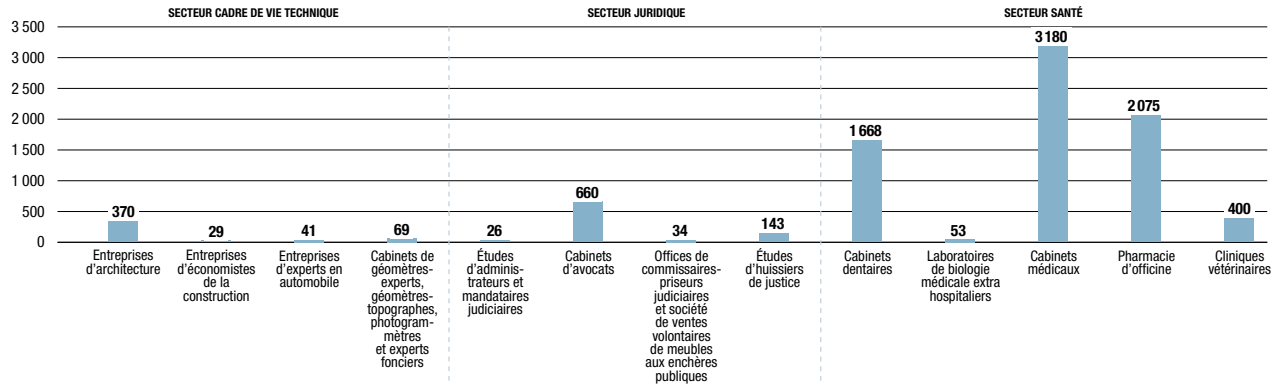
AVOCATE AU BARREAU DE PARIS. ASSOCIÉE, DIRECTOR CHEZ KPMG AVOCATS



«Je ne peux pas parler pour l'ensemble de la profession car chez KPMG nous faisons essentiellement du conseil et très peu de contentieux. En fait, les répercussions de la crise sanitaire ont été très différentes selon si les gens étaient ou non tributaires de la fermeture des tribunaux. Pour nous, le confinement a été très actif. On a répondu aux entreprises dans l'urgence. On était déjà très informatisés. On a renforcé les capacités des serveurs et des bandes passantes. On s'est mis sur Teams en plus de Skype pour échanger davantage. Mais ça s'est fait relativement facilement. En revanche, les tribunaux ont fonctionné a minima. Ils n'étaient déjà pas en avance dans leurs calendriers donc ça engendre encore plus de lenteur dans les procédures. Le règlement amiable des conflits, qui évoluait, va devenir une nécessité. Je pense que ça va pousser les gens, lorsque c'est possible, à trouver des arrangements amiables sans passer par les tribunaux. J'ai exercé longtemps en Asie. Le caractère chinois de la crise c'est «changement, transformation». Donc le point positif, c'est que ça va forcer la profession des avocats, qui fonctionnait encore beaucoup de façon archaïque, à travailler comme une vraie entreprise. Enfin, les cabinets qui avaient une ligne de trésorerie vont s'en sortir. Ceux qui étaient à flux tendu vont avoir beaucoup de difficultés. Je ne sais pas si des avocats vont changer de métier comme il a été écrit dans la presse, mais que des structures individuelles essayent de rejoindre des structures plus grosses qui ont les reins plus solides, oui.»

RÉPARTITION DES ENTREPRISES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2017, entreprises libérales employeuses

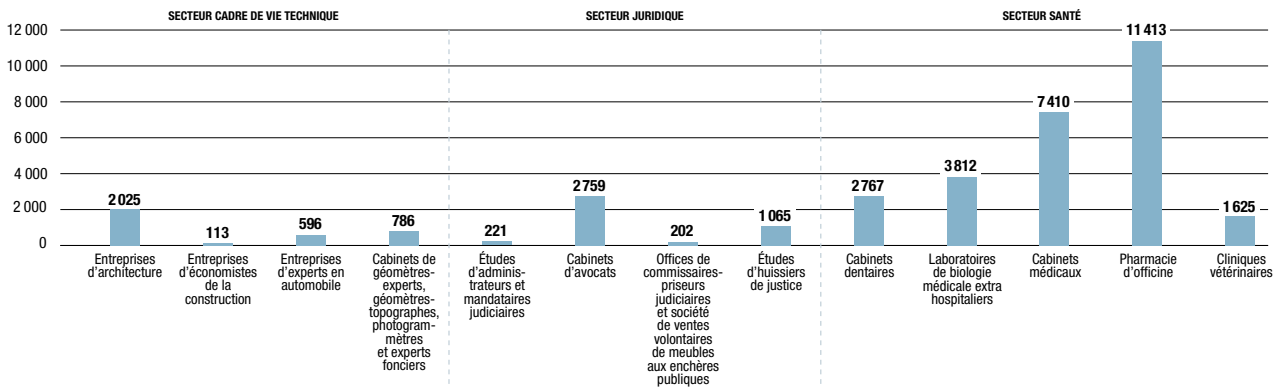


Source : Ompl

SANTÉ. Ce secteur est celui qui emploie le plus de professions libérales, avec les cabinets médicaux en première ligne, suivis des pharmacies d'officine.

RÉPARTITION DES SALARIÉS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2017, salariés d'entreprises libérales

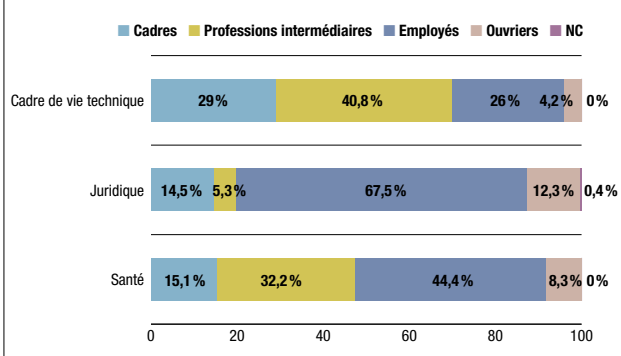


Source : Ompl

DOMINANTE. A l'image du nombre d'entreprises, les salariés d'entreprises libérales le sont majoritairement dans le secteur de la santé, avec une nette prédominance pour les pharmacies d'officine.

RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR CATÉGORIE SOCIALE

En 2017, salariés d'entreprises libérales

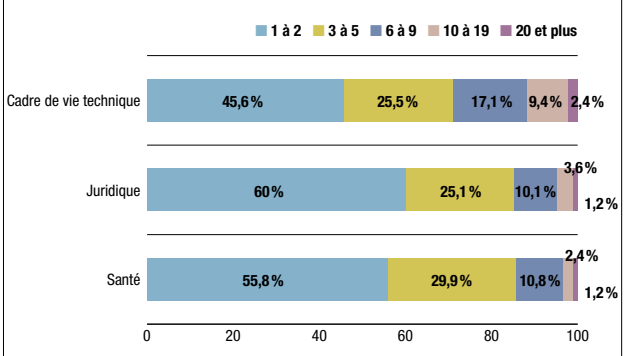


Source : Ompl

EMPLOI. Hormis pour le cadre de vie technique, les employés restent majoritaires.

RÉPARTITION DES ENTREPRISES EMPLOYEUSES PAR TAILLE

En 2017, emploi ETP



Source : Ompl

TPE. Toutes catégories confondues, les entreprises employeuses sont majoritairement des TPE.



VOUS ÊTRE **UTILE**

DEMAIN

EST-CE QUE CE SERA LE MONDE D'APRÈS ? OU LE MONDE D'AVANT ? OU UN PEU DES DEUX ?

DEMAIN, ON A LE CHOIX :

d'aider les entreprises à redémarrer.
d'encourager l'économie locale.
de favoriser une croissance verte.
de financer l'avenir des jeunes.
d'investir dans la santé.
de développer la solidarité.

DEMAIN, ON A LE CHOIX D'ÊTRE UTILE ENSEMBLE.

Retrouvez tous nos engagements sur www.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France – Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier – Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance – Capital social de 1 000 000 000 Euros – Siège social 135 Pont de Flandres 59777 Euralille – 383 000 692 RCS Lille Métropole – Crédit Photo : shutterstock – Septembre 2020.

CAISSE D'EPARGNE
HAUTS DE FRANCE



ACTE 16 : *s'installer ou investir*

VOTRE NOTAIRE CONNAIT L'IMMOBILIER, DEMANDEZ-LUI LES CLEFS !

Achat, vente, location, négociation, expertise... Votre notaire vous accompagne dans chaque étape de votre projet immobilier. Grâce à son service immobilier qui vous donne accès à toutes les offres du réseau immobilier notarial, il facilite et optimise vos recherches. À votre écoute, il vous apportera des conseils personnalisés pour votre projet immobilier et ainsi éviter les pièges éventuels.

Votre projet immobilier va constituer une bonne partie de votre patrimoine.
Il n'est jamais trop tôt pour en parler avec votre notaire.

Ga9-0920 - Création : **DPS** les indés - Crédits photo : iStock

Notaires

Nous vous accueillons sur **lereflexenotaire.fr**

NOTAIRES
ORD • PAS-DE-CALAIS

LES NOTAIRES, ACTEURS DE LA CROISSANCE ET AU SERVICE DE TOUS.



Edouard GRIMOND,
Président de la Chambre

RENFORCER LES COMPÉTENCES

L'une des missions de la Chambre interdépartementale des notaires est de favoriser le développement de l'expertise et des compétences notariales dans les domaines les plus variés. Cela participe à entretenir l'excellence professionnelle des notaires du Nord-Pas-de-Calais afin de toujours mieux accompagner et conseiller nos différents interlocuteurs : pouvoirs publics, clients, partenaires, élus, associations, etc...

Pour cela, nous sommes dotés de six instituts et deux ateliers, véritables laboratoires de recherche et développement, chacun spécialisé dans un domaine juridique particulier :

- **l'Institut notarial des personnes publiques (Inpp),**
- **l'Institut notarial de droit immobilier (Indi),**
- **l'Institut notarial de l'espace rural et de l'environnement (Inere),**
- **l'Institut notarial des entreprises et des sociétés (Ines),**
- **l'Institut notarial du patrimoine et de la famille (Inpf)**
- **l'Institut notarial de droit européen et international (Inei) et**
- **deux ateliers « divorce » et « droit international privé ».**

Un notaire en exercice pilote chacun de ces instituts et ateliers et s'entoure de confrères, experts du domaine concerné.

Chacune de ces structures met en place des **actions de formation et d'information** (colloques, séminaires, conférences, salons professionnels...) et produit des outils spécifiques à son domaine de compétence (guides, fiches pratiques, notes de conjoncture, lettres d'information...).

PARTAGER LES EXPERTISES

Le congrès annuel des notaires est également l'occasion de réfléchir et de s'informer face aux enjeux majeurs qui touchent la société. Les thématiques abordées font l'objet d'échanges d'expériences et d'expertises. Chaque année, la profession se réunie ainsi pour concevoir de nombreuses propositions à destination des pouvoirs publics.

« LE NOTAIRE, PROTÉGER : UNE VOCATION » sera le thème du 116ème Congrès des notaires qui se déroulera à Paris du 8 au 10 OCTOBRE 2020.

L'Inere publie trimestriellement sa *"lettre conseils des notaires du Nord - Pas de Calais au monde rural ", à télécharger sur* lereflexenotaire.fr - compétences - notaires - rural

L'Inpp publie trimestriellement sa *"lettre conseils des notaires du Nord - Pas de Calais aux Personnes Publiques ", à télécharger sur* lereflexenotaire.fr - compétences - notaires - collectivités

NOTARIAT DU NORD-PAS-DE-CALAIS EN CHIFFRES

> **768** notaires à fin août 2020
> **380** femmes notaires (49,7%)
> **2 500** collaborateurs aux compétences diversifiées
> **349** lieux de réception de la clientèle
> **231 000** actes reçus en 2019 dont **17 000** déclarations de succession.

Les Notaires du Nord -Pas-de-Calais constituent un vaste réseau couvrant toute la région afin d'apporter à chacun, partout, le conseil et l'accompagnement adéquats.

Notaires

Nous vous accueillons sur **lereflexenotaire.fr**

NOTAIRES
NORD • PAS-DE-CALAIS



© Andrey Popov

Banque digitale et de proximité, pari gagné !

Les valeurs de mutualisme, de proximité et de solidarité peuvent apparaître et se révéler pleinement dans les banques digitales. La crise sanitaire semble avoir accélérer le besoin pour ces dernières d'allier présence physique et offre numérique. Leurs clients, professionnels et particuliers, bénéficient du meilleur des deux mondes avec l'homme au cœur du sujet.

Par Kaltoume DOUROURI

Une chose est sûre, les Français deviennent de plus en plus «*omnicanaux*» dans leurs pratiques de la banque. Au sein du deuxième groupe bancaire français, la Caisse d'Epargne Hauts de France regroupe sur deux sites, à Amiens et Douai, sa Banque Digitale Multimédia (BDM) qui compte une centaine de collaborateurs. De plus en plus autonomes dans la gestion de leurs comptes, les clients choisissent le canal qui leur convient le mieux pour réaliser leurs opérations ou se renseigner. Cette tendance selfcare s'est accentuée avec la crise sanitaire. «*Pour nous, c'est bel et bien une banque digitale de proximité. Il n'y aucune opposition entre les deux, c'est même très complémentaire. Les deux aspects font partie de l'accompagnement de nos clients qui peuvent quand ils le veulent accéder à leurs comptes à partir de notre site sécurisé, Direct Ecureuil, sur le portail internet de la banque depuis leur ordinateur ou depuis leur mobile grâce aux différentes applications développées. Banxo, avec l'agrégation de comptes leur permet même de suivre leurs*

différents comptes et d'effectuer leurs opérations à distance. Une rubrique «Ma banque à portée de main» est ouverte sur le portail internet pour rappeler toutes les possibilités offertes avec un mode d'emploi simplifié» explique Valérie Raynaud, membre du directoire chargée du Pôle Banque de Détail de la Caisse d'Epargne Hauts de France.

LA MUTATION NUMÉRIQUE S'ACCÉLÈRE...

Pour une autre banque aux valeurs de mutualisme également fortement ancrées, le Crédit Mutuel Nord Europe, l'aspect numérique des choses est un facilitateur. «*J'estime même que le mutualisme donne sa raison d'être au digital. Il vient en appui de nos 250 agences sur le territoire au service de nos clients, quel que soit leur âge. Même si de plus en plus de clients nous utilisent de façon digitale, ils tiennent encore à venir rencontrer leurs conseillers en agence. A nous de leur permettre de conserver ce contact. Retenons que huit de nos clients sur dix vivent leur banque en multicanal. Notre centre de relation clients durant les six premiers mois de l'année a reçu plus de 750 000 appels. Nous avons mis un point d'honneur durant cette période de Covid à préserver notre qualité de service et, malgré le contexte particulier, la note de satisfaction de nos clients est restée élevée avec 4,42 sur 5 sur la période du 17 mars au 17 avril. Le digital est un atout qui nous permet d'être rapidement à disposition des clients*» assure Philippe Vandenberghe, directeur adjoint de la direction commerciale du Crédit Mutuel Nord Europe qui dispose de sept centres de relation clients qui regroupent 180 collaborateurs avec plusieurs métiers représentés. Il n'empêche que le lien physique reste primordial.

La crise du Covid n'a fait qu'accélérer le processus de digitalisation des banques. «*Nous souhaitons pour autant garder l'humain au centre de nos échanges. Que chacun puisse se tourner vers une personne physique en proximité et en direct pour des échanges clés comme lors d'un prêt immobilier ou un projet d'expansion pour une entreprise par exemple. C'est pourquoi nous demeurons vigilants sur ces aspects humains. C'est notre ADN*» confie Anne-Sophie Van Hoove, directrice générale du CIC Nord Ouest forte de 2 500 collaborateurs et 272 agences. La crise sanitaire prouve que la banque à distance n'est pas qu'un phénomène de société mais bien une réalité.

PRIORITÉ À LA RELATION CLIENTS

C'est d'ailleurs bien avant la crise que le CIC avait misé sur l'intelligence artificielle au service des collaborateurs afin qu'ils se concentrent sur la relation clients. «*Nous avions déjà une forte volonté de digitalisation de l'intégralité du parcours client. Aujourd'hui, il est autonome sur les opérations courantes avec toujours l'exigence de sécurité avant tout. Du côté de nos équipes, la formation est prépondérante et se fait avec les moyens d'aujourd'hui dont les outils informatiques, les coaching, des tutos, de la gamification, des réseaux sociaux internes, web tv interactives et autres webinaires. Je suis plus que jamais certaine que le digital doit être au service de l'homme et qu'il ne faut laisser personne au bord de la route.*»

ANALYSE



Valérie Raynaud,
MEMBRE DU DIRECTOIRE CHARGÉE DU PÔLE BANQUE DE DÉTAIL DE LA CAISSE D'EPARGNE HAUTS DE FRANCE

«Nous avons reçu sur le site clients «Direct Ecureuil» de notre banque régionale plus de 32 millions de visites entre janvier et juillet. C'est l'une conséquence du confinement, qui a accéléré les pratiques digitales. Nous avons aussi été fortement sollicités par nos clients «Professionnels», notamment pour le dispositif de Prêt Garanti par l'État (PGE) et le report d'échéances automatique de six mois. Au 30 juin, nous avions réalisé plus de 13 000 reports d'échéances et, nous avions octroyé 450 millions d'euros de PGE à plus de 4 000 clients. C'est le digital qui a permis cette réactivité. Messagerie sécurisée, visio-conférences, signature numérique des contrats, sont quelques exemples des outils utilisés. Nous avons ainsi accompagné nos clients dès les premiers jours, le «retour client» est très bon. Les témoignages sur Linkedin ou Twitter en font la preuve. Je dois avouer que dans ces moments difficiles, la digitalisation a pris tout son sens. Par ailleurs, presque tous nos clients particuliers et «Professionnels» adhérent au paiement par CB sans contact et cela sans distinction d'âge. Aux commerçants, nous avons même proposé, via leur terminal de paiement, la fonction Boost Fid, une solution digitale de fidélisation dernière génération qui permet de constituer un fichier client pour être proactif. Nos valeurs coopératives nous conduisent à poursuivre dans le même temps le développement de nos agences en les renforçant même dans certaines villes afin d'offrir l'ensemble de nos expertises.»

ANALYSE

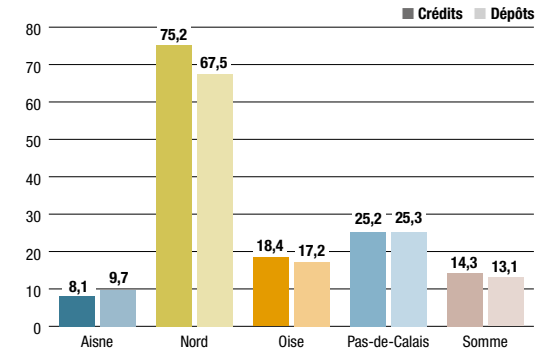


Anne-Sophie Van Hoove,
DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CIC NORD-OUEST

«En matière de digitalisation, notre stratégie se fonde sur un hub multi services que nous appelons plateforme de services. Nos clients sont sensibles à tout cela. La proximité passe aussi par le fait de parler le même langage. Une banque digitale doit en effet parler à tous et notamment aux seniors. La silver économie est donc bien plus qu'une notion pour nous. On peut avoir 70 ans et être en mesure de rester autonome sur son smartphone. A nous d'aider et accompagner ces personnes. Chez nous, le mobile first est un fondamental. Toute la relation bancaire peut tenir dans le téléphone portable. Un rendez-vous client via une visio-conférence cela devient courant désormais. Comme dans une agence en dur, le client aura toujours droit à la meilleure réponse de notre part pour chaque aspect de sa vie bancaire. L'accueil et le contact client sont tout aussi importants et possibles via la digitalisation. La crise sanitaire aura été salutaire pour nous permettre d'aller plus vite et plus loin dans ce domaine. Nous avons pu constater que la banque à distance devenait primordiale pour nos clients et pour nos collaborateurs en télétravail. Nous avons très vite su mettre les moyens informatiques pour traiter de chez eux l'ensemble des besoins de nos clients. Nous avons pu observer toute la force d'un groupe à l'oeuvre !»

MONTANT DES ENCOURS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Au 1er janvier 2020, en Md€



Source : Banque de France

EMPLOIS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

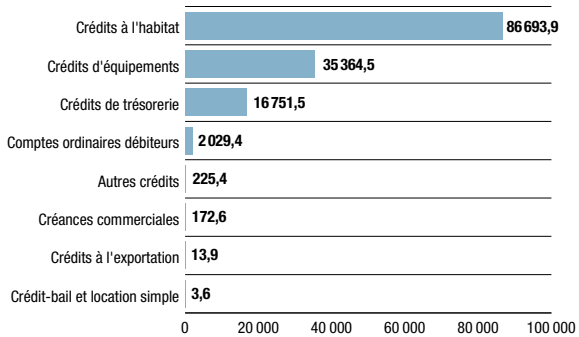
En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs

	EMPLOIS	ÉTABLISSEMENTS
Activités de services financiers	**28 319**	**3 366**
Intermédiations monétaires	18 157	1 556
Activités des sociétés de holding	6 431	1 458
Fonds de placements et entités financières similaires	931	188
Autres activités des services financiers	2 800	164
Assurance	**7 680**	**498**
Assurance	7 255	497
Réassurance	425	1
Activités auxiliaires	**11 342**	**2 517**
Activités auxiliaires des services financiers	2 706	1 047
Activités auxiliaires d'assurance	7 906	1 303
Gestion de fonds	730	167

Source : Acoss-Urssaf

ENCOURS DES CRÉDITS PAR PRODUIT DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Au 1er janvier 2020, en M€

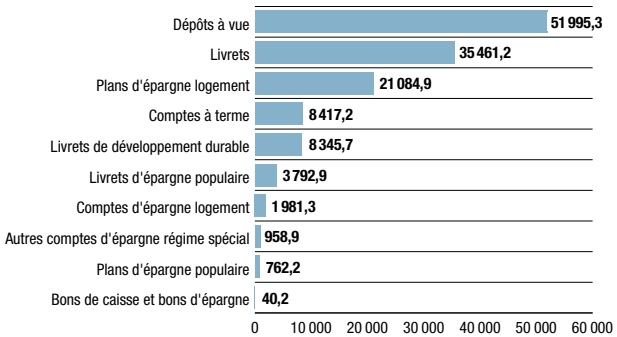


Source : Banque de France

PERSPECTIVES. Les flux de crédit à l'habitat, après deux mois de quasi stabilité liés à la Covid-19, sont repartis à la hausse en mai 2020.

ENCOURS DES DÉPÔTS PAR PRODUIT DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Au 1er janvier 2020, en M€

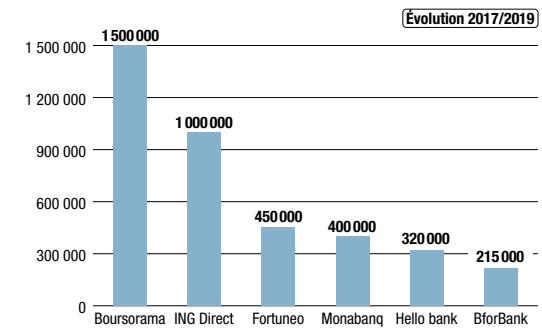


Source : Banque de France

PATRIMOINE. Après un repli de la consommation des ménages durant la période de confinement, les dépôts à vue augmentent au second trimestre.

LES PRINCIPALES BANQUES EN LIGNE EN FRANCE

En 2019, en nombre de clients



Source : CultureBanque

ANALYSE. Avec 50% du marché, Boursorama (groupe Société Générale), dépasse le million de clients depuis déjà des années et séduit des clients toujours plus connectés.



55 Mds€

C'est le surplus d'épargne financière des ménages français observé à fin avril 2020 par rapport à la tendance habituelle.

Source : Banque de France

ENSEMBLE, SOLIDAIRES
POUR CONSTRUIRE L'AVENIR

EN SOUTIEN DE L'ÉCONOMIE LOCALE






GROUPAMA AUX CÔTÉS DES PROFESSIONNELS DU TERRITOIRE

Groupama Nord-Est - Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles du Nord-Est - 2 rue Léon Patoux - 51686 Reims Cedex 2 - 383 987 625 RCS Reims
Entreprise régie par le code des assurances et soumise à l'ACPR, 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris cedex 09 - Tél. 03 26 97 30 30 - www.groupama.fr
Renseignements auprès de votre conseiller Groupama. Document non contractuel - Crédit photo : Shutterstock

Groupama
NORD-EST
la vraie vie s'assure ici

CCMO SANTÉ PRÉVOYANCE MUTUELLE

L'ESSENTIEL, C'EST VOUS.

170 000
personnes protégées au quotidien en santé et/ou prévoyance

98 %
des adhérents sont satisfaits du processus global d'adhésion

24 administrateurs
180 salariés

100 MILLIONS €
de cotisations brûtes

2 300
entreprises ont choisi CCMO Mutuelle pour leurs salariés

95 %
des entreprises nous recommandent*

*Baromètre de satisfaction 2019 réalisé par le cabinet d'étude Init auprès de 200 gestionnaires de contrats frais de santé collectifs.

Init, 2 rue Antoine Etex 94000 Créteil. SAS au capital de 100000€. N°SIREN : 401 935 853

CCMO Mutuelle - 6 avenue du Beauvaisis PAE du Haut-Villé, CS 50993, 60014 Beauvais. Mutuelle soumise au Livre II du Code de la mutualité, SIREN n°780 508 073.

LA CCMO, UNE MUTUELLE DE PROXIMITÉ AU SERVICE DES ENTREPRISES

« 95%* DES ENTREPRISES RECOMMANDENT LA CCMO »

UNE QUALITÉ DE SERVICE PLÉBISCITÉE ET SUPÉRIEURE À LA MOYENNE DU MARCHÉ. RENCONTRE AVEC POL-HENRI MINVIELLE, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CCMO MUTUELLE, QUI NOUS EN DIT PLUS SUR LES MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR TOUJOURS MIEUX SATISFAIRE LES ENTREPRISES.

En tant qu'acteur santé, quel rôle tient la mutuelle sur le territoire ?

CCMO Mutuelle est un acteur majeur de la protection sociale dans les Hauts-de-France, avec plus de 75 ans d'expérience dans le domaine de la santé et de la prévoyance.

Indépendante et à but non lucratif, elle fait partie de l'économie sociale et solidaire ; et participe activement à la vie économique locale et régionale.
Il est de ses missions d'accompagner les entreprises et d'être solidaire.

Quelles mesures ont été mises en place face à la crise du Covid-19 ?

Lors de la période de confinement consécutive à la crise sanitaire sans précédent que nous traversons et à laquelle nous devons encore faire face, la CCMO a été amenée à prendre des mesures exceptionnelles, par solidarité, pour aider les entreprises adhérentes :

- En assurant la continuité de ses activités,
- En proposant aux entreprises en difficulté de reporter le paiement des cotisations,
- En assurant, quelle que soit la situation des entreprises, le maintien du paiement des prestations,
- En garantissant le règlement des fournisseurs,
- En favorisant la téléconsultation.

Autant de mesures très concrètes qui traduisent bien les valeurs de notre mutuelle.

A quels enjeux répondez-vous auprès des entreprises de façon plus générale ?

La protection sociale collective est, depuis plusieurs années, un enjeu important de la politique sociale des entreprises, qui permet de répondre à leurs engagements d'employeurs et d'offrir à leurs collaborateurs des couvertures en assurances de personnes, optimales.

Forte de son indépendance et de la confiance accordée par les entreprises adhérentes -95% des entreprises recommandent la CCMO -, la mutuelle vous accompagne dans la mise en place de votre régime frais de santé et prévoyance, en proposant :

- Une écoute garantissant la découverte de vos besoins,
- Une analyse correspondante,
- La mise en œuvre avec vous de solutions concrètes,
- L'assurance d'avoir un contrat conforme correspondant à vos besoins,
- Un budget optimisé,
- Un accompagnement commercial dans le temps,
- Une gestion optimisée,
- Des services adaptés.

Nos conseillers réalisent un accompagnement dédié à chaque structure, et se déplacent dans vos locaux dans le respect des mesures sanitaires.



CONTACTEZ-NOUS
03 44 06 91 00



CCMO SANTÉ PRÉVOYANCE MUTUELLE

L'ESSENTIEL, C'EST VOUS.

MUTUALITÉ FRANÇAISE

La table numérique du Mudo-Musée de l'Oise permet aux visiteurs de découvrir autrement les collections.



DR

Les musées de l'Oise à l'ère numérique

Engagée depuis déjà plusieurs années, l'immersion de la culture dans le monde numérique s'est fortement accentuée pendant la période de confinement. Pour contribuer à une meilleure connaissance des œuvres et mieux accompagner le public dans leur découverte.

Par Brigitte FALGUIERE

Si les mois de confinement ont été catastrophiques pour le monde de la culture, ils auront au moins eu le mérite d'intensifier l'effort des structures pour s'emparer des différents outils numériques. En témoigne la présence accrue du Mudo-Musée de l'Oise à Beauvais sur les réseaux sociaux et notamment sur Facebook. La responsable du service des Publics Clémence Boursier et sa collègue en charge de la communication digitale Marie-Laure Trouvé n'ont en effet pas manqué d'imagination pour proposer en ligne, aux petits comme aux grands, une découverte ludique des collections : ateliers de dessin d'après une œuvre du musée, série «*un jour, une œuvre*» permettant quotidiennement de découvrir en détails un meuble, un tableau, une céramique… «*C'est une obligation liée à notre label Musée de France que de favoriser une connaissance maximale de nos collections, mais au-delà de l'obligation, c'est surtout notre attachement à nos œuvres qui nous donne envie de les partager le plus largement possible : ces nouveaux outils nous en offrent une formidable opportunité*» reconnaît le directeur du Mudo, Gilles Baud-Berthier. Trois pièces maîtresses du musée, le gigantesque tableau de Thomas Couture L'enrôlement des volontaires de 1792, La querelle d'Achille

et d'Agamemnon de Giovanni Battista Gaulli ainsi que la statuette gallo-romaine du Guerrier gaulois figurent ainsi en bonne place dans le dispositif national de musées numériques de proximité «*Micro-Folies*» mis en place par le ministère de la Culture et la Grande Halle de La Villette.

UNE VISITE «À LA CARTE»

Dès 2015, le musée s'était déjà engagé dans les outils numériques de support à la visite, se positionnant même en pointe à l'époque. «*Mais dans ce domaine, l'obsolescence est extrêmement rapide et nos propositions sont aujourd'hui dépassées, en termes d'autonomie et de portabilité*» reconnaît le conservateur. Il travaille avec ses équipes à la création d'applications pour smartphone via de petites bornes de téléchargement sur place ou téléchargeables sur le site du musée. «*L'idée n'est pas de donner des cours d'histoire de l'art, mais de rendre au visiteur la liberté de flâner à sa guise, en fonction de ses propres centres d'intérêt qui sont variables d'une personne à l'autre : des parcours sur un thème, un mouvement artistique, un artiste, avec un système de renvoi d'une œuvre à l'autre pour une meilleure aisance de déambulation à l'intérieur des collections, la possibilité d'en savoir davantage sur une œuvre, son histoire, sa composition.*» Pendant la durée des travaux entrepris dans le Palais épiscopal Renaissance qui abrite le musée, ces applications seront dans un premier temps testées «hors les murs», par le biais d'une tablette intégrée à un kit envoyé sur demande à des établissements scolaires, hospitaliers…

FEUILLETER LE PLUS CÉLÈBRE MANUSCRIT AU MONDE

Ce même type d'application est en cours de développement au musée Condé de Chantilly, pour un déploiement en 2021 : «*Notre collection est tellement vaste et l'accrochage - que nous n'avons pas le droit de modifier - si dense, que cet outil permettra aux visiteurs d'aller directement à la rencontre de nos œuvres les plus emblématiques*» assure le conservateur Mathieu Deldicque. Il y a déjà plus d'une vingtaine d'années que le musée Condé a entrepris la numérisation de sa collection, la plus importante en France après le Louvre, pour la rendre accessible aux amateurs sur la base de données nationale «*Joconde*». De même, les innombrables livres anciens, cartes, gravures de la bibliothèque sont progressivement mis à disposition du public sur le site de l'Armarium, un portail de livres rares et précieux au niveau régional. Et depuis début septembre, les visiteurs ont la possibilité de consulter l'un des plus fameux manuscrits au monde, *Les très riches heures du Duc de Berry*. Une table numérique permet ainsi de feuilleter les quelque 200 pages du document, de zoomer sur ses splendides enluminures, de se perdre dans la profondeur de ses couleurs et la richesse de ses détails. «*On le sait, les musées impactent fortement la fréquentation touristique, ils contribuent à l'attractivité d'un territoire et génèrent ainsi des retombées économiques significatives : il est donc indispensable de les faire connaître au plus grand nombre en utilisant tous les moyens disponibles, parmi lesquels les nouvelles technologies*» conclut Gilles Baud-Berthier. Même s'il admet être surtout animé par une passion… très communicative.

ANALYSE



Tarak Aoufi,
RESPONSABLE COMMUNICATION ANKAMA

«Comme beaucoup de partenaires dans l'industrie du jeu vidéo, on n'a pas eu de problème de chiffre d'affaires pendant le confinement, puisque le nombre de joueurs sur nos trois jeux – Wakfu, Dofus, et Dofus Touch – a quintuplé ! Nous avons toutefois dû accompagner la montée en charge des joueurs : le flux de données est plus important. Nous avons dû ouvrir des serveurs pendant cette période. Nous faisons souvent face, lors de grosses mises à jour ou de gros événements, mais de façon plus raisonnable : souvent, le nombre de joueurs peut doubler ou tripler. En revanche, c'est la première fois que l'on voit arriver cinq fois plus de monde sur nos jeux. Il a fallu y faire face : la première semaine était difficile en termes d'adaptation, puisque nous avons été pris de court. Mais nos équipes sont compétentes pour faire face à ce genre de situations. Il y a certes eu un temps d'adaptation mais tout s'est mis en place très naturellement. En interne, nous avons des outils pour communiquer à distance. Sans le savoir, nous étions déjà prêts pour le télétravail. Le confinement nous a par ailleurs permis de préparer un gros projet qui a vu le jour à la sortie du confinement : nous avons réussi à finaliser le financement participatif pour la saison 4 de la série Wakfu. Sur l'ensemble de la campagne, l'objectif était de 1,2 M€ pour 13 épisodes de 26 minutes. Nous avons dépassé cet objectif : nous avons même atteint 1,5 M€, ce qui nous permettra de sortir deux épisodes bonus.»

ANALYSE

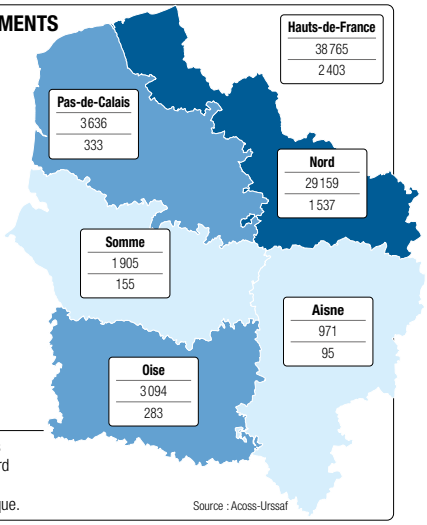


Cyrille Chaidron,
CO-FONDATEUR D'ARTÉKA

«Depuis deux ans, avec mon associé Sébastien Lermenier, qui a créé Altek, un service d'expertise thermographique infrarouge et d'imagerie technique pour le bâtiment, nous travaillons sur procédé permettant de «dévoiler l'invisible». A partir de capteurs installés sur un drone nous pouvons à la fois détecter des sites archéologiques mais aussi analyser les détails insaisissables à l'œil nu sur des œuvres ou des objets. Cette technique est à la fois facile à mettre en place, rapide, non invasive, moins couteuses que les technologies actuelles pour un résultat tout aussi satisfaisant. Elle pourrait bouleverser la façon dont on aborde la question des fouilles archéologiques. La détection par drone permet de ne pas intervenir directement sur le terrain et lorsqu'il s'agit d'un objet, il peut rester là où il se trouve, il n'y a pas besoin de le déplacer ce qui facilite considérablement les choses. Cela ne veut pas dire que l'archéologue ne sera plus utile, au contraire, c'est un outil au service de l'homme. Nous avons réalisé des tests grandeur nature sur la zone de Renancourt à Amiens mais aussi sur un sarcophage égyptien conservé au Musée de Picardie. Artéka deviendra officiellement une entreprise en septembre, mais nous avons déjà été sollicités par la DRAC Hauts-de-France et nous participons à un projet de recherches sur l'île de Cabrera où des milliers de soldats ont été emprisonnés à l'époque napoléonienne. Au-delà de l'archéologie ce procédé peut avoir de multiples applications, nous avons noué des partenariats avec des acteurs comme l'Armée ou où Suez.»

EMPLOIS ET ÉTABLISSEMENTS DANS LE NUMÉRIQUE

En 2018, emplois salariés privés et établissements employeurs

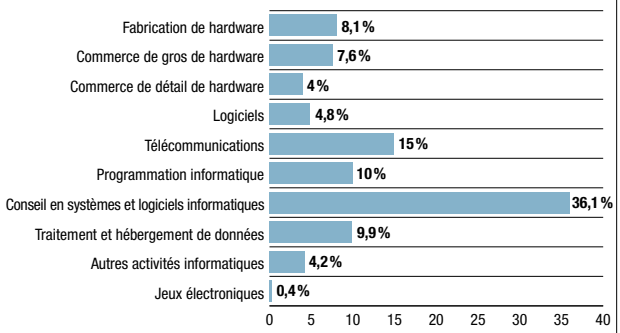


DYNAMISME. Boosté par ses pôles d'excellence, le département du Nord occupe les 3/4 des emplois et des établissements dans le numérique.

Source : Acoss-Urssaf

POIDS DES ACTIVITÉS DANS L'EMPLOI NUMÉRIQUE DES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018, emplois salariés privés

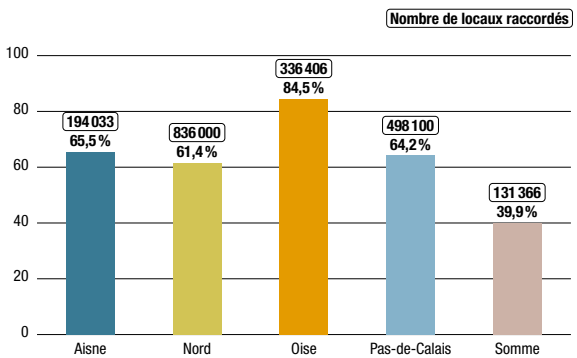


Source : Acoss-Urssaf

SERVICES. Un tiers des emplois du secteur concerne le conseil en systèmes et logiciels informatiques, toujours en recherche de profils.

PART DES LOCAUX RACCORDABLES AU RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE

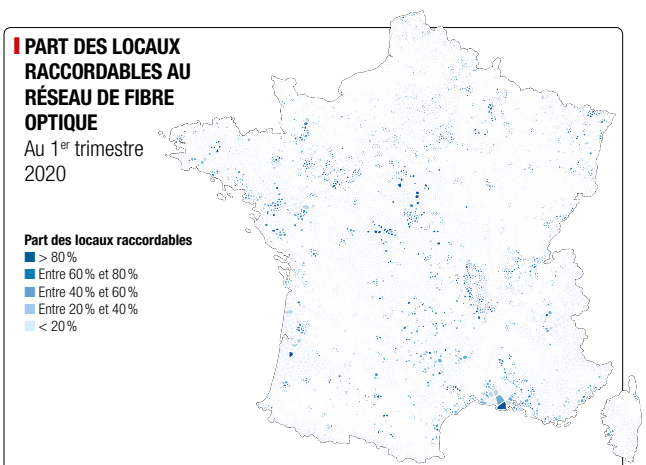
Au 1er trimestre 2020



Source : Arcep

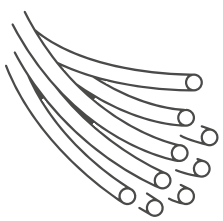
PART DES LOCAUX RACCORDABLES AU RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE

Au 1er trimestre 2020



Source : Arcep

DATA. En 2019, 1,5 millions de mesures ont été réalisées en 2G, 3G et 4G sur l'ensemble du territoire.



3,5 Mds€

C'est le coût estimé du déploiement du réseau de fibre optique pour la région Hauts-de-France (zones publiques et privées confondues). L'ensemble de la région devrait être relié d'ici 2023.

Source : Région Hauts-de-France



1er

Avec près de 85 % de son territoire relié au réseau de fibre optique, l'Oise est le premier territoire rural fibré d'Europe. C'est le 3e département de France métropolitaine le mieux équipé derrière Paris et les Hauts-de-Seine.

Source : Arcep

FIBRE. 40% des Français bénéficient désormais d'un accès Internet à très haut débit. 19,6 millions de locux sont éligibles, soit une croissance de 35%.



PILLIOT
ASSURANCES

Votre protection, notre priorité.

Entreprises et Particuliers
50 ans d'expérience
65 compagnies partenaires

POUR VOS APPELS D'OFFRES,
interrogez-nous sur **devis@pilliot.fr**



BUREAU DE PARIS
34, avenue de gravelle
94220 CHARENTON LE PONT
Tél : 03 21 98 97 00
Fax : 01 56 29 17 41

BUREAU D'AIRE SUR LA LYS
19, rue de Saint Martin BP 2
62922 AIRE SUR LA LYS CEDEX
Tél : 03 21 98 97 00
Fax : 03 21 95 66 66

BUREAU DE SAINT-OMER
25, avenue des frais fonds BP 97
62510 ARQUES
Tél : 03 21 98 97 00
Fax : 03 21 98 92 62

BUREAU DE REIMS
12, rue Thiers
51100 REIMS
Tél : 03 21 98 97 00

BUREAU DE LILLE
122, rue de la bassée BP29
59000 LILLE
Tél : 03 21 98 97 00
Fax : 03 20 93 74 19



© rochagneux

L'hippodrome de Chantilly : un écrin intemporel

Bordé par l'un des plus beaux châteaux de France mais aussi par la forêt, l'hippodrome de Chantilly s'impose dans le monde hippique. Inauguré en 1834, il accueille les courses les plus prestigieuses dont deux épreuves les plus illustres du programme de France Galop. Post-confinement, ce lieu emblématique ne perd pas de son élégance mais doit également faire face à la crise sanitaire.

Par Virginie KUBATKO

C'est l'un des six plus anciens hippodromes de France Galop. L'hippodrome de Chantilly, propriété de l'Institut de France, est inscrit l'Institut des Monuments historiques : à la suite de premières tribunes construites provisoires installées en 1835, le duc d'Aumale, propriétaire du terrain, fait construire deux nouvelles tribunes de style anglo-normand en 1847 par son architecte Jean-Louis Victor Grisart. Ces tribunes sont reconstruites par Honoré Daumet, architecte du château de Chantilly en 1881. Le bâtiment du pesage est pour sa part construit en 1891 par Charles Girault, élève de Daumet. Quant à la tribune du comité, ancienne tribune du prince, elle est reconstruite en 1911 par l'architecte Saint-Ange.

Cette histoire royale est précieuse... car elle imprègne les lieux, du château à l'hippodrome, en passant par les Grandes écuries et le Musée du cheval... Aller aux courses de Chantilly, c'est une expérience visuelle unique. «*C'est aussi le premier hippodrome à avoir ouvert ses courses au public*», précise Marin la Cour Grand Maison, responsable du site de Chantilly. *Puis, il s'est développé au fil de son histoire. Aujourd'hui, nous avons des infrastructures hors norme.*»

Avec ses 65 hectares et ses cinq pistes, l'hippodrome de Chantilly est une référence dans le monde équin et accueille les deux plus prestigieuses épreuves du programme de France Galop, à savoir le Prix du Jockey-Club (depuis 1836) et le Prix de Diane Longines (depuis 1843). Du côté des activités, Chantilly c'est aussi le Polo club du Domaine de Chantilly, le plus grand de France avec ses huit terrains, situé dans

CHANTILLY EN CHIFFRES

Hippodrome

65 hectares.
40 000 visiteurs par an.
5 pistes dont une grande piste en sable fibré de **6 500** mètres.
50 réunions de courses par an.

Centre d'entraînement

120 hectares de pistes en gazon.
120 kilomètres de pistes en sable.
12 kilomètres de pistes d'obstacles jalonnées par **100** obstacles.
Plus de **2 600** chevaux stationnés en période de pointe.

une grande clairière, à la fois un lieu de compétitions de niveau mondial et un havre de bonheur pour les cavaliers ayant adopté le plus ancien des sports d'équipe. Véritable temple du cheval, l'hippodrome est bordé par les Grandes écuries, chef-d'œuvre architectural du XVIII[e] siècle (construites en 37 années) dont on a fêté le tri-centenaire en 2019. Elles font figure de palais pour les chevaux et accueillent, depuis 1984, des spectacles équestres, créés et dirigés par Sophie Bienaimé.

UN CENTRE D'ENTRAÎNEMENT RECONNU

Son histoire est aussi marquée par une refonte. En 1994, France Galop envisage la fermeture de l'hippodrome. Face à cette menace, un Groupement d'intérêt public appelé «*Initiative pour un développement durable de Chantilly*» (IDC), est créé en 1998. Au total, 24 millions d'euros sont investis sur le site, dont le Prince l'Aga Khan, propriétaire d'une prestigieuse écurie à Gouvieux, est l'un des principaux mécènes. En 2011, France Galop fait réaliser une piste en sable fibré (de 6 500 mètres), la seule de la région, et la première course s'y déroule en mars 2012. Depuis, Chantilly fonctionne également l'hiver car ces pistes sont conçues pour résister aux intempéries.

Son environnement et son histoire ne sont pas les seuls atouts de cet hippodrome. Avec ses 114 entraîneurs, ses 2 600 chevaux stationnés et ses 50 réunions de course par an - soit une réunion par semaine - Chantilly s'impose dans le monde des courses de galop. «*C'est le plus grand centre d'entraînement de France et d'Europe avec des entraîneurs essentiellement français*», note le responsable du site. Il est situé sur les communes voisines de Chantilly, Gouvieux, Lamorlaye, Coye-la-Forêt et Avilly-Saint-Léonard.

Pour autant, le contexte sanitaire et économique actuel laisse planer un doute quant à la bonne reprise de toutes les activités. «*Il n'y a pas eu de course pendant deux mois et même si nous avons été un des premiers sports à reprendre, sans public, à la sortie du déconfinement, il reste que le site - l'hippodrome et le centre d'entraînement - emploie 80 personnes et les frais de bouche des chevaux restent les mêmes*», spécifie Marin la Cour de Grand Maison. Une situation qui est la même pour tous les dix hippodromes des Hauts-de-France...

ANALYSE



Laetitia Bodart,
COORDINATRICE À LA MAISON DU CHEVAL BOULONNAIS

«Notre structure, qui a ouvert en juin, est gérée par la Communauté de communes Desvres-Samer. Elle se développe sur 19 hectares dont une quinzaine d'herbage, qui profitent à une dizaine de poulains. Nous avons tout sur place pour travailler et éduquer les chevaux : carrières couverte, en sable, en herbe, 18 boxes… Nous avons pour ambition d'organiser des manifestions dont des concours d'attelages. Sur place, nous avons une éleveuse qui peut travailler d'autres chevaux, un bourrelier, le syndicat hippique Boulonnais… Un restaurant devrait ouvrir l'an prochain. Les travaux d'un montant de 4,5 millions d'euros ont été notamment financés par l'Etat, la Région, le département. Il était nécessaire de créer un lieu comme celui là car la race est en perte de vitesse. L'an dernier, 171 naissances ont été enregistrées. Le cheval de trait est de moins en moins utilisé. Les 130 éleveurs en France et à l'étranger le sont par passion. Cela est bien dommage que 80% des équidés partent à l'abattoir, même si c'est cela qui a sauvé la race. Nous ferons tout pour redynamiser la filière, que ce soit dans le domaine de la formation, de l'aide à la reproduction, à la génétique… Notre mission la plus complexe sera de remettre le cheval de trait Boulonnais au coeur de la vie quotidienne du territoire et de ses habitants par des actions pérennes comme par exemple des missions de sécurité, de surveillance, du maraichage… Le Boulonnais a un véritable intérêt écologique et économique !»

ANALYSE



Jean Frère,
PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES HIPPODROMES DES HAUTS DE FRANCE

«Alors que l'année 2019 a vu une croissance du public et des paris dans les hippodromes, l'année 2020, avec la Covid-19, a vu la fréquentation et les recettes divisées par deux. En effet, l'absence de réunions a engendré une chute du chiffre d'affaires et, par conséquent, une perte pour les investissements que nous devons faire chaque année sur les champs de course. Les entraîneurs ont beaucoup perdu, car les propriétaires de chevaux ont demandé une baisse du prix des pensions, ceux-ci ne courant pas. Or les frais de bouche sont les mêmes. Le personnel des écuries est toujours présent. Il faut savoir que les courses de trot et de galop emploient dans notre région 70 000 personnes. Certains hippodromes qui ont de nombreuses réunions chaque année, emploient 7 à 8 personnes qui ont été mises au chômage technique. Chaque Fédération régionale a mis en place une cellule politique avec des élus afin qu'ils soient informés des problèmes. Nous avons sollicité une aide de l'État et de chaque président de région. À cela s'ajoute une baisse des naissances chez les trotteurs. Les propriétaires sont de moins en moins nombreux car faire naître et élever coûte très cher. Nous espérons redresser la situation en 2021, si bien sûr l'épidémie a disparu ou, du moins, régressé sérieusement.»

LA FILIÈRE ÉQUINE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE



3 100
entreprises



7 730
emplois



405 M€
de chiffre d'affaires

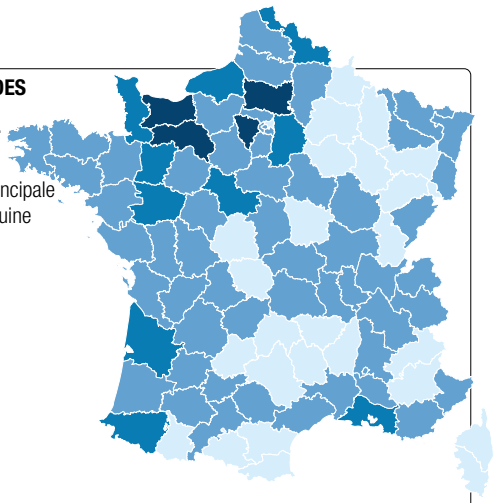


60 000
licenciés

Source : Ifce

RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR DÉPARTEMENT

En 2016, emploi dont l'activité principale est de nature équine

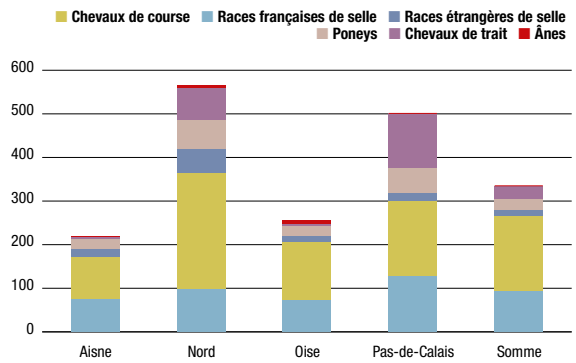


Source : Ifce-OESC

TERRE D'EXCELLENCE. Avec plus de 3 100 entreprises générant 7 730 emplois, 1 022 établissements et 67 602 licenciés, les Hauts-de-France sont une terre d'excellence.

NOMBRE DE NAISSANCES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

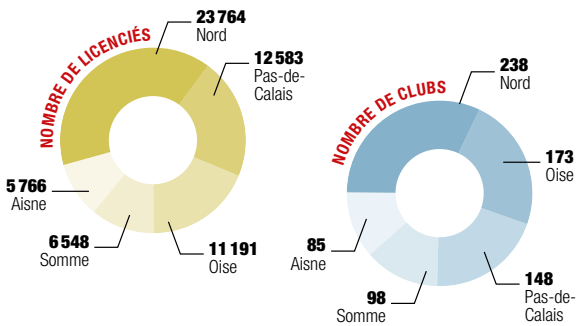


Source : Ifce-Sire

NATALITÉ. Les chevaux de course sont la race d'équidé qui ont connu le nombre de naissances le plus important.

L'ÉQUITATION DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

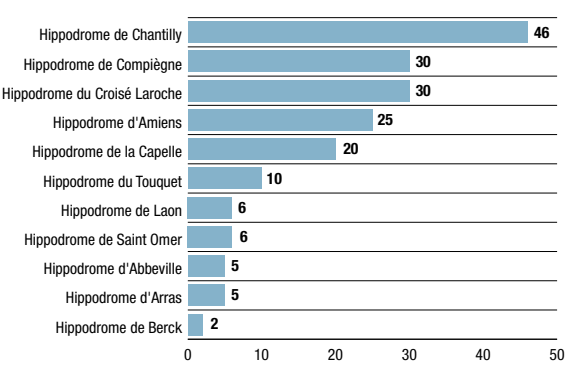


Source : INJEP-MEOS

SPORT. Les 3/4 des équidés sont utilisés dans le cadre du sport et des loisirs, le reste en course.

NOMBRE DE RÉUNIONS DE COURSES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2018

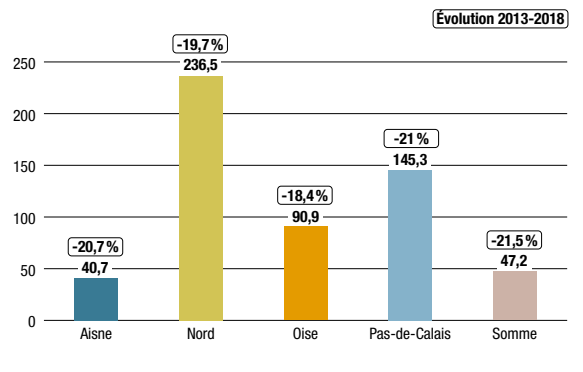


Source : Ifce-SDDRC

OISE. Avec ses 65 hectares et une capacité de 30 000 personnes, l'Hippodrome de Chantilly accueille 40 000 visiteurs par an.

MONTANT DES ENJEUX PMU

En 2018, en M€



Source : Ifce-PMU

PARIS. C'est dans le Nord que l'on parie le plus, même si les tendances sont à la baisse sur l'ensemble des départements.

DOMAINE DE CHANTILLY



Il était une fois

LES GRANDES ÉCURIES

SPECTACLE ÉQUESTRE DU 5 AVRIL AU 1er NOVEMBRE

Cheval magazine — LE PREMIER MAGAZINE ÉQUESTRE FRANÇAIS

fnac

France bleu

•3 hauts-de-france

© graphisme · frdm.fr

La nature occupe une place privilégiée en Hauts-de-France.



© Somme Tourisme

La région mise sur le bien-être et la reconnexion à la nature

Géographiquement situés non loin des grandes métropoles françaises et européennes, les Hauts-de-France ont développé une offre touristique éclectique où bien-être et nature jouent un rôle essentiel. Une stratégie payante à l'heure où la proximité et les grands espaces ont été des critères prépondérants dans le choix des visiteurs.

Par Diane LA PHUNG

«*Le tourisme d'hyper-proximité résulte aussi d'expériences internationales : parfois il faut aller voir ailleurs pour se rendre compte que l'on est bien chez soi*» souligne Jean-Christophe Gold, directeur du Comité régional du tourisme (CRT) Hauts-de-France. «*Si en plus le territoire se renouvelle et amène de nouvelles pratiques, cela devient très intéressant. Il peut y avoir de la surprise dans le tourisme de proximité !*» ajoute-t-il. Pour affiner sa stratégie, le CRT a pris pour habitude de travailler à partir des nouvelles attentes des visiteurs mais aussi celles des habitants de la région. Une double lecture qui a conduit les Hauts-de-France à développer un tourisme de bien-être. Une «*reconnexion avec soi-même*» qui passe notamment par la nature.

DIVERSITÉ DE L'OFFRE

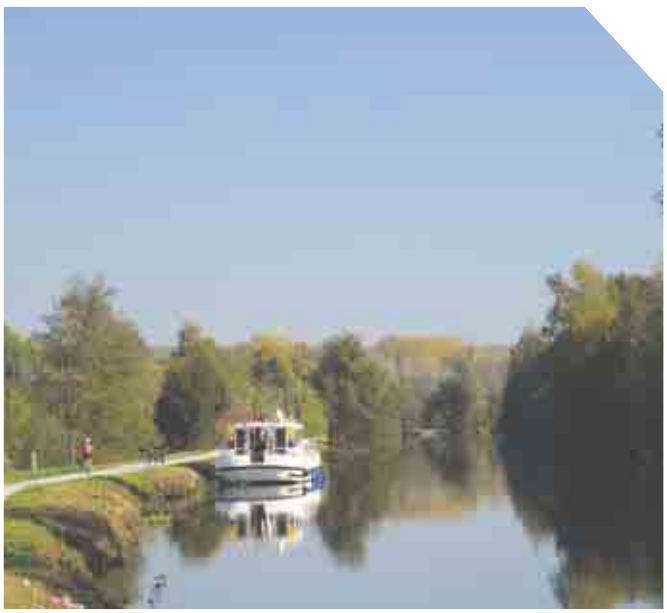
«*Nous avons été la première région à avoir mobilisé dans les territoires des professeurs de yoga, des sophrologues, des naturopathes qui répondent à un phénomène très important dans le tourisme aujourd'hui qui est l'hybridation des lieux et des pratiques. Certains restaurants de plage proposent des cours de yoga ou de la méditation au coucher de soleil. Des séances de chi gong sont aussi organisées dans des jardins des Hauts-de-France*» détaille Jean-Christophe Gold. Une programmation complète mise en avant sur le blog «*week-end-esprithautsdefrance*»,

un outil à destination aussi bien des touristes que des habitants qui souhaitent redécouvrir leur territoire.

DES RÉSERVATIONS EN HAUSSE

Pendant la phase de confinement, le CRT a réalisé une étude pour connaître l'impact de la crise sanitaire sur les envies et projets des visiteurs. «*Le résultat a montré que pour toutes les cibles, quels que soient les catégories professionnelles ou les âges, la reconnexion à la nature et les grands espaces étaient primordiaux. Il y avait une vraie volonté de pouvoir trouver des hébergements en immersion dans la nature avec beaucoup d'autonomie*» dit encore Jean-Christophe Gold. Des attentes qui correspondent parfaitement aux propositions développées par les Hauts-de-France. D'ailleurs la plateforme de réservation «*Week-end Hauts-de-France*» a enregistré une hausse de vente de 70% en juin 2020 par rapport à l'année précédente. «*Le visiteur est autonome dans sa recherche, il va construire lui-même son séjour. Il est donc important de pouvoir ajuster, enrichir ou modifier son offre. Cela passe par plus de programmation. Nous allons vers un tourisme de réparation, qui passe notamment par la nature, l'art, la découverte de nouvelles pratiques que l'on pourra poursuivre une fois chez soi*» analyse Jean-Christophe Gold.

La Vallée de Somme privilégie les mobilités douces.



© Somme Tourisme-F. Leonardi

L'EXEMPLE DE LA SOMME, ENTRE NATURE ET PROXIMITÉ

«*Nous avons constaté une réelle augmentation de la clientèle d'hyper-proximité sur les sites touristiques du territoire. Nous avons senti que les gens ont eu peur de s'éloigner. Là ils ont fait le choix de se déconnecter près de chez eux*» souligne Aurélie Wallet de Somme Tourisme. Si le circuit du souvenir qui accueille 80% d'étrangers et le tourisme d'affaires ont souffert de la crise sanitaire, la fréquentation de l'été 2020 s'annonce «plutôt bonne» pour la Baie de Somme. Un succès qui s'explique notamment par l'envie des visiteurs de conjuguer nature et proximité. «*Nous avons la chance d'être un territoire rural avec une densité de population faible, ce qui laisse une grande place au paysage. La force du département c'est aussi sa proximité avec de grandes métropoles nord européennes, Lille, Paris, Bruxelles sont à 2h de la Somme. Nous sommes plutôt sur du court séjour, où la clientèle urbaine cherche à s'oxygéner, se reconnecter à la nature mais à deux pas de chez elle*» poursuit Aurélie Wallet.
Aujourd'hui l'objectif affiché est de donner envie à la clientèle étrangère de revenir tout en conservant celle d'hyper-proximité. Pour cela, Somme Tourisme et les acteurs du territoire souhaitent développer d'autres destinations comme la Haute Somme ou la Vallée de Somme et sa véloroute. «*Nous devons convaincre nos clients que l'intérieur des terres répond aux mêmes attentes que le littoral*» note-t-elle. Une «opération séduction» qui passe par un aménagement des lieux, le développement des mobilités douces mais aussi un lien permanent avec la filière touristique pour qu'elle puisse développer des services cohérents avec la stratégie mise en place. «*Aujourd'hui on sent un réel engouement pour les circuits-courts, les produits locaux, le fait maison, les marchés ou encore les activités non polluantes. C'est une tendance de fond qui correspond bien au département*» observe Aurélie Wallet.

ANALYSE



Sabine Lhermet,

DIRECTRICE DE L'OFFICE DE TOURISME DE DUNKERQUE

«Une saison estivale qui ne ressemble pas aux précédentes mais malgré tout, réussie : telle est la saison touristique 2020 qui s'achève ! Avec près de 60 nationalités différentes accueillies dans nos points d'accueils l'été dernier, ce qui représentait environ 50% de nos visiteurs, la fréquentation a fortement évolué en cette saison 2020 : la clientèle Hauts-de-France arrive en première position suivie par les Belges, puis les résidents de l'agglomération dunkerquoise et enfin les Français. Les Britanniques et les visiteurs canadiens, australiens, très présents ces dernières années autour du tourisme de mémoire, ont cruellement manqué à l'appel.
Mais la grande campagne de communication lancée par la Communauté Urbaine de Dunkerque en début de saison, ciblant le public régional élargi jusqu'à Reims, a largement contribué à la bonne fréquentation qu'a connu notre destination : sur le thème des escapades thématiques (maritime, grands espaces, bord de mer et au cœur de l'histoire), pour de vraies vacances à proximité de chez soi, cette campagne a permis de toucher un nouveau public qu'il nous faudra fidéliser. 1 300 réservations en ligne ont été enregistrées depuis le 1er juillet, et grâce à la construction de 20 nouvelles cabines de plage et au dispositif de location par quinzaine, plus de 500 locataires ont pu bénéficier d'une réservation de cabines du 6 juin à fin août, contre 370 locations en 2019.»

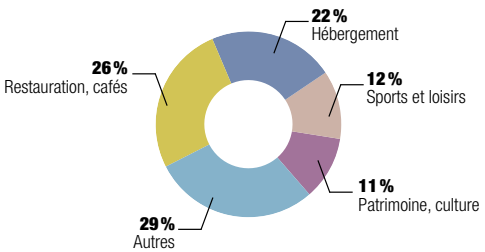
LE TOURISME DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

6,2 Mds €	de consommation touristique
+ de 70 000	emplois
7,6 millions	d'arrivés
14,9 millions	de nuitées
29 %	de clientèle internationale
24 millions	de visiteurs

CONSOMMATION. Le tourisme en Hauts-de-France représentent 4% du PIB régional.

L'EMPLOI TOURISTIQUE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2015



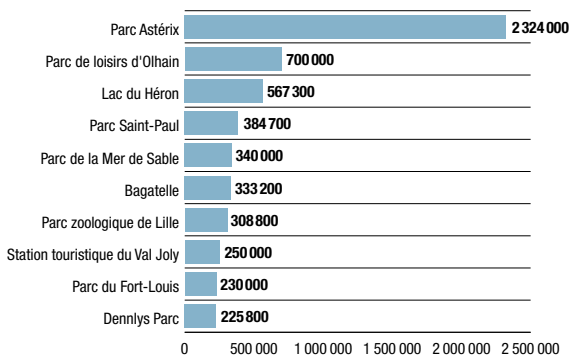
50 000 emplois liés à l'activité touristique locale + 19 700 emplois liés au transport

Source : CRTC Hauts-de-France

7E RANG. Les Hauts-de-France comptent près de 70 000 emplois tourisitiques : 50 000 liés à l'activité touristique locale et 19 700 liés au transport, en hausse de 2,1% entre 2009 et 2015.

LES SITES DE LOISIRS LES PLUS VISITÉS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, en nombre de visiteurs

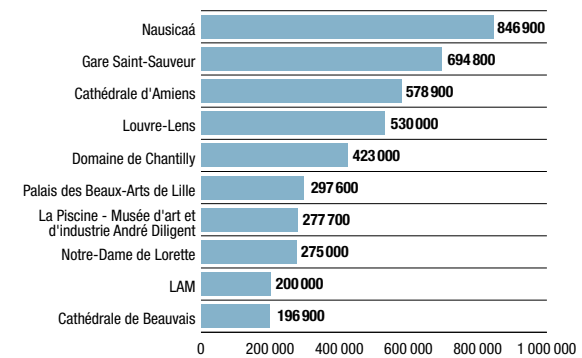


Source : CRTC Hauts-de-France

PARC D'ATTRACTIONS. Le parc Astérix, à Plailly, occupe, de loin, la 1ere place des sites les plus visités en Hauts-de-France.

LES SITES CULTURELS LES PLUS VISITÉS DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, en nombre de visiteurs



Source : CRTC Hauts-de-France

BOULOGNE-SUR-MER. Récemment rénové, Nausicaa attire près de 850 000 visiteurs, suivi de près par la Gare Saint-Sauveur.

LES HÉBERGEMENTS TOURISTIQUES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019

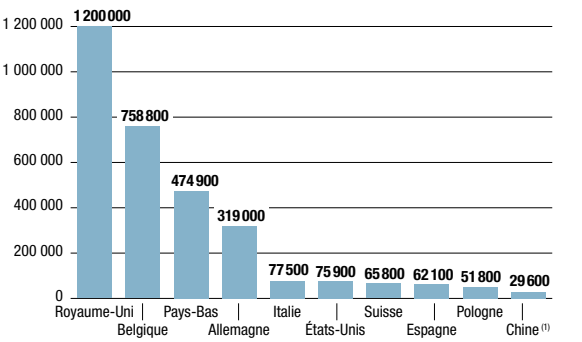
	HÔTEL	CAMPING	HÉBERGEMENTS COLLECTIFS
Nombre	719	523	62
Nombre de lits	60 300	167 400	19 100
Taux d'occupation	59 %	31,3 %	62 %
Nombre de nuitées	9 164 000	2 953 000	2 755 000
Nombre de nuits moyenne	1,6	3,4	2,9
Part des nuitées internationales	25 %	43 %	27 %
Part des nuitées professionnelles	59,2 %	-	-

Source : CRTC Hauts-de-France

9E RANG. Avec 14,9 millions de nuitées, les Hauts-de-France maintiennent leur place dans le paysage touristique national.

LA CLIENTÈLE INTERNATIONALE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

En 2019, en nombre de nuitées



(1) En hôtellerie uniquement

Source : CRTC Hauts-de-France

POSITION STRATÉGIQUE. 1,9 million d'arrivées internationales dans l'hôtellerie et l'hôtellerie de plein air ont été enregistrées en 2019, avec une prédominance des touristes anglais.



ENEDIS
L'ELECTRICITE EN RESEAU

Une voiture électrique, c'est facile quand on peut la recharger n'importe où.

Avec 7 millions de bornes de recharge raccordées au réseau de distribution d'électricité d'ici 2030, Enedis favorise l'usage des véhicules électriques, au service de la transition énergétique et d'une mobilité plus responsable, quel que soit votre fournisseur d'énergie.

© Aydın Büyüktaş.

Retrouvez-nous sur Internet

enedis.fr enedis.officiel @enedis enedis.officiel

L'ÉNERGIE EST NOTRE AVENIR. ÉCONOMISONS-LA !

RECONSTRUISONS DANS UN MONDE QUI BOUGE.

NOUS AGISSONS SUR LE TERRAIN,
PRÈS DE VOUS, MAINTENANT.

CIC Nord Ouest

Crédit Industriel et Commercial. CIC – SA au capital de 608 439 888 euros 6, avenue de Provence 75009 Paris – RCS Paris 542 016 381. cic.fr